Jean-Marc HOLZ

Les très riches heures
de l'histoire économique allemande





Collection Études

Presses Universitaires de Perpignan

Presses universitaires de Perpignan

Les très riches heures

De l'histoire économique allemande

Jean-Marc Holz

DOI : 10.4000/books.pupvd.39005
Éditeur : Presses universitaires de Perpignan
Lieu d'édition : Perpignan
Année d'édition : 2017
Date de mise en ligne : 13 mai 2022
Collection : Études
EAN électronique : 9782354123529



Édition imprimée
EAN (Édition imprimée) : 9782354123055
Nombre de pages : 349

Référence électronique
HOLZ, Jean-Marc. *Les très riches heures : De l'histoire économique allemande.* Nouvelle édition [en ligne]. Perpignan : Presses universitaires de Perpignan, 2017 (généré le 16 mai 2022). Disponible sur Internet : <http://books.openedition.org/pupvd/39005>. ISBN : 9782354123529. DOI : https://doi.org/10.4000/books.pupvd.39005.

Légende de couverture
En couverture : L'aigle est celui du Bundestag ; on le surnomme affectueusement « la grosse poule » (die fette Henne). Les trois couleurs noir, rouge et or du drapeau fédéral (1949) furent aussi celles de la république de Weimar (1919-1933) et proposées par le Parlement de Francfort (1848-1850). Le noir et l'or sont les couleurs de l'Empereur, le noir et le blanc celles du royaume de Prusse (1701-1918). On retrouve un aigle, le noir, le

blanc, le rouge et l’or sur la bannière de l’État monastique des Chevaliers teutoniques (XIIIe-XIXe siècle). Logo :
https://commons.wikimedia.org/wiki/File :Deutscher_Bundestag_logo.svg ?uselang =fr
Licence GSDL
Crédits de couverture
La maquette de cette couverture a été réalisée par Jeanne Amiot

Ce document a été généré automatiquement le 16 mai 2022.

RÉSUMÉS

Comment expliquer la prééminence séculaire de l'économie allemande ? Quels en sont les ressorts ? Pourquoi cette vigueur toujours persistante en dépit d'une histoire mouvementée ?
Pour répondre à ces questions, l'auteur analyse une quarantaine d'évènements à l'intersection du politique, du social, du technique et du culturel, qui constituent, du XVIe siècle à nos jours, les dates décisives de l'histoire économique de la « Grande Nation ».
Classés par ordre chronologique, ces faits majeurs sont replacés dans leur contexte historique et analysés en détail jusque dans leurs prolongements contemporains. Chaque chapitre est indépendant, mais l'ensemble dresse le portrait d'une Allemagne solide et moderne, tandis que se dessine en filigrane celui d'une France bloquée qui s'appauvrit.
Le texte clair, vivant, dense et précis est complété par des documents inédits (statistiques du XIXe siècle à 2017, cartes).
L'ouvrage s'adresse aux enseignants, aux élèves de classes préparatoires, aux étudiants d'histoire, études germaniques, économie, études européennes, sciences politiques. Il intéresse également le public soucieux d'une information solide sur les fondements de l'économie allemande.

JEAN-MARC HOLZ

Né à Metz, est agrégé de géographie, docteur ès sciences économiques, docteur d'État ès lettres. Il a enseigné aux universités de Franche-Comté (Besançon) et de Perpignan, comme professeur des universités, et publié de nombreux articles sur l'Allemagne.
En 1993, deux prix scientifiques lui ont été décernés pour sa thèse sur la reconversion de la Ruhr.

SOMMAIRE

Consolidation

Renaissance

Introduction

À ma femme

1 Pourquoi l'économie allemande est-elle si forte ?

2 Pourquoi l'Allemagne demeure-t-elle, depuis 150 ans, aux premières places dans l'économie mondiale ? On explique aisément le « miracle » économique d'après 1945, comme la bonne santé actuelle du pays réunifié. Mais l'Allemagne a vécu les plus grands bouleversements politiques depuis près de deux siècles. Déjà en 1874, Heinrich von Treitschke pouvait parler des « misères et malheurs d'une histoire extrêmement compliquée et confuse » ; mais depuis cette date, aucun pays au monde – URSS, Chine et Pologne exceptées – n'a subi un tel enchaînement de traumatismes. Il faut rappeler les séquences de cette histoire terrible.

3 1918, la défaite. 2,5 millions de morts, la misère dans le peuple, les mutilations territoriales (70 000 km^2). Le tableau s'assombrit avec une révolution bolchévique réprimée dans le sang, ouvrant une période de troubles incroyable. Alors que la France panse ses terribles blessures, l'Allemagne se déchire : coups d'État avortés, assassinats politiques, émeutes sanglantes, exécutions sommaires, 400 attentats, grèves, occupation étrangère ; dans un climat insurrectionnel et révolutionnaire de guerre civile éclate la grande inflation, et à peine remise de ce choc, l'économie en subit un

second, la crise de 1930 (5,6 millions de chômeurs en 1932) qui s'ouvre finalement sur la tragédie du nazisme.

4 1945, nouvelle défaite. La « *Stunde Null* » : 6 à 8 millions de morts, un pays en ruines, anéanti, submergé de millions de déracinés : 9 millions de personnes déplacées lors des bombardements alliés retournant chez elles et croisant 8 millions de prisonniers de guerre de retour également, auxquels s'ajoutent 12 millions d'expulsés chassés d'Europe centrale. L'Allemagne n'existe plus ; une réforme monétaire violente, puis la coupure de la nation en deux États hostiles, dont l'un va vivre encore pendant 40 ans sous le joug communiste. Deux défaites successives, des dizaines de millions de victimes, deux dictatures puis le nouveau choc de la réunification de 1990, cette fois aux conséquences positives.

5 Si l'on remonte le temps, le pays a connu d'autres traumatismes d'ampleur : la guerre de Trente Ans – première guerre civile européenne – dévaste le pays pour un siècle : déjà l'Allemagne ravagée, financièrement exsangue, politiquement mutilée, moralement abattue, menacée dans son existence même… Après la guerre de Sept Ans et les guerres napoléoniennes, elle ne fut pas loin de l'abîme non plus.

6 Pourtant, de chaque épreuve, l'Allemagne sort fortifiée. D'où notre interrogation qui rejoint celle de Jacques Droz dans l'introduction de son *Histoire de l'Allemagne* : « comment l'Allemagne, ce pays divisé, incapable pendant des siècles de réaliser son unité, a pu devenir au XIXe siècle une puissante nation qui a cherché à soumettre l'univers à son rêve d'hégémonie mondiale ? »

7 Aujourd'hui, l'Allemagne est la 4e puissance économique mondiale. Examinée sur la longue durée, la trajectoire de son économie est riche d'enseignements. Selon les calculs d'Angus Maddison – parfois contestés – la part de l'Allemagne dans le PIB mondial a oscillé

entre 3,3 % vers 1500, 3,8 % vers 1600, 3,6 % vers 1700 et 3,8 % en 1820. Elle bondit à 6,5 % en 1870 sous l'effet d'une poussée industrielle phénoménale et culmine à 8,8 % en 1913. Reflux après les deux défaites aux guerres mondiales, entre 4 et 4,3 % de 1950 à 1998. Les chiffres d'A. Maddison rejoignent pourtant les calculs du CEPPI/Chelem (*Panorama de l'économie mondiale*) qui montrent aussi que l'Allemagne a bien résisté (comme le Japon) avec 4 % du PIB mondial en 1960 et 4,6 % en 2015. Les autres grandes puissances (à l'exception du Japon), ont reflué : les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Italie. L'Allemagne non. Pourquoi ?

8 La divergence avec l'économie française est frappante. En 1820, la France (plus peuplée) produit deux fois plus de richesses que l'Allemagne (38 Mrd $ Geary-Khamis de 1990, selon A. Maddison – contre 16,39 Mrd). Un siècle plus tard, l'écart est comblé. L'Allemagne dépasse la France de 6,2 % en 1910. Les deux guerres mondiales et les crises évoquées rebattent les cartes, mais la France est à nouveau dépassée en 1935, puis en 1951. Depuis cette date – soit plus d'un demi-siècle – l'Allemagne creuse l'écart, qui atteint 40,6 % en 2016. Les écarts sont moindres si l'on calcule le PIB par habitant (14 %), mais l'Allemagne nous devance toujours ; d'ailleurs, la puissance, c'est d'abord une valeur absolue !

9 Telle est la réalité : la grande résistance de l'économie allemande, capable de préserver, sur la très longue durée, sa place aux premiers rangs de l'économie mondiale, en dépit de la double contrainte des tourments de son histoire et de la concurrence mondiale grandissante.

10 Quels ressorts profonds, quelles forces anonymes agissent pour alimenter cette fabuleuse capacité de résurrection, qui n'a jamais cessé de fasciner les nations voisines ?

11 La force économique allemande a une épaisseur historique ; on se propose de l'explorer en sélectionnant quelques évènements saillants qui ont jalonné ce parcours exceptionnel. Certes l'histoire s'écrit en continu, comme le rappelle André Piettre (*Les trois stades de l'économie – 1955*) : « l'histoire d'une société est comparable à une étoffe ornée, de place en place, de motifs divers. La trame, c'est-à-dire la vie quotidienne matérielle et contraignante (...) forme le tissu de ces siècles vulgaires ». Mais parfois, ajoute-t-il, apparaît un « motif central vers lequel tout converge ». Ce motif, c'est l'évènement économique saillant retenu dans notre démarche, un peu comme dans *Les très riches de l'humanité* de Stefan Zweig (*Sternstunden der Menscheit*, 1939). Plutôt qu'une histoire continue (elle existe d'ailleurs, avec la remarquable *Histoire économique de l'Allemagne* – 1994, de Michel Hau) nous proposons une histoire granulaire, se déployant comme un long collier dont on ne voit que quelques perles, unies par un fil invisible.

12 Les événements retenus sont de diverses natures : inventions, lois, créations d'entreprises, discours politiques, accords ou traités. Tout concourt finalement à la vie économique ! Chaque événement révèle, explique, éclaire notre propos : « tout événement est symbole » disait Goethe (« *alles Ereignis ist ein Gleichnis* » – Faust). Certains ont marqué les contemporains, d'autres ne sont à l'époque que des faits passés inaperçus, et reconsidérés a posteriori en « événements » par le travail des historiens. C'est même la nature propre des faits économiques dont le retentissement dans la conscience d'un peuple est moindre qu'un événement politique ou artistique. Certains faits et événements provoquent des ruptures, des inflexions, d'autres agissent plus lentement, dans les profondeurs de la société, mais tout événement dit M. Winock (« Qu'est-ce qu'un événement ? »

L'histoire, 268/2002) est destructeur d'un ordre autant que constructeur d'un nouvel équilibre.

13 La sélection opérée se heurte aux difficultés habituelles du travail d'historien. D'abord, poser une date, c'est simplifier, rationaliser, et, d'une certaine manière, mutiler la complexité du réel. Mais cette méthode, semble-t-il, se justifie d'autant plus que l'Allemagne a une histoire « hachée », scandée de multiples dates-repères qui sont autant de ruptures. Ensuite : comment distinguer le fait historique important, du fait non historique, insignifiant ? C. Seignobos disait, dans sa *Méthode historique appliquée aux sciences sociales*, qu'on juge de l'importance d'un fait à ses conséquences... mais P. Valéry répliquait que « l'histoire justifie ce que l'on veut »... De la réalité historique équivoque, inépuisable, la recherche historique propose sans cesse de nouvelles explications. Non sans raison, Henri-Irénée Marrou (*De la connaissance historique*) disait : « l'histoire est une réponse... à une question que pose au passé mystérieux la curiosité, l'inquiétude ».

14 Autre évidence : on ne peut échapper à sa propre subjectivité ni à son temps ; c'est en fonction du présent que l'on attribue, a posteriori, à tel fait une signification et une valeur, choix qui sera nécessairement soumis à la critique ultérieurement.

15 Étudier un fait historique n'est pas tout : faut-il le relier aux autres et établir des liens de causalité qui rendent compte de cet enchaînement ? Chaque événement est singulier, irréductible, est-il pour autant autonome ? Nous ne le pensons pas. Les faits et leurs conséquences ne disparaissent jamais, ils se sédimentent, laissant comme des traces d'ADN... Cette histoire évènementielle de l'économie allemande n'est pas une succession incohérente et désordonnée de faits, dénuée de signification : un fil invisible, parfois rompu, relie chaque fait au précédent. L'histoire est géologie : elle se fait couche par couche, par lente sédimentation des

faits, que le temps enfouit peu à peu dans l'oubli, mais qu'un mouvement tectonique peut faire resurgir en surface... Le passé ne passe pas, en économie moins qu'ailleurs.

16 Autre risque associé à notre démarche : le finalisme, la dimension téléologique de la lecture que l'on fait de l'histoire ; celle-ci serait compréhensible par sa fin. L'Allemagne offre une terre propice à cette question, avec le débat sur le *Sonderweg*, cette évolution spécifique allemande qui aurait conduit au nazisme. Selon Klaus Peter Sick, l'historien Hans-Ulrich Wehler (1931-2014) entendait au début des années 1970 localiser « les différents carrefours historiques, où, dès le XIXe siècle, la société allemande était censée avoir pris le chemin de 1933 ». Existe-t-il un *Sonderweg* économique ? Il serait absurde de s'engager dans cette voie, de rechercher dans tel événement des siècles passés une cause lointaine de tel aspect de l'économie actuelle ; l'histoire de l'Allemagne est trop tumultueuse pour que de telles filiations s'instaurent durablement ; en revanche nous faisons l'hypothèse que la prospérité économique actuelle s'est construite lentement, par fines couches, chaque fait saillant retenu (et d'autres sans doute) laissant sa trace d'ADN dans les cellules profondes de la société. Ainsi le système d'apprentissage dual, si admiré, n'est pas issu d'une génération spontanée ; de même la crainte de l'inflation et la lutte pour la maîtriser ou l'art du compromis et du dialogue social ont une longue histoire qui commande l'évolution actuelle.

17 Les faits sélectionnés s'inscrivent dans une démarche transversale. Ils sont d'ordre juridique, technique, institutionnel, diplomatique ou culturel, autant que strictement économique. Michelet le premier avait intégré le droit, la religion, l'art, les sentiments, la géographie à l'approche historique. Dans *La cité antique* (chap. IX-1864), Fustel de Coulanges ne dit pas autre chose : « l'histoire n'étudie pas seulement

les faits matériels et les institutions ; son véritable objet d'étude est l'âme humaine ». Les économistes ont suivi. Dès 1949, dans *L'action humaine, un traité d'économie* (trad. 1985), Ludwig von Moses (1881-1973) insiste : « l'économie ne se laisse pas décomposer en branches spécialisées. Elle traite invariablement de l'interconnexion de tous les phénomènes de l'action économique. *Tous les faits économiques se conditionnent mutuellement*. Chacun des divers problèmes économiques doit être traité dans le cadre d'un système complet qui assigne sa juste place et son juste poids à chaque aspect des besoins et des désirs humains. Toutes les monographies restent fragmentaires si elles ne sont pas intégrées dans un traitement systématique du corps entier des relations sociales et économiques ». J. Schumpeter le rejoint : « avec sa main classificatrice, le chercheur sort d'une manière artificielle les faits économiques du grand courant de la société ». D'où le rejet des formalisations mathématiques excessives qui stérilisent la pensée économique contemporaine. Dans le même esprit, Serge-Christophe Kolm (« L'économie et les mathématiques », *Le Monde*, 6 juin 1989) écrit : « pour les problèmes économiques les plus importants actuellement, la discipline qui peut aider l'économiste est plus souvent la philosophie, l'éthique, la sociologie, la psychologie ou l'histoire, que les mathématiques (...) il est exclu que le langage mathématique joue seul un rôle, et même qu'il joue un rôle crucial ». Plus près de nous, l'historien américain David Landes insiste sur les « valeurs culturelles » pour expliquer « la grande divergence », c'est-à-dire l'essor économique britannique contemporain du déclin chinois, rejoignant André Piettre et bien d'autres.

18 Dernier point : quel horizon temporel retenir ? Nous pensons que 4 événements majeurs ont constitué la matrice du succès économique allemande sur la longue durée : la création du Saint-

Empire, la Réforme, la guerre de Trente Ans, la naissance de la Prusse. Les autres faits s'ordonnent en plusieurs grandes périodes : essor (XVIIe siècle-1914) – consolidation (entre-deux-guerres) – renaissance (depuis 1945 et 1990).

19 Ainsi, notre propos mêle deux des horizons définis par Fernand Braudel : le temps évènementiel et le temps de l'évolution structurelle. Choisir, dans les faits saillants du temps court ceux qui éclairent le temps long (celui de l'économique) fut notre défi.

20 Encore un mot : l'ouvrage est centré sur la réussite de l'économie allemande dans le long terme. Il est clair que l'auteur est bien conscient des faiblesses ou insuffisances actuelles du pays : vieillissement démographique, dépeuplement de l'ex-RDA, déficit de main-d'œuvre qualifiée, dépendance excessive à l'égard des exportations, éclatement du paysage bancaire, sous-investissement public, creusement des inégalités sociales, choc de l'immigration et risque de fragmentation de la société...

21 Le temps de la superpuissance économique allemande est peut-être révolu ?

Matrice

1. 2 février 962. Otton Ier, empereur d'Occident : l'Allemagne s'installe au cœur de l'Europe

---

1 Il ne faut jamais oublier la dimension territoriale de la puissance économique. Par sa taille, sa situation géographique, sa structure ou son mode d'administration, le territoire influe sur l'économie.

2 **Au cœur de l'Europe.** L'Allemagne s'y est inscrite, il y a plus d'un millénaire. Pour l'historien Golo Mann – fils de Thomas Mann, bavarois et fédéraliste –, « l'Allemagne a eu le malheur d'être, depuis sa naissance, au centre de l'Europe, entre l'est et l'ouest » (*Histoire allemande du XIXe-XXe siècle*). La géographie commande-t-elle à l'histoire ? Élisée Reclus rappelle, dans sa *Géographie universelle*, que l'Allemagne est la contrée centrale de l'Europe par excellence : « Les diagonales menées d'une extrémité à l'autre du continent passent à travers son territoire ».

3 L'État allemand est aussi le plus ancien de l'Europe moderne, souligne Pierre Béhar. « Il est le premier à sortir des décombres de l'empire de Charlemagne » en novembre 887 avec l'élection de Arnulf de Carinthie à la diète de Tribur. Le royaume de Germanie naît alors d'un bloc, rassemblant les peuples souches (*Stämme*) : Franconiens, Saxons, Thuringiens et Bavarois. Seul en mesure de recueillir l'héritage de Charlemagne, il est le noyau d'un Saint-Empire (*sacrum imperium*) appelé plus tard Saint-Empire romain

germanique. En Europe, c'est le seul élément de paix, de stabilité et de puissance ; il est curieux d'observer que plusieurs siècles plus tard, cette masse centrale sera au contraire le cœur tourmenté de nombreux conflits… Enchâssée dans le continent, l'Allemagne doit coexister avec de nombreux peuples très différents, par la langue, la religion, la culture politique. Avec l'expansion territoriale de l'Empire, le monde germanique englobe nombre de contrées qui relèveraient aujourd'hui de la souveraineté de 17 États ! La France (Lorraine, Alsace, Flandre, Bourgogne, Alpes), la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg, la Suisse, le Danemark, l'Autriche, l'Italie, la Slovénie, la République tchèque (Bohême et Moravie), la Slovaquie, la Pologne, la Croatie, la Russie, ainsi que les trois États baltes soumis aux Chevaliers teutoniques… À cet ensemble composite on pourrait ajouter le futur Empire des Habsbourg, pour couvrir ainsi la plus grande partie de l'Europe… Le Saint-Empire n'est pas une construction éphémère (comme l'empire napoléonien) ni de simples liens tissés entre les dynasties, mais bien un ensemble territorial à structure lâche, reposant sur une politique de peuplement, des échanges commerciaux, une prégnance culturelle forte (langue, religion), des institutions solides et la fidélité à l'empereur.

4 **Un homme incarne ce magistère européen.** Otton 1er dit Otton le Grand (912- 973), roi de Germanie (936-973) et empereur d'Occident (962-973). Après avoir consolidé l'œuvre considérable de son père Henri 1er l'Oiseleur, puis acquis un prestige immense après sa victoire sur les Hongrois à la bataille du Lechfeld (955), il recueille en 962 l'héritage carolingien et romain. Le Saint-Empire, c'est l'Empire romain restauré : l'idée d'un Reich a ainsi perduré pendant un millénaire dans la conscience collective allemande. L'histoire allemande n'a cessé de véhiculer à travers les siècles, l'idée impériale, chrétienne et universaliste du Saint-Empire, qui s'efface

en 1806 pour se réincarner ensuite dans une nouvelle perspective, celles de l'empire wilhelminien ou celle de l'Europe, mais curieusement aussi celle de la république de Weimar ! L'article 1er de sa constitution ne dit-il pas : « Le Reich allemand est une république » ? Robert Minder nous rappelle qu'« à travers les siècles, la vision du Saint-Empire dominant l'Europe est restée dans la mémoire collective des Allemands, comme un appel à la conquête, une promesse d'hégémonie, une certitude mission sacrée ».

5 Pendant ses 30 ans de règne, Otton 1er, souverain intelligent, habile, bon chef de guerre, bon administrateur, ayant du monde une vision vaste et juste, est admiré et respecté : la poétesse Roswitha écrit sa légende de son vivant (969). Se posant en héritier de Rome, il jette les bases d'une domination allemande sur l'Europe centrale et orientale, jamais démentie depuis. Le rayonnement diplomatique de l'Empire semble préfigurer la situation actuelle ! À l'ouest, il règle les différends entre Carolingiens et Robertiens qui prétendent tous deux à la couronne de France, mène les premières campagnes militaires allemandes dans le pays, tout en préservant des liens avec le grand voisin par sa femme Adélaïde, toujours fidèle à sa haute Bourgogne natale. Au sud, il étend son pouvoir sur l'Autriche, la Hongrie, la Slovénie et remet de l'ordre dans les affaires italiennes. Au sud-est (Byzance), il négocie le mariage de son fils Otton avec la princesse Théophano, nièce de Jean 1er Tsimikès. À l'est, il étend son influence sur la Pologne, établit sa suzeraineté sur la Bohême, négocie avec Olga la « reine des Russes » qui gouverne Kiev. À la diète de Quedlinbourg (973), peu avant sa mort, sont présents le duc Miezko 1er de Pologne, le duc Boleslas de Bohême, les magnats hongrois émissaire du duc Geyza, le roi Harald du Danemark, des Bulgares, des Russes, des Byzantins, les princes de Capoue et de Bénévent, et aussi des fatimides musulmans de Sicile et d'Afrique –

tout cela fait apparaître le Saint-Empire comme la puissance *quae parcellit in mundo* (la première place dans le monde).

6 L'histoire de l'Allemagne se développe dans le souvenir de cet imperium.

7 Sur une plus longue durée se déploie, pendant son règne et jusqu'au XVIIIe siècle, un vaste mouvement de colonisation. Le réservoir démographique germain alimente un flux séculaire d'émigration et d'expansion territoriale de l'espace germanique, qui imprime aux terres slaves une empreinte germanique indélébile. Tantôt spontané, tantôt orchestré par les abbayes et les princes, ce *Zug nach Osten* s'accomplit par le défrichement, l'exploitation minière, la construction d'églises, abbayes et châteaux sur les mille chemins de la diaspora germanique. Des milliers de villages et de villes sont fondés : les chevaliers de l'Ordre teutonique, à eux seuls, édifient 148 châteaux, 1400 villages et 55 villes fortifiées, dont Königsberg (1255) ville allemande pendant près de 7 siècles, et patrie de Kant. Des milliers de villages et de villes ont été régis pendant des siècles par le droit allemand (droit de Lübeck, de Magdebourg, de Nuremberg, d'Allemagne du Sud). Les colons ont fait souche, donnant de puissantes minorités germanophones (18 millions d'habitants en 1937) en terre slave. Pour des siècles, la physionomie ethnique de l'Europe centrale et orientale est marquée du sceau germanique, de la Baltique aux Carpates, de l'Oder au Niémen. Il reste aujourd'hui des minorités germanophones (1,5 million de personnes) dans 27 pays d'Europe (400000 en Russie, 30000 en Italie, 180000 au Kazakhstan, 150000 en Pologne, 130000 en Roumanie...).

8 **L'idée fédérale.** Otton a jeté les bases d'une puissance allemande au cœur de l'Europe. Ses successeurs font vivre l'héritage, mais peu à peu, en dépit du règne de souverains d'exception comme Frédéric 1er Barberousse, le pouvoir réel échappe de plus en plus à l'empereur :

désagrégation lente – témoignant de la solidité profonde de l'édifice – mais affaiblissement continu. Peu à peu, le pouvoir passe aux mains des dignitaires de l'Empire, glisse du centre vers la périphérie, alors que la France se construit patiemment selon un processus exactement inverse. Sous la pression des circonstances, Frédéric II reconnaît la souveraineté des princes ecclésiastiques par la *Confederatio cum principibus ecclesiasticis* édictée à la diète de Francfort (1220) puis aux princes laïques par le *Statuum in favorem principum* en 1232. Le pouvoir de fait des territoires est reconnu de droit : c'est la « victoire territoriale », consacrée en 1250 à la mort de Frédéric II. La nature de l'administration du territoire allemand est inscrite pour des siècles, jusqu'à nos jours, dans les institutions et la culture politiques du pays. Avec le Saint-Empire apparait une forme politique nouvelle, complexe, à la fois millénaire et moderne, ce « compromis fédéraliste » dont parle Thomas Nipperdey, entre unité et multiplicité, pluralité et intégration. Ce que Pufendorf qualifiait de « quasi monstre », cet « État constitué d'États », a pourtant témoigné d'une grande souplesse et d'une efficacité certaines : la collecte de l'impôt impérial était efficace à 80 % à la fin du XVIe siècle (selon W. Schulze) ; les tribunaux d'empire, les infrastructures, la poste impériale fonctionnaient bien et l'Empire n'a-t-il pas su régler des conflits religieux avec la Paix d'Augsbourg (1555) puis les traités de Westphalie (1648) ? Toutes sortes de solidarités, de nature territoriale, institutionnelle, confessionnelle ont tramé un tissu d'interdépendances fonctionnelles qui ont servi l'économie. Pendant le grand interrègne (1250-1273), l'Allemagne vit sans empereur, et même sans roi ; deux tentatives de réunification échouent sous Charles Quint puis Ferdinand II. C'est un État nouveau et centralisé, la Prusse, qui a conduit le pays à la deuxième réunification en 1871.

9 À défaut d'unité, l'Allemagne est diversité ! Elle se développe précisément grâce aux territoires, grâce aux républiques urbaines, duchés et comtés qui font vivre le grand corps germanique. La grande réforme de l'empire (diète de Worms, 1495) parvient à concilier la volonté d'autonomie des états face au pouvoir central tout en préservant la paix et le droit dans les territoires, grâce à une institution centrale, le tribunal de la chambre impériale (*Reichskammersgericht*). L'idée fédérale s'implante ; la République fédérale actuelle est fille de l'Empire. Cela n'est pas sans conséquence pour l'économie : l'Allemagne est un territoire où coexistent un grand nombre d'unités souveraines de puissance comparable ; cette situation crée une pression concurrentielle forte entre territoires, villes, entreprises. Elle augmente le goût du risque et de l'innovation par une introduction plus rapide des inventions et des procédés de production, une circulation accélérée de l'information. O. Volckart a montré qu'en l'absence de régulation centrale par l'empire, les monopoles ne se créent pas aisément, la concurrence est de règle ; par ailleurs en l'absence d'une législation générale, les conflits d'intérêts ne peuvent être réglés que par des accords bilatéraux entre les acteurs (villes, duchés, commerçants), créant une culture du dialogue ancestrale. Tout cela insuffle une dynamique sans doute plus féconde que la cristallisation des pouvoirs, des talents et de l'argent en un seul pôle hégémonique comme la capitale d'un État centralisé.

10 L'un des aspects les plus spectaculaires de cette dynamique polycentrée est le rôle des villes.

11 **Les villes, moteurs de l'économie allemande.** Les empereurs ottoniens ont développé une politique de création de villes, accordant à nombre de castrum le droit de battre monnaie et tenir marché. Comme la Flandre et l'Italie du Nord, l'Allemagne devient

une économie de villes. L'urbanisation « à trois têtes » (palais, marché, église) – pour reprendre l'expression de Jean-Luc Pinol – est amorcée à la fin du VIIIe siècle. Charlemagne établit à Francfort/Main un palais et une église en 794 ; Otton octroie un marché à Magdebourg en 965 et le droit commercial de Magdebourg s'étend rapidement au Brandebourg, à la Poméranie, la Saxe, la Thuringe, la Silésie, la Bohême et la Moravie pour des siècles... plus de 1300 villes sont fondées dans l'empire entre 1260 et 1300 ; Wilhelm Abel avance le chiffre de 3000 pour la période 1230-1350.

12 Entre les villes se développent des échanges embrassant l'Europe entière, en réseaux complémentaires et concurrents. Les lignes de force de l'économie contemporaine se dessinent déjà, notamment le long du Rhin : l'Europe rhénane, chère à Étienne Juillard, s'étirant de Londres et Anvers jusqu'à Milan s'ébauche dès le Moyen Âge ; aujourd'hui elle constitue le cœur économique de l'Europe, avec 40 millions d'habitants et 1500 milliards € de PIB sur 110000 km^{2}.

13 D'autres routes commerçantes jalonnées de villes de foire et de places de commerce se dessinent d'est en ouest (le Hellweg longeant les massifs anciens du Nord, de Bruges à Magdebourg et Leipzig, la route du sel d'Augsbourg à Salzbourg, l'axe Méditerranée-Baltique passant par Augsbourg et Nuremberg... Dès le XIIe siècle, on dit de la capitale franconienne : « la main de Nuremberg s'étend de terre en terre » (*Nürnberger Hand geht durchs ganze Land*). Les commerçants de Ratisbonne sont présents sur tous les marchés, de Gand à Moscou et Constantinople ; ils possèdent des ateliers en Asie Mineure. Ceux de Cologne sont fortement implantés à Londres. Sans oublier la Hanse qui de 1241 à la guerre de Trente Ans, unit plus de 70 cités de l'Europe du Nord, de Londres à Novgorod.

14 Ainsi « l'Allemagne vaste, vague, flottante et féconde » de Michelet englobe déjà, dans sa mouvance réticulaire, de vastes portions du territoire européen. Un siècle après Otton un proverbe allemand célébrait « la magnificence d'Augsbourg, le génie de Nuremberg, la richesse d'Ulm et le canon de Strasbourg » à l'égal de « la puissance de Venise » et donnait « la domination du monde à toutes ces forces réunies »...

15 Au fil des siècles, le « monde germanique » impose, sur une large partie de l'Europe, du Rhin aux confins russes, une forme d'imperium aux multiples visages, linguistique et culturel, politique et économique. L'incarnation étatique de cette présence, longtemps chaotique et dépourvue de centre de gravité stable, contraste avec la permanence des peuples constituant cette aire culturelle vivante et mouvante. Selon les auteurs du *Dictionnaire du monde germanique*, celui-ci débute avec la rédaction de la Bible gotique par Wulfila, évêque wisigoth (311-382) ayant entrepris cette traduction pour convertir les Goths au christianisme, et « son histoire se déploie selon des lignes brisées et des virtualités inaccomplies ».

16 Mais avec Otton 1er, il y a plus de mille ans, l'Allemagne s'est installée au centre du jeu européen. L'autorité que lui confère sa puissance économique actuelle s'inscrit dans cette destinée.

La présence économique allemande en Europe 2016

Zone	Pays	Emploi[1] (1 000)	En % du total mondial	Volume d'échanges[2] (Mrd €)	En % du total mondial	Stock IDE[3] (Mrd €)
	Royaume Uni	387	-	121,87	-	121,33
	France	331	-	167,07	-	38,50
	Espagne	213	-	68,44	-	25,20
	Italie	178	-	113,22	-	32,30
	Pays-Bas	147	-	162,36	-	82,60
	Belgique	85	-	79,62	-	41,86
	Portugal	51	-	13,68	-	3,64
	Irlande	25	-	17,70	-	12,11
	Luxembourg	16	-	8,54	-	67,17
Total zone I		1 433	20,4	752,43	34,8	420,71
	Pologne	338	-	101,28	-	28,07
	Rép.tchèque	315	-	80,61	-	26,37
	Autriche	248	-	98,40	-	25,90
	Roumanie	203	-	26,06	-	7,92
	Hongrie	185	-	47,75	-	14,94
	Suisse	124	-	94,27	-	34,07
	Slovaquie	121	-	27,13	-	7,46
	Bulgarie	41	-	6,70	-	2,67
	Liechtenstein	2	-	1,1	-	0,22
Total zone II		1 577	22,2	483,3	22,3	147,59
	Russie	264	-	48,02	-	15,75
	Ukraine	78	-	5,40	-	3,23
	Lituanie	14	-	4,70	-	1,05
	Lettonie	6	-	2,40	-	0,53
	Estonie	5	-	2,28	-	0,20
	Moldavie	5	-	0,44	-	0,08
	Biélorussie	3	-	1,59	-	0,14
Total zone III		375	5,3	64,85	3,0	20,98
	Turquie	118	-	37,35	-	9,24
	Croatie	33	-	4,37	-	2,63
	Grèce	28	-	6,87	-	3,56
	Serbie	24	-	3,69	-	1,20
	Slovénie	20	-	10,30	-	1,75
	Macédoine	10	-	3,01	-	0,12
	Bosnie-Herz.	5	-	1,45	-	0,24
	Malte	4	-	0,98	-	14,45
	Chypre	2	-	0,81	-	1,01
	Albanie	1	-	0,39	-	0,10
	Kosovo	1	-	0,20	-	0,13
Total zone IV		246	3,5	69,82	3,2	34,43
Zone V Scandinavie		163	2,3	107,84	5,0	45,47
Total zones 1-5		3 794	53,7	1 478,24	68,3	669,18

1. Nombre de salariés dans les entreprises sous contrôle allemand.
2. Importations + exportations.
3. IDE (investissements directs à l’étranger) allemands en Europe.
Zone I : noyau occidental ;
Zone II : Europe centrale ;
Zone III : Europe orientale ;
Zone IV : Europe balkanique et méditerranéenne ;
Zone V : Scandinavie : Danemark, Suède, Norvège, Finlande.

Sources : Deutsche Bundesbank (Bestanderhebung über direkt Investionen, Sonderveröffentlichung, April 2017) – Destatis.

2. 31 octobre 1517. Luther

---

1 La figure de Martin Luther (1483-1546), frère mendiant de l'ordre des ermites de Saint-Augustin qui le 31 octobre 1517 affiche la liste de ses 95 thèses à la porte de l'église du château de Wittenberg, selon la coutume des clercs, reste toujours un sujet de discussion. Chaque année, des centaines d'articles ou d'ouvrages lui sont encore consacrés – qui ne s'accordent pas toujours ; la colossale édition de Weimar recensant tous ces titres et l'œuvre du grand réformateur, en une centaine d'énormes volumes, est toujours en cours...

2 Mais tous les historiens reconnaissent que la grande coupure, le « grand craquement précurseur » dont parlait Lucien Febvre, à l'aube des temps modernes, se situe bien en 1517 en Allemagne. Si la Réforme fut d'abord une « réponse religieuse à une angoisse collective » (Jean Delumeau), et une volonté de rénovation religieuse de la chrétienté, elle n'est pas seulement une dispute académique, c'est un mouvement qui embrasse toute la société au point d'exercer une influence irréversible sur le destin allemand. L'ébranlement touche toute l'Europe du vivant même de Martin Luther, et dans son sillage, d'autres réformateurs comme Calvin ou Zwingli. André Drijard y voit « un événement capital dans l'histoire de l'Allemagne et de l'Europe, le plus important avant la Révolution française ». L'audience de Luther fut immense et immédiate. Loin d'être confiné au cercle étroit des théologiens, son message est diffusé, grâce au livre, dans toute l'Allemagne, l'Europe du Nord et même l'Empire :

200000 exemplaires de ses écrits ont été vendus dès 1520, grâce à Melanchthon et Hans Sachs. L'âme allemande a été marquée pour des siècles dans son comportement moral et social, car même lorsque la déchristianisation commence à progresser et que la foi s'affaiblit, la Réforme laisse subsister un ensemble de représentations et de réflexes qui continuent à régler les conduites et les comportements.

3 Or l'économie ne peut s'abstraire du social. Même sans adhérer aveuglément à la thèse déterministe de Montesquieu (*L'esprit des lois*) pour qui « plusieurs choses gouvernent les hommes, le climat, la religion, les lois, les maximes du gouvernement, les exemples des choses passées, les moeurs, les manières d'où il se forme un esprit général qui en résulte » – thèse reprise pr l'école culturaliste américaine – on ne peut nier l'influence impalpable mais réelle de la Réforme sur l'économie.

4 **Obéir.** La société allemande a été pendant des siècles, et sans doute jusqu'à nos jours, dominée par un principe d'autorité (*Obrigkeit*), par l'éthique du devoir et un certain conservatisme. En affirmant que l'individu n'est libre que dans sa vie intérieure – son « église invisible » – et que pour tout ce qui est de « l'église visible », il doit obéir, Luther donne à l'obéissance la valeur d'un commandement divin. Toute autorité émane de Dieu « si bien que celui qui résiste à l'autorité se rebelle contre l'ordre établi par Dieu » (*Épitre de Saint-Paul aux Romains*, chap. 13). Le protestant (luthérien) doit l'accepter ; or la majorité des princes embrassent la Réforme, et sont bientôt investis du pouvoir spirituel (1555). Devant l'étendue des désordres de la Guerre des paysans (1525), Luther affirme la nécessité d'un ordre, garanti par le pouvoir des princes ; il prend leur parti et les invite à lutter contre « les paysans pillards et à les tuer comme des chiens ». La répression sanglante a définitivement étouffé tout

ferment révolutionnaire en Allemagne ; le « pli de l'obéissance » est pris. Obéir au prince est un devoir civique et un devoir religieux. Dans sa *Géographie universelle*, Élisée Reclus remarque : « en aucun pays du monde, le devoir n'est aussi fréquemment confondu avec la consigne ». De fait, l'ordre devient une valeur intériorisée, au point que Goethe puisse dire « j'aime mieux une injustice qu'un désordre ». Dans sa biographie *Martin Luther, un destin*, Lucien Febvre insiste sur ce point ; le négliger, c'est ne rien comprendre à « un des aspects les plus saisissants du germanisme dans l'histoire, celui de sujets dociles, de fonctionnaires modèles, qui s'est perpétué au cœur des convulsions de notre XXe siècle ». En novembre 1918, les journaux protestants *Bremer Kirchenblatt* et *Brandenburger Kirchenblatt* se font un « devoir » de soutenir les sociaux-démocrates contre les bolcheviks, et appellent, comme jadis Luther, à une répression sévère pour ramener « le calme et l'ordre ». Alfred Grosser insiste, dans *10 leçons sur le nazisme, 1984*, sur « l'esprit de soumission » qui anime la majeure partie de la population à l'aube du XXe siècle et que Heinrich Mann dénonce dans son féroce roman, *Le sujet*. Deux forces morales considérables contribuent à le diffuser : les institutions et le luthéranisme, les pasteurs remplissant une fonction de conservatisme social et politique ; « la religion doit développer le sens du devoir. Et le devoir social est familial et professionnel. Il n'est pas politique ». La thèse de l'Allemand réduit à la condition de sujet (*Untertan*) a été depuis largement controversée, mais force est de constater que l'esprit révolutionnaire n'a guère ébranlé la société allemande au XIXe siècle, que le socialisme et le syndicalisme furent plutôt réformistes que radicaux. « L'Allemand est, de tous les peuples civilisés, celui qui est le plus facilement et le plus constamment gouvernable » disait Kant (1798). Le cloisonnement politique et religieux du pays, pendant des siècles, a

fait de chaque prince, non seulement le *Landesherr* (le souverain) mais aussi le *Landesvater* (le père de ses sujets) : une situation propice à étouffer tout ferment révolutionnaire ; selon A. Drijard, « il serait à peine exagéré de faire remonter à Luther l'apolitisme foncier de l'allemand ». Il y a un pessimisme profond dans le luthéranisme : pour Luther rien de ce que fait l'homme n'est susceptible de le sauver, le salut ne peut venir que de la grâce dont bénéficient ceux qui ont la foi : la foi seule, la grâce seule (*sola fide, sola gratia*). Cette vision de l'homme tranche avec l'espoir catholique d'un salut par les œuvres.

5 **Protestantisme et économie.** Le calvinisme pénètre en Allemagne par les Pays-Bas, dès la conversion au calvinisme du Prince Électeur Johann Sigismond à Noël 1613. G. Oestreich et O. Hintze ont montré son influence et celle du stoïcisme sur les « valeurs prussiennes » : simplicité des mœurs, frugalité, économie, obéissance volontaire envers le roi, sens du devoir envers Dieu et ses prochains, engagement pour soi et pour la collectivité, sens des responsabilités. Mais surtout le calvinisme et le piétisme véhiculent des attitudes favorables à l'essor du capitalisme. Werner Sombart (*le capitalisme moderne, 1902*) avait déjà étudié l'influence du calvinisme et des quakers sur le développement capitaliste ; le lien entre protestantisme et révolution économique est très étudié à la fin du XIXe. Max Weber, dans son célèbre ouvrage *Éthique protestante et esprit du capitalisme* (1904-1905) montre que, contrairement aux thèses de Marx, les causes économiques ne sont pas les seules à l'origine du capitalisme. Il développe son analyse à partir des travaux d'E. Gothein sur l'histoire économique de la Forêt-Noire montrant que dans cette région où vivent autant de protestants que de catholiques, les premiers sont surreprésentés dans l'industrie. Le puritanisme conduit les protestants (calvinistes) à une morale du

travail particulière, et leur croyance en la prédestination les empêche de mépriser la richesse, qu'ils interprètent comme un signe possible du salut. La doctrine de la prédestination – à laquelle Calvin n'accorde d'importance qu'à la fin de sa vie pour souligner l'absolue souveraineté de Dieu – a engendré une mentalité particulière, celle d'un homme se sentant libre à l'égard de toutes choses et de toute autorité, parce que n'ayant plus à se soucier de son salut. Le succès, les bénéfices, la richesse sont donc compris comme un signe de l'élection divine ; l'interdiction de l'oisiveté les pousse à réinvestir ces bénéfices dans la production. L'éthique calviniste glorifie donc le travail car ne pas travailler c'est ne pas rendre hommage à Dieu ; elle autorise aussi le prêt à intérêt qui était interdit dans la doctrine catholique. Les Réformateurs fixent cependant un plafond de 5 % pour protéger les pauvres. De fait, le prêt à intérêt devient légal, déculpabilisant chacun vis-à-vis de l'argent et de la finance. E. Goetz (*Les Échos*, 1.11.2017) observe que les principales bourses occidentales – Francfort, Amsterdam, Londres, New-York – se situent en terre protestante. Par ailleurs, la Réforme a eu un impact sur la conception qu'ont les protestants de la monnaie : « ils exigent une monnaie stable, car cette stabilité est nécessaire pour se montrer digne de la grâce en travaillant et en réinvestissant » souligne E. Goetz, « la monnaie s'apprécie par le travail ». Ainsi se répand un ascétisme laïc et séculier, non pas fondé sur un renoncement au monde, mais sur l'action énergique, le travail, l'esprit d'économie et d'épargne, puissants incitateurs à la capitalisation. Engels lui-même a observé cette obsession du travail chez les patrons de Barmen : « c'est une effrayante vie que mènent ces hommes » (en parlant des patrons !). Que dit Calvin ? « Or et argent sont de bonnes créatures que l'on peut appliquer à bon usage... pourquoi donc le bénéfice ne serait-il pas plus considérable dans les affaires industrielles et

commerciales que le revenu de la terre ? D'où viennent les profits des marchands, sinon de leur travail ? ». En critiquant le monachisme, le luthéranisme a valorisé la vie séculière, familiale, économique ou politique. La vocation du chrétien est de pratiquer la sainteté *dans* le monde. Aussi le métier (*Beruf*) est-il en même temps une vocation (*Berufung*), un devoir religieux. On respecte le métier, et le travail de chacun. Le travail manuel est valorisé, aujourd'hui encore. Et dans l'entreprise nombre de cadres français travaillant en Allemagne ont ressenti cette autonomie, quelque peu distante, laissée à chacun dans son travail ; d'où une hiérarchie plate, non pesante, comme l'a montré Geert Hofstede.

6 La thèse de Max Weber, ici trop rapidement résumée, semble avoir été davantage confirmée qu'infirmée par les recherches récentes, selon Michel Hau. J-P. Willaime y souscrit également. Non touchés par la tourmente révolutionnaire, les protestants allemands ont pu continuer à concilier sans difficulté Dieu et progrès, puisque faire prospérer son entreprise est un devoir moral, et en quelque sorte corollaire du droit de propriété. Ce que l'on retrouve dans les Constitutions de Weimar ou dans la Loi Fondamentale. Il existe de nombreux travaux empiriques venant conforter la thèse de M. Weber. Selon W. Zapf, une étude sur 318 membres de directoires des 50 premières firmes en 1964 donne 72 % de protestants (pour 50 % dans la population) contre 18 % de catholiques (45 %). Semblable surreprésentation nous est apparue dans un sondage aléatoire effectué dans la *Neue Deutsche Biographie* : sur 143 chefs d'entreprises (du début du XIXe à nos jours) 98 soit 68,5 % sont protestants, 32 (22,5 %) sont catholiques et 13 (9 %) juifs ; la surreprésentation des protestants atteint même 76,5 % dans la seconde moitié du XIXe. Une étude sur la répartition confessionnelle des sièges dans les conseils de surveillance de grandes firmes

en 1928 montre cependant moins une surreprésentation systématique des protestants, qu'une sorte de spécialisation par confession selon les firmes.

7 La thèse de Max Weber doit être complétée par d'autres explications, peut-être plus simples. D'abord, le fait de constater que les patrons et dirigeants protestants sont proportionnellement plus nombreux que les catholiques dans l'industrie, ne doit pas faire oublier que les Juifs sont également surreprésentés dans l'élite économique, sans pour autant avoir les même valeurs que les calvinistes… D'autre part, une thèse plus récente insiste sur le rôle de la scolarisation. Luther voulait que chaque commune ait deux écoles (pour garçons et pour filles) où chaque enfant puisse lire la Bible. Selon Sasha Becker, l'avance des régions protestantes est due à un capital humain supérieur : c'est moins dans l'éthique du travail que dans l'éthique de la formation que réside l'apport du protestantisme. Pour lire et comprendre la Bible, les protestants ont lu et fréquenté l'école plus tôt, et davantage, que les catholiques (mais pas plus que les juifs). Les protestants ont une solide tradition éducatrice, qui assure à l'Allemagne une supériorité sur le reste de l'Europe. Comme l'a souligné M. Hau, la révolution éducative que connaît l'Allemagne à la fin du XVIIIe (large développement de l'instruction, éducation chrétienne et préparation à l'exercice d'un métier) est au cœur de la réussite économique du pays. On lit beaucoup en Allemagne, dès le XVIe siècle : la Bible bien sûr, puis d'autres écrits. Le protestantisme est la religion du Livre ; les réformateurs ont valorisé l'écrit, mais aussi la parole et le chant : la parole, dite et écoutée, commentée en assemblée, forge l'esprit critique, façonne la jeunesse, pendant des siècles. Le rôle des pasteurs est également fondamental dans la diffusion des connaissances. Le pasteur – à la fois chef de famille, enseignant, organiste, chef de chorale, officier d'état civil – va

exercer un magistère intellectuel et moral qui façonne la société. Pendant trois siècles au moins, une grande partie de l'intelligentsia viendra d'un « *protestantisches Pfarrhaus* » : les « maisons du pasteur » ont été les pépinières de la nation. La vie intellectuelle dans le pays est bouillonnante, et de 1600 à 1900, l'Allemagne a fourni au monde nombre de grands hommes, philosophes, écrivains, scientifiques, et parmi eux des fils de pasteurs ou pasteurs eux-mêmes (Wieland, Lessing, Herder, Nietzsche, Hölderlin). Le protestantisme est un système ouvert, il laisse une grande latitude à l'individu ; rejetant tout dogmatisme, tout esprit de système, la liberté protestante appelle l'homme à la responsabilité, à prendre du recul, à développer l'esprit critique ; la recherche scientifique en a profité ; selon l'historien Friedrich Herr, la réforme a permis ces conquêtes scientifiques. Luther était un érudit ; il avait un rapport particulier à l'université et à la science. On a dit qu'« il a lié la conscience au savoir » ; il a donné au professeur et à l'université un poids dans la société qu'ils ont encore aujourd'hui. Dans une Allemagne plurielle, le foisonnement intellectuel et scientifique dans toutes les régions (pensons à l'éclat d'universités comme Halle, Iéna, Berlin, Tübingen, Marburg, Heidelberg) a préparé l'essor économique du pays. Chateaubriand le dit : « la réformation, en ouvrant les siècles modernes (...) réveilla les idées de l'antique égalité, servit à métamorphoser une société militaire en société rationnelle, civile et industrielle. Elle fit naître la propriété moderne des capitaux, propriété mobile, progressive, sans bornes, qui combat la propriété bornée, fixe et despotique de la terre ».

8 Dans le rapport du protestantisme à l'économie, Pierre Musso (*La religion industrielle. Monastère, manufacture, usine. Une généalogie de l'entreprise*, Paris, Fayard, 2017) observe que la pensée catholique et la pensée protestante se sont développées dans deux philosophies de

natures très différentes. Contrairement au catholicisme, pour qui la Nature demeure création de Dieu et médiation avec l'homme, le protestantisme « méprise la nature » : aussi, « l'anti naturalisme protestant rend possible la mécanisation-technicisation et la soumission de la nature à la technoscience » (p. 262). L'homme « fait ce qui est en lui », il est le principe de ses œuvres, et la grâce devient dès lors superflue ; or projeter ce qu'on a en soi, c'est la définition même de l'industrie (*indu - stuere*). Ainsi « l'homme peut se passer de la grâce, et le protestantisme se passer de la Nature, préférant une conception dans laquelle l'homme faustien va advenir et triompher, avec lui la religion industrielle ». De fait, le protestantisme joue, selon P. Musso, un rôle important dans la formation de l'esprit industriel.

9 Sans aller jusqu'à opposer, comme André Piettre, la « richesse latine » parée d'art et de luxe, à la « richesse nordique » puritaine, réformée, austère, pragmatique, force est de constater que les pays protestants (ou à forte minorité) ont des comportements économiques originaux, qui contrastent avec le sud : austérité budgétaire, transparence dans les affaires, corruption moindre... La conduite des affaires publiques y est différente : Mario Monti disait en décembre 2012 : « pour les Allemands, l'économie est une branche de la philosophie morale » ; la croissance n'est pas seulement le résultat d'une combinaison optimale de facteurs de production ; c'est aussi le fruit d'un comportement éthique : une éthique individuelle – l'épargne (les Allemands ont le taux d'épargne le plus élevé d'Europe) – et une éthique collective : l'équilibre budgétaire. Même mentalité à l'échelle de la firme : il faut croire Suzanne Klatten, héritière de l'empire Quandt (BMW), quand elle dit : « il y a pour chaque entreprise une responsabilité qui va au-delà de la chose économique » ; chez BMW, entreprise familiale, jamais de grève, pas

d'absentéisme, pas de licenciement, 14 mois d'un salaire plus élevé que la moyenne. Le patronat catholique a d'ailleurs adhéré aux mêmes valeurs : selon H. Deichmann, patron d'une firme de chaussures (28000 emplois) de Essen-Borbeck (Ruhr), « le profit n'est pas un but en soi, mais un moyen de maintenir l'entreprise et l'emploi et d'assurer son devoir social : éthique et succès économique ne s'excluent pas ». Le BKU (Bund Katholischer Unternehmer) – Fédération des entrepreneurs catholiques – regroupe 1250 chefs d'entreprises adhérant à ces valeurs chrétiennes. Le congrès annuel des dirigeants chrétiens réunit jusqu'à 4000 personnes, de 40 ans de moyenne d'âge.

10 **Présence chrétienne.** Un autre aspect des Paix d'Augsbourg (1555) et de Westphalie (1648) est d'installer, dans le pays, deux confessions chrétiennes (catholiques et protestants) de même poids numérique, coexistant en paix, mais quelque peu concurrentes : après le concile de Trente, la Contre-Réforme menée par les Jésuites a multiplié collèges et écoles réputés pour se rallier les élites (Ingolstadt, Cologne, Münster, Prague...). Non seulement une certaine concurrence a existé jadis entre les confessions en matière d'éducation, poussant chacune à améliorer son offre (il y a toujours deux facultés de théologie protestante et catholique dans les universités) mais surtout le fait religieux s'est installé profondément dans la vie sociale et économique : la référence religieuse est présente dans les Constitutions (nationales ou régionales) : si le préambule de la Constitution française se réclame des Droits de l'homme, celui de la Loi fondamentale commence ainsi : « conscient de sa *responsabilité devant Dieu* et devant les hommes [...], le peuple... ». L'enseignement religieux, prévu dans les Constitutions, est toujours suivi. Les églises sont des collectivités de droit public, elles perçoivent des impôts, ont droit à la parole dans les médias,

apportent contribution respectée au débat public ; elles sont présentes à la crèche, l'école, l'armée, l'hôpital, la prison ; elles disposent pour ces missions sociales d'une véritable puissance économique (11,60 milliards € de ressources annuelles, dont 53,0 % pour l'Église catholique).

11 L'imprégnation religieuse de la société – donc de l'économie – allemande, toujours perceptible, a sans doute favorisé l'éclosion au XIXe d'une société inclusive : associé au socialisme réformiste, elle a assuré la grande stabilité de la société allemande dans les bouleversements du XXe siècle.

Répartition de la population selon la confession religieuse(%)

Années	Protestants	Catholiques	Juifs	Autres religions[1]	Sans religion[2]
Reich 1880	62,8	35,9	1,2	0,1	-
Reich 1910	66,0	32,6	1,4	-	-
Reich 1925	64,1	32,3	1,4	3,2	-
RFA 1961	51,1	44,1	0,0	1,2	3,6
RFA 1987	42,2	42,9	0,1	4,7	10,1
Allemagne 2013	30,8	31,2	0,1	5,3	32,6

1. Essentiellement musulmans.
2. Personnes non enregistrées, athées, etc.

Sources : Statistik des Deutschen Reichs Band 401, 1. ; id. Band 57 ; Statistisches Bundesamt, Ausgewählte sozio- demographische Daten, 31.5.2013.

Répartition confessionnelle de la population en Allemagne(%)

		Protestants	Catholiques	Autres[1]
Empire	1871	63. 3	36.2	1.5
	1925	64.1	32.4	3.5
	1939	60.8	33.2	6.0
RFA	1961	51.1	44.1	4.8
	1980	50.3	42.1	7.6
RFA Ouest	1992	42.7	42.3	15.0
RFA Est		28.4	4.3	28.6
RFA Ouest	2012	36.2	38.9	24.9
RFA Est		26.4	4.2	69.4
RFA	2014	27.8[2]	29.5[3]	42.7

1. Juifs, musulmans, orthodoxes, sans religion déclarée.
2. On compte 761000 pratiquants sur 22,63 millions de protestants.
3. On compte 2,61 millions de pratiquants pour 23, 94 millions de catholiques.

Source : Destatis.

Répartition régionale selon les confessions religieuses (2013)(%)

Länder	Catholiques	Protestants	Autres religions[1]	Sans religion déclarée
Schleswig-Holstein	6,4	55,7	3,3	34,6
Hambourg	10,8	34,0	8,1	47,1
Basse-Saxe	18,3	51,5	4,1	26,1
Brême	11,8	43,5	7,9	36,8
Rhénanie Nord West	42,5	28,5	7,5	21,5
Hesse	25,6	40,9	7,2	26,3
Rhénanie Palatinat	45,7	31,7	4,5	18,1
Bade-Wurtemberg	37,6	34,1	6,3	22,0
Bavière	55,7	21,0	4,3	19,0
Sarre	63,4	20,0	3,9	12,7
Nouveaux Länder (Est)				
Berlin	9,6	21,6	9,0	59,8
Brandebourg	3,5	18,4	1,4	76,7
Mecklembourg-Pom.	3,4	17,7	1,0	77,9
Saxe	3,8	21,4	1,6	73,2
Saxe-Anhalt	3,6	15,2	1,1	80,1
Thuringe	8,0	24,3	1,1	66,6

1. Essentiellement musulmans.

Source : V. *supra*.

Une économie protestante ?

PAYS	Protestants (%)	Transparency International (rang mondial 2016)	COFACE 2016[1]	Éthique et corruption (rang mondial 2016)[2]	Democracy Index (rang mondial 2016)[3]	Solde budgétaire (% PIB 2016)	Ponctualité au travail[4]	Grèves[5]	Power distance[6] (Hofsteder)
Allemagne	39	10	A1 A1	22	13	+ 0,6	1	7	35
Norvège	92	6	A1 A1	2	1	+ 6,7	-	54	31
Finlande	89	3	A2 A1	2	9	- 2,7	-	44	33
Danemark	85	1	A2 A1	9	5	- 2,3	6	120	18
Royaume-Uni	69	10	A2 A1	16	16	-3,0	8	26	35
Suède	64	4	A1 A1	11	3	- 1,4	4	5	31
N-Zélande	59	2	A2 A1	3	4	-0,4	-	10	22
Australie	48	13	A2 A1	19	10	- 1,6	-	16	36
Suisse	38	5	A1 A1	8	8	+4,0	2	1	34
France	5	23	A3 A1	31	25	- 3,6	11	117	63

1. Risque-pays A1 : très faible risque ; A2 A3 risque plus élevé.
2. WEF (Global Competitiveness Report).
3. The Economist Intelligence Unit.
4. L'Express 5.3.2015 : rang mondial.
5. Nombre de jours de grèves perdus pour 1000 salariés de 2006 à 2015 (idW, Köln).
6. Indice de Geert Hofsteder : plus le chiffre est faible, plus on accepte de partager le pouvoir, moins les hiérarchies sont marquées dans la culture nationale.

Nombre de sièges détenus dans les conseils de surveillance des grandes entreprises en 1928, par des dirigeants et selon leur confession

Type	Firme	Secteur	Protestants	Juifs	Catholiques
Mixte	Deutsche Bank	Banque	32	18	6
	Vereignigte Stahlwerke	Métallurgie	23	-	6
Protestant	Allianz	Assurances	22	-	-
	GBAG	Charbonnages	22	-	-
	Disconto Gesellschaft	Banque	22	-	6
Catholique	RWE	Électricité	-	-	8
	Aachener u. Münchener	Assurance	-	-	6
Juif	VIAG	Conglomérat	-	15	-
	Dresdner Bank	Banque	-	15	-
	AEG	Électrotechnique	-	16	-
	Metallgesellschaft	Négoce	-	19	-

Source : ifz-muenchen.de.

3. 24 octobre 1648. Les traités de Westphalie

1 En mai 1644, pas moins de 194 puissances souveraines, des plus modestes aux grands royaumes, en clair tous les États d'Europe, à l'exception du Grand Seigneur ottoman, du tsar de Moscou et du roi d'Angleterre, se retrouvent en Westphalie pour des négociations qui vont durer 4 ans, devant mettre fin à la plus terrible guerre que le continent ait connue. Les princes catholiques choisissent Münster comme lieu de négociation, les protestants se regroupent à Osnabrück, l'Empereur passant de l'une à l'autre. La Pax Westphalica signée le 24 octobre 1648, ratifiée le 18 janvier 1649, met fin à la guerre de Trente Ans (1618-1648).

2 Cette guerre a profondément marqué la conscience collective allemande, en raison de l'ampleur des dévastations subies et des conséquences politiques pour l'Allemagne, désormais pulvérisée en 343 petits États souverains. C'est un événement majeur de l'histoire européenne, au point que 350 ans plus tard, la cérémonie de commémoration rassemble le 25 octobre 1998 à Münster, pas moins de 20 chefs d'État et de gouvernement européens, quatre rois, quatre reines, deux princes et un grand-duc, en présence du Président allemand Roman Herzog.

3 **Le désastre.** L'Allemagne fut le théâtre principal d'une guerre opposant une quinzaine de puissances européennes, pour des raisons religieuses et politiques : c'est la première guerre civile européenne,

comme une répétition avant la Grande Guerre de 1914-1918. L’Allemagne en fut le théâtre principal, subissant des dévastations et des pertes humaines considérables, émaillées d’atrocités multiples qui hantent les mémoires pendant des générations. Elles furent décrites par les eaux-fortes du graveur Jacques Callot (1633) et les récits de Grimmelshausen (1668) : « il se peut, dit ce dernier, que personne ne reconnaisse plus les splendeurs du pays ; par la guerre, le vol, le meurtre et le feu, il devient un désert, le Saint-Empire libre passe à la barbarie ». La population allemande s’effondre passant de 16 millions d’habitants en 1620 à 10 millions seulement en 1700. Les pertes civiles sont immenses, en raison des épidémies et famines qui accompagnent, en un cortège lugubre, les 51 sanglantes batailles jalonnant le conflit. On compte plus de 10 millions de morts en Europe. Dans le Wurtemberg la population tombe de 440000 habitants vers 1620 à 97000 en 1639 et 80000 en 1648 ; la chute est de 40 % en Mecklembourg, Thuringe, Brandebourg, elle atteint 60 % parfois dans certaines zones : la ville de Francfort/Oder passe même de 13000 à 2400 habitants. Le sac de Magdebourg (1631) stupéfie les contemporains. Cette « catastrophe sans équivalent » (Pierre Chaunu) anéantit la richesse des cités. Un immense désarroi moral étreint les populations. Il fallut un siècle pour réparer le pays.

4 L’Allemagne morcelée politiquement, émiettée, devient le pays des « petites patries », à l’écart du grand souffle des monarchies centralisées modernes. On a du mal à imaginer le degré d’atomisation territoriale du pays : le cercle de Souabe par exemple, accumule sur 32 820 km^2 (soit une région française) pas moins de 49 principautés, 48 abbayes, 24 comtés d’Empire, 33 villes et villages d’Empire, 9 domaines de chevaliers… L’Allemagne exsangue n’existe plus. On manque de bras et de capitaux pendant des décennies, et le retard par rapport au reste de l’Europe s’accroît. Le

capitalisme allemand, florissant du XIII[e] au XVI[e] siècle est paralysé. L'économie de disette favorise le repli des corporations, fige l'ordre social en « *Stände* ». L'Allemagne disparait de la scène politique européenne, triomphe posthume de Richelieu, aboutissement ultime d'une politique étrangère française qui dès François 1[er] consiste à « tenir le corps germanique divisé ». Les dispositions du traité interdisent pour longtemps l'accès de l'Allemagne à la personnalité nationale ; là réside selon Helmuth Plessner, le retard de la « *verspätete Nation* »...

5 De cet épouvantable désastre, les nationalistes allemands ont trouvé matière à développer des thèmes de propagande : le Diktat imposé par l'étranger, la balkanisation du territoire, l'encerclement (*Einkreisung*) bloquant l'expansion vitale, la thèse pangermaniste des « frères séparés » (Hollandais, Alsaciens, Suisses, arrachés au Reich par les traités) tels sont « les gauchissements idéologiques que peut faire surgir dans la conscience germanique l'examen des grands effondrements » (A. Drijard).

6 On comprend qu'une image négative s'attache à cette période tragique. Avec le recul, il ne semble pas interdit d'avoir une lecture un peu différente de cette période vécue comme un traumatisme pendant des générations. Tout d'abord, les traités ont été favorablement accueillis par la population (c'est la Paix !), par les princes tant catholiques que protestants ; les calvinistes sont acceptés, or on sait combien ils furent des ferments actifs de la vie économique ; de nombreux juristes contemporains considèrent que des traités de Westphalie est né le droit international moderne, dans ses principes et ses effets ; ils estiment que les « libertés germaniques » si souvent manipulées par les puissances étrangères, ont été aussi un facteur de stabilité et de développement trop longtemps négligé.

7 **L'idée fédérale.** Avec les traités, l'idée fédérale héritée de l'empire médiéval s'inscrit durablement dans la vie politique et les institutions allemandes. L'empereur, soumis à une « capitulation perpétuelle » voit son autorité limitée une fois pour toutes ; les articles 64 et 65 du traité de Münster confèrent aussi aux Princes la « suprématie territoriale » (*Landeshoheit*) : ils deviennent des souverains indépendants. Le morcellement et les dispositions institutionnelles de Münster se perpétuent lors du traité de Vienne (1815), avec l'accord de la France, de la Russie et de l'Angleterre. Aujourd'hui, les Länder, héritiers des découpages des traités de Westphalie, sont toujours jaloux de leurs prérogatives, et les défendent contre les empiètements du Bund. Mais l'émiettement politique va être compensé par un avantage qui se révèle au fil du temps : le pays n'est pas administré au profit exclusif d'un centre unique. Chaque province a sa petite capitale, chaque territoire a en main son destin. Certes, bien souvent, les petites cours de ces « principicules » raillés par Élisée Reclus n'étaient que des écoles de vanité, et le peuple soumis à un « essaim de petits tyrans » (Goethe), que Frédéric le Grand critiquait déjà en 1709 : « Des princes dont l'État contient six mille arpents/ Réduisent en jardin la moitié de leur champs/ Et pour avoir chez eux Marly, Meudon, Versailles/ Oppressent les sujets gémissant sous les tailles ». Mais le pluralisme territorial et le pluralisme religieux coexistent en paix, comportant, comme l'affirme Thomas Nipperdey, un « potentiel important de modernisation ». La diversité a permis à nombre d'individus de choisir l'État, l'Église, l'Université leur convenant, d'où une sorte d'allocation optimale et spontanée de la ressource humaine. L'élite locale s'enracine, en l'absence d'une capitale unique, dévoreuse de talents et stérilisant la province lointaine. Goethe, l'un des premiers, en est conscient : « que ce serait bien si la belle France, au lieu d'une

seule capitale centrale, en avait dix, rayonnantes de lumière et de vie » (*Würde das aber wohl sein, wenn das schöne Frankreich statt des einen großen Mittelpunktes zehn Mittelpunkte hätte, von denen Licht und Leben ausginge ?*). Il poursuit : « maintenant pensez à ces villes comme Dresde, Munich, Stuttgart, Kassel, Brunswick, Hanovre et d'autres ; pensez à cette grande vitalité dont ces villes sont porteuses, pensez aux effets qu'elles exercent sur les provinces voisines ; et demandez-vous si tout cela existerait, si elles n'avaient pas été, depuis de longs moments, la résidence de princes » (1828). Grâce à cette situation, qui s'inscrit dans la matrice territoriale médiévale, « des foyers d'intelligence plus nombreux pouvaient naître sur différents points du territoire ». Selon Élisée Reclus, « si l'Allemagne avait été centralisée, elle n'aurait pas eu toutes ces universités qui ont fait certainement une part considérable de sa force ».

8 Après 1648, la renaissance par les villes doit beaucoup à l'activité des princes : chacun embellit sa capitale, et les dépenses (parfois somptuaires) de l'aristocratie stimulent l'industrie du luxe : manufactures de porcelaine, travail des métaux précieux, métallurgie fine, soieries, ébénisterie, sans oublier le bâtiment ou la construction de routes. Le niveau de qualification de la main-d'œuvre augmente, le besoin en formation technique aussi : on crée des écoles professionnelles. Par ailleurs, chaque souverain veut son château, son parc, ses bois de chasse : la division de l'Allemagne a multiplié les forêts domaniales, source de richesse aujourd'hui. La vie culturelle locale est stimulée : musées, opéras, palais dont chaque métropole allemande s'enorgueillit aujourd'hui sont un héritage de la « *Kleinstaaterei* » née en Westphalie en 1648. Au XVIIIe naissent les petites villes universitaires de type anglo-saxon : Göttingen, Halle, Giessen, Marburg, Tübingen, Iéna : qui imaginerait que Fichte, Hegel

et Schelling aient enseigné dans cette dernière ? Peu à peu, les capitales des principaux États concentrent, à l'échelle régionale, les richesses et les talents, et animent leur zone d'influence. Chaque portion du territoire relève d'une grande ville facilement accessible, qui attire, aimante et rayonne à la fois. De plus, le centre de gravité économique de l'Allemagne est mobile, passant d'une ville à l'autre : Cologne au Moyen Âge, Ratisbonne au XVe siècle, Augsbourg et Nuremberg au XVIe, puis Leipzig au XVIIIe, à la croisée d'un axe nord-sud (Hambourg-Bohême-Danube) et ouest-est (Cologne-Pologne-Russie). Ce sont les villes comme foyers économiques renaissants qui ont soutenu le relèvement du pays après les guerres : c'est à partir de ces divers points qu'a commencé à renaître la nation. En somme, observe A. Drijard, « c'est l'Allemagne du passé qui a pris en charge le nouvel avenir du pays ». L'Allemagne compte aujourd'hui 4 villes millionnaires, et près d'une dizaine de villes de 500000 habitants (par ville, on entend la commune, non l'agglomération) quasi équidistantes les unes des autres. Est-ce que chacune de ces capitales s'est comportée comme Paris avec la province française, en prédatrice, stérilisant sa région ? C'est la thèse avancée par C. Hoffmann pour Munich mais que les faits infirment : dans la Bavière actuelle, d'autres cités prospèrent : Nuremberg, Ulm, Augsbourg, Ratisbonne et bien d'autres. Toutes ces capitales princières connaissent une forte croissance avec l'industrialisation du XIXe siècle. C'est une autre « chance » de l'économie allemande que de voir l'industrie bourgeonner en tous points du territoire, fondée ici sur les matières premières, là sur la main-d'œuvre qualifiée et les capitaux accumulés par le négoce. Quand l'Allemagne s'industrialise, elle est encore morcelée en dizaines d'États : l'industrie va naître partout à la fois et se propager sur tout le territoire. La multiplicité urbaine a une autre

conséquence : le réseau ferroviaire adopte une structure maillée, qui enserre tout le territoire, égalise les potentialités de développement économique, donne au *Mittelstand* la possibilité de se développer rapidement à l'ombre d'une capitale régionale, alors qu'un réseau en étoile à la française fait converger vers un centre unique tous les flux. Dès l'Empire, l'économie allemande était une économie de villes en réseau, un système polycentrique souple, que l'émiettement issu des traités de Westphalie a conforté durablement. Aujourd'hui, le polycentrisme est un objectif à atteindre selon Bruxelles (Schéma de développement de l'Europe Communautaire, SDEC, 1997) ; l'Allemagne l'a reçu en cadeau de l'histoire.

9 De fait, le territoire allemand s'est développé de façon homogène, sans concentration excessive au profit d'une région ; les contrastes villes/campagnes sont atténués, l'exode rural n'a pas creusé de déserts démographiques comme en France, tandis que chaque région conservait sa personnalité, son identité culturelle et institutionnelle, et ses potentialités économiques. Le fait régional est une réalité vivante, depuis des siècles : il s'incarne aujourd'hui dans les Länder : chaque Land est un État, avec sa Constitution, son gouvernement, son Parlement, ses ministères, son budget, sa capitale. L'Allemagne a plusieurs Paris, comme le disait Goethe, mais pas de province au sens de F. Mauriac !

10 L'économie allemande tire sa force de ce manteau d'arlequin hérité de l'histoire : le particularisme régional s'articule à la dynamique fédérale, le local au global. À l'heure d'internet et des communications aisées à l'échelle planétaire, le handicap de n'avoir pas de cité globale (la *Global City* de Saskia Sassen), comme Paris ou Londres, est effacé.

11 **La politique des pactes sociaux.** L'émiettement politique et religieux de l'Allemagne n'offre guère de prise au souffle

révolutionnaire, observe Edgard Quinet (*De l'Allemagne et de la Révolution*, 1832) : « si la liberté constitutionnelle n'a pas fait plus de progrès en Allemagne c'est qu'elle n'est pas en première ligne dans les besoins du pays. Les libertés locales çà et là groupées et étranglées entre les poteaux de quelque souveraineté ducale s'agitent toutes dans un cercle vicieux. Elles ne peuvent logiquement exister et se développer qu'à la condition que quelque chose d'autre les accompagne, et ce quelque chose, c'est l'unité politique de l'Allemagne » (p. 17). Et l'absence d'une capitale unique prive le mouvement révolutionnaire d'un point d'appui essentiel, d'un lieu de fusion des énergies et de diffusion massive des idées révolutionnaires : « il n'existe aucun moyen d'arrêter le cours de la révolution dans les capitales » disait le général russe Alexeï Evert. Les révoltes peuvent éclater partout, les révolutions préfèrent les capitales : Paris (1789, 1830, 1848, 1871), Petrograd (1917), Vienne et Milan (1848), Berlin (1918)… L'Allemagne a été ainsi épargnée par les révolutions, dont Montherlant disait qu'« elles font perdre du temps »… Les plaies de la Réforme et de la guerre de Trente Ans sont refermées, tandis que la France souffre encore d'une guerre civile larvée entre droite et gauche, jacobins et girondins, catholiques et laïcs ; surtout, l'État s'y est développé au point d'étouffer ou de paralyser les forces vives du pays, entravant la culture du dialogue et du compromis qui constitue l'ADN de l'Allemagne. Gerhard Lehmbruch a développé des thèses intéressantes : depuis la Réforme, l'Allemagne a dû vivre avec des clivages sociaux, confessionnels et territoriaux profonds, qui l'ont poussée à trouver des solutions originales pour le règlement des conflits, portés par la guerre de Trente Ans à un niveau de violence jamais atteint ; il a fallu inventer un cadre institutionnel apte à supporter ces clivages, inventer un État fondé sur la paix de religion. Canaliser la violence religieuse

dans les règles de droit est un exploit sans précédent. Les traités de Westphalie ne sont pas seulement à l'origine du droit international moderne, mais aussi d'un cadre institutionnel original, que le politologue américain Peter Katzenstein qualifie d'« État demi-souverain » ou de « démocratie négociatrice ». Contrairement à ce qui se passe en pays centralisé, l'autorité en Allemagne est partagée ; la décentralisation des pouvoirs, le respect de leur autonomie sont un cadre propice au système paritaire : la parité confessionnelle organisée par les traités de Westphalie, se prolonge en effet, selon G. Lehmbruch, par une politique des pactes sociaux, d'accords conclus entre les forces sociales : pacte entre l'armée et le SPD en 1918, pacte entre patronat et syndicats (accord Stinnes-Legien, 1918), pactes entre partis (coalitions gouvernementales), mais aussi parité des caisses d'assurance et des associations médicales dans le système de santé, dans l'organisation de la formation professionnelle et de l'apprentissage entre le monde de l'éducation et de l'entreprise, etc. L'État « demi-souverain », c'est celui qui s'organise selon le principe de subsidiarité réglant le partage des compétences politiques et administratives en laissant une large autonomie aux niveaux inférieurs (communes et régions) ; l'autonomie de gestion des communes (*Selbstverwaltung*) est confortée par le code municipal prussien (1808). Finalement, l'originalité profonde des institutions allemandes est d'avoir combiné le modèle prussien d'État central fort au modèle fédéral séculaire hérité du Saint-Empire. Dans ce jeu subtil, les forces économiques et sociales disposent de marges de manœuvre aptes à faciliter le dialogue et libérer les initiatives, pour le plus grand bien de l'économie nationale.

12 **Autres héritages.** La proximité du citoyen avec le pouvoir politique est une réalité séculaire. La désaffection déplorée aujourd'hui à l'égard de la classe politique tient beaucoup à l'éloignement du

centre de décision ; en Allemagne, depuis des siècles, il est toujours proche et susceptible d'être contrôlé efficacement ; on « lit » immédiatement sur le terrain l'efficacité de l'action publique : c'est la Basse-Saxe qui met en place un plan de protection des côtes contre l'érosion et les marées-tempêtes, construit et entretient les digues ; c'est le gouvernement bavarois qui, conformément à sa Constitution, aide l'agriculture familiale ou celui de Rhénanie-du-Nord-Westphalie qui fonde en 1960 une université à Bochum, au cœur de la Ruhr ouvrière, pour accélérer sa reconversion. Les résultats ou échecs de l'action publique sont directement tangibles, la sanction électorale immédiate. La critique stérile contre un pouvoir central, lointain et honni, n'a pas lieu d'être. L'électeur toujours proche de l'élu veut de l'efficacité ! En Allemagne, les élections au Landtag sont aussi importantes que les élections fédérales au Bundestag. L'idée fédérale – l'union des différences dans un grand tout – responsabilise finalement chaque acteur, elle crée un jeu savant de contre-pouvoirs qui enracine une démocratie vivante et équilibrée : le regard du citoyen pèse sur les élus locaux et régionaux, celui des Länder sur le Bund. Le fédéralisme oblige au dialogue. Sans les traités de Westphalie, qui ont bloqué le processus de construction d'un État central comparable à la France ou à l'Espagne, de tels avantages n'auraient pas vu le jour.

13 Un autre effet de la guerre, à très long terme, a été exposé par l'historien Johannes Willms, dans un article du *Monde* (2012). Selon lui, les comportements collectifs allemands en auraient été durablement affectés ; avec le traumatisme de la guerre se sont évanouies les espérances chrétiennes dont cette guerre de religion avait été investie. Avec le déclin de l'Église l'avenir qui s'ouvre aux hommes devient source d'angoisse, car il dépend désormais de leur seule responsabilité. Dans ce contexte, on confie son salut à une

justice distributive (*i.e.* une correction des inégalités par la redistribution des richesses disponibles) capable d'assurer la plus grande sécurité possible. Un petit territoire cohérent permet plus facilement la réalisation de cet idéal que les pouvoirs en place vont perpétuer grâce à des mécanismes de contrôle rigides tant dans le domaine social que dans l'économie et la fiscalité. Le besoin de sécurité est régulièrement réveillé par les soubresauts de l'histoire : « plus une crise est vécue en profondeur et de manière globale, plus sont grandes les peurs de l'avenir qu'elle libère. Mais dans le même temps, s'accroît aussi la disposition à renoncer aux règles du jeu et aux libertés jusque-là en vigueur, au profit de mesures de contrainte censées promettre plus de sécurité et de justice sociale ». Les « grandes peurs des Allemands », pour reprendre le titre de son article, ont soudé le peuple et renforcé son esprit collectif.

14 L'Allemagne a mis un siècle à surmonter le désastre économique et démographique de la guerre de Trente Ans. Chaque souverain s'est occupé à ressusciter son capital humain, à relever ses ruines, lutter contre la misère. Mais peu à peu, l'Allemagne renaît du chaos : « *Stirb und Werde* » (meurs et deviens) dit Goethe… De l'épreuve de 1618-1648, les peuples allemands ont peut-être tiré une grande force, cette capacité à renaître après les désastres : ceux de 1807, de 1919 et 1945, et même 1990 pour l'ex-RDA. L'histoire allemande semble s'ordonner selon un cycle ternaire : naissance – anéantissement – renaissance… La guerre de Trente Ans : guerre fondatrice.

L'Allemagne dans ses territoires à géométrie variable

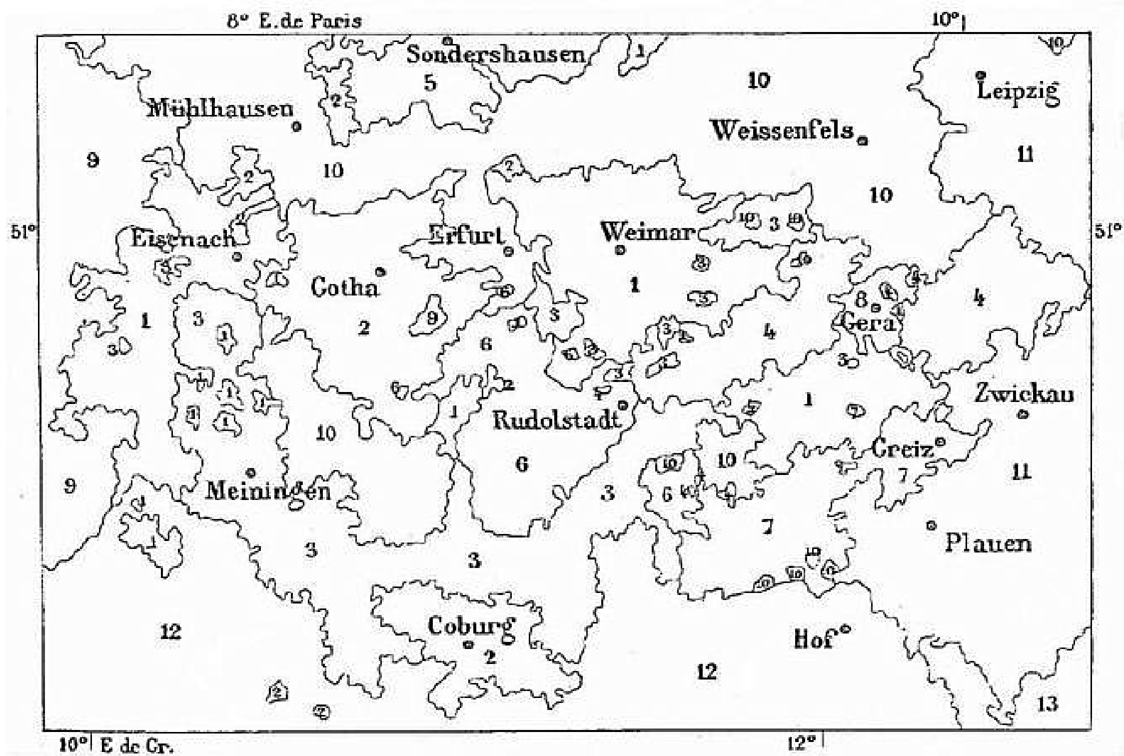
Date	**Structure**	**Superficie** (km^2)	**Population** (Mio hbts**)**
962	Saint-Empire romain germanique	470 000	4,5/5[1]

1181	Saint-Empire romain germanique	940 000	7,5[1]
1648	Saint-Empire romain germanique	570 000	12[1]
1806	Confédération du Rhin (1806-1813)	350 000	15,5
1815	Confédération germanique (1815-1866)	630 000	29,2 (1815) 47,7 (1867)
1867	Confédération de l'Allemagne du Nord (1866-1871)	412517	29,658
1871	2e Reich	539 740	41,06 (1871) 64,92 (1910)
1922	République de Weimar	472 082	59,858
17.5.1937	3e Reich	470 543	69,3
13.3.1938	3e Reich	554 581	78,8
18.5.1940	3e Reich	680 872	89,94
29.10.1946	Zone d'occupation soviétique Zone d'occupation américaine Zone d'occupation britannique Zone d'occupation française Berlin	107 173 107 454 97 651 42 765 884	17,18 16,78 21,886 5,878 3,187
13.9.1950	RFA + Berlin-Ouest RDA + Berlin-Est	245 770 107 862	49,842 17,832
1957	RFA (avec Berlin-Ouest et Sarre)	248 441	53,71
31.8.1990	RFA réunifiée	357 376	79,753

1. Estimation.

NB : Les chiffres de superficie et de population diffèrent souvent d'une source à l'autre ; même les services de l'office fédéral des statistiques (Statistisches Bundesamt) donnent des chiffres différents d'une publication offi cielle à l'autre, pour une même entité ! Les manuels reproduisent souvent ces inexactitudes. Nous nous référons au Statistisches Jahrbuch.

Le puzzle de la Kleinstaaterei : les États de la Thuringe à la fin du XVIIIe siècle



1. Saxe-Weimar. 5. Schwarzburg-Sondershauseil 10. Saxe prussienne.
2. Saxe-Coburg-Gotha. 6. Schwarzburg-Rudolstadt. 11. Saxe royale.
3. Saxe-Meiningen. 7. Reuss, branche aînée. 12. Bavière.
4. Saxe-Alenburg. 8. Reuss, branche cadette. 13. Bohême.
9. Hesse.

Source : Élisée Reclus : *Nouvelle Géographie Universelle*, T. 3 L'Europe Centrale, Paris, Hachette, 1878, p. 689.

4. 25 février 1713. Le despotisme des vertus prussiennes

1 Les funérailles de Frédéric 1er roi de Prusse à peine terminées, son fils Frédéric-Guillaume 1er (1688-1740) s'inquiète des finances publiques laissées en piteux état par son père : 20 millions de thalers de dettes… Déjà en 1640 son grand-père Frédéric-Guillaume, dit le Grand Électeur, était dans le même situation, en recevant en maigre héritage un Brandebourg ruiné, un duché de Clèves occupé et un duché de Prusse très affaibli à l'issue de la guerre de Trente Ans. Mais cette fois, c'est le faste de Frédéric 1er qui a précipité la ruine du petit royaume.

2 Alors, ce 25 février, au premier jour de son règne, Frédéric-Guillaume 1er invente l'État frugal.

3 Il réduit le nombre de charges de cour de 276 à 47 et les dépenses de 275000 thalers à 55000, supprime la garde suisse, vend les carrosses, les bijoux, l'argenterie, les châteaux (22 sur 24), les vins, les chevaux (480 sur 600), les meubles, les statues de bronze, les colonnes de pierre, licencie les artistes, les laquais, supprime l'opéra, l'orchestre, les académies… C'est le premier plan d'austérité de l'Allemagne !

4 Le roi vit simplement, il n'a que deux laquais, mange du chou blanc et des légumes, du museau de bœuf et du porc, boit de la bière, ne

chauffe pas ses bureaux… À la fin de son règne, le Trésor affiche un excédent de 8,7 millions de thalers.

5 Toute l'histoire économique de la Prusse, et en partie de l'Allemagne, est une lutte contre la pauvreté et le gaspillage : ces « gueux d'Allemands » disait Montesquieu. La Prusse n'est ni un peuple, ni même un territoire, c'est une idée, une dynamique, une victoire de la volonté sur la matière, un souffle qui traverse le temps et l'espace avant de s'éteindre. C'est un exemple unique de ce que peut obtenir « l'intelligence unie à la discipline », un précipité de vertus, de morale et de force qui a modelé le corps germanique avant de s'y fondre.

6 La matrice originale est l'Ordre des chevaliers teutoniques. L'économie et la société allemandes en portent témoignage depuis des siècles : frugalité, obéissance, simplicité comme la vie quotidienne des moines-soldats ; inflexible accomplissement du devoir (protéger la chrétienté ou devenir une grande puissance) ; ténacité et persévérance ; finances saines et justice sociales (les Teutoniques après Tannenberg ont reconstruit l'État grâce à un impôt sur le revenu et la fortune, qui frappait toutes les catégories sociales : chevaliers, moines, clercs, bourgeois et paysans, sans distinction) ; mise en valeur méticuleuse d'une terre pauvre par des colons libres ; qualité éminente des grands maîtres. En 1522, les Teutoniques passent à la Réforme ; en 1525, leur grand-maître Albert de Brandebourg-Ansbach se reconnaît vassal du roi de Pologne et reçoit de lui, à titre de fief héréditaire, le duché de Prusse. La Prusse devient un État laïc et luthérien.

7 Examinons en détail les facettes de ce matriçage.

8 **La valorisation méthodique de la ressource.** À l'origine, la Prusse est pauvre et vide. Elle a pour cadre naturel d'immenses solitudes forestières, des landes et épandages sableux, entrecoupées de marais

de tourbières et de lacs gelés pendant les longs hivers. Un pays vide : au début du XIIIe siècle, les bourgades jumelles de Cölln et Berlin ont à peine 2000 habitants quand Venise domine la Méditerranée et que son Palais des Doges se pare de marbre blanc... Les Munichois se sont longtemps moqués de cette bourgade où « les sangliers viennent se frotter aux chênes ». Il a fallu vivre de peu. *L'économie prussienne (et allemande) n'est pas une économie de rente*. C'est même une illustration parfaite de la définition de l'économie politique, cette « façon dont les hommes organisent leurs efforts pour mettre le monde en valeur » et lutter contre la rareté. La vraie ressource est l'homme ; or il n'y a pas de « *Alt-Stamm* » prussien : la Prusse est dès l'origine un melting-pot nourri et fécondé de tous les talents : ingénieurs hollandais, artisans techniciens et administrateurs huguenots, commerçants juifs, sans oublier les Polonais, Poméraniens, Westphaliens, Frisons... La qualité des hommes aussi : pas de grandeur sans grands hommes. La Prusse a été servie par trois souverains d'exception : en 121 ans de règne cumulés, le Grand Électeur (1640-1688) a construit la Prusse, Frédéric-Guillaume 1er (1713- 1740) l'État rationnel, Frédéric II le Grand (1740-1786) la raison d'État. Il y a chez ces rois la vertu au sens que lui donne Kant, de « force morale de la volonté d'un homme dans l'accomplissement de son devoir ». Il y a eu pendant plus d'un siècle et demi (1640-1797) une remarquable cohérence des intentions politiques d'une génération à l'autre, chaque souverain venant conforter l'œuvre du précédent, aussi bien en termes d'extension territoriale que d'organisation de l'État et de l'administration, d'éducation ou de développement économique. Le royaume est servi en effet par une administration de haut vol, nourrie de Kant et d'Adam Smith, dévouée et compétente. Cette concentration de talents a exercé un drainage des énergies dans le même but et c'est dans cette tradition

que s'inscrit l'action de grands dirigeants contemporains comme K. Adenauer, H. Kohl ou G. Schröder, et à l'échelle régionale, de A. Goppel ou L. Spaeth.

9 **La nature de l'État.** À la conception classique de la monarchie de droit divin la Prusse substitue une doctrine laïque de l'autorité royale : le roi règne en vertu de la Raison et non de droit divin. Sa devise est : « le prince est le premier serviteur de l'État ». Frédéric-Guillaume se considérait comme « le général en chef et le ministre des Finances du roi de Prusse ». L'homme s'efface devant la fonction, la volonté arbitraire du prince cède devant la souveraineté de la loi, qui, note J. Droz, « s'inspire des normes éternelles de la raison ». Il y a donc, fait étonnamment moderne, une laïcisation de la pensée politique allemande. Le seul ciment d'un État sans unité territoriale, ni linguistique ni ethnique, est ce consensus idéologique, ce sens de l'État, incarné par le prince et son administration. Ses vertus « secondaires » prussiennes (ponctualité, loyauté, intégrité, perfectionnisme) sont au service d'un idéal suprême, l'État, expression de « l'Esprit en marche » selon Hegel, qui enseigne à Berlin. L'État n'est pas une machinerie, comme le pensent Christian Wolff ou Samuel von Pufendorf ; c'est la plus haute expression de la substance éthique d'un peuple, la « réalisation de la liberté ». L'État permet à la société de s'ordonner de façon rationnelle, s'élevant au-dessus des privilèges et des corporatismes. N'est-ce pas en Prusse que Gustav Schmoller créé le terme de *Sozialpolitik* (politique sociale) – si galvaudé de nos jours – pour signifier le droit et le *devoir* de l'État d'intervenir en faveur des plus vulnérables ? La foi en la mission rédemptrice de l'État est la base de la politique sociale innovante de Bismarck, dont les bienfaits pour l'économie ne sont plus à démontrer. L'État comme source unique du droit, c'est Hegel. L'État éduque l'individu, l'intègre dans la discipline collective – si

caractéristique de l'Allemagne – l'associe à un organe moral supérieur, qui le fait progresser. Encadré, l'individu remplit sa fonction avec une méticuleuse honnêteté, c'est la « *Selbstbestimmung zur Pflicht* » de Kant. Au service de l'État, d'éminents dirigeants : les grands réformateurs K. vom Stein et K. Hardenberg, mais aussi W. Humboldt et C. Beuth, T. von Schröter chez qui Kant se rendait souvent, F-A. von Stägeman, G. von Scharnhorst, G. von Gneisenau, sans oublier Bismarck. De fait, l'État n'est jamais défaillant, qu'il s'agisse de la Prusse, de la Bavière ou de la RFA. Il agit : infrastructures, encouragements à l'industrie, à l'université, mise en valeur du territoire, correction d'inégalités sociales et territoriales, il régule, encadre…

10 **La valeur travail.** Les trois souverains et la haute fonction publique sont des travailleurs infatigables. Pour le piétiste Frederic-Guillaume 1er, marqué par l'éducation de ses maîtres de l'université de Leyden, le travail est un *devoir* : « *die Regenten sind zur Arbeit geboren, nicht zum faulen Leben* » (les souverains sont nés pour travailler, non pour une vie de paresse). Le peuple doit suivre. On a dit du Roi-Sergent qu'il était « *der Erzieher zu Fleiss und Wirtschaftlichkeit* » de son peuple (l'éducateur au goût du travail et de l'économie efficace). Le « *Fleiss* » c'est le goût du travail bien fait, l'application allemande portée à ses limites extrêmes ; conjuguée à la « *Tüchtigkeit* » (aptitude, capacité), elle a une grande force.

11 **Frugalité.** Le Roi-Sergent poussait l'esprit d'économie très loin : dans leur caserne, les soldats, l'exercice terminé, devaient tricoter des bas pour leur propre usage et la vente au public ! Pauvre, la Prusse a toujours dû emprunter et surveiller ses finances. D'où les encouragements permanents à créer de la richesse industrielle et le suivi scrupuleux des comptes publics dès 1686. En 1602, l'Électeur Joachim-Frédéric s'engage vis-à-vis des *Stände* à ne pas s'endetter ni

lever d'impôts sans leur accord. À la fin de leur règne, le Roi-Sergent et Fréderic le Grand laissent un État sans dette, le Trésor en excédent de 55 millions de thalers en 1786 ; à la mort de Louis XIV la France a une dette équivalente à vingt années de revenu fiscal… Soyons précis : à la mort de Frédéric II, le budget de la Prusse est en équilibre ; en France, le dernier budget de l'Ancien régime étudié par F. Braesch en 1936, affiche un déficit de 125,982 millions de livres. La cour et les privilégiés perçoivent davantage de subsides (35,66 millions) que toute l'économie (agriculture, industrie, commerce, marine : 23,24 millions) ! La dette atteint 310,4 millions, soit 61,6 % des recettes fiscales… L'édit de 1820 de Hardenberg stipule que « l'endettement de la Prusse doit être considéré comme « un compte à jamais clos » ; si l'État se trouve dans l'obligation de contracter un nouvel emprunt, il doit solliciter l'accord de la future Assemblée nationale, laquelle de ne verra le jour qu'en 1848. Les poussées d'endettement sont liées aux dépenses de grandes infrastructures (chemin de fer) et aux guerres ; elles sont brutalement corrigées. Le « *Schuldenbremse* » de Angela Merkel (2009) s'inscrit dans cette tradition.

12 **Modernité.** La Prusse est un pays neuf, en perpétuelles modernisation et adaptation. Tard venue dans le concert des nations industrielles, elle est avide de modernité technique ; elle innove moins que la France ou l'Angleterre, mais copie, adapte, développe. Mais la modernité concerne tous les aspects de la vie : modernité administrative avec la réforme territoriale permanente ; douanière avec la suppression des douanes intérieures et le tarif extérieur commun (150 ans avant la CEE) ; sociale avec les lois bismarckiennes, mais aussi, par exemple, la création de la première école d'infirmière à la Charité (Berlin) en 1832 (en France : 1878) ; politique (droit de vote des femmes en 1918, en France : 1944) ; constitutionnelle (l'art

subtil du compromis entre les autonomies régionales et l'unité nationale, du Saint-Empire à nos jours) ; fiscal (le 30 juillet 1641 le Grand Électeur introduit un impôt individuel sur la consommation, progressivement étendu à tous, clergé et noblesse compris, vers 1880 : c'est la TVA avant la lettre). La modernité a son double : l'efficacité, omniprésente dans la mentalité allemande ; efficacité militaire, des savantes manœuvres de l'infanterie de Frédéric le Grand à l'utilisation systématique et coordonnée du télégraphe et des chemins de fer par H. von Moltke à Sadowa. On ne sacrifie pas les hommes : comparons les méthodes de Ludendorff et de Joffre ou Mangin pendant la Grande Guerre... Brigitte Sauzay, dans *Retour à Berlin*, remarquait qu'« en Allemagne, il faut des machines pour tout, même pour peindre les œufs de Pâques de tous les côtés sans se salir les doigts (...) Rien n'est laissé au hasard, tout est saisi ».

13 **Résilience.** L'idéologie, la force insufflées par les dirigeants, les vertus propres du peuple sont un levain redoutable, à l'origine d'une capacité de résilience sans équivalent. Trois fois au bord du désastre, la Prusse ressuscite : en 1640 après la guerre de Trente Ans, en 1763 après la guerre de Sept Ans, en 1806 pendant les guerres napoléoniennes. L'Allemagne aussi a connu trois résurrections : après la défaite de 1918 et la grande inflation, après l'anéantissement de 1945 et après la coûteuse réunification (1990). Comme mue par une force intérieure étonnante, ou par un phénomène de surcompensation bien connu des psychologues, la Prusse et l'Allemagne se sont relevées en se modernisant.

14 L'économie et la société allemande sont pétries de « valeurs prussiennes ». Mais l'Allemagne est plurielle : la Bavière, la Saxe, le Wurtemberg ou les cités hanséatiques ont érigé aussi leurs propres modèles, ont eu aussi leurs souverains éclairés, comme Charles Guillaume Ferdinand duc de Brunswick à la fin du XVIIIe siècle.

Chaque province a façonné l'œuvre collective. Après 1871, l'Allemagne n'est pas devenue prussienne, c'est la Prusse qui est devenue allemande disent Wolfgang Venohr et Sebastian Haffner : dès 1848, Frédéric-Guillaume IV constate : « la Prusse s'intègre désormais à l'Allemagne ». Mais le moteur est en Prusse. Les historiens ont montré comment le modèle prussien s'est progressivement imposé au monde rhénan, puis au pays entier, par une sorte d'« intégration par friction » dit Pierre Ayçoberry. Quand la Prusse prend pied en Rhénanie, c'est « un conflit de culture » ; mais les deux mondes ne s'affrontent pas, ils s'assimilent réciproquement, les « valeurs prussiennes » (devoir, service de l'État, discipline et efficacité, ascèse et rationalité) facilitant la transition entre l'individualisme d'une société artisanale et commerçante et la discipline d'une société industrielle naissante. Les industriels rhénans reçoivent des contrats de Berlin, et aussi des distinctions honorifiques : le titre de *Geheimer Kommerzienrat* (conseiller commercial secret) est très apprécié ; en retour, les libéraux rhénans abandonnent leur idéal – rénover la Prusse par la contagion des idées libérales – pour s'intégrer peu à peu à la sphère impériale. Von der Seydt, banquier d'Elberfeld puis ministre du Commerce à Berlin, a beaucoup œuvré pour le rapprochement des Rhénans et des Prussiens. Selon Edmond Vermeil, il y a un certain héritage prussien dans la naissance du capitalisme allemand moderne, autoritaire, massif et efficace, héritier des « traditions féodales et patriarcales qui le rapprochent de l'aristocratie terrienne ».

15 S'adressant au Parlement anglais le 21 septembre 1943, Churchill dit : « le cœur de l'Allemagne, c'est la Prusse ». À l'époque, on ne vante plus les mérites de la Prusse comme véhicule du progrès et de l'État rationnel, vecteur de la libération de l'Allemagne du joug de

Napoléon et des Habsbourg, comme le faisaient Henrich von Treitscke ou Johann G. Droysen ; on voit dans la Prusse la quintessence de l'ennemi, du nazisme, du mal, sa culture autoritaire et intolérante ayant triomphé des valeurs libérales de l'Allemagne rhénane et du sud. La Prusse doit donc être détruite ; aussi l'État prussien est-il aboli par la loi n° 26 du conseil interallié, le 25 février 1947.

16 Aujourd'hui, les historiens ont un jugement beaucoup plus nuancé, reconnaissant la singularité prussienne, la valeur de son héritage dans l'Allemagne contemporaine, les vertus du modèle né entre l'Elbe et la Vistule – comme certaines étoiles continuent à briller après leur disparition…

Essor

5. 23 avril 1516. Protéger l’économie

1 L’Oktoberfest de Munich s’est ouverte en septembre 2016 dans un contexte particulier : la célébration, dans toute l’Allemagne, des 500 ans de la « loi » sur la pureté de la bière (*Reinheitsgebot*). Le 23 avril 1516 en effet, le duc Guillaume IV de Bavière promulgue à Ingolstadt un décret stipulant que la bière ne doit contenir que trois ingrédients – l’orge, le houblon et l’eau – (un 4e ingrédient sera autorisé plus tard, la levure, dont on ne connaît pas alors l’existence).

2 Il est inexact de présenter le décret de 1516 comme la plus ancienne loi du monde s’appliquant aux denrées alimentaires, puisque des dispositions comparables existaient pour la bière depuis des siècles, afin de réglementer la qualité du produit et de punir les mauvais brasseurs. En 1319, par exemple, l’évêque d’Eischstädt impose l’utilisation exclusive de ces trois ingrédients pour la fabrication de la bière ; Ratisbonne (1453) ou Landshut (1493) ont pris des dispositions analogues. Mais le décret de 1516 a marqué sans doute les esprits et pris force de loi. Quand Leonard von Eck prépare le texte promulgué par le duc, c’est pour répondre à de nombreuses plaintes sur la mauvaise qualité de la bière et donc protéger le consommateur, pour qui elle est un « aliment liquide » important. Il s’agit aussi de préserver les ressources en blé et en seigle, réservées à la production de pain, et de protéger l’artisanat local contre la

concurrence des bières du Rhin et d'Allemagne du nord, qui contiennent des plantes aromatiques (le *Moor Gagel* – myrte des marais, *myria gale*). Mais cette règlementation vise aussi à protéger les ressources fiscales générées par la production et le commerce de la bière. L'impôt sur la bière (*Biersteuer*) existe depuis Charlemagne dans certaines villes ; Ulm l'institue en 1220, Kulmbach en 1388, les ducs de Bavière l'étendent à toute la Bavière en 1543. Ils ont besoin de fonds notamment pour financer la guerre contre les Turcs. Le *Biersteuer* est une ressource fiscale importante dans la région pendant longtemps : en 1913, il assure encore 35,8 % des ressources fiscales de la Bavière !

3 **Le texte de 1516 ouvre une ère nouvelle : celle de la protection de la production allemande.** Œuvre multiséculaire, façonnée patiemment jusqu'à nos jours, par la puissance publique, elle comporte un volet défensif (protectionnisme, normes, brevets) et un volet offensif (espionnage). Un réseau d'institutions publiques et privées s'est constitué comme un filet protecteur autour de l'appareil productif allemand, invisible mais très efficace. La puissance économique allemande n'est pas le fruit d'un libéralisme échevelé, mais d'une protection multiforme de ses intérêts.

4 Le *Reinheitsgebot* est étendu au Reich en 1906. Depuis cette date, le texte est régulièrement adapté. L'harmonisation avec la réglementation européenne est difficile (arrêt de la Cour européenne du 12.3.1987) ; depuis 1993 et 2005, on peut ajouter aux trois ingrédients de base, de la levure, des arômes, un stabilisateur, et commercialiser la boisson légalement… mais elle ne doit pas s'appeler « bière » ! La grande majorité des 1388 brasseries (27000 emplois en 2016 – 17 % du chiffre d'affaires à l'exportation) continuent de suivre les prescriptions ancestrales du *Reinheitsgebot*, considéré à leurs yeux comme un gage de qualité.

5 La protection de la qualité, codifiée dès le XVIe siècle, devient un instrument de protection/promotion de l'industrie allemande au XIXe siècle. On connaît l'histoire du label « made in Germany ». Les producteurs de couteaux de Sheffield en Angleterre se plaignent alors de la concurrence de contrefaçons de piètre qualité, forgées en Allemagne. Pour éviter de prélever des taxes douanières sur ces copies, et s'exposer ainsi à des mesures de rétorsion, l'Angleterre décide d'introduire le marquage d'origine des produits étrangers. Le 23 mars 1887, le Parlement britannique, dans son Merchandise Marks Act, stipule que le lieu de production des marchandises doit être mentionné afin d'identifier d'un coup d'œil les produits importés – et donc permettre au consommateur anglais de leur préférer les produits nationaux. Quelques années auparavant, dans un jury de l'exposition industrielle de Londres (1862) se trouvait un ingénieur, Franz Reuleaux, qui avait également jugé les produits allemands de piètre qualité. Sa renommée internationale (élève de la TH Karlsruhe, professeur au Polytechnicum de Zurich puis de Berlin, il introduit les sciences mécaniques dans l'enseignement supérieur germanique) suffit à déclencher en Allemagne une vaste offensive pour améliorer systématiquement la qualité des produits allemands. Cette politique porte rapidement ses fruits, et du coup, les exportateurs allemands appliquent eux-mêmes la mention « made in Germany » sur leurs produits, si bien que le label, créé pour inciter à acheter anglais plutôt qu'allemand, aboutit au résultat inverse ! De stigmate, il est devenu label de qualité, reconnaissance mondiale de la réputation industrielle allemande. Même pendant la Grande Guerre, les mesures d'ostracisme (étiquetage obligatoire pour permettre l'application du boycott des exportations de la Triplice) n'ont pas entamé le crédit du label ni la réputation des produits allemands. Le label d'excellence s'est installé dans l'esprit des

consommateurs, comme symbole d'une qualité et d'une fiabilité, jamais démenties : ni les réévaluations successives du DM, ni le cours élevé de l'euro, ni même le dieselgate/Vokswagen n'ont entaché sa réputation, ni la mondialisation qui bouleverse les chaînes de production et d'approvisionnement. La force des mythes… La « thèse » de « l'économie de bazar » (du « made in Germany » au « made *by* Germany ») est en effet réfutée. Selon cette thèse, l'économie allemande serait de plus en plus une simple plateforme d'assemblage de biens fabriqués à l'étranger, de finition, packaging et distribution, et de moins en moins de production proprement dite. Il est exact que les chaînes de production ont été réorganisées, notamment dans l'industrie automobile, en associant étroitement des fournisseurs situés dans les pays voisins d'Europe centrale ; l'emploi dans les filiales allemandes implantées dans les pays d'Europe centrale et orientale est passé de 3 % en 1991 à 21,5 % en 2008. En 2014, Audi a réalisé 53 % de sa production à l'étranger, contre 12 % seulement il y a dix ans. Mais l'emploi industriel a également augmenté en Allemagne, tandis que le volume de biens intermédiaires importés est resté stable. La production nationale (en Allemagne) reste majoritaire dans la plupart des branches, et elle incorpore de plus en plus de valeur ajoutée.

6 Avec l'essor industriel du XIXe siècle, le dispositif protecteur de l'industrie du Reich s'est étoffé. La certification par les normes techniques a été insufflée par l'association des ingénieurs allemands (*Verein Deutscher Ingenieure* – VDI) – créée en 1856 – qui édicte en 1881 diverses consignes visant à contrôler la fabrication et surveiller le fonctionnement des chaudières à vapeur, suite à plusieurs accidents du travail ; la mesure s'étend aux industries électrotechnique et gazière. Puis vient la nécessité de rationaliser la production des armes pendant la guerre ; en janvier 1917, le

« Königliches Fabrikationsbüro für Artillerie FABO-A » est chargé de standardiser les produits et procédés de l'industrie de guerre ; le 18 mai 1917 naît la première institution chargée de normaliser les pièces détachées et le 22 décembre est créée la commission des normes de l'industrie allemande (Normenausschuss der Deutschen Industrie – NADI), devenue en 1975 le DIN (Deutsches Institut für Normung e. V) siégeant à Berlin. La première norme – DI-Norm 1 – est édictée le 1er mars 1918.

7 Depuis un siècle, le DIN propose à l'industrie ses services de certification, conseils, assistance à l'exportation, notamment aux PME. On a bien compris en Allemagne, comme en Suisse et en Autriche, que la normalisation stratégique est autant un moyen de protection de la production nationale qu'une arme de conquête de nouveaux marchés ; elle pousse en effet à l'innovation, à la qualité, permet de réduire les coûts, impose des fournisseurs fiables, facilite les accords entre entreprises. Cette codification du savoir technologique est une force, un facteur de productivité. Parmi les facteurs de production contribuant à la croissance, des études économiques récentes identifient toujours le capital (pour 48,5 %) et le travail (pour 6 %), les 45,5 % restants relevant du « progrès technique ». On a décomposé ce résidu, en trois sous-facteurs : les brevets (expliquant 3 % de la croissance ; les licences 15 % et la normalisation 27,5 %). L'OCDE y voit une contribution majeure à l'efficience économique et au développement des échanges mondiaux. Chez Siemens, on estime que 1,1 à 2,8 % du profit net sont générés par les normes. Aujourd'hui, 75 % des entreprises allemandes utilisent les normes pour baisser leurs coûts et mieux exporter. Aussi est-on étonné de lire dans un quotidien spécialisé français – *La Tribune* (28 octobre 2014) – un tel titre : « Pourquoi les normes françaises contrarient le commerce extérieur » ; on y décrit

une « réglementation pesante », « un ensemble de diktats (*sic*) pénalisant notre effort à l'exportation ». Il est piquant de voir les firmes allemandes ou suisses y recourir de plus en plus, tout en multipliant les succès à l'exportation...

8 L'arme des normes techniques est devenue centrale dans l'industrie allemande ; elle apparaît comme un élément constitutif de l'ordre juridique et social du pays : « *Normung ist Ordnung* » (la norme c'est l'ordre) affirme le DIN... En Allemagne, la stratégie de normalisation n'est pas insufflée par l'État ; elle est auto-administrée par les acteurs privés – industrie, centres d'essais, syndicats, consommateurs –, les pouvoirs publics n'y sont qu'associés. L'harmonisation progressive des normes au sein de l'UE a atténué la portée de DIN. Mais la bataille continue : en 2016, un contentieux oppose la France à Mercedes Benz à propos d'un fluide réfrigérant pour les climatiseurs (le R-134a) utilisé par le constructeur de Stuttgart et autorisé par l'administration allemande (le KBA : Kraftfahrt Bundesamt) mais interdit par l'UE – qui recommande le HFO-1234yf...

9 La protection du savoir technologique prend d'autres visages. Dès 1945, les Alliés autorisent la création d'une police industrielle dans les entreprises sous contrôle occidental. Formée d'anciens membres des services de sécurité du 3e Reich (Gestapo, SD, Abwehr), elle a empêché les communistes de noyauter les nouveaux syndicats en formation, procédant à des milliers d'arrestations jusqu'au milieu des années 1950, l'interdiction du Parti communiste en 1956 parachevant le travail...

10 Plus classique est le dépôt de brevets, utilisé par toutes les industries du monde. L'office allemand de protection de la propriété intellectuelle est créé en 1877. Aujourd'hui, la RFA est la 4e déposante de brevets dans le monde, après la Chine, les USA et la

Corée du Sud. Les secteurs concernés sont ceux où le pays cherche à préserver un avantage compétitif : machine-outil, ingénierie électrotechnique, télécommunications, instruments d'optique et de mesure, agrochimie. Instruite par la mésaventure du magnétoscope (inventé par Telefunken à la fin des années 1980, mais breveté par Toshiba !) l'Allemagne dépose 70 % de ses brevets chez ses grands concurrents industriels.

11 L'arsenal des barrières douanières est toujours utilisé : de 2008 à 2016, selon Global Trade Alert, l'Allemagne se place au 6e rang dans leur utilisation, après les États-Unis, l'Inde, la Russie, l'Argentine et le Brésil (la France est 10e).

12 Outre la protection douanière classique – alignée sur le dispositif européen –, l'Allemagne dispose d'une loi adoptée en 1961 (Aussenwirtschaftsgesetz du 28 avril 1961) qui, modifiée quinze fois depuis cette date, contrôle les investissements étrangers dans le pays. La France dispose d'un outil comparable avec le décret anti-OPA, très récent en revanche (2005). La modification du 3 décembre 2005 prémunit l'Allemagne contre les fonds souverains (Chine, Russie) susceptibles d'investir dans les secteurs sensibles. Échaudée par le rachat de Kuka par un fonds chinois, Berlin a bloqué en octobre 2016 l'acquisition d'Aixtron, fabricant d'équipements de puces électroniques, convoité par le fonds d'investissement chinois Fujian Grand Chip, et renforcé le dispositif le 12 juillet 2017.

13 Une autre forme de protection et de contrôle national tient dans la structure du capital. De nombreuses firmes du *Mittelstand* – mais aussi de groupes plus importants – sont des entreprises familiales, à l'abri d'une OPA. Certains groupes sont détenus, en partie, par des capitaux publics : par exemple le géant RWE (électricité) ou Volkswagen dont le Land de Basse-Saxe détient 20 %, et surtout un droit de veto sur les décisions majeures de la firme : fermeture de

sites, prise de participation extérieure – loi contestée au niveau européen, mais finalement entérinée par la Cour européenne de justice le 22 octobre 2013.

14 Plus subtil enfin est le réflexe patriotique. Il joue pour le consommateur comme pour l'entreprise. Le consommateur allemand préfère acheter allemand. En 1998, le géant américain Wal Mart décide de s'implanter outre-Rhin ; mais le consommateur allemand, rationnel et informé, très au fait des rapports qualité-prix, reste insensible à la guerre des prix déclenchée par Wal Mart, qui vend surtout du produit chinois bas de gamme. Sur un marché saturé, où les acteurs doivent se conformer aux normes de certification, et où les salariés ne peuvent pas être exploités comme aux États-Unis, le groupe américain baisse pavillon et quitte le pays en 2006 sans avoir réalisé le moindre bénéfice... En 2003, Procter & Gamble veut racheter la part d'Allianz (géant allemand de l'assurance) dans Beiersdorf, fabricant de cosmétiques de Hambourg ; la ville de Hambourg détient 10 % de la pépite familiale. C'est finalement le groupe allemand Tchibo qui fait échouer l'OPA américaine en élevant sa part à 50 %. De même, dans l'industrie automobile, VDO Automotive (53000 salariés), l'équipementier de Siemens convoité par TRW (équipementier américain détenu par le fonds d'investissement sino-américain Blackstone) est finalement racheté par la firme allemande Continental. « Même engagée dans la compétition internationale une entreprise allemande juge tout naturel de s'adresser à des fournisseurs allemands, perçus, consciemment ou non, comme meilleurs (...) puisqu'ils sont allemands » observe G. Perrault (*Le Figaro*, 28.9.2107) qui poursuit : « nos voisins, très ouverts sur l'étranger, demeurent aussi, de façon plus subtile, enracinés dans une collectivité qui a le souci d'elle-

même ». Outre-Rhin, le patriotisme économique est vécu comme une évidence.

15 *L'industrie allemande est protégée, encadrée, épaulée depuis un demi-millénaire.*

16 L'Allemagne a façonné un dispositif souple, solide, complet, adapté en permanence, pour défendre son potentiel technique et son appareil de production. Et même si on lisait Adam Smith dans les cercles dirigeants prussiens dès la fin du XVIIIe siècle, le pays n'a pas hésité à pratiquer très vite un « protectionnisme ambigu » défensif et offensif, pour préserver sa seule vraie richesse : l'industrie.

6. 14 octobre 1772. La Seehandlung, outil de développement de la Prusse

1 Inspirée du modèle hollandais et français, l'économie mercantiliste apparaît en Brandebourg-Prusse à partir des années 1660, à l'initiative du Grand Électeur Frédéric-Guillaume. L'interventionnisme économique revêt dans la région les formes habituelles, mais ne manque pas d'originalité. Il s'appuie en premier lieu sur une politique de peuplement que les souverains prussiens ont maintenue pendant des décennies ; le Grand Électeur s'efforce de reconstituer le « stock » démographique épuisé par la guerre de Trente Ans, avec l'édit de 19 janvier 1616, puis celui de Potsdam (29 octobre 1685) qui permet l'afflux des huguenots français, dont on connaît l'apport qualitatif pour l'activité économique de la région. Il crée aussi une poste d'État (1649), interdit les importations de fer (1647), de sel (1652), d'objets en cuivre (1654), en verre (1658) et en fer (1674). Il encourage la navigation fluviale et entreprend la construction du canal entre l'Elbe et l'Oder (1662-1669), équipe le port de Berlin, crée une flotte marchande, fonde des manufactures de laine (Berlin 1678), de tabac (1681) et de métallurgie, parfois financées sur ses propres deniers, et des raffineries de sucre (1679). Il généralise l'impôt sur la consommation (Akzise, 1667) – gérée par la Régie dirigée par des Français –, et unifie la politique fiscale. Pour

piloter l’ensemble de cette politique, il crée une administration, le Münz und Commercien Collegium (1677), doublée d’un tribunal de commerce. En 1687, le *Manufakturedikt*, sur le modèle de Colbert, règlemente toute la production de draps de laine. Il améliore les relations avec les foires de Francfort/Main et Magdebourg. Son œuvre sera poursuivie par tous les souverains prussiens, au premier rang desquels le méthodique et persévérant Frédéric-Guillaume 1er, – véritable Colbert prussien, « éducateur du zèle et de l’efficacité allemands » (*Erzieher zu Fleiss und Wirtschaftlichkeit*), selon l’historien Hugo Rachel –, tous résolus à faire de la Prusse une puissance industrielle autant que militaire.

2 C’est dans ce contexte qu’une institution originale naît le 14 octobre 1772 à l’initiative de Frédéric le Grand, qui souscrit de sa poche l’essentiel du capital (2100 actions, pour 300 autres dans le public) : le Königliche Seehandlungs Institut (appelé Seehandlung – SH –). C’est un outil économique d’une grande modernité qui participe à l’œuvre générale de reconstruction du pays, cette fois après la Guerre de Sept Ans (1759-1763). À l’origine, la Seehandlung est chargée de gérer le monopole d’importation du sel d’Espagne, de France et du Portugal, pour éclipser Danzig, et du commerce de la cire (on s’éclairait à la bougie) dans la vallée de la Vistule. Elle dispose d’une flotte maritime de 14 bateaux battant pavillon prussien, ainsi que de deux chantiers navals à Stettin. Mais la Seehandlung (SH) élargit rapidement son champ d’activité aux finances et à l’industrie. Une de ses tâches consiste à équiper les usines prussiennes de machines modernes, achetées en Angleterre le plus souvent ; les secteurs concernés sont les usines de filature et tissage (coton, soie), le papier, la métallurgie ; il s’agit de soutenir les investissements pionniers ; de fait la SH s’intéresse aussi à la recherche, notamment en chimie, avec l’appui du professeur F.

Runge, célèbre chimiste qui dirige l'usine de Berlin-Oranienbourg. Elle subventionne une fonderie d'objets de bronze (Werner & Neffen), prend des participations dans la Patentpapier-Fabrik, une papeterie ayant innové dans les procédés de fabrication, et crée même sa propre usine de machines (Maschinenbauanstalt Moabit) en 1834 pour équiper ses navires. Parfois, elle rachète, comme une nationalisation temporaire, des entreprises en difficulté (filature de coton d'Eifersdorf en Silésie), essentiellement pour des raisons sociales, afin d'ouvrir des perspectives de renflouement au propriétaire. Elle construit des routes, puis des chemins de fer, et vient en aide à l'agriculture.

3 La deuxième mission de la Seehandlung est de venir soutenir l'emploi dans des régions touchées par le déclin des activités traditionnelles, y compris l'agriculture. Elle apporte en quelque sorte une aide sociale et régionale, pour résorber des poches de pauvreté en formation, éradiquer la misère dans les bassins d'emplois sinistrés (*Notstandsgebiete*). La Seehandlung agit donc selon une double approche, sectorielle et régionale. Si l'on osait un anachronisme, on dirait qu'elle est à la fois la Banque publique d'investissement, la Sécurité sociale et la DATAR... La Prusse n'est pas la seule région à créer de tels outils : le duché de Bade aide les artisans de l'industrie horlogère en Odenwald et en Forêt-Noire ; la Bavière adopte aussi une politique interventionniste.

4 La Seehandlung a été dirigée pendant 28 ans par Christian Rother (1778- 1849). D'origine modeste (il est fils d'un petit agriculteur), luthérien, il est sensible au sort des petites gens. Il entre dans l'administration fiscale à 14 ans et y progresse rapidement. Remarqué par Hardenberg, Rother, devenu conseiller d'État de Prusse, est appelé à la direction de la Seehandlung en 1820 et sera ministre d'État de 1836 à 1848 ; il crée de nombreuses associations

pour orphelins et personnes en difficulté, des caisses d'épargne et des caisses de maladie en Silésie près d'un demi-siècle avant les lois sociales bismarckiennes. Il fonde une banque pour les petits exploitants agricoles de Silésie, lance de nombreuses filatures et usines de construction mécanique. Dans ces usines, le repas est gratuit, et on bénéficie de primes ; Rother veut non seulement améliorer la situation matérielle mais aussi « morale » de la classe ouvrière naissante. En 1840, la Seehandlung, acteur social et économique, est le premier employeur de la Prusse.

5 À la mort de Frédéric-Guillaume III, elle perd de son influence et se heurte à l'opposition des cercles libéraux qui y voient une organisation peu rentable, aux effectifs trop élevés. La SH se sépare de quelques entreprises, et se consacre à ses activités bancaires, cette fois en toute indépendance, sans tutelle du Trésor. Elle gère ainsi la dette de l'État prussien après les guerres napoléoniennes, Ch. Rother négociant habilement un prêt de 30 millions thalers auprès de la banque Rothschild. En 1845, la Seehandlung perd le monopole du sel et devient en 1904 la Banque d'État de la Prusse. Elle conserve cependant deux missions traditionnelles : encourager la navigation fluviale sur l'Elbe, la Spree et la Havel, et l'aide aux entreprises à des fins sociales. Au moment des *Gründerjahre*, quand émergent des colosses industriels et bancaires, la Seehandlung, déjà centenaire, joue les intermédiaires entre l'État, la banque et la grande industrie, sur le marché des capitaux, en plaçant les emprunts d'État ou les emprunts obligataires des firmes.

6 La Seehandlung disparaît avec la Prusse, en 1947... mais la renommée de son emblématique directeur, Christian von Rother (il est anobli en 1847) lui a survécu, grâce à une série télévisée (1987) intitulée « *Ch. Rother, Bankier für Preussen* » ; c'est même une vedette du petit écran, l'inusable comédien Günter Lamprecht, célèbre inspecteur

Tatort (l’émission aligne 992 épisodes depuis 1970...) qui incarne l’ancien petit employé de Silésie devenu ministre d’État.

Les entreprises industrielles de la Seehandlung en 1845

Entreprises/secteurs	**Lieu**	**But de l’investissement de la Seehandlung**
Patent-Papierfabrik	Berlin	investissement pionnier
Chemische Produktenfabrik	Berlin	investissement pionnier
Maschinenbauanstalt	Berlin-Moabit	assainissement
Maschinenbauanstalt	Breslau	inv. pionnier/ politique régionale
Minoterie	Ohlau (Silésie)	investissement pionnier
Minoterie	Potsdam	investissement pionnier
Métallurgie zinc	Ohlau	investissement pionnier
Fonderie	Remscheid (Rhénanie)	investissement pionnier
Papeterie	Wusterhausen (Brandebourg)	politique régionale
Filature/peignage	Breslau	investissement pionnier
Machines textiles	Erdmannsdorf (Silésie)	politique régionale
Machines textiles	Landeshut (Silésie)	politique régionale
Tissage laine	Wuste-Giersdorf (Silésie)	inv. pionnier/politique régionale
Filature/tissage coton	Eifersdorf/Glatz (Silésie)	politique régionale

Source : C. Rother : *Die Verhältnisse des Königlichen Seehandlungs-Instituts und dessen Geschäftsführung und indus trielle Unternehmungen*, Berlin, 1845. In : *Geographie Deutschlands*, Hsg. W. Tietze, K.A. Boesler, H.J. Klink, G. Voppel, Berlin Gebr. Bornträger, 1990, p. 16.

7. 1er mars 1812. L'ingénieur J.G. Tulla, père de la navigation rhénane

---

1 Cimetière de Montmartre, section 23, allée 1, tombe 45 : 4 adolescents se recueillent sur une tombe.

2 Tous les deux ans, des élèves du lycée de Rastatt en Bade-Wurtemberg viennent rendre hommage à un concitoyen, Jean Godefroy Tulla, né à Karlsruhe en 1770 et mort à Paris le 27 mars 1828. Ils ont gagné le prix Johann Gottlieb (son vrai prénom) Tulla, décerné par le ministère de la Culture du Land, pour récompenser un engagement social. En Bade-Wurtemberg, « les enfants doivent être éduqués sur la base des valeurs éducatives et culturelles chrétienne et occidentale », selon une directive de 2004. Connaître l'histoire des hommes remarquables de sa région y contribue. Depuis deux siècles, le Bade-Wurtemberg entretient la tombe de J.G. Tulla.

3 Il faut rendre hommage à cet ingénieur, fils de pasteur, qui est à l'origine de deux œuvres majeures dans l'histoire économique de l'Allemagne : la création de la première *Technische Hochschule* (université technique) à Karlsruhe, et l'aménagement du Rhin. L'économie ne progresse pas seulement grâce aux savants ouvrages des économistes, mais avant tout grâce au travail humain, notamment celui de ingénieurs.

4 **Dompter le Rhin.** Longtemps, le Rhin, avec son débit puissant (1000 m^3/s en moyenne à Bâle, 3000 à la frontière germano-hollandaise), son cours impétueux, ses crues violentes et ses changements de lit, a présenté pour les riverains un réel danger. C'est J.G. Tulla qui a dompté le Rhin. C'est le premier à s'attaquer au grand fleuve, à briser le tabou en proposant un plan général de correction du cours moyen du fleuve. Jusqu'alors des travaux étaient entrepris sur de petits affluents, et sur le fleuve même, on avait tenté, sous Charlemagne de dérocter le Binger Loch, les Romains avaient même réalisé quelques travaux de dérivation dans le delta, mais sans grand succès. Au XVIIIe siècle, les ingénieurs français, les intendants d'Alsace et les princes allemands se penchent aussi sur la question, sans lendemain.

5 Entré au service du margrave Charles 1er Frédéric de Bade en 1797 comme géomètre puis ingénieur hydraulicien, J.G. Tulla a déjà l'expérience de travaux de correction en Suisse sur la Reuss, l'Aar, la Linth et la Birs. Avide de connaissances, travailleur infatigable, il est diplômé de Freiberg, fait un stage à l'École polytechnique de Paris, apprend le français, voyage en Europe. En 1809 il ébauche un projet et le premier plan de correction complet du Rhin moyen est publié le 1er mars 1812. Les travaux commencent, mais l'opposition des riverains repousse l'affaire. L'idée est de créer un seul lit de largeur constante (200 à 300 m) à peu près rectiligne, par recoupement de méandres, fermeture des bras morts et liaison des îles, le tout corseté d'une double ligne de digues protectrices. Il faudra encore attendre pour lancer les travaux : d'abord la fin des guerres napoléoniennes, puis vaincre les réticences des riverains et des communes aux moyens financiers limités, les jalousies des ingénieurs français qui voient en J.G. Tulla « un théoricien aux idées abstraites générant des coûts insensés à la

sueur des sujets », surmonter enfin les obstacles politiques. La création du grand-duché de Bade permet de rassembler en un tout cohérent des territoires dispersés ; le traité de 1817 entre le grand-duché et la Bavière concernant le Palatinat (longé par le fleuve) lève un autre obstacle et en janvier 1818 est réalisée la percée d'Eggenstein, entre Sonderheim et Mannheim : le maire d'Eggenstein, Martin Dürr, lui adresse un chaleureux discours de remerciement. Chaque commune badoise veut désormais une rue à son nom ! En 1822, J.G. Tulla, devenu directeur général des eaux, rédige un nouveau mémoire très intéressant (*Der Rhein von Basel bis Mannheim mit Begründung der Nothwendigkeit, diesen Strom zu regulieren*, Denkschrift von J.G. Tulla v. J. 1822, Leipzig) ; dans le § 43 il met en balance les coûts et avantages de l'opération, la capacité de destruction du fleuve et sa puissance « créatrice » ; plus loin il argumente : « jusqu'ici les travaux ont été faits sans cohérence globale ni accord entre les riverains, et se sont limités à des travaux de défense inefficaces – autant de dépenses inutiles ». Il développe un plaidoyer pour un plan ambitieux ; influencé par les physiocrates, il a une vision productiviste de l'action humaine : outre la sécurité, la correction du Rhin créera de nouvelles terres cultivables, les marais asséchés limiteront les épidémies de fièvre (paludisme) ; il évoque aussi les possibilités de navigation, et même l'amélioration du microclimat par dissipation des brumes. La « chance » lui sourit : les graves inondations de 1824 ont montré l'efficacité des quelques digues déjà construites, et toutes les communes souhaitent désormais en être pourvues... En 1825, il publie un nouveau mémoire très technique (calculs de pente optimale, de vitesse d'écoulement, de rayons de courbure, mais aussi de coûts des travaux). Les travaux accélèrent, et désormais plus de 3000 ouvriers, travaillent simultanément, à la main, pour dompter le grand fleuve...

6 J.G. Tulla meurt en 1828. Son successeur Max Honsell mène le projet à terme. Au total, en 1832, 16 méandres ont été recoupés, le fleuve a été raccourci de 81 km entre Bâle et Worms, rectifié sur 440 km, le chenal est calibré à 250 m en moyenne, rectiligne, apte à la navigation. Dans le même temps, 29000 ha de terres asséchées ont été gagnés pour la culture, l'amélioration des sols est estimée à 40 millions de marks ; le paludisme et la typhoïde disparaissent.

7 Mais J.G. Tulla a aussi préparé les conditions d'une nouvelle aventure : après la correction du Rhin moyen commence la régularisation du fleuve, de 1880 à nos jours, destinée à la navigation. À l'aube du XXe siècle, le fleuve est dompté (on a surnommé J.G. Tulla « le dompteur du Rhin sauvage » (*der Bändiger des wilden Rheins*). Il est le père du Rhin moderne.

8 **Un second « miracle » commence en effet au milieu du XIXe siècle :** celui de la « construction » d'un formidable réseau de voies navigables à grand gabarit, rattaché au Rhin. Cette œuvre séculaire, menée méthodiquement, met à disposition de l'économie allemande un outil incomparable sans équivalent en Europe. Le Rhin devient l'axe économique majeur du pays en voie d'industrialisation, retrouvant sa puissance créatrice de richesses, héritée du Moyen Âge. Lucien Febvre observe : « quel peuple, disposant à la fois de la houille de la Ruhr, du minerai et d'un fleuve comme le Rhin, ne ferait pas avec ces trois éléments, une civilisation de première grandeur ? » (*Le Rhin*, 1930). À l'origine de cette œuvre séculaire, l'État. Dès le Moyen Âge les princes ont construit des canaux et rendu les rivières navigables ; l'un des premiers canaux d'Europe est le Strecknitz (1392-1398) creusé entre Lübeck et Lauenberg ; le Finowkanal creusé entre 1605 et 1620 en Brandebourg et régulièrement aménagé est toujours utilisé… Patiemment, fleuves et

rivières s'intègrent dans une immense toile d'araignée au centre de la laquelle figure le *Vater Rhein*.

9 Grâce à la libre navigation sur le Rhin, actée par divers traités (Vienne 1815 – Mayence 1831 – Mannheim 1868), le « *Strombau* » (fabrication du fleuve) s'opère sans discontinuer depuis deux siècles. En 1877 on compte 70 canaux navigables, sur 2000 km, reliant fleuves et rivières également navigables, qui assurent 21 % du trafic total de marchandises dans l'empire. Selon Andreas Kunz, « de 1871 à 1918, l'Allemagne a réussi à construire l'un des réseaux, sinon le réseau de voies navigables le plus étendu, le plus novateur technologiquement, le plus standardisé et le donc le plus utile du monde industrialisé (*Les transports terrestres en Europe occidentale XIX-Xe siècles*, Histoire-Économie-Société, n° 1, 1992, p. 28). Peu à peu, tous les affluents du Rhin (Neckar, Main, Moselle) sont canalisés au grand gabarit rhénan, tandis que la Ruhr elle-même est structurée par trois canaux majeurs (le canal Dortmund-Ems en 1899 qui rattache la Ruhr au port de Emden, le canal Rhin-Herne en 1914 – véritable épine dorsale de la Ruhr avec 0,6 Mio de trafic en 1914 et 20 Mio en 1955 – et le canal Wesel-Datteln en1930). Le Rhin est désormais comme une véritable autoroute liquide s'enfonçant sur 800 km à l'intérieur du continent européen.

10 Deux grandes réalisations parachèvent l'aménagement du système rhénan, en le rattachant aux autres grands bassins-versants allemands : le Mittellandkanal, décidé en 1905, inauguré en 1938, relie la Ruhr à l'Elbe, l'Ems, la Weser et l'Oder. Cette voie transversale majeure met désormais en relation les trois grands pôles économiques du pays : la Ruhr, Berlin et le port de Hambourg. L'Europa-Kanal, inauguré solennellement le 25 septembre 1992 rattache le Rhin et le Main au système danubien, créant une vaste

voie fluviale de 3500 km reliant 8 pays entre mer du Nord et mer Noire.

11 Insistons sur quelques points. Tout d'abord, la continuité, voire l'obstination à créer ce vaste réseau. Certes les chemins de fer ont été un accélérateur de l'industrialisation allemande, mais l'édification d'un réseau fluvial hautement performant est une affaire autrement plus complexe. Réalisé par tronçons successifs, dès le XVIIe siècle, sans plan préconçu à l'origine, il a fini par avoir une portée stratégique d'ensemble, quand se dessine un maillage total du territoire, intégrant toutes les régions, même les plus reculées. Désormais, ports hanséatiques, bassins miniers et grandes villes industrielles sont interreliés par le moyen de transport de masse le moins coûteux ; aussi des ports industriels fleurissent-ils partout sur le territoire, recevant au meilleur coût les matières premières (charbon, produits chimiques, matériaux de construction) ; tous sont aujourd'hui des pôles d'emploi actifs et des atouts économiques pour leur région.

12 Le plus étonnant est *la volonté publique inébranlable, l'extraordinaire persévérance dans l'action*, la capacité à surmonter toutes les crises, à conserver le cap, et mener une œuvre de longue patience, qui contraste avec les atermoiements français (liaison Rhin-Rhône, Seine-Est, etc.). L'aménagement fluvial ou la construction d'un canal s'étirent sur des décennies : ainsi le Rhein-Herne-Kanal est conçu en 1873, commencé en 1906, achevé en 1914, agrandi en 1968, 1995 et 2010. Le Main canalisé ? les travaux commencent en 1883 pour faire de Francfort un port rhénan ; on atteint Bamberg en 1961, Nuremberg en 1970 : Nuremberg, en pleine Franconie, a un port rattaché à la fois au Rhin et au Danube ! Le vieux Ludwigskanal bavarois ? trop petit à l'origine pour la navigation moderne, victorieusement concurrencé par le rail, il est réaménagé au gabarit

rhénan pour s'intégrer au grand projet Rhin-Danube. Le Mittelandkanal ? On pense dès 1860 à relier le Rhin à la Weser ; quatre projets successifs (1883,1893,1899,1901) sont rejetés par Berlin car ils heurtent les intérêts charbonniers de la Silésie, ceux des industriels du lignite saxon, des agriculteurs craignant l'arrivée de grain étranger à bon marché, des négociants de Hambourg qui refusent que Brême ne soit avantagée : autant de rentes de situation bousculées par le projet qui met les territoires en concurrence. Mais le premier tronçon est finalement commencé en 1905, achevé en pleine guerre en 1916 ; on continue en 1928 et malgré la crise, le canal est inauguré à Magdebourg en 1938 en présence d'Hitler.

13 Le canal Europa a une histoire millénaire : les premiers travaux commencent sous Charlemagne (793) qui voulait relier un affluent du Main le Schwäbische Rezat à un affluent du Danube, l'Altmühl… il reste les vestiges de la *Fossa Carolina* sur 2000 m. Le roi Louis 1er de Bavière reprend le projet (Ludwigskanal, 1837 : 88 écluses !) mais la concurrence ferroviaire est trop forte… L'ambition reste intacte. En 1892, à l'initiative des milieux industriels franconiens est créée une association pour la construction d'un canal reliant le Main au Danube ; elle regroupe 186 entreprises, des villes – Nuremberg et 29 autres, 13 chambres consulaires et une centaine de personnalités politiques. La guerre met le projet en sommeil, mais en 1919, le projet renaît : en 1921 est créée la Rhein-Main-Donau AG (RMD) dotée d'un statut particulier : c'est une société anonyme de service public ; les capitaux sont détenus par l'État fédéral (64 %), la Bavière (33 %) et la ville de Nuremberg (3 %). Exemptée d'impôts, la RMD dispose du pouvoir d'expropriation des terres. Après 1945, tous les ministres-présidents de Bavière se sont investis dans ce projet, en surmontant l'hostilité des chemins de fer et des écologistes. Le Europakanal – inauguré le 25 septembre 1992 – comme symbole de la

réunification de l'Europe après la chute du rideau de fer, est accessible à des chalands de plus de 2000 t. Pour financer les travaux (20 milliards de DM), la RDM a construit 54 centrales hydroélectriques fournissant 3,3 Mrd kWh. En 2050, elle aura remboursé 80 % de ses prêts consentis par le Bund et le Land de Bavière, le solde restant étant constitué par les centrales cédées à la Bayernwerke AG. Écoutons Raymond Denoual, président de l'association des Nautes, qui visite le chantier en 1988 : « nous sommes venus chercher une leçon de persévérance : il faut des années pour venir à bout d'un grand ouvrage qui corrige et complète la géographie : la volonté et la patience triomphent de tous les obstacles. Une leçon de calcul économique aussi : la polyvalence de la voie d'eau permet de financer le franchissement de seuil le plus élevé d'Europe, grâce à la récupération de l'énergie électrique produite par cet aménagement à buts multiples ».

14 Aujourd'hui, la navigation intérieure est un secteur économique solide, mais qui marque le pas (plus de 1000 entreprises, 7700 emplois, 1,6 Mrd € de chiffre d'affaires). L'outil est performant : sur le Rhin inférieur, les convois poussés déplacent plus de 11000 t ; les chalands de 4000 t ont accès à de vastes portions du territoire national, sur plus de 7670 km de réseau à grand gabarit. Pas moins de 18 ports réalisant plus 3 millions t de trafic annuel de jalonnent le réseau (il n'y a que 5 ports de ce gabarit en France). Duisbourg qui manipulait moins de 3 millions t en 1875 et 28,4 en 1910, est devenu le plus important port fluvial du monde (55,76 Mio t). Le trafic rhénan dépasse 220 millions de tonnes : à l'origine réservé aux pondéreux (charbon, minerais, grains, sable) il s'est considérablement diversifié grâce à la modernisation de la flotte (conteneurs, automobiles, gaz liquéfiés). Le Rhin, sur lequel circulent 200000 bateaux par an, est en prise directe avec Rotterdam,

4 ou 5e port mondial. Enfin, la navigation intérieure protège l'environnement : silencieuse, écologique (les émissions de HC-SO_2-CO_2 sont dix à vingt fois plus faibles que le rail ou la route), fonctionnant 24h/24, non accidentogène, elle soulage les autoroutes encombrées : un seul automoteur retire 150 poids lourds de la route, un seul convoi poussé plus de 250...

Il semble que la France l'ait compris, en relançant le projet Seine-Nord-Europe...

Trafic rhénan (en millions de tonnes)

1840	0,4
1860	1,4
1900	21,9
1913	57,6
1929	75,0
1938	113,0
1955	55,7
1960	133
1980	206
1990	231,6
2015	221,4

Trafic des 5 principaux ports fluviaux 2016 (en millions de tonnes)

Allemagne		France	
1 Duisbourg	55,57	1 Paris	21,0
2 Cologne	10,97	2 Rouen	5,55
3 Mannheim	8,69	3 Mulhouse	5,0
4 Neuss	7,66	4 Le Havre	3,9
5 Ludwigshafen	6,65	5 Strasbourg	3,7
Total navigation intérieure	221,35 Miot		52,7 Miot
	55,3 Mrd/t/km		9 Mrd/t/km

Répartition modale du transport des marchandises en Allemagne (Mrd/t/km)[1]

	1992	%	2015	%
Rail	68	24,12	116,3	24,1
Route	156	55,5	310,1	64,3
Navigation fluviale	57	20,3	55,3	11

1. Hors oléoducs.

8. 15 janvier 1821. Christian Beuth et l'impératif industriel

1 Au pied de l'immeuble de verre du Deutsches Institut für Normung (DIN) à Berlin, une statue représentant Wilhelm von Humboldt en conversation avec Christian Peter Wilhelm Beuth (1781-1853) nous rappelle le rôle majeur de ce dernier, véritable père de l'industrie berlinoise et prussienne. Il a sa place dans l'élite des réformateurs et modernisateurs de la Prusse, auprès des plus grands : le baron Friedrich von Heynitz (1725-1802), Karl Gustav von Struensee (1735-1804) fondateur de la célèbre École des mines de Freiberg et premier directeur du Fabriken-Departement en 1791 – lequel prendra ensuite le nom de Gewerbe Departement (Direction de l'Industrie) ; le baron vom Stein (1757-1831) qui incarne une nouvelle génération, ouverte aux idées libérales et moins dogmatique que les universitaires d'alors, et créateur en 1808 d'une unité de veille technologique et scientifique (Technische Gewerbe und Handelsdeputation) ; le Prince Karl von Hardenberg (1750- 1822) enfin, qui, entre autres, institue la liberté d'entreprendre, abolit les douanes intérieures et crée un nouvel impôt sur les sociétés (*Gewerbesteuer*), qui existe toujours, afin de renflouer les caisses de l'État. Pendant plus de 40 ans, C. Beuth va servir l'État (de 1801 à 1845) et se vouer à la promotion de l'industrie en Prusse. Jeune fonctionnaire, il est un collaborateur du ministre des Finances von Bülow et le rédacteur du projet de réforme fiscale de la Prusse. Comme Hardenberg, C. Beuth voit l'État comme une

entreprise ayant le devoir d'aider, avec des moyens financiers et politiques, l'activité privée... Devenu conseiller d'État, puis directeur du Gewerbe-Departement, il déploie une activité prodigieuse, jetant les bases de l'essor industriel de la Prusse. Il développe la marine, fonde des écoles et lycées techniques et professionnels (on y enseigne les langues vivantes, les mathématiques et sciences naturelles au lieu du latin et du grec) – ainsi que le Königliches Gewerbe Institut (1821) – 13 élèves seulement l'année d'ouverture – embryon de la future *Technische Hochschule* de Berlin-Charlottenbourg (1879). C'est la première école technique spécialisée de Prusse, son succès est immédiat ; en 1833, C. Beuth se réjouit : « le Gewerbe Institut ne peut répondre à la demande. Chaque diplômé qui en sort a un emploi et un revenu équivalent à celui d'un architecte d'État ». Ceux qui, comme Théodor Vonpier créent une firme, reçoivent un coup de pouce par une commande d'État. En cette même année 1821, pour stimuler l'industrie, il crée sur le modèle bavarois du *Polytechnische Verein Bayern*, une association de promotion de l'industrie (*Verein zur Förderung des Gewerbefleisses*). L'idée a germé chez les hauts fonctionnaires de sa direction, mais C. Beuth a le génie d'associer au projet les principaux industriels berlinois. Dès 1822, l'association publie une revue technique qui acquiert rapidement une renommée internationale, les *Verhandlungen des Vereins zur Beförderung des Gewerbefleisses in Preussen* et sort régulièrement, pendant plus d'un siècle, ses études de machines, procédés, comptes-rendus divers, revue des revues... Tout ce zèle, encouragé par le roi, se heurte cependant à la sourde résistance des aristocrates et d'une partie de l'administration...

2 La Prusse accuse encore un grand retard sur l'Angleterre et la France, qu'il s'agit de combler – par tous les moyens – les réformes libérales précédentes ayant mis à mal les réflexes mercantilistes de

l'ère frédéricienne. L'association veut encourager la création d'entreprises industrielles, stimuler la concurrence et l'émulation, subventionner la modernisation des équipements, tester les découvertes, récompenser les inventeurs, favoriser la formation de main-d'œuvre qualifiée. C. Beuth s'efforce de mobiliser les talents ; il reçoit les industriels de Berlin chez lui le dimanche ; de ces réunions naît l'idée d'une association. Le 15 janvier 1821, dans la salle du conseil municipal de Berlin, C. Beuth porte son association sur les fonts baptismaux et déclare : « un État qui comme la Prusse protège des intempéries de la concurrence ses industries a aussi le devoir de leur apprendre à soutenir victorieusement cette concurrence ». L'association compte rapidement 194 membres à Berlin, et 173 autres en Prusse et 976 adhérents en 1839 ; parmi eux figurent des membres éminents comme le ministre du Commerce et de l'Industrie Heinrich von Bülow, le Feld-maréchal Gneisenau, Karl vom Stein, le naturaliste explorateur Alexander von Humboldt, Johann F. Krigar, inspecteur de la Fonderie royale de Berlin... L'association devient peu à peu une pépinière de jeunes talents industriels car elle travaille en étroite relation avec le Gewerbe Institut. Mais une autre de ses missions la rattache aux méthodes moins louables ayant servi l'ambition de Frédéric II : s'informer de l'état d'avancement des techniques industrielles à l'étranger. En clair : développer l'espionnage industriel.

3 Dès 1778, Frédéric II envoie en Angleterre divers émissaires, comme von Reden, le baron v. Heinitiz, le baron K. vom Stein puis l'ingénieur Carl Friedrich Bückling. Ce dernier, en poste au département des mines et métallurgie du Directoire général, est accompagné du comte Waitz von Eschen, afin d'espionner à Birmingham, les fameuses machines à vapeur de Watt. Celui-ci avait proposé sa machine pour assurer le pompage de l'eau dans les

galeries d'une mine de cuivre du comté de Mansfeld en Saxe, mais assortie d'un monopole de 15 ans ! Il était moins coûteux de s'emparer des secrets de fabrication ! Instruits par le départ de W. Cockerill à l'étranger (1799), où il a fondé plusieurs entreprises, les Anglais se méfient. Alors qu'il est inspecteur des mines et usines de Westphalie (1784), K. vom Stein sollicite avec insistance des entrevues avec Watt et Boulton, multipliant courriers et déplacements outre-Manche, avec un objectif précis : s'emparer des secrets de fabrication de la « machine à feu ». Il visite en compagnie d'un industriel de Brunswick, Evermann, les usines anglaises, observe les méthodes de travail, dessine des plans, éveillant rapidement les soupçons des Anglais, qui réagissent en interdisant toute sortie du territoire à sa main-d'œuvre qualifiée et toute exportation de machines. Un allemand exilé en Angleterre, Erich R. Raspe, met en garde Boulton (associé de Watt) contre vom Stein et un certain « Friedrich », qui arrivent en Cornouailles « *with the patriotic intention to kidnap what useful knowledge* »... Le 17 mars 1783, Boulton écrit à son agent Thomas Wilson, directeur de la mine Chacewater, à propos de vom Stein : c'est « le plus dangereux de tous les espions venus en Cornouailles. Il est accompagné d'un mineur-ingénieur expérimenté. Il ne doit pas aller voir nos machines, surtout les plus modernes », texte rapporté dans les mémoires de vom Stein. Nouvel échec, mais la Prusse insiste, envoie cette fois Bückling, qui réussit sa mission : le 23 août 1785, la mine de cuivre König-Friedrich entre en activité à Burgörner près de Hettstedt avec une machine à vapeur qui se trouve aujourd'hui au musée de la ville. C'est au pied de cet énorme engin bruyant que le jeune Wilhelm von Humboldt – fondateur de l'université de Berlin – tombe amoureux de Caroline von Dacheröden, qui l'avait invité en ses terres pour découvrir la célèbre « *Feuermaschine* » ; ils se fiancent peu après, se

marient (1791), et eurent beaucoup d'enfants (8 précisément). L'espionnage a du bon...

4 La Prusse poursuit son espionnage industriel. Christian Beuth et son ami Karl. F. Schinkel – architecte et excellent dessinateur – prennent le relais. En juillet 1826, ils visitent Manchester, sous la couverture d'un déplacement professionnel de muséographie. Les énormes bâtisses des filatures les impressionnent. Ils observent, dessinent, noircissent leurs carnets de notes techniques précieuses, qui vont rejoindre la « bibliothèque » de l'association ; là s'accumulent déjà des pièces détachées voire des machines entières achetées en Angleterre, expédiées à de fausses adresses en Allemagne, où les services du ministère les récupèrent, pour les transférer à Berlin. On démonte, on examine, on copie, on améliore. L'association fonctionne comme un centre de transfert de technologie au profit de l'industrie prussienne naissante ; on y trouve des ateliers, laboratoires, mini-usines (forge, fonderie, tournage), ainsi qu'un centre de recherche. Celui-ci édite dès 1822 une revue technique qui acquiert rapidement une grande renommée : les *Verhandlungen des Vereins*, dont le premier numéro porte sur l'utilisation de la fonte dans les ponts suspendus : il servira aux constructeurs du pont de Brooklyn à New York. Science et technique vont de pair.

5 C. Beuth a publié dès 1817 un ouvrage intitulé *Erziehung zur Industrie* (Éducation à l'industrie) qui insiste sur le nécessaire dépassement du savoir-faire ancestral des artisans pour se former aux nouvelles techniques et nouveaux procédés industriels, notamment en métallurgie et mécanique. Il envoie étudier en Angleterre de jeunes ingénieurs et techniciens, non seulement les sciences mécaniques mais aussi le management des entreprises ! Son intérêt pour la « ressource humaine » se manifeste aussi quand il crée en 1846 une association d'anciens élèves du Gewerbe Institut, qui deviendra la

célèbre association allemande des ingénieurs (*Verein Deutscher Ingenieure*, 1856, mondialement connue). En 1822, il lance à Berlin la première exposition industrielle d'Allemagne : là éclate le retard sur les produits anglais exposés, ce qui accélère les opérations d'espionnage outre-Manche, mais stimule également l'industrie berlinoise, celle de Franz A. Egells, Friedrich Wöhlert, Carl Hoppe et surtout August Borsig : charpentier, ce dernier lance sa propre fonderie en 1837 à Oranienburg-Tor. La deuxième exposition, en 1844, est en revanche un succès complet. La Prusse ayant fait son « take-off » vers 1835 environ, plus de 3000 exposants, venus de tout le pays, et 260000 visiteurs se pressent pour admirer une pièce phare : la locomotive de A. Borsig, ancien élève du Gewerbe Institut, et futur patron d'un géant industriel. Curieusement, C. Beuth reste sceptique devant l'essor des chemins de fer, dont il ne pressent pas la portée révolutionnaire ; mais n'est-il pas d'abord un bon cavalier ? en revanche, il soutient la marine marchande et crée une école de construction navale à Stettin.

6 C. Beuth repose au cimetière de Berlin-Dorotheenstadt, aux côtés de son ami Karl Friedrich Schinkel. Mais son œuvre ne s'est pas éteinte avec lui : non seulement la Prusse a pris son essor industriel, mais pour y parvenir, elle a développé une politique d'intelligence économique (le nouveau mot pour désigner l'espionnage industriel) performante. En 1915, un ingénieur allemand, Stefan Herzog, publie un rapport, traduit après-guerre en France sous le titre *Le plan de guerre de l'Allemagne*, 1919, dans lequel on peut lire : « une documentation étendue et approfondie est un élément essentiel de succès. L'organisation du système de renseignements sera poussé aussi loin que possible ; à côté du personnel diplomatique et des bureaux spécialement constitués à cet effet, d'une manière générale, tous les Allemands établis à l'étranger devront y concourir. On

tiendra les statistiques les plus détaillées sur les matières et des fiches de renseignements sur les personnes ; on suivra toutes les inventions et perfectionnements techniques réalisés à l'étranger, pour les porter à la connaissance des industries allemandes qu'ils peuvent intéresser ». La propagande, le camouflage des marques, le dumping, le non-respect des traités et l'espionnage industriel, toutes les dimensions de la guerre économique sont étudiées. C'est le premier ouvrage théorique sur la question. Le gouvernement allemand a usé de toutes ces techniques, et d'autres, comme l'assurance-crédit par laquelle il assure, dès l'entre-deux-guerres, les risques des industries allemandes en supportant les pertes jusqu'à concurrence de 70 %, en accordant des subventions qui, la modernisation des équipements aidant, abaissent les coûts unitaires de fabrication. Pour Brigitte Henri, « la planification des objectifs à atteindre, la précision des tâches à exécuter, la rigueur d'exécution des instigations, la centralisation et la mise à jour permanente des fiches économiques ont permis à l'Allemagne de posséder une avance culturelle indéniable dans l'ingénierie de l'information économique ».

7 C'est une guerre de l'ombre sans fin. En 2017, concurrencé victorieusement par le groupe français DCNS qui lui ravit des marchés en Inde (2005), au Brésil (2009) et en Australie (2016), le constructeur allemand Thyssen Krupp Marine Services (TKMS), leader mondial des sous-marins conventionnels, a provoqué délibérément la suspension du « dialogue compétitif » (qui remplace les appels d'offres) par la Norvège désireuse de renouveler sa flotte sous-marine. Soutenu par la chancellerie, TMKS monte une opération de dumping : l'Allemagne cofinance l'achat et la maintenance des sous-marins destinés à la Norvège, en passant commande de deux sous-marins pour sa propre marine, afin de faire

baisser le coût final, tandis que TMKS sélectionne le missilier norvégien NSM pour les corvettes allemandes, au lieu du missilier européen MBDA dont Airbus est actionnaire...

8 Il faut relire Stefan Herzog...

Parts relatives de la production industrielle mondiale 1750-1938 (en %)

Pays	1750	1800	1830	1860	1880	1900	1913	1928	1938
Royaume-Uni	1,9	4,3	9,5	19,9	22,9	18,5	13,6	9,9	10,7
Allemagne	2,9	3,5	3,5	4,9	8,5	13,2	14,8	11,6	12,7
France	4,0	4,2	5,2	4,9	7,8	6,8	6,1	6,0	4,4
États-Unis	0,1	0,8	2,4	7,2	14,7	23,6	32,0	39,3	31,4
Italie	2,4	2,5	2,3	2,5	2,5	2,5	2,4	2,7	2,8
Russie	5,0	5,6	5,6	7,0	7,6	8,8	8,2	5,3	9,0
Autriche-Hongrie	2,9	3,2	3,2	4,4	4,4	4,7	4,4	-	-

Source : Paul Bairoch, *Journal of European Economic History*, 1982.

9. 17 octobre 1825. L'Université technique, atout majeur de l'industrie

1 À la fin du XVIIIe siècle des voix s'élèvent en Allemagne pour élever le niveau de formation professionnelle et technique du personnel dans l'industrie et les travaux publics. La première chaire de technologie est créée à l'universsité de Halle en 1727, et plusieurs établissements d'enseignement supérieur fondés pour les mines, comme le Braunschweig Collegium Carolinum (1745) et surtout les célèbres Bergakademie de Freiberg (1765) et Clausthal (1779) ; mais une formation scientifique et technique polyvalente de haut niveau pour l'industrie manufacturière fait encore défaut. Pour les Allemands, l'École Polytechnique de Paris (1794) est un modèle ; il impressionne particulièrement le jeune ingénieur J.G. Tulla. Son séjour à l'X, où il est l'élève de Monge et Poncelet, entre juillet 1801 et janvier 1803 lui inspire le projet d'une école polytechnique comparable à fonder en Allemagne, idée d'autant plus pertinente que le premier Institut polytechnique de ce type est fondé à Prague en 1806 suivi par celui de Vienne (1815), abolissant les frontières entre sciences et techniques. D'abord repoussée, l'idée fait son chemin et en 1818 on crée un Institut polytechnique à Fribourg/Brisgau. J.G. Tulla améliore le concept et

le 17 octobre 1825 est créé par décret ducal, le Polytechnikum de Karlsruhe.

2 Installé dans une aile du lycée, l'établissement prend peu à peu la physionomie d'une université technique, grâce à J.G. Tulla, mais aussi Nebenius et le baron von Wessenberg. Le Polytechnikum est encore assez hétérogène, associant sous un même toit une classe préparatoire, une école d'architecture, une de commerce, une école forestière et une école d'ingénieur : celle-ci sera le noyau de la future *Technische Hochschule* (TH) de Karlsruhe. Le recrutement de professeurs de haut niveau assure la renommée de l'établissement. Parmi eux figure Ferdinand Redtenbacher, véritable père de l'industrie mécanique en Allemagne dont il fait une science à part entière (*Ingenieurwissenschaft*). Homme de la synthèse entre théorie et pratique, science et technique, il donne naissance à une longue lignée de constructeurs et a formé pratiquement tous les grands mécaniciens dans la seconde moitié du XIXe siècle ; il a eu Franz Reuleaux et Emil von Skoda parmi ses élèves. Son successeur Franz Grashof, président du VDI, poursuit l'œuvre, le Polytechnikum devient officiellement établissement d'enseignement supérieur en 1865 et reçoit la consécration en 1885 comme *Technische Hochschule* (TH).

3 Les préoccupations du pays de Bade rejoignent celles de la Prusse qui, sous l'impulsion de C. Beuth, accélère son industrialisation. C. Beuth a créé le 1er novembre 1821 le Königliches Technisches Institut, et en 1824 un établissement comparable à Hagen (Ruhr). Ces instituts forment des techniciens et ingénieurs mécaniciens. La Prusse complète son dispositif d'enseignement professionnel en créant des lycées techniques (*Realgymnasium* et *Oberrealgymnasium*) en 1882 qui permettent l'accès à l'enseignement supérieur des enfants des classes modestes ; jusqu'alors, seuls les *Gymnasium*

classiques (où latin et grec sont obligatoires) ouvraient la voie de l'université, presque exclusivement aux classes aisées. En 1907, une enquête à Berlin montre que 10 % seulement des ingénieurs sont issus d'un milieu ouvrier, contre 24 % des classes moyennes et 58 % des classes aisées (de nos jours, plus de la moitié des ingénieurs sont d'origine modeste ou moyenne). L'Allemagne fait alors de gros efforts dans le domaine scolaire, lui consacrant 1,6 % du PIB en 1880 (contre 0,9 % en France) et 1,9 % en 1913 (France : 1,3 %).

4 L'exemple de Karlsruhe inspire non seulement la Prusse mais tout le pays. Les *Technische Hochschulen* (TH) fleurissent partout : Munich (1827), Dresde (1828), Hanovre (1831), Brunswick, Darmstadt, Aix-la-Chapelle, Breslau, Danzig et quelques autres essaiment dans l'Empire. Les milieux d'affaires sont très actifs à promouvoir ces établissements qui forment des ingénieurs qualifiés et opérationnels. Le Rheinisch-Westfälische Technische Hochschule Aachen (RWTH Aachen) est créé en 1870 à l'initiative de six personnalités locales : un homme politique (Kühlwetter), un assureur (Brüggemann), trois industriels (Bischoff, Pastor et Hasenclever) enfin un transporteur (Schleibler) ; ce n'est qu'ensuite que l'État vient soutenir le projet par une subvention de 2 millions marks pour la construction du bâtiment. La TH de Darmstadt est en revanche créée à l'initiative du grand-duc Louis IV de Hesse ; c'est là que l'on inaugure en 1882 la première faculté d'électronique du monde, dont le renom est tel que 75 % de ses étudiants viennent de l'étranger (1906).

5 Les TH bousculent le paysage universitaire. Jusqu'alors, seule l'université humboldtienne, siège de la science pure (*reine Wissenschaft*), pouvait délivrer le prestigieux titre de *Doktor*. La technologie était ignorée du monde universitaire, voire méprisée, car les universitaires, disait-on, devaient être « libres », détachés de

tout utilitarisme. Pour les Pr.Dr. des vieilles universités, la TH enseignait, au mieux, une sorte de « serrurerie améliorée »...

6 Mais le poids politique et social des promotions successives d'ingénieurs s'accroît à mesure que l'industrie prend son essor. On voit des diplômés de TH créer leur entreprise, qui deviennent parmi les plus grandes du pays : Carl von Linde (industrie du froid), Rudolf Diesel (moteurs), Carl Benz (automobile) Emil Rathenau (électrotechnique), Carl Clemmens (chimie), Eugen Lucius, etc. À l'avant-garde de l'Allemagne industrielle moderne, les ingénieurs veulent aussi leur place dans le monde scientifique ; une sorte de « Kulturkampf » s'engage à la fin du siècle entre les deux mondes. La partie est gagnée en 1873 quand Werner Siemens est admis à l'Académie royale des sciences de Prusse (fondée en 1700), sur proposition de Herrmann von Helmholtz : il est le premier membre de l'Académie à n'être ni universitaire ni chercheur ; il est élu, mais on bougonne... La lutte des ingénieurs porte ses fruits quand un décret impérial de 1899 autorise les TH à délivrer outre le titre de *dipl.-ing.* celui de *dr.-ing.* (docteur-ingénieur) officialisant la reconnaissance de leurs qualités scientifiques. Peu après, dans la salle blanche du palais impérial, en mars 1900, l'empereur Guillaume II octroie trois sièges de l'Académie des sciences aux « techniciens ». Très ouvert aux questions techniques, l'empereur a favorisé l'émergence des ingénieurs comme groupe social influent dans l'Allemagne impériale. En 1910, il crée aussi la Kaiser Wilhelm Gesellschaft zur Förderung der Wissenschaft e. V – KWG – (société de l'empereur Guillaume pour le progrès de la science), véritable incubateur des différents instituts de recherche et laboratoires. Centré sur la recherche fondamentale (chimie, physique, biologie) il est l'embryon de l'actuel Max Planck Institut (83 laboratoires, 2 Mrd € de budget, 4400 publications scientifiques par an). La science et la

technique allemandes commencent à impressionner l'Europe. La revue *Nature* a salué la naissance de la KWG, et plus étonnant, trois jours après la déclaration de guerre de 1914, trois scientifiques anglais expriment dans le *Times* leur malaise devant la guerre qui se prépare, et rendent hommage à la science allemande : « nous voyons l'Allemagne comme une nation qui montre le chemin dans l'art et la science ; nous avons appris et apprenons encore des scientifiques allemands ». En 1907 une enquête internationale sur les chefs d'entreprises et dirigeants montre que 50 % des Allemands ont un diplôme d'ingénieur (ou un doctorat de science) contre 9 % seulement en Angleterre. Les chimistes universitaires anglais ont un doctorat... allemand. Jusqu'en 1914, l'Allemagne rafle trois plus de prix Nobel de chimie que le Royaume-Uni, encore principale puissance industrielle d'Europe.

7 Les TH et le monde industriel entretiennent les meilleures relations. Ces universités techniques deviennent le pivot de l'écosystème technoscientifique et industriel allemand ; les échanges croisés sont multiples : contrats de recherche, stages, financement de chaires, détachement d'universitaires dans les laboratoires industriels ; il se crée une osmose féconde entre ces deux mondes qui se poursuit de nos jours. En 1910, Robert Bosch, très attaché à sa région, fait un don d'un million de marks-or à la TH de Stuttgart, « pour l'enseignement et la recherche » ; il multiplie les gestes généreux pour sa ville et la Souabe : don de 13 millions marks-or pour la canalisation du Neckar, fondation d'écoles, d'hôpitaux (le grand hôpital central de Stuttgart est bâti en 1936 avec son don de 5,5 millions marks) de logements sociaux, de dispensaires, etc. La tradition se perpétue : de nos jours le concours des entreprises est de plus en plus apprécié par les universités, d'autant plus que l'Allemagne manque d'ingénieurs (un déficit de 20000 par an au moins). Un dirigeant de ThyssenKrupp

observe : « l'université ne peut régler seule ce problème. Il nous faut de l'excellence, stopper la fuite des cerveaux à l'étranger, promouvoir une large base en formation technique ». Les dons affluent, souvent pour financer des chaires spécialisées : l'université technique de Munich reçoit 10 millions DM de BMW ; depuis 2008, elle a perçu 120 millions € de dons ; celle de Karlsruhe 200 millions € de l'informaticien SAP, et une enveloppe de 5 millions pour les boursiers ; Beiersdorf (crème Nivea) de Hambourg finance une chaire de dermatologie, Schering AG (chimie) une autre de chimie organique. Les Konzerns régionaux ThyssenKrupp et RWE financent trois chaires de mécanique à la RWTH Aachen, le pharmacien Merck apporte 25 millions € à l'université de Düsseldorf pour deux chaires et 12 chercheurs, BASF installe des laboratoires sur le campus de Münster… Le *naming* en vogue dans le sport, pour financer les stades, se développe aussi à l'université : Aldi paie pour voir son nom figurer à l'université de Würzbourg, de même le roi du café Jacobs rebaptise l'université de Brême en Jacobs University pour 200 millions €… Inversement, les universités, selon une tradition tout aussi ancienne, se mettent au service des entreprises de leur région : par exemple l'université Leibniz de Hanovre aide le *Mittelstand* régional à digitaliser sa production, et perçoit à cette fin une subvention publique de 5,3 millions €. Les exemples sont nombreux.

8 Aujourd'hui, les filières de l'enseignement technique et professionnel sont complètes (du collège à l'université), denses, assorties de multiples passerelles. Plusieurs types d'établissement la structurent : *Berufsfachshule/Realschule/ Fachgymnasium* au niveau secondaire, *Fachhochule/Berufsakademie/Duale Hochschule* au niveau supérieur. Les *Fachhochschulen* (FH), créées en 1960, comblent une lacune entre le niveau de base et les Universités. Elles délivrent, après un cursus de 4 ans (davantage que les IUT français) un diplôme

d'ingénieur ; les professeurs sont tenus de justifier d'une expérience de cinq ans dans l'industrie à un poste de responsabilité. Une partie du financement des 240 FH provient de contrats de recherche avec l'industrie. L'autre établissement est la TH (devenue TU : université technique) : il y en 15 dans le pays, comptant 310712 étudiants. La doyenne, celle de Karlsruhe, en compte 24432 (2017). Au total, l'Allemagne compte 757173 étudiants engagés dans les filières ingénieurs (2017) – soit 27 % de l'effectif étudiant total – ; c'est un chiffre en forte hausse depuis quelques années, et environ trois fois plus élevé qu'en France (244400). Plus importante peut-être est la grande mobilité permise par ce système de formation : de l'apprentissage au diplôme d'ouvrier professionnel (*Facharbeiter*) puis celui d'ingénieur, existent des passerelles et des aides multiples. *L'ascenseur social n'est pas bloqué* : en témoignent les carrières de dirigeants comme H. Strenger (Bayer) ou H. Kopper (Deutsche Bank), anciens apprentis. Il n'y a pas en Allemagne d'élite technicienne instituée par le seul diplôme d'une grande école…

9 Consciente de la concurrence internationale, l'Allemagne a engagé de profondes réformes de son enseignement supérieur, qu'on ne peut développer ici. L'initiative « excellence » lancée en 2005 en est un aspect ; il s'agit de sélectionner 11 universités d'élite pour les hisser au plus haut niveau mondial. La seule RWTH Aachen a perçu à ce titre environ 144 millions € de 2013 à 2017… Le « Pacte universités 2020 » débloque 38,5 milliards € sur la période 2007-2023, pour accueillir les nouveaux étudiants, rénover la pédagogie, recruter les meilleurs étudiants étrangers (les pays émergents sont ciblés, comme futurs clients de l'industrie), développer la coopération internationale. L'Allemagne concentre ses efforts sur les futures puissances industrielles, et contrairement à la France, reçoit très peu d'Africains et Maghrébins. L'effort universitaire, cofinancé

par le Bund, les Länder et la grande industrie, est soutenu par les grands centres de recherche extra-universitaires comme le Max-Planck Institut, la Fraunhofer Gesellschaft (2 milliards € de budget, 20000 chercheurs, 500 brevets par an), ainsi que les Instituts Helmholtz et WG. Leibniz. Le géographe Boris Grésillon résume la situation dans Campus-France (15 juin 2016) : « le paysage universitaire allemand est d'une densité, d'une qualité et d'une variété exceptionnelles ».

Une nouvelle fois, l'Allemagne est victime de son succès. Elle compte aujourd'hui 1,66 million d'ingénieurs, dont 1 million issus des FH. C'est l'une des plus fortes densités d'ingénieur par actif au monde. Mais ils vieillissent ! 20 % d'entre eux ont plus de 55 ans, et 18 % seulement moins de 34 ans (contre 40 % en France). En 2014, près de 91000 postes d'ingénieurs et de techniciens n'ont pas été pourvus sur le marché du travail…

Portrait de la RWTH Aachen (Rheinisch-Westfälische Technische Hochschule Aachen)

Date de création	1870
Nombre d'étudiants	44517 (19,2 % d'étrangers de 128 pays)
Nombre d'emplois	9264 (1er employeur de la région urbaine) dont 540 professeurs, 5373 chercheurs, 2679 personnels administratifs, 672 apprentis
Budget	900 millions € (dont suvention du Land 481,27 millions, 325,7 milions issus de contrats) évolution 2010-2016 : + 29,2 %
Prix Nobel (physique, chimie) Chaires financées par l'industrie	5 13
Frais de scolarité	257 € par semestre
Répartition des étudiants	58 % sciences de l'ingénieur 23 % mathématiques sciences physiques et biologie

	12 % économie sciences sociales 7 % médecine
Nombre de doctorants (2017)	4700
Start-up	1400 créées depuis 1990, employant 32000 personnes (directement ou non)
Rang mondial de l'université (Ranking 2017)	Shanghaï (48e en ingénierie mécanique, 51e en sciences des matériaux) THE (29e en sciences de l'ingénieur et informatique) QS (20e en sciences mécaniques, 26e en mines)
Nombre de places de crèche et halte garderie pour le personnel et les étudiants	348
Traitement du président de l'université (Rektor)	146867 €

Implantations industrielles favorisées par la présence de RWTH : Ericsson, Ford, Microsoft, United Technologies.

Source : RWTH Aachen.

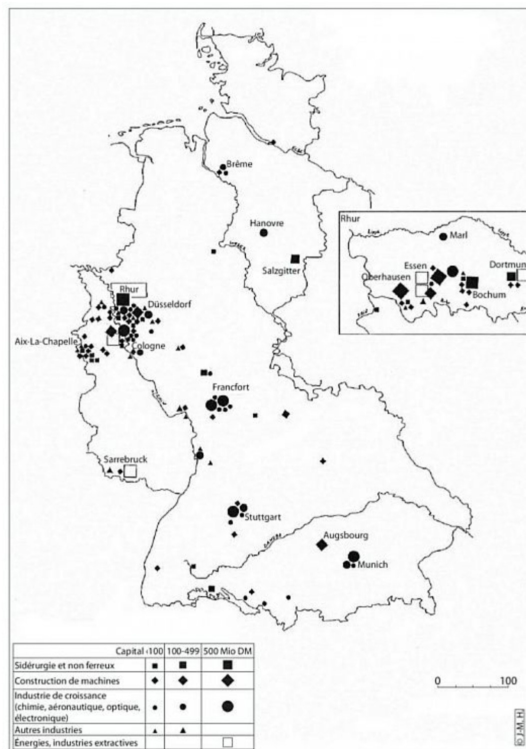
Origine géographique des étudiants en Allemagne et en France (2016)

Zone	Allemagne	France
Grands pays industriels		
États-Unis	5 837	5 607
France/Allemagne	8 453	8 790
Royaume-Uni	1 947	3 971
Corée du Sud	6 087	2 921
Japon	2 281	2 100[1]
Italie	13 256	10 353
Espagne	6 556	6 667
Suisse	3 345	2 000[1]
Pays émergents		
Chine	34 643	29 709
Inde	13 740	2 844
Russie	14 909	5 099
Brésil	4 811	5 312
Turquie	36 350	3 294
Indonésie	4 384	1 000[1]
Iran	7 313	2 200[1]
Vietnam	6 356	5 863
Continents (en % du total)		
Afrique	8,0	42,5
Asie	2,3	17,0
Amérique	6,8	9,1
Europe	52,4	25,7
Effectif total	340 305	298 902
Les 20 pays les plus riches du monde	155 163	89 309
(% effectif total)	45,6	29,9

1. Estimation.

Sources : Destatis. Campus-France, chiffres à la clé n° 10, 2016.

Le réseau séculaire de la R.W.T.H Aachen avec l'industrie allemande (contrats passés avec les firmes, selon la taille et le secteur)



Source : J.M. Holz, 1988, Festschrift der RWTH, 1970.

10. 22 mai 1831. Naissance de l’apprentissage dual

---

1 L’apprentissage est au cœur de la réussite économique allemande, en particulier le système dual. Le terme, récent (1964), signifie à la fois que l’apprentissage s’effectue en deux lieux distincts (école professionnelle et usine) et sous contrôle de deux institutions (État et entreprise). Dès 1100, l’apprentissage est assuré par les corporations (*Zünfte*) qui en conservent le monopole jusqu’à la fin du XIX[e] siècle. À l’équation luthérienne *Beruf = Berufung* (Métier = Vocation) s’attache originellement une dimension éthique ; l’éducation au métier est aussi un moyen de transmettre les valeurs (responsabilité, conscience professionnelle…) qui font le bon citoyen ; comme le dit Alain Lattard, c’est « le métier comme ciment social ». Une telle disposition d’esprit se retrouve dans les constitutions de nombreux Länder (Bavière, art. 129 §1 – Hesse art. 56 §4 – Rhénanie-du-Nord-Westphalie, art. 6 §3, etc.). Fruit de cette imprégnation séculaire, de nombreux débats et expériences, le système dual émerge lentement comme un grand fleuve nourri d’affluents multiples, mais dont on ne connaît pas exactement la source originelle. Dans l’interminable querelle des humanités et des « réalistes » – (de « *reale Kenntnisse* », les « connaissances utiles » notamment pour la reconstruction du pays après la guerre de Trente Ans) – le rôle des piétistes est essentiel. Après avoir créé une école pour pauvres (1695) et un orphelinat, August Hermann Francke

(1663-1727), disciple de Spener et gloire de la Faculté de théologie de Halle, fonde le Poedagogium (1697) ouvert aux enfants de familles aisées : à l'enseignement classique, il adjoint des matières nouvelles (géométrie, français, astronomie, géographie, botanique, histoire) ; surtout, le lycée possède son propre musée d'histoire naturelle, son laboratoire de chimie, son jardin, des ateliers de peinture, de dessin, de tournage, de polissage de verre ; les élèves sont régulièrement invités à des visites d'atelier pour se familiariser avec leur futur métier. La voie vers les *Realschule* est tracée : Christoph Semler ouvre une « Mathematische und Mechanische Schule » à Halle (1709) puis Johann J. Hecker la première *Realschule* à Berlin (1746). À cette époque, Paul Jakob Marperger (1656-1730), inventeur de l'école de commerce, imagine une « Mechanische Lehr-u. Werk Schul », et propose de créer dix écoles, une par métier (construction navale, travail de bois, des métaux, des textiles…) dont il prévoit le programme d'enseignement, le travail en atelier, les moyens pédagogiques, le financement… Les ouvrages sur la rénovation pédagogique se multiplient au XVIIIe siècle, tandis que les écoles des mines, d'agriculture et les manufactures ont déjà peu ou prou intégré la formation en alternance. Celle-ci va prendre un tour systématique en pays de Bade. Charles 1er Fréderic de Bade (1738-1811) – dont Hegel disait qu'il était « le meilleur prince vivant en Allemagne » – oblige, par son General Reskript du 6 novembre 1767, les apprentis et compagnons d'une vingtaine de corps de métier à acquérir des connaissances de géométrie et dessin industriel, à raison de 4 heures par semaine, de novembre à Pâques, puis toute l'année, y compris le dimanche – héritage des *Sonntagschulen* protestantes. L'expérience réussit, se développe, et plus tard, Carl Friedrich Nebenius (1784-1857) ministre-président du Bade, luthérien, la rend pérenne. Inspiré par les expériences françaises et

anglaises, ce grand homme d'État crée, avec le soutien de l'école polytechnique de Karlsruhe, la *Gewerbeschule* de Durlach le 22 mai 1831, école professionnelle à temps partiel complétant l'apprentissage artisanal : *le système dual est né*. Le 15 mai 1834, le grand-duc Léopold 1er impose à chaque commune du Bade de créer une telle école pour former le vivier de l'école polytechnique de Karlsruhe. Le modèle badois est imité en Wurtemberg et en Bavière : ces pays agricoles pauvres dépourvus de ressources minières voient dans les réseaux de transport et l'instruction un moyen de créer des emplois (la population triple en un siècle) et de freiner l'émigration (après la disette de 1817, 40000 Badois avaient émigré). Pour Kurt Kerchensteiner (1854-1932), directeur de l'enseignement à Munich et député, « il est nécessaire de joindre l'effort de l'école à celui des patrons pour former des ouvriers et des employés d'une réelle valeur professionnelle » ; il veut transformer la « *Buchschule* » (école du livre) en « *Arbeitsschule* » (école du travail) ; dans les écoles de Munich, remarquablement équipées, on enseigne aux élèves le désir de contribuer, par une vie professionnelle réussie, au bien-être de la collectivité. Ainsi l'apprentissage professionnel, inséré dans une politique cohérente globale, associant élus, administration et forces vives de l'économie, devient désormais une composante centrale de la vie sociale et économique.

2 Les exigences de la vie industrielle naissante (connaissances techniques, normalisations) ne pouvant plus être satisfaites par les artisans, l'industrie met peu à peu en place son propre système d'apprentissage dans les « *Werksschule* » – la première par les Eisenwerke de Gröditz en Saxe (1832) puis les chemins de fer (1878) – concurrentes des *Gewerbeschule* (bientôt appelées *Berufsschule* – BS –) publiques avant d'y être associées. Sous l'impulsion de G. Kerchensteiner, le principe dual est introduit pour la première fois

dans une loi nationale (26 juillet 1897) qui fond en un tout cohérent le droit artisanal (loi de 1869) et le droit industriel naissant. En 1906, la firme berlinoise Siemens & Halske (11000 salariés) ouvre une Werksschule für Lehrlinge pour ses 77 apprentis. Reconnue par l'État comme équivalent des écoles publiques, elle se développe rapidement après la guerre. En 1908, le DATS (Deutscher Ausschuss für Technisches Schulwesen) standardise les niveaux, contenus méthodes et évaluations des qualifications requises dans 53 professions de base. La constitution de Weimar (art. 145) rend l'école obligatoire jusqu'à 18 ans (c'est toujours 16 ans en France depuis 1959...) ; tout l'élève quittant l'enseignement primaire doit donc commencer une formation professionnelle. L'État encourage alors les communes à fonder des BS pour accueillir les enfants renonçant aux études secondaires. Le partage des tâches s'opère progressivement : l'État crée le cadre légal, impulse, supervise, la profession organise la formation et les examens. L'industrie perfectionne son système et normalise la formation de ses ouvriers qualifiés (*Facharbeiter*) grâce au DINTA (Deutsche Institut für Technische Arbeitsschulung) créé en 1924 à l'initiative de la métallurgie. En 1938, le *Berufsschulpflicht* impose l'apprentissage à tous les jeunes quittant l'école primaire, ainsi qu'aux chômeurs. Depuis 1945, deux lois seulement (1969 et 2005) forment le socle de l'apprentissage, qui bénéficie ainsi d'une stabilité légale et règlementaire.

3 Aujourd'hui l'apprentissage est en Allemagne une voie sélective (890 places d'apprentis chez BASF disponibles en 2016 pour 9000 demandes...) exigeante pour l'apprenti comme pour les entreprises. Le nombre d'apprentis bacheliers augmente régulièrement (18,3 % en 2009, 27,1 % en 2016) ce qui pénalise les élèves des Hauptschulen. L'adéquation entre offre et demande est

encore imparfaite, selon les métiers, les régions ou la taille des entreprises : les PME sont moins attractives, et 43500 places d'apprentissage n'ont pas trouvé de candidats en 2017. Mode d'accès privilégié aux emplois dans 328 métiers codifiés, il reste une voie d'excellence, valorisée par les familles. Le système dual n'est qu'une partie d'une offre d'apprentissage, large et finement adaptée à la demande. Il est au cœur de la société allemande : entreprises, puissance publique (Bund, Land, communes), syndicats patronaux et salariés, chambres consulaires y apportent leur concours. Tout système de formation est indissociable d'un mode de pensée collective, c'est le miroir d'une société. En France, malgré de nets progrès dans le rapprochement école-entreprise, on pouvait lire encore en 1998, dans le rapport sur la consultation opérée dans les lycées : « le lycée forme ses élèves à être des citoyens actifs et solidaires » : la fonction émancipatrice de l'école est mise en exergue, dans la tradition rousseauiste – mais nulle mention n'est faite de la préparation à une vie de travail, ni de la nécessaire dimension technologique de l'apprentissage scolaire moderne. L'enseignement technique et professionnel reste encore un monde à part, un ordre séparé, destiné à corriger l'échec scolaire d'enfants de familles défavorisés. Sur le plan organisationnel, le système est lourd (les CFA sont gérés par de multiples acteurs) et peu efficace ; les ministères de l'Éducation et de l'Agriculture conservent la tutelle pédagogique ; en Allemagne, l'État et l'entreprise pilotent le système en coresponsabilité, les contenus pédagogiques et le contrôle des connaissances étant assurés par le monde professionnel depuis les années 1930. En avril 1987, le Conseil économique et social a effectué une mission à Stuttgart sur la question ; il illustre la conclusion de son élogieux rapport sur le système allemand : « les Allemands ont choisi l'ascension par l'échelle, tandis que nous privilégions la rampe

de lancement et la mise sur orbite (...) en Allemagne il y a toujours une possibilité de tremplin pour les gens de qualité, en France, souvent la filière empruntée au départ conditionne largement l'avenir ». Il conseille de « sortir du clivage absurde entre l'école, lieu de théorie abstraite et l'entreprise, lieu de pratique concrète ». C'était il y a 30 ans...

4 Depuis 2013, l'Allemagne fait de l'exportation de l'apprentissage « made in Germany » une priorité ; l'agence fédérale Govet (75 millions € de budget) accompagne les coopérations bilatérales sur ce thème avec 18 pays.

5 Salué par le président Obama dans son discours à la nation (13 février 2013), le système d'apprentissage allemand peut se vanter d'avoir réussi sa double mission d'insertion des jeunes dans la vie active et de contribution à la compétitivité du pays.

L'apprentissage en quelques chiffres

	Allemagne	**France**
Taux chômage 15-24 ans (2017) %	6,5	23,6
Taux chômage 25-64 ans avec diplôme niveau 3-4	4,3 2017	9,1 %[1]
% jeunes NEET[2] (2016)[3]	6,6	11,9
Effectifs apprentis (2016) en million	1,337	0,405
Effectif apprentis (max. historique)	1,702 (2000)	0,438 (2012)
Dépense publique pour l'apprentissage (Mrd €)	7,7 (2015)	4,7 (2013)
Dépenses nettes des entreprises (2013) (Mrd €)	7,5	3,7
Dépense publique par apprenti (€)	5340	11600
Temps de travail horaire en entreprise	1127	910

% entreprises ayant recours à l'apprentissage	21,9	3,5
Rémunération moyenne des apprentis (€/an)	9984[4]	4356/6413[5]
Nombre d'apprentis	Volkswagen 17700 BASF 3000 Siemens 10000 Krupp 3000	Renault (2016) 1536 Sanofi : environ 500 Schneider Electric : env. 500

1. Enseignement secondaire et post-secondaire non supérieur.
2. NEET : jeunes de 15-24 ans sans emploi et ne participant ni à l'éducation ni à la formation (Neither in Employment nor in Education and Training).
3. Ne travaillant pas, ne suivant pas d'étude ni de formation.
4. Anciens Länder.
5. Selon âge – moins de 18 ans à plus 21 ans – et année d'apprentissage.

Sources : Eurostat, DARES, IFRAP, La Tribune, Le Figaro, Sénat, Destatis, BIBB Datenreport.

11. 22 mars 1833. Le Zollverein, persévérance et méthode

1 Après l'époque napoléonienne bénéfique pour l'économie allemande, le morcellement du pays aggrave les effets de la récession qu'il traverse, comme toute l'Europe. Les milieux économiques s'émeuvent des multiples obstacles aux échanges qui se dressent dans le pays : une marchandise circulant de Königsberg à Cologne est contrôlée 80 fois… L'Allemagne s'engage alors, avec une ténacité et une persévérance sans pareilles, dans la construction méthodique de son unité économique. Parmi les artisans de cette tâche de longue haleine, opiniâtrement poursuivie sur une durée de 70 ans, émergent les figures de Friedrich List (1789-1846) et de Friedrich von Motz (1775-1830).

2 Jeune économiste, F. List est sollicité par des négociants réunis à la foire de Francfort/Main en 1819 pour adresser une pétition à la Diète. Dans ce document célèbre et même visionnaire, il fait observer que « 38 lignes de douanes paralysent le commerce intérieur » et que « pour faire le commerce de Hambourg en Autriche et de Berlin en Suisse, on a dix États à franchir, dix règlements de douanes à étudier, dix droits de transit à acquitter ». Il ajoute que « celui qui a le malheur d'habiter une frontière où 3 ou 4 États se touchent consomme sa vie entière au milieu des tracasseries des douaniers, il n'a pas de patrie ». Comparant l'Allemagne au « grand peuple par-delà le Rhin, où le commerce est fluide de la Manche à la

Méditerranée, du Rhin aux Pyrénées » il accable la nouvelle loi douanière, dont les droits établis d'après le poids, pénalisent la Prusse. Il conclut que « les peuples n'atteindront le plus haut niveau de la prospérité économique qu'après avoir établi entre eux une liberté commerciale illimitée ». Cependant, en 1840, le même homme, dans son *Système national d'économie politique*, n'hésite pas à préconiser les vertus éducatives du protectionnisme pour l'industrie naissante... En attendant, F. List demande de supprimer les douanes à l'intérieur de l'Allemagne, et d'établir vis-à-vis des nations étrangères un système commun de douanes fondé sur le principe de rétorsion, jusqu'à ce que les nations adoptent le principe de la liberté du commerce européen (c'est le marché commun avant la lettre !). La prise de conscience est ancienne chez les milieux d'affaires et politiques ; il reste à la traduire dans les faits : c'est un patient et discret travail de diplomates et hommes politiques, auquel F. von Motz apporte une contribution décisive.

3 Formé à l'université de Marbourg, admirateur de Frédéric II, lecteur d'Adam Smith, F. von Motz est l'un des artisans les plus énergiques des réformes engagées par vom Stein. Il succède à Wilhelm von Klewitz au ministère des Finances en 1825, avec comme première tâche de rétablir les finances du pays fragilisées par les guerres napoléoniennes, la crise agricole et le coût des importations de produits industriels anglais. Les lois du 11 juin 1816 (suppression des douanes intérieures) et du 26 mai 1818 (tarifs protecteurs modérés aux frontières) amorcent la simplification administrative dans laquelle s'engage la Prusse. En 1821 F. von Motz parvient à convaincre une douzaine de micro-États (Schwarzbourg-Rudolstadt, Lippe-Detmold, etc.) de s'agréger à la logique douanière prussienne. La Saxe proteste aussitôt, accusant la Prusse d'avoir violé leurs droits souverains et d'empiéter sur les prérogatives de la diète de

Francfort, dont l'article 19 stipule en effet que « les membres de la confédération se réservent de délibérer, à la diète de Francfort, sur les questions relatives au commerce et au trafic entre les différents États confédérés ». Mais elle ne reçoit pas le soutien de l'Autriche, ni de réponse de la Prusse… Ouvrons un atlas : à l'époque, la Prusse s'étend transversalement du Rhin (à l'ouest) à l'Oder (à l'est), séparant le nord du sud de l'Allemagne. Par cette disposition, elle contrôle les routes nord-sud en Allemagne (imposant une taxe de 10 % à chaque passage) – mais pas complètement : en effet le territoire prussien est scindé en deux blocs séparés par un couloir s'étirant de Kassel à Hanovre, qui ménage, par la Hesse, un passage entre les États du nord et ceux du sud de l'Allemagne. Ce couloir est selon F. von Motz « une grande faiblesse » de la Prusse. Tout l'art du ministre sera de convaincre les États constituant ce couloir, notamment la Hesse-Darmstadt, de rejoindre l'union douanière prussienne, « montrant ainsi le chemin aux autres États allemands ». De leur côté, les États du Sud (Bavière, Wurtemberg, Bade, Nassau, Hesse) s'efforcent de créer leur propre zone douanière (1824) ; mais leurs négociations échouent, en raison notamment du manque d'appui de la France. Le 11 janvier 1828, la Hesse-Darmstadt, « travaillée » par les services prussiens, accepte la proposition de Berlin, assortie de nombreuses garanties. Cet accord, négocié par un émissaire secret de Hesse-Darmstadt, von Hoffmann, et signé par le ministre du Thil, est une grande victoire pour F. von Motz qui enfonce un coin dans le fameux couloir ; il sera décoré pour cela. La Hesse-Darmstadt attend beaucoup de l'accès au vaste marché prussien. Mais l'accord suscite en revanche une forte émotion en Allemagne et les protestations de l'Autriche. En réaction, une semaine plus tard, le 18 janvier, est signé un traité Bavière-Wurtemberg sur le modèle prussien avec tarif douanier extérieur

commun et partage des recettes au prorata des populations. Cet accord rend quelque espoir à 17 petits États qui, en septembre 1828, imitent la Prusse et la Bavière en signant pour six ans une convention, qui bloque à nouveau le couloir de Hesse. De fait, la Prusse reprend l'offensive en 1829 : tractations, promesses, intrigues, menaces de guerre tarifaire, le tout se mêlant habilement à une politique de construction de routes qui pousse les petits États de Thuringe à revenir sur leur parole, puis à s'unir, avant d'intégrer la mouvance prussienne… Les États du Sud, pourtant francophiles, sollicitent en vain l'appui de la France. La Prusse de son côté signe des accords séparés avec Anhalt-Gotha-Dessau, Saxe-Gotha, Hesse-Hombourg (1829) ; l'obstacle d'un front uni contre elle est levé ; les négociations avec le sud reprennent en mars, et le 27 mai 1829 est signé un traité entre la Prusse et l'association du Sud (Bavière – sauf le Palatinat bavarois –, Hesse-Darmstadt et Wurtemberg) prévoyant une baisse progressive des droits en vigueur pour parvenir à la parité en 1832. Cet accord chagrine une nouvelle fois l'Autriche ; le Hanovre de son côté reste fidèle à ses accords douaniers avec l'Angleterre. Les Prussiens persistent et reprennent en décembre 1831 les négociations en vue de fusionner les deux grandes zones douanières allemandes, la leur et celle du Sud. Cinq mois de discussion : échec. On reprend en janvier 1833, et finalement, le 22 mars 1833 est signé le traité d'union douanière entre la Prusse, la Hesse électorale, la Hesse-Kassel, la Bavière et le Wurtemberg, auxquels se joignent la Saxe et la Thuringe. Il entre en vigueur le 1er janvier 1834, pour une durée de 8 ans, renouvelable, après avoir été ratifié par les divers États, au prix de nouvelles tractations internes. Le traité préserve quelques intérêts locaux et prévoit des dérogations. Il regroupe 18 États et forme un marché unique de 23,1 millions d'habitants. En revanche, il reste coupé de la mer du

Nord et des grands ports hanséatiques... le travail n’est pas achevé ! Il faudra encore un demi-siècle pour parachever l’œuvre de F. von Motz, décédé entre-temps. Tâche immense et ardue...

4 Il faut d’abord structurer la zone douanière, créer une administration, des règles de fonctionnement (partage des recettes). Parallèlement aux longues négociations sur l’incorporation progressive des États dans l’union douanière se sont déroulés d’autres entretiens pour établir la liberté de navigation sur le Rhin, dont la Prusse veut faire l’axe majeur de son économie. Dès le XVe siècle sont apparues les premières demandes pour établir la liberté de naviguer sur le fleuve, dont le parcours est haché par des centaines de péages et droits d’étapes établis par les petits seigneurs locaux : la notion de « Rhin libre » (navigation libre de péages) est une très longue construction diplomatique et juridique qui s’inscrit dans de multiples traités et accords (traité d’Osnabrück art. 9 et traité de Münster art. 25 – 1648 –), traité de Rastatt (art. 6 – 1714 –), Recès d’empire (1804), traité de Paris (art. 5) du 30 mai 1814, traité de Vienne (1815), convention de Mayence (31 mars 1831)... un travail de titans, parachevé par la convention de Mannheim (17 octobre 1868) qui abolit définitivement tous les péages sur le Rhin : enfin ouvert à tous les pays, il est devenu un « fleuve international ».

5 Il convient maintenant de convaincre un à un les États encore réticents à rejoindre le Zollverein : il faudra 50 ans de tractations, pour aboutir à un traité signé avec chacun d’entre eux... Un demi-siècle de négociations, palabres, tractations diverses... La carte administrative allemande se simplifie néanmoins, sur le plan douanier : Nassau, le duché de Bade et Francfort/Main rejoignent le Zollverein en 1836, Lippe-Detmold en 1838, le Luxembourg et le Brunswick en 1842, puis, gros morceau, l’Oldenbourg, le Hanovre et

Schaumbourg-Lippe en 1854, le Schleswig-Holstein, le Mecklembourg-Schwerin et le Mecklembourg-Strelitz en 1867, l'Alsace-Moselle en 1872. Les villes hanséatiques (Hambourg et Brême) résistent encore une décennie avant d'adhérer finalement en 1888.

6 *Le processus d'unification douanière de l'Allemagne, sous la conduite de la Prusse, a pris 70 ans environ.*

7 Rapidement, les effets se font sentir : doublement des recettes fiscales, essor des échanges intérieurs ; le droit commercial prussien se répand, et déjà, on commence l'harmonisation des unités de poids et mesures, en attendant celle des monnaies.

8 Les historiens allemands ont longtemps débattu sur les motivations profondes de cette construction du Zollverein. Pour les historiens « nationalistes » (von Treitschke, Droysen, Meineke, Hamerow), le Zollverein est avant tout un outil politique destiné à évincer l'Autriche et asseoir la suprématie de la Prusse sur le monde germanique. D'autres (Alan J.P. Taylor, Arnold Price, Martin Kitchen) privilégient les buts économiques et même fiscaux à l'origine, le potentiel géopolitique de l'entreprise ne se dévoilant qu'au fil du temps ; l'idée du Zollverein comme tremplin de l'unification politique allemande n'émerge en effet que dans les années 1850. Pour Sandrine Kott, « le Zollverein n'a pas constitué un élément direct de construction nationale » ; tel n'était pas son objectif initial. Pourtant, dans ses mémoires (1829), F. von Motz sent bien la portée de l'événement : « s'il est exact, dit-il, que les douanes résultent des divisions politiques, leur abolition doit conduire à leur dépassement ». Le Zollverein a des effets unificateurs incontestables… il a donné un élan supplémentaire au développement économique du pays et selon Raimond Poidevin, a « peu à peu accrédité l'idée que l'unité politique devait être réalisée

par la Prusse sur la base des intérêts matériels. Grâce au Zollverein, la Prusse a su lier ses intérêts à ceux de la classe montante : de politique, le libéralisme allemand est ainsi devenu économique et national ».

9 Le Zollverein conforte l'Allemagne dans sa structure fondamentale, celle d'une organisation de type fédératif. Sur le plan juridique, il une organisation confédérale : égalité en droit de tous les membres, règle de l'unanimité avec droit de veto, durée déterminée, avec renouvellement ou annulation possible. Mais de facto, il dissimule l'hégémonie de la Prusse ; d'une part, en écartant l'Autriche du jeu ; d'autre part en pesant sur les petits États : la Prusse peut agiter la menace de son retrait (qui priverait nombre d'États de précieuses ressources fiscales) pour imposer ses vues. Personne n'est dupe.

10 En Allemagne, la création du Zollverein en 1834 est favorablement accueillie : « tout le monde ressent qu'une grande chose est faite » remarque l'économiste Gustav Fischer. À l'étranger, l'enthousiasme est moins évident : la Grande-Bretagne et les Pays-Bas s'inquiètent pour leurs exportations vers l'Europe centrale ; les tissus anglais qui ne supportaient qu'une taxe douanière insignifiante auparavant, sont grevés de 20 florins bavarois en 1819, de 60 en 1828 et 95 après 1834. La Grande-Bretagne avait signé des accords commerciaux bilatéraux avec Francfort/Main (1832), la Hesse (1833), le Mecklembourg (1836) que Berlin va s'ingénier à détricoter méthodiquement... L'Italie, la Suisse, l'Autriche-Hongrie (associée au Zollverein en 1853) prennent exemple, et commencent à démanteler leurs douanes intérieures.

11 L'union douanière s'opère en même temps que l'unification ferroviaire du pays : pour F. List « le chemin de fer et l'union douanière sont comme des frères siamois : nés au même moment, ne formant qu'un, et tendant vers un même but : la fusion des peuples

allemands ». Le réseau ferroviaire, maillé comme le réseau routier, entraîne tout le territoire dans une logique de développement aussi rapide qu'homogène.

12 La Prusse a conduit magistralement sa politique douanière en harmonie avec sa stratégie industrielle : réveiller les initiatives, équiper le territoire, former des élites, homogénéiser un marché en formation, protéger les industries naissantes. Un immense projet, développé avec cohérence et persévérance sur plus de deux siècles...

Le Zollverein, une étape dans la longue marche vers l'unification allemande

27 mai 1829	Accord douanier entre la Prusse et les États du sud (Bavière, Bade-Wurtemberg, Prusse, Hesse-Darmstadt, États de Thuringe).
31 mars 1831	Convention de Mayence (abolition des droits d'étapes et péages sur le Rhin, libre navigation sur le fleuve, sauf pour les États non riverains).
22 mars 1833	Signature de l'accord douanier du Zollverein, pour une durée de 7 ans renouvelable.
1er janvier 1834	Entrée en vigueur du Deutscher Zollverein.
25 août 1837	Traité monétaire de Munich entre Bavière, Bade, Wurtemberg, Nassau et Schwarzbourg-Rudolstadt.
30 juillet 1838	Traité monétaire de Dresde entre Allemagne du Nord et du Sud (2 thalers = 3,5 florins).
24 janvier 1857	Traité monétaire de Vienne entre l'Allemagne et l'Autriche sur les équivalences : 2 thalers = 3,5 florins d'Allemagne du Sud = 3 florins autrichiens.
17 août 1868	Unification du système de mesure dans la confédération de l'Allemagne du Nord (système métrique).
17 octobre 1868	Acte de Mannheim : liberté complète de navigation sur le Rhin.
29 avril 1869	Unification du système de mesure en Allemagne du Sud (système métrique).
1er	Unification politique de l'Allemagne. Proclamation de l'Empire à

janvier 1871	Versailles.
1er janvier 1872	Généralisation du système métrique dans l'empire.
9 mars 1873	Unification monétaire dans l'empire.
1er juin 1909	Achèvement de l'unification monétaire de l'empire.
18 mai 1990	Signature du traité d'union économique, monétaire et sociale, à Bonn. Traité d'État (Staatsvertrag) entre RFA et RDA. (en vigueur le 1er juillet 1990).
31 août 1990	Signature du traité d'unification politique (Einigungsvertrag) à Berlin en vigueur le 29 septembre 1990.
3 octobre 1990	Unification de l'Allemagne. Fête nationale allemande.

12. 1838. L’or noir de la Ruhr

1 La première mention faite du charbon dans la Ruhr remonte à 1302. Il semble exploité en 1317 à Essen et systématiquement à Dortmund en 1443, à partir de galeries creusées à flanc de coteau, par une main-d’œuvre locale de paysans-mineurs à temps partiel. On produit une vingtaine de tonnes par jour. Les abbayes de Essen et Werden au XVIe siècle, l’État prussien plus tard (1737) – qui désire approvisionner en combustible ses salines de Westphalie –, donnent un certain élan à une production longtemps restée limitée.

2 Le toit de marnes tertiaires est percé pour la première fois à la mine Franz de Essen en 1832-1834, mais sans exploitation rentable possible, puis avec succès aux mines Kronprinz et Graf Beust (Essen) en 1838 : une ressource naturelle n’ayant d’existence que par rapport à une technologie donnée, le charbon gras cokéfiable (*Fettkohle*) est désormais accessible.

3 La découverte est de même nature que l’or du Transvaal ou le pétrole de Ghawar : la Ruhr recèle le plus riche gisement du continent ! On peut même parler, pour reprendre l’expression du géologue Jules Cornet, à propos du Haut-Katanga, de véritable « scandale géologique ». Fabuleuse richesse en sommeil, le gisement s’étire d’ouest en est à la lisière du massif schisteux rhénan sur 80 km environ. Les couches du carbonifère moyen, plissées en faisceaux d’orientation NNE-SSW, faillées et légèrement déversées vers le nord, n’ont guère été affectées par la tectonique post-

hercynienne ; elles plongent doucement sous la couverture crétacée discordante, fortement imbibée d'eau. Rares au monde sont les bassins houillers disposant de tels atouts naturels : faible pendage des veines épaisses, gamme complète des charbons, depuis les anthracites et les houilles maigres affleurant au sud jusqu'aux flambants au nord, en passant par les veines épaisses du charbon gras cokéfiable peu profondes (400 m) de l'Emscher, et qui représentent 59 % des réserves. Plus on creuse vers le nord, plus les puits sont profonds, les veines épaisses et subhorizontales. La puissance totale des 94 veines exploitables atteint 79 m, les réserves sont estimées à 65,2 milliards de tonnes, dont 34,2 milliards aisément exploitables : une richesse inépuisable.

4 Cette ressource majeure, pour la révolution industrielle, serait comparable à celle des gisements britanniques, s'il ne s'ajoutait un autre atout majeur et unique : le Rhin. Car le plus grand gisement d'Europe se développe à proximité immédiate du plus grand fleuve navigable d'Europe. Les Allemands ont su exploiter magistralement ce double don de la nature. Au XIXe siècle, la poussée industrielle stimule la demande de charbon, justifiant l'exploitation de gisements de différentes qualités ; aussi les meilleurs gisements bénéficient-ils d'une rente différentielle par rapport à ceux de qualité inférieure (Nord de la France, Belgique, certains gisements britanniques), égale à l'écart entre leurs coûts marginaux, selon David Ricardo.

5 Après le percement du toit de marne en 1838, la production prend son essor ; le premier ascenseur est installé à la mine Gewalt en 1852, et le puits le plus profond n'atteint que 300 m (1858). L'extraction est encore faible en Allemagne comparée à celle de la Grande-Bretagne (12 Mio en 1860 contre 85,4). Mais l'essor est rapide : les hommes, les capitaux affluent car tout contribue à exalter la production dont la

courbe ascensionnelle épouse d’année en année celle de la population et des richesses. Chemins de fer, métallurgie, chimie, sans compter les foyers domestiques, se disputent le précieux or noir dans toute l’Allemagne et à l’étranger. En quelques décennies, la Ruhr devient la plus grande région industrielle d’Europe, peut-être du monde. En outre, l’Allemagne a la chance de disposer d’autres gisements houillers (Aix-la-Chapelle, Silésie) ; en 1913, pas moins de 593000 mineurs extraient 190 millions de tonnes de charbon de ses entrailles, soit 16 % de la production mondiale. Les 3/4 sont absorbés par la consommation nationale, le reste exporté. « Le mineur arrachant au sol le précieux combustible en masses toujours plus considérables a été vraiment l’artisan de la prodigieuse fortune économique de l’Allemagne moderne » souligne Emmanuel de Martonne en 1930.

6 À ce patrimoine houiller, le Reich ajoute deux des plus grands gisements de lignite du monde, l’un sur le Rhin (Cologne), l’autre à l’est (Lusace, Brandebourg). Non transportable, car trop riche en eau, le lignite est brûlé sur place dans des centrales thermiques, ou transformé en briquettes. L’exploitation commence au début du XIXe siècle (1826 à Cologne) et doit s’étirer jusqu’en 2030 environ.

7 **L’Allemagne est un don du charbon.** Cette ressource quasi inépuisable est un atout économique majeur au XIXe siècle, comparable aux richesses pétrolières et gazières actuelles. La dotation en ressources naturelles et leur bonne gestion sont essentielles à la croissance ; c’est au même titre que le capital, le travail ou la terre, un facteur de production majeur. Au point que, en 1865, dans *The Coal Question*, Jerons annonçait la fin du développement industriel en Angleterre à partir de l’observation des limites physiques des gisements de houille, tant le rôle de cette énergie dans la croissance économique était jugé essentiel.

8 Grâce au charbon cokéfiable s'édifie une sidérurgie puissante dans la Ruhr et en Sarre. Le génie des hommes est d'avoir bâti sur cette ressource un édifice industriel diversifié, car la houille, source d'énergie, est aussi la matière première d'une filière carbochimique (coke, et sous-produits : goudrons, benzols, produits ammoniacaux, gaz d'éclairage…). La sidérurgie se prolonge par la métallurgie de transformation, de plus en plus différenciée, puis la construction de machines et l'électrotechnique, dont une partie trouve d'abord sur place ses débouchés : machines d'extraction, chevalements en acier, ventilateurs, rails et berlines, installations de lavage, cages et moteurs… tout le génie humain de la mécanique et de l'électricité est au service de la mine. L'afflux de main d'œuvre pour l'industrie lourde (*Montanindustrie*) crée à son tour un marché pour l'industrie de la construction, la verrerie, l'alimentaire, la confection, et tous ces secteurs économiques se rattachent à l'arbre industriel dont le charbon est le tronc magnifique en s'intégrant sur les plans technique et financier dans une économie liée (*Verbundwirtschaft*) pilotée par des Konzerns géants. En 1913, la valeur de la production atteint 2,5 milliards de marks.

9 Sans le charbon de la Ruhr, point de puissance industrielle allemande. Pendant plus d'un siècle, « la puissance de l'Allemagne s'est édifiée sur le charbon » souligne M. Baumont. Il a pris possession du monde industriel, auquel il impose pendant plus d'un siècle sa tyrannique souveraineté. L'arrivée du charbon à bon marché dans toutes les contrées allemandes, par le réseau navigable notamment, diffuse l'industrie sur tout le territoire ; par ailleurs, les surplus sont exportés : houille, mais aussi coke et briquettes, vers les pays voisins (Pays-Bas, France, Autriche-Hongrie, Suisse). En 1913, l'Allemagne est le 2e exportateur mondial après le Royaume-Uni.

10 La Ruhr symbolise cette puissance. Tous les voyageurs qui se rendent dans la région sont impressionnés par les images saisissantes de ces paysages industriels. Après la guerre, A. Clément remarque : « il faut entendre avec quelle piété les Allemands de toutes conditions et de toutes professions parlent de la Ruhr ! c'est comme si chacun communiait avec une puissance surnaturelle ». C'est que, ajoute-t-il, « au fond des mines, au cœur des hauts-fourneaux, palpite l'âme de l'Allemagne » (A. Clément, « Le Plan Schumann », *Le Monde*, 15.4.1951). L'histoire du charbon résume largement celle de l'Allemagne entière : les luttes et les conquêtes sociales, l'essor des Konzerns, la Ruhr « enclume du Reich », la cogestion, autant d'étapes dans la fabrique du modèle social allemand. La Ruhr et l'Allemagne se sont longtemps identifiées l'une à l'autre, comme les deux faces inséparables d'un même bloc.

11 Vital en temps de guerre (le programme Hindenburg en 1916 mobilise 60000 prisonniers de guerre, des chômeurs, des femmes et des enfants par dizaines de milliers pour travailler dans les mines, – les nazis feront pire...), le charbon devient un enjeu géopolitique la paix revenue. Après les deux guerres mondiales, la Sarre et la Ruhr sont placées sous contrôle allié.

12 La Ruhr est occupée du 11 janvier 1923 au 25 août 1925 pour contraindre l'Allemagne à payer les réparations ; les livraisons de houille sont prises en compte dans le calcul des réparations, comme cela figure à l'article 236, section I, partie VIII du chapitre « réparations » du traité de Versailles. Elles sont pour la France « une question vitale, « une question de vie ou de mort » déclare A. Millerand à Lloyd George le 13 février 1920 : la sidérurgie a besoin de coke et le Comité des forges s'est rallié à la politique de la force. L'Allemagne ne livrera finalement – au titre des réparations en houille – que 19,5 Mio tonnes au lieu des 41 Mio prévues, soit

l'équivalent de 1 Mrd marks (sur un total exigible, toujours discuté, de 23 Mrd marks). Après la Seconde Guerre mondiale, l'accord de Londres (28 avril 1949) qui établit l'autorité alliée de la Ruhr (AIR) précise dans son préambule : « considérant que la sécurité internationale et le relèvement économique général exigent (...) que l'accès au charbon, au coke et à l'acier de la Ruhr, qui était auparavant soumis au contrôle exclusif de l'Allemagne, soit à l'avenir assuré sur une base équitable aux pays coopérant pour le bien économique commun... ». La création de la CECA (traité de Paris, 18 avril 1951) sonne le glas de l'AIR (27 mai 1952) mais il demeure une constante : pas de puissance sans charbon !

13 C'est finalement le marché qui ébranle la toute-puissance charbonnière en Allemagne : le principe de la rente minière s'exerce cette fois au profit des gisements nord-américains ; l'arrivée de houilles américaines à bas prix, puis la concurrence des hydrocarbures, à partir de 1958, sont le point de départ d'un lent déclin. Le chiffre énorme des effectifs de mineurs (407142 en 1948) n'est bientôt plus qu'un souvenir ; pendant les années du « miracle », l'Allemagne continue cependant d'exporter 20 à 25 millions t de houille par an, rapportant environ 2 milliards DM ; c'est beaucoup moins qu'en 1938 quand le combustible assurait 10 % des exportations du Reich (pour 20 à 40 Mio/an selon les années), mais c'est un appoint substantiel.

14 Comme ailleurs en Europe, la production décline irrémédiablement : elle n'est maintenue qu'au prix de subventions énormes (estimées à 130 Mrd € depuis le début des années 1970). La gestion sociale du repli massif des effectifs s'effectue sans heurts majeurs ; le dernier puits en activité en Sarre ferme le 30 juin 2012, et la dernière mine de charbon d'Allemagne doit fermer dans la Ruhr en 2018 (mine Prosper-Haniel à Bottrop). La production a chuté très vite : 111,3 Mio

en 1970, 53 Mio encore en 1990, puis 10,8 en 2012 et 3,85 en 2016. Paradoxalement, l'Allemagne doit aujourd'hui importer de la houille du monde entier pour ses centrales thermiques (pas moins de 43,7 Mio en 2015) et du coke pour sa sidérurgie (2,9 Mio) qui lui coûtent 3,5 Mrd €.

Seule la volonté politique de préserver une certaine indépendance énergétique a permis de maintenir la production dans les années 1970-1980, après les chocs pétroliers ; les mines sont même ultramodernes, interconnectées en sous-sol, invisibles dans le paysage… mais les coûts de production trop élevés les condamnent. Il reste le lignite, brûlé dans les centrales (au prix d'une pollution importante et de fortes émissions de CO_2) qui permet de couvrir encore un quart de la consommation d'électricité du pays, chiffre étonnamment stable depuis l'entre-deux-guerres ; grâce à lui, l'Allemagne ni houillère et moins nucléaire, peut exporter de l'électricité ; elle est même devenue le « château d'eau électrique » de l'Europe, avec un solde commercial positif de 33 TWh : la France nucléaire est son principal client…

Production de houille dans les grands pays industriels (1860-1939) (en millions de tonnes)

Année	Allemagne	France	Belgique	Royaume-Uni	États-Unis
1860	12,3	8,3	9,6	85,4	13,2
1871	29,4	13,2	13,7	119,2	42,5
1890	70,2	25,6	20,4	185,4	143,1
1913	190,1	40,0	22,8	292,0	517,0
1939	198,7	49,1	29,8	235,0	400,5

Source : P. Wiel, *Wirtschaftsgeschichte des Ruhrgebietes*, Essen, SVR, 1970.

Structure de la consommation d'énergie primaire en Allemagne(%)

Source d'énergie	1970	1990	2017
Lignite	24,7	21,5	11,1
Houille	24,3	15,5	11,2
Pétrole	43,7	35,1	33,7
Gaz naturel	4,3	15,5	24,3
Nucléaire	0,5	11,1	5,3
Renouvelables	2,5	1,3	14,4

1970 = RFA + RDA.
1990 et 2016 = Allemagne réunifiée.
Source : *Arbeitsgemeinschaft Energiebilanzen e.V.*

Essor et déclin du charbon de la Ruhr (1800-2015)

Année	Production (Mio t)	Nombre de mines	Emplois
1800	0,82	158	1546
1830	0,57	172	4457
1850	1,96	198	12238
1870	11,57	220	50499
1890	35,5	177	127534
1913	114,2	175	400243
1929	123,58	160	352966
1941	129,9	152	298918
1945	33,38	148	234432
1950	103,33	143	358077
1960	115,44	125	313462
1970	91,0	56	191000
1980	69,1	29	141800
1990	54,6	19	102000
2007	24,5	7	30000
2013	8,2	3	10589
2015	6,2	2[1]	9640

1. Une seule mine au 18 décembre 2015.

Sources : P. Wiel, *op. cit*., *Statistik der Kohlenwirtschaft, AGEB e.V.*

Production d'électricité 1980-2016 (part des différentes sources, en %)

Sources	1980		2000	2016
	RFA	RDA	Allemagne réunifiée	
Lignite	25,7	78,7	25,7	23,1
Houille	30,1	0,5	24,8	17,0
Pétrole	7,0	1,2	1,0	0,9
Gaz naturel	16,6	3,0	8,5	12,1
Nucléaire	11,9	12,0	29,5	13,1
Renouvelables	5,1	1,7	6,6	29,5
dont éolien	-	-	2,0	12,3
Biomasse	-	-	0,3	7,0
Solaire	-	-	-	5,9
Hydraulique	5,1	1,7	4,3	3,3
Autres	3,7	2,9	3,9	4,3
Total (Mrd kWh)	368,77	98,81	579,6	648,2

Source : Arbeitsgemeinschaft Energiebilanzen e.V.

13. 1844. La responsabilité sociale de l’entreprise

1 L’année 1844 n’est pas seulement celle des retrouvailles entre Karl Marx, installé avec sa femme à Paris où il dirige les *Annales franco-allemandes*, et Friedrich Engels qui vient d’étudier la condition ouvrière à Manchester, et de publier son *Esquisse d’une critique de l’économie politique*, où il affirme la nécessaire émancipation du prolétariat. C’est aussi une année intéressante pour l’histoire économique allemande en ce qu’elle révèle de la place particulière de l’entreprise dans cette société qui s’éveille à la révolution industrielle.

2 En 1844, les tisserands de Silésie se révoltent : c’est le premier grand mouvement social, déclenché par leur condition misérable (14 h de travail par jour pour un salaire dérisoire de 10 à 20 groschen d’argent), dans un contexte de forte concurrence des produits anglais. Plus de 3000 tisserands déferlent le 4 juin à Peterswaldau, Kaschbach et Langenbielau, détruisant les maisons des patrons et l’outil de travail, avant d’être sévèrement réprimés (11 morts). À Berlin, en revanche, on inaugure la première exposition industrielle allemande (*Allgemeine Deutsche Gewerbe Austellung*) sur l’avenue Unter den Linden ; initiée par C. Beuth, elle rassemble 182 exposants et attire plus de 9500 visiteurs.

3 À la même date est fondée à Berlin, en partie en réaction à cette révolte, le *Centralverein für das Wohl der arbeitenden Klassen*

(association centrale pour le bien-être des classes laborieuses). C'est la réponse des réformistes libéraux à la situation ouvrière dont le mouvement en Silésie a révélé la détresse.

4 **Habitat social.** Toujours en 1844, la firme Jacobi Haniel & Huyssen GmbH – l'une des plus anciennes de la Ruhr – décide de construire une cité ouvrière (*Kolonie*) pour son personnel et achète à cette fin le 8 février un terrain de 8 hectares à un paysan. Ne pouvant plus trouver de main d'œuvre dans les environs immédiats de son usine mère de St Anthony près de Oberhausen, elle doit élargir son rayon de recrutement, attirer la main-d'œuvre en mettant un logement à sa disposition. Selon l'industriel, il s'agit de « protéger les ouvriers de la misère des *Mietskaserne* et des loyers usuraires des spéculateurs immobiliers ». Le directeur Herman Wilhelm Lueg édifie la cité au centre de gravité des trois principales usines de la firme, à une demi-heure à pied du village d'Osterfeld. Il choisit le nom de « Eisenheim », facile à retenir, pour faire sa publicité. En 1848, la cité compte 128 habitants venus de Sarre, du Haut-Palatinat et de Prusse orientale ; en 1872, la cité a 418 habitants et plus de 1200 en 1901.

5 La colonie a failli disparaître dans les opérations de rénovation urbaine des années 1970, avant d'être sauvée par un collectif dirigé par un universitaire, Roland Günter, puis classée monument historique en 1972. Et cette prise de conscience par les autorités du patrimoine industriel hérité du patronat paternaliste de la Ruhr préserve finalement, comme un fil tendu il y a plus de 400 ans entre richesse et pauvreté, l'esprit de l'œuvre de Jakob Fugger dans sa célèbre Fuggerei. Comme si l'exemple des Fugger avait marqué l'inconscient collectif, l'entreprise de la Ruhr renoue avec une tradition ancestrale du logement social. On peut rappeler en quelques mots l'action de cette illustre famille d'Augsbourg, qui a rassemblé la plus grande fortune privée de l'histoire de l'humanité,

et employé sa richesse à doter sa ville – cette petite patrie – de monuments magnifiques et d'établissements philanthropiques. Le 23 août 1521, Jakob Fugger (1459-1529) inaugure la Fuggerei, qui est le premier ensemble de logements sociaux au monde. Il achète pendant plusieurs années jusqu'à 55 maisons qu'il réunit en un ensemble autonome, indépendant de la tutelle de la ville ou de l'Église. C'est un quartier clos, ceint de murs et fermé de 22 h à 5 h du matin pour « préserver la paix céleste » ; il accueille des familles pauvres (et quelques célibataires) frappées par l'infortune. Elles peuvent y rester à vie, à condition de payer un loyer de 3 florins rhénans par an, somme dérisoire à l'époque, pour une petite maison de 3 pièces, cuisine, potager. Ce loyer (*Recognitionzins*) marque le refus de l'assistanat, de la charité qui finalement, humilie ; il ne faut pas donner, selon Jakob Fugger, à l'habitant de la Fuggerei, le sentiment d'être déclassé, mais respecter la dignité du pauvre. Aussi seules les personnes qui ont un travail et qui sont honnêtes, peuvent entrer à la Fuggerei. Elles ont aussi le *devoir* de la prière quotidienne, accomplie ensemble, pour remercier J. Fugger. Les maisons sont propres, assez spacieuses (65 m^2) et ont l'eau courante dès 1638. Pendant quatre siècles, la Fuggerei a rempli sa mission, traversant les guerres et l'histoire mouvementée de la Bavière, jusqu'à nos jours, où ses maisons coquettes à façade jaune et volets verts, gouttières en cuivre, accueillent 160 résidents. Pour y être admis, il faut toujours une réputation irréprochable, être né à Augsbourg, y avoir vécu longtemps, être catholique, et prouver son indigence. Le conseil de la fondation Fugger fait son choix sur une liste d'attente très longue (5 à 7 ans). Le logement est attribué à vie, moyennant un loyer de 0,88 € par an, et une prière quotidienne à l'église St Markus de la Fuggerei, conformément aux vœux testamentaires de Jakob Fugger le Riche.

6 On ne peut qu’être frappé des similitudes entre la Fuggerei et les cités, même si les conditions et contextes diffèrent totalement. Les maisons bi-familiales de la colonie Eisenheim sont vastes, propres, bien équipées, dotées d’un potager ; la cité compte quelques équipements collectifs (commerces, école, église, dispensaire) ; le loyer est modeste, et le but social (combattre la pauvreté, offrir un toit, stabiliser une société) comparable.

7 Les sociétés minières et sidérurgiques ont construit des centaines de cités ouvrières pendant plus d’un siècle : on en compte plus de 800 dans le seul bassin de la Ruhr ! En 1900, le parc social compte 26246 logements, en 1914 plus de 94000, et en 1939 près de 300000. La Ruhrkohle AG (charbonnages de la Ruhr) a hérité de ce patrimoine (203400 logements) lors de sa formation en 1968, dont une large partie a été privatisée. Construites par les grandes firmes pour attirer et stabiliser une main-d’œuvre très fluctuante (le taux de turnover atteint 20 % dans la Ruhr), mais également freiner les velléités socialistes, les cités ouvrières allemandes illustrent le rôle central de l’entreprise dans la société allemande. La firme offre non seulement le logement, mais aussi une large gamme de services (caisses de maladie, caisse de retraite, assistances diverses) bien avant les lois Bismarck, ainsi que des équipements (écoles, économats, hôpitaux, clubs sportifs…). La construction des logements est assurée par des sociétés coopératives ouvrières soutenues financièrement par la firme : Krupp subventionne ainsi la Baugenossenschaft des Vereins der Krupp’schen Beamten eGmbH (1905) ou la Baugenossenschaft des Nationalen Arbeitervereins Werk Krupp (1911). Krupp a également construit une cité pour ses cadres, le somptueux quartier de villas de Margarethenhöhe, sur les hauteurs boisées du sud de Essen.

8 Les cités ont marqué les paysages et les mentalités, incarnant un lien assez fort entre le monde ouvrier et le patronat. Les visées paternalistes de ce dernier sont évidentes : l'encadrement de la vie hors travail (loisirs, consommation, logement) lui-même réglementé, vise à tuer dans l'œuf toute velléité révolutionnaire. On crée un être nouveau, le « *Kruppianer* », ouvrier sérieux et dévoué. Mais réduire l'action sociale à cette seule dimension serait en méconnaître les raisons profondes. En Allemagne, l'empreinte du christianisme reste forte : les obligations du patronat vont au-delà du salaire. Il n'y a pas eu en Allemagne de Révolution destructrice pour couper l'individu des corps intermédiaires (syndicats, associations, entreprise) comme l'a fait la loi Le Chapelier, mettant l'individu seul face à l'État. D'autre part, la politique de logement social illustre aussi une disposition d'esprit typiquement anglo-saxonne, la « *Sachlichkeit* », qui consiste à se placer du point de vue de la chose (*die Sache*), bref, à respecter le réel, aller droit au fait, être pragmatique et réaliste (*direkt zur Sache* disent les Allemands) : l'entreprise a besoin d'une main-d'œuvre stable, compétente, et non-révolutionnaire ? Soit ! agissons en conséquence ! Comme les Fugger, certains patrons se sentent responsables du sort de leurs ouvriers, et ce n'est pas un hasard si l'on trouve parmi les fondateurs du *Centralverein für das Wohl der arbeitenden Klassen* (1844) non seulement des aristocrates, des hauts fonctionnaires et des idéalistes réformistes, mais aussi des industriels, comme le comte von Diegardt, protestant, important soyeux de basse Rhénanie : il a créé sa propre caisse de maladie en 1816, et beaucoup agi auprès du roi de Prusse pour édifier des hôpitaux (à Viersen, Moers, Brüggen), un hospice pour aveugles (Elisabethstiftung für Blindenunterricht) à Düren (1845) ; il n'est pas le seul. D'autres noms plus connus figurent parmi les fondateurs de l'association : Franz Haniel (transports, commerce du charbon),

Matthias Stinnes Jr. (à la tête d'un énorme conglomérat de mines de charbon, usines métallurgiques et transports fluviaux) et surtout Friedrich Harkort (1793- 1880). Celui que l'on a surnommé le « père de la Ruhr », issu d'une vieille famille d'industriels et de négociants, a créé avec un commerçant d'Elberfeld, J.H. Kamp et un ingénieur anglais Thomas, les Mechanische Werkstätten Harkort & Co à Wetter/Ruhr, ancêtre de la puissante firme de construction mécanique DEMAG et fut un des pionniers du chemin de fer en Allemagne. Mais F. Harkort est surtout tenté par la politique et l'action sociale. Il profite de sa position d'industriel et de parlementaire pour rédiger une œuvre considérable (dès 1844, il publie ses *Bemerkungen über die Hindernisse der Zivilisation und Emanzipation der unteren Klassen*) et surtout militer pour intégrer le 4e ordre (*Vierten Stand*) – c'est-à-dire les ouvriers – dans la société. Loin des théories de Marx ou des utopies de Proudhon, il veut et obtient du concret : il préconise la création de caisses de maladie et de vieillesse (il l'a fait dans son entreprise), aide les ouvriers à constituer un patrimoine, propose de créer des conseils d'entreprise (ancêtres des *Betriebsräte*), veut développer un système scolaire du jardin d'enfant à l'école professionnelle (*Berufschule*), milite pour une formation civique des ouvriers, contre le travail des enfants en usine, pour le partage des profits... Dans une lettre ouverte à ses ouvriers (la *Bienenkorbbrief*, 1849) il décrit l'entrepreneur comme un individu actif, prêt au risque, soumis au principe d'efficacité et de concurrence, mais aussi attentif au bien-être de son personnel. S'il fustige l'ouvrier paresseux et négligé, il soutient l'ouvrier consciencieux. Dans ses écrits, il rappelle que les industriels ont le *devoir* (Pflicht) de soutenir leur personnel en cas de difficultés : à plus d'un titre, Friedrich Harkort apparaît comme la conscience sociale patronale en action.

9 Il n’est pas inintéressant de constater que les caisses coopératives de protection sociale (*Berufsgenossenschaften*) organisées par branches et créées au début du XIXe siècle, dans le sillage de Harkort, tant par les entreprises que les politiques (le bois et la métallurgie par l’industriel Julius Römheld en 1823 par exemple, le textile par le député Gustav Brauer) et confortées par Bismarck, existent toujours ! On en comptait 62 en 1887 pour 3,86 millions d’assurés, 9 seulement aujourd’hui suite à des regroupements. Elles sont autogérées. La principale, celle des mineurs (*Knappschaft BG*) rassemble 1658 entreprises et 343707 cotisants ; aujourd’hui, les 9 BG – qui comptent 19000 salariés – couvrent 46,2 millions de personnes.

10 Il faut reconnaître que ce patronat éclairé et libéral reste minoritaire, que les mineurs et métallos constituent une élite ouvrière respectée, et qu’une large majorité du prolétariat ne bénéficie pas de ces avantages : les conditions de vie dans les *Mietskaserne*, exposées par le pédagogue suisse Heinrich Grunholzer à Berlin en 1843 sont terribles, et la situation décrite un demi-siècle plus tard par le journaliste Albert Südekorn dans la capitale, est… pire. Friedrich Engels ne parlait-il pas « d’une misère effrayante » à propos de la condition ouvrière à Elberfeld en 1839 ?

11 Mais le patronat social a donné l’impulsion : la Constitution de Weimar, dans son article 155, rappelle que « c’est un *devoir* de l’État de garantir à chaque allemand un logement sain » ; la puissance publique prend le relais du patronat défaillant et construit des centaines de milliers de logements sociaux de qualité entre les deux guerres. Les communes, mais aussi les caisses de maladie ou de retraite, les syndicats et les mutuelles, parfois l’Église, investissent dans des sociétés de construction d’utilité publique, qui deviennent

maîtres d'œuvre de cette active politique de logement social, jusqu'à nos jours.

12 Les entreprises ont investi d'autres champs de la vie sociale, entretenant un lien étroit avec leur personnel et leur territoire, et occupant de fait une place centrale dans la société.

13 Le dialogue social amorcé dans le cadre des *Betriebsräte* (conseils d'établissement) crée un premier lien, jamais rompu, entre industriels et salariés, depuis plus d'un siècle. Mais l'entreprise agit sur d'autres ressorts pour cultiver ce rapport qui, sans exclure les tensions et conflits, reste vivace et prend tout son sens quand il persiste pendant plusieurs générations. Il en est ainsi des jubilés et fêtes-anniversaires, qui cultivent le sentiment d'appartenance à la firme.

14 Le 21 avril 1858 Albert Borsig (1829-1878), fils du fondateur de la firme berlinoise, fête la 1000e locomotive Borussia sortie de l'usine ; il y a 30000 invités (le personnel, leur famille, les élus) sous la présidence du directeur et en présence du Feldmarshall von Wrangel et du ministre du Commerce von der Heydt. On loue la conscience professionnelle, la fidélité, le travail des ouvriers. On ne fête pas seulement Borsig, mais l'industrie prussienne tout entière. Une chanson est composée pour l'occasion. L'ambiance de fête est sincère, le personnel discute avec les dirigeants mais chacun reste à sa place, un peu comme dans la cité idéale de la *République* de Platon... Au 25e anniversaire de la firme, il y aura 1800 invités au grand repas de fête, une soirée offerte à tous les membres du personnel au Viktoria Theater, et la lecture d'un télégramme de félicitations du Kronprinz...

15 Toutes les grandes firmes entretiennent soigneusement cette tradition jusqu'à nos jours. En 1986, pour le centenaire de Daimler-Benz, c'est le ministre-président du Bade-Wurtemberg en personne,

Lothar Späth, qui accueille les invités au Neues Schloss de Stuttgart, puis les accompagne au gala donné à l'opéra. Le lendemain, 3000 invités participent aux cérémonies à la Hans-Martin Schleyer Halle ; au premier rang dans le public, le chancelier H. Kohl et le président de la République von Weizäcker… La chaîne de télévision ARD retransmet trois heures durant les festivités suivies par 11,7 millions de téléspectateurs…

16 **Les fondations.** L'implication de l'entreprise dans la vie sociale s'exprime aussi à travers l'action des fondations d'entreprise. La philanthropie privée a été un outil privilégié de modernisation sociale en Allemagne, à la fin du XIXe siècle, principalement dans les grandes villes. Ces fondations, observe Édith Archambault dans la *Revue internationale de l'économie sociale* (n° 329, 2013) travaillent en étroite relation avec les pouvoirs publics ; elles ne se perçoivent pas comme un contrepoids à la puissance publique comme aux États-Unis mais comme un soutien complémentaire à l'action publique. Le vaste secteur des fondations s'est développé dès le Xe siècle en Allemagne, avec les fondations de bienfaisance ; du milieu du XIIe au début du XIXe siècle, il se crée une fondation par mois puis une par semaine en moyenne, et le mouvement s'accélère avec la révolution industrielle : 600 fondations créées au XIXe, 864 de 1901 à 1950, des centaines encore depuis, pour aboutir aux 21301 fondations actuellement répertoriées, soit proportionnellement 8 à 9 fois plus qu'en France. Pourquoi ? Parce que la monarchie et la Révolution ont brisé tout élan dans ce sens et nourri la suspicion de l'État centralisé à leur égard. É. Archambault note que Louis XIV et Louis XV les considéraient déjà comme « des concurrents inefficaces de l'État dans l'offre de services publics, isolant des flux économiques une propriété de main morte échappant à l'impôt » ; elle ajoute que « détruites ou nationalisées à la Révolution, les fondations

disparaissent en France », et qu'après la 1945, peu sont créées, alors qu'« elles foisonnent partout en Europe » ; sans aucun doute beaucoup d'entre elles ont été créées pour des raisons fiscales (transmission de patrimoine), éviter la dilapidation du capital par un héritier indélicat ou se prémunir contre les OPA. Mais la plupart des fondations allemandes inscrivent dans leur statut le *devoir* de servir le bien commun, en soutenant la science, la recherche, la formation, les arts, la santé ou la religion. Les fondations germaniques administrent un immense patrimoine, de plusieurs dizaines de milliards d'euros. Parmi elles, une des plus anciennes, et encore modeste, la fondation Fugger, utilise les revenus de son patrimoine (3200 ha de forêts et des immeubles) et ceux de la billetterie de la Fuggerei, pour entretenir et chauffer les maisons de sa cité (1,2 million €/an). Les fondations sont créées par les grandes firmes, mais aussi les petites : ainsi en 1964, Rainer Wolf, hériter de deux boulangeries, fait fructifier l'affaire familiale, et à la tête d'une chaîne de 29 magasins (500 emplois) crée une fondation (la Bäckerei-Wolf-Stiftung) pour les enfants cancéreux.

17 Parmi les grandes fondations figure celle de Robert Bosch. L'industriel a doté la *Technische Universität* de Stuttgart d'un million de marks-or en 1910, cofinancé la canalisation du Neckar, créé un hôpital de guerre et de nombreux centres de secours, soutenu la SDN, fondé enfin le grand hôpital de Stuttgart en 1936, établissement ultra-moderne où la fondation injecte de nos jours 15 à 20 millions € par an. La fondation Krupp a également créé le grand hôpital de Essen-Rüttencheid en 1870 (900 lits et 2000 emplois aujourd'hui). Toutes les fondations versent chaque année des dizaines de millions d'euros dans les institutions sociales ou scientifiques. Leur action, qui dure depuis plus d'un siècle pour certaines, efface peu à peu le clivage entre secteur lucratif et secteur d'intérêt général : la

convergence entre intérêts privés et publics s'effectue pour le bien de tous. Ce modèle hybride de gouvernance associant efficacité économique et philanthropie est même imité par les pouvoirs publics avec la création de fondations régionales, en Bade-Wurtemberg et en Bavière par exemple. Ceci invite à réfléchir à la place de l'entreprise dans la société : l'éthique de l'entreprise ne concerne pas seulement les questions relatives au fonctionnement de la firme mais aussi son *devoir* de contribuer au bien-être collectif. La plupart des fondations agissent essentiellement à l'échelon régional : la Krupp Stiftung verse 57 % de ses dons au bassin de la Ruhr (existe-t-il l'équivalent dans le Nord ou en Lorraine ?). Ce flux régulier de dons ne vient pas seulement alimenter seulement la création artistique ou quelque exposition prestigieuse, il concerne chacun : un étudiant, un handicapé, un chercheur, un apprenti. Ces investissements ciblés, transparents, destinés au bien commun ne sont-ils pas en définitive plus efficaces, plus justes et plus démocratiques que le saupoudrage électoraliste de la réserve parlementaire en France (150 millions €/an) réalisé de surcroît avec de l'argent public, et heureusement supprimée en juillet 2017 ? La liste des membres du conseil de surveillance d'une fondation atteste du sérieux de l'action d'une fondation, sa lecture est instructive : chez Krupp, on trouve un avocat, un historien de l'art, un journaliste, un ancien membre de la BCE et vice-président de la Bundesbank, et six professeurs d'université réputés ; 9 des 10 membres sont titulaires d'un doctorat. Son dernier président fut le patriarche de Krupp, Berthold Beitz (1913-2013) un « juste parmi les Nations », auquel Angela Merkel comme le président du syndicat IG Metall ont rendu le plus vibrant hommage.

18 La dispersion de milliers d'usines et d'entreprises dans les campagnes allemandes, même reculées, crée aussi comme un lien de

familiarité avec le fait industriel. L’entreprise, présente physiquement dans le paysage, l’est aussi dans les mentalités : c’est la source du travail local, des revenus de la commune, des subventions du club de football ou de la chorale. C’est aussi la chance, à deux pas, d’avoir une place d’apprentissage. Par ailleurs, il n’est pas jusqu’au fonctionnement interne de l’entreprise qui ne facilite son immersion dans la société ; outre les *Betriebsräte* évoqués, il faut mentionner la culture de l’esprit maison (un employé ne peut imaginer critiquer sa maison), la possibilité offerte aux plus méritants d’ascension sociale jusqu’aux sphères dirigeantes, combinant mérite et ancienneté en l’absence de « parachutage » d’un dirigeant comme en France ; la direction collégiale est de règle, dans le *Mittelstand* comme dans la grande firme : c’est le « *Vier Augen Prinzip* » (principe des 4 yeux) qui associe à la direction de l’entreprise un ingénieur et un commercial. Dans le *Vorstand* (directoire) tous les membres sont égaux, et si le *Vorsitzender* (directeur général) a voix prépondérante, il porte surtout l’image de l’entreprise. L’idée d’égalité se retrouve dans l’organisation du travail, principalement dans le *Mittelstand* : chaque employé se concentre sur son objectif et son plan de travail, respecte les décisions prises pour leur mise en œuvre ; les responsabilités sont décentralisées, les lignes fixées respectées tout au long du process, par chacun. Les ouvriers sont assez autonomes, et les chefs d’ateliers ou contremaîtres deux fois moins nombreux en moyenne qu’en France. Le chef est respecté pour ses compétences, son professionnalisme, son exemplarité ; il trouve sa satisfaction dans la reconnaissance de ses collègues ; il n’y a pas une culture du patron, du chef qui consulte peu et décide seul ; la hiérarchie est « écrasée » (peu de niveaux), les relations horizontales privilégiées, alors qu’en France on affectionne la relation verticale « jupitérienne »… Une

récente et très lourde enquête du syndicat IG Metall auprès de centaines de milliers de salariés de la métallurgie, montre leur très large degré de satisfaction (70 % environ) dans le travail quotidien. Roger Fauroux, premier non-allemand à être élu membre du conseil de surveillance de Siemens, était frappé par les discussions interminables menées dans divers conseils, à la recherche d'un consensus...

19 L'entreprise allemande a un rôle social et collectif reconnu et accepté de tous. Elle n'est pas un corps étranger dans la société, elle en est le moteur, c'est-à-dire non seulement une source de revenus, mais aussi un facteur de modernisation constante.

20 À la culture étatique centralisatrice de la France, l'Allemagne oppose une culture décentralisée, fondée sur la responsabilité, l'initiative, où l'entreprise a toute sa place. Mieux intégrée, l'entreprise... intègre mieux à son tour ; loin d'être un simple centre de production, de création de richesses et d'emplois, elle crée du lien social, grâce à son implication dans la ville ou le village (clubs de sport...), grâce surtout au dialogue séculaire avec les organisations syndicales pragmatiques et réformistes ; elle crée du lien social par l'apprentissage, qui, même en recul aujourd'hui, intègre des millions de jeunes dans le monde du travail ; elle crée du lien par ses modes de management (distance hiérarchique courte, culture de la négociation et du consensus).

21 En France, l'entreprise est par essence, suspecte. Elle est soumise régulièrement, par certains politiciens radicaux ou quelque journaliste, à un procès en légitimité : chaque année, la rémunération des dirigeants du CAC 40 est exposée sur la place publique, présentée comme indécente, mais celle des footballeurs ou des comédiens subventionnés, jamais. De tels débats sont rares en Allemagne, même si la question d'un éventail de rémunération plus

resserré se pose, comme en Suisse. On ne peut imaginer outre-Rhin un homme politique dire qu'une grande entreprise en difficulté ne « vaut qu'un franc symbolique » comme l'a fait le Premier ministre Alain Juppé en 1996 – affichant ainsi un mépris incroyable pour les ouvriers et les ingénieurs d'une grande firme et du coup pour toute l'industrie française. Propos d'énarque... d'ailleurs démentis par la dynamique de la firme : dissoute en 2000, elle revit à travers Thalès (20,1 Mrd € de capitalisation) et Technicolor (1,34 Mrd €) à qui elle a vendu ses meilleurs actifs...

22 En Allemagne, l'entreprise est comme sanctuarisée dans le débat public : est-ce un des secrets de la « machine bien huilée » ?

Les principales fondations allemandes

NOM	Secteur économique	Siège	Date de création	Actifs (M €)	Dépenses par an (M €)	Dépenses depuis création (M €)	Domaines d'action
Carl Zeiss	optique/ méc. précision	Iena	1899	1200	75	-	recherche scientifique (physique, chimie, biologie)
Körber	mécanique	Hambourg	1959	519,4	19	-	formation, science
Volkswagen	automobile	Hanovre	1961	2957	165	-	santé
Robert Bosch	électronique	Stuttgart	1964	5170	75/90	1300	santé, science
Alfried Krupp	métallurgie	Essen	1967	1113	10/15	660	santé, science, culture, formation
Hertie	distribution	Francfort/M.	1974	954	28	400	neurosciences, écoles
Gerda Henkel	chimie	Düsseldorf	1976	776,5	16,6	160	recherche en sciences sociales
Bertelsmann	médias	Gütersloh	1977	1148	72	1270	formation, santé, culture, démocratie
Bayerische Landestiftung	banques	Munich	1978	885,6	10	500	logement social, patrimoine culturel, santé
Else Kröner Frenesius	pharmacie	Bad Homberg	1983	9426	28,5	235	santé, sciences médicales
DBU[1]	privatisation Salzgitter AG	Osnabrück	1990	2100	50	1600	environnement, santé
Software AG	logiciels	Darmstadt	1992	1010	26	-	environnement, vie sociale
Dietmar Hopp (SAP)	logiciels	St Leon Rot	1995	3000	20/40	550	sport, médecine, vie sociale, formation
BW Landesstiftung	public	Stuttgart	2000	2313	-	800	recherche, technologie, vie sociale, bourses

1. Deutsche Bundesstiftung Umwelt.

Source : entreprises ; Bundesverband Deutscher Stiftungen ; F.A.Z, 8.7.1997.

14. 1856. La force du nombre

1 1856 : année banale, sans événement marquant. Depuis le traité de Vienne (1815), l'Europe vit en paix, les canons se sont tus en Crimée ; certes ils se réveillent en Chine (guerre de l'opium), mais c'est bien loin... Flaubert publie « Madame Bovary » dans la *Revue de Paris*, Heinrich Heine s'éteint.

2 Pourtant, une révolution souterraine et silencieuse s'opère depuis des décennies, aux conséquences multiples : le déclin démographique de la France et, parallèlement, la poussée allemande. En 1856, pour la première fois, la population allemande dépasse celle de la France. L'Allemagne devient, derrière la Russie, l'État le plus peuplé d'Europe, place occupée par la France depuis des siècles, jusqu'en 1795, quand la Révolution l'a détrônée au profit des Russes. Selon les ouvrages, la date de cette inflexion varie, entre 1850 et 1856. Nous avons fondé notre choix sur les statistiques allemandes, qui retiennent l'année 1856.

3 Dans ce contexte, la défaite militaire autrichienne de Sadowa (Königgratz) le 3 juillet 1866 est accueillie avec consternation à Paris : Lamartine est effondré, Thiers soupire « ce qui est arrivé est pour la France un malheur tel qu'elle n'en a pas éprouvé depuis de plus grand en 400 ans », c'est-à-dire la guerre de Cent Ans. Un nouvel ennemi héréditaire se profile à l'horizon, avec cette fois, l'avantage du nombre... La Société Statistique de Paris note dès novembre 1866 que la Confédération germanique dominée par la

Prusse a désormais rattrapé la France sur le plan démographique. Après la défaite de 1871, la supériorité numérique allemande tourne à l'obsession à Paris. Dans la *Revue des deux Mondes* (tome 67, 1885), le député protestant Charles Grad sonne l'alarme : « fait grave, redoutable problème (...) digne de fixer l'attention des hommes d'État soucieux de l'avenir de leur patrie, et capables de comprendre que cesser d'avancer, c'est, pour une nation, demeurer en arrière ». Il a compris que « croissant en nombre, la population de l'empire allemand verra encore grandir sa puissance comme Nation ». Dans un livre ayant connu en 1886 un certain succès populaire, *Au pays de la Revanche*, on peut lire : « le moment approche où les 5 fils pauvres de la famille allemande viendront facilement à bout du fils unique de la famille française ». Dans les couches profondes la population française s'est en effet produit un ébranlement inquiet, car Sadowa et Sedan marquent l'avènement d'un nouveau géant sur la scène européenne. Au fil du temps, l'écart démographique se creuse, pour atteindre 27 millions d'habitants en 1913 !

4 L'essor des forces vives dans l'Empire s'explique par les accroissements territoriaux, et surtout par un excédent naturel très élevé. Cette poussée de vitalité accompagne et reflète à la fois la vigueur de la vie économique outre-Rhin. Dans un traité de démographie paru en 1741 (*L'Ordre divin*), Johann Peter Süssmilch pensait que la tolérance religieuse des pays protestants était plus favorable au peuplement que la raideur des pays catholiques, hostiles à la liberté religieuse ; c'est en fait la situation française qui est exceptionnelle ; selon Emmanuel Le Roy Ladurie, la rupture introduite par la Révolution dans les valeurs, la morale et les comportements explique beaucoup du repli de la fécondité en France, entretenu ensuite par les valeurs de laïcité, anticléricales et socialistes, qui fondent le régime républicain et accélèrent la perte

du sens religieux. De toutes manière, l’Allemagne conserve un régime démographique « ancien » pendant plus d’un siècle après la France, avec un régime de croissance très soutenue : de 1 % par an vers 1870, il s’établit à 1,5 % à la fin du siècle, et 1,2 % en 1913. La France progresse de 3,1 millions d’âmes entre 1856 et 1913, et l’Empire allemand de 30,7 millions ! Sur la longue durée (1820-1913) la population comme le PIB triplent, ce qui accrédite l’hypothèse d’une relation positive entre le taux de croissance économique et le volume de population.

5 Depuis Jean Bodin et les Encyclopédistes, on associe la population (le nombre) à la puissance. La masse démographique est un élément de puissance. Même vision chez les mercantilistes : l’homme est un *moyen* au service de l’État, la richesse la *conséquence* de la population ; ce que Morgenthau disait plus tard, « un pays ne peut rester ou devenir une puissance de premier rang s’il ne fait pas partie des nations les plus peuplées de la terre ». Cette puissance a deux aspects : économique et géopolitique. Sur le plan économique, une population importante ouvre des débouchés à l’industrie nationale qui peut par une production de masse, réaliser des économies d’échelle et baisser les coûts unitaires, et même dégager des surplus pour l’exportation. Interrogé par le journaliste français Jules Huret, un haut fonctionnaire allemand déclare en 1900 : « il existe à notre prospérité des raisons sans mystère. Avant tout, il y a, tous les mois, 80000 bouches de plus à nourrir. Depuis trente ans la population a augmenté de 20 millions : tout un royaume ! ». En s’ajustant à un marché intérieur toujours plus large, l’industrie, comme l’agriculture au demeurant, doit moderniser son outil de production en permanence, renouveler ses équipements, ce qui a un effet moteur, amplifié par les exportations. Autre avantage du nombre : la densité. C’est un atout économique du capitalisme

allemand qui dispose d'un tissu de travailleurs, consommateurs et contribuables deux fois et demi plus dense, au km^2, que la France ; de vastes zones concentrent plus de 200 h/km^2 (la Ruhr, la Sarre, la Rhénanie, la région de Berlin) : l'amortissement des dépenses d'infrastructure (réseaux d'eau, gaz, électricité, lignes ferroviaires, routes...) est plus rapide sur un marché plus compact. L'Allemagne s'urbanise rapidement (on compte 23 villes de plus de 100000 habitants en 1913 contre 5 en France) : le pays bascule plus tôt que la France dans la modernité techno-industrielle et urbaine.

6 Sur le plan géopolitique, l'avantage numérique est évident. De Clausewitz au général von Bernhardi, les stratèges militaires n'ignorent pas la force de la loi du nombre : « une victoire, disait le général Moreau, c'est le triomphe du grand nombre sur le petit ». Les pangermanistes ont tôt fait d'utiliser l'argument : en 1911, dans un ouvrage intitulé *Großdeutschland*, on peut lire : « le peuple allemand a toujours raison, parce qu'il est le peuple allemand et parce qu'il représente 87 millions d'hommes » (*das deutsche Volk hat immer recht, weil es das deutsche Volk ist und 87 Millionen zählt*). La supériorité numérique de l'Allemagne à la veille de la Grande Guerre (il s'élève à 27 millions d'habitants par rapport à la France) combinée à un haut degré de technicité et aux choix stratégiques explique que l'Empire ait pu tenir pendant trois ans sur deux fronts, deux fois en vingt ans... Clemenceau l'avait bien compris : interrogé en 1919 pour savoir s'il est satisfait du traité de Versailles, il répond : « oui, mais il y a toujours 20 millions d'Allemands de trop ».

7 En dépit des bouleversements économiques et géopolitiques du XXe siècle – et des ponctions des deux guerres mondiales – l'Allemagne demeure le pays le plus peuplé d'Europe (derrière la Russie). Finalement l'histoire rend modeste : prévisions et projections des « experts » démographes ont toutes échoué,

l'exercice étant franchement périlleux avec l'Allemagne. Ainsi les modèles prévoyaient 58 à 61 millions d'habitants pour l'an 2000, sous diverses hypothèses de fécondité, d'espérance de vie à la naissance et de migration : ils sont 82 millions ! En 2004, le Statistisches Bundesamt (Office fédéral de statistiques) avance une projection de 53,7 à 80 millions pour 2050… et pourtant, l'Allemagne n'a jamais été aussi peuplée avec 82,8 millions d'habitants en 2017 ! Le défi est plutôt qualitatif. Depuis 1972, le déficit naturel s'accroît : cumulé sur la période 1972-2015, il atteint (pour l'Allemagne dans ses frontières actuelles) 5,113 millions, entamant fortement l'excédent naturel cumulé de 1950 à 1971, soit 7,360 millions ; le vieillissement menace le financement des retraites et des dépenses de santé. L'Allemagne est déjà le 2e pays du monde pour les plus de 60 ans (21 % du total) derrière le Japon (25 %). Le pays vieillit et manque de bras : curieux renversement de l'histoire ! Il reste soit un sursaut nataliste, soit l'immigration : la question de la population deviendrait-elle cette fois une obsession allemande ?

Le différentiel démographique France Allemagne depuis le XIXe siècle (millions d'habitants)

Année	France	Allemagne	Écart démographique	Ratio All./Fr.
1820	30,20	26,10	4,10	86,4
1840	34,20	32,60	1,60	95,3
1850	35,67	35,31	0,36	99
1855	36,20	36,14	0,06	99,8
1856	36,18	36,26	-0,08	100,2
1860	36,50	37,61	-1,11	103
1880	38,13	45,28	-7,15	118,7
1900	38,52	56,43	-17,91	146,5
1913	39,36	66,98	-27,62	170,1
1939	39,19	67,83[1]	-28,64	173
1950	41,60	69,30	-27,70	166,6
1960	45,46	73,10	-27,64	160,8
1990	58,40	79,43	-21,03	136
2000	60,91	82,20	-21,29	135
2017	66,99	82,80	-15,81	123,6

1. 1937, « Allemagne » : 1950 à 1990 = RFA + RDA ; 2000 et 2017 : Allemagne réunifiée.

Sources : Destatis – Gesis.org/histat/ ; INSEE.

Croissance démographique comparée des grandes puissances (1820-2016) (taux de croissance annuel moyen en %)

Pays	1820-1870	1870-1913	1913-1950	1950-1973	1973-1992	1993-2016
Allemagne	0,9	1,2	0,8	0,9	0,2	0,05
France	0,4	0,2	0,0	1,0	0,5	0,52
Royaume Uni	0,8	0,9	0,5	0,5	0,2	0,46
États-Unis	2,9	2,1	1,2	1,4	1,0	1,01
Japon	0,2	0,9	1,3	1,1	0,7	0,07

Source : A. Maddison, L'économie mondiale 1820-1992, analyse et statistiques, OCDE, 1995 ; ONU, Destatis.

15. 25 août 1862. Justus von Liebig, savant et entrepreneur

1 Lorsqu'il est reçu en 1859 à l'Académie des sciences de Bavière, Justus von Liebig (1803-1873) a derrière lui un passé prestigieux d'universitaire. D'origine modeste, ce fils d'une famille de 9 enfants, entre à 14 ans en apprentissage dans une pharmacie, ce qui déclenche peut-être sa vocation. Un article sur les fulminates, publié à l'âge de 19 ans, attire l'attention de Gay-Lussac sur le jeune homme, qui présente ses travaux à l'Académie des sciences de Paris en juillet 1823. Alexander von Humboldt est dans la salle ; il recommande Justus au grand-duc de Hesse Louis 1er, et ainsi Liebig devient professeur à l'université de Giessen en 1825. Mal payé, travaillant comme un forcené sous l'œil goguenard de ses collègues, il crée sur ses propres deniers un laboratoire, révolutionne l'enseignement de la chimie (stages, expériences) puis quitte Giessen pour Munich en 1852. Anobli, Justus von Liebig se tient à l'écart des troubles révolutionnaires de 1848. En 1850 il est décoré de la Légion d'honneur par le chimiste français Jean-Baptiste Dumas, son rival et ami, puis par Frédéric-Guillaume IV (ordre du mérite pour les sciences et les arts), et devient membre associé de l'Académie des sciences de Paris en 1861.

2 Liebig aurait pu poursuivre sa carrière de chercheur hors norme. Il a déjà écrit des centaines d'articles scientifiques, publié dans la presse ses fameuses *Lettres sur la chimie* et *Lettres sur l'agriculture*, donné

nombre de conférences qui lui assurent une audience internationale mais il n'est pas enfermé dans sa tour d'ivoire ; le caractère dominant de son œuvre est le désir d'être utile, et de l'être immédiatement. Liebig n'est pas un théoricien, mais un as de l'application concrète des découvertes scientifiques. En 1862, le voilà qui se lance dans l'aventure industrielle ! Il a déjà fondé en 1857 la première usine allemande de production d'engrais, à Henfeld, avec quelques associés ; c'est le berceau de la firme Süd Chemie AG ; il est consultant de firmes chimiques, siège au conseil de surveillance de la Süddeutsche Boden-Credit Bank. Il souhaite maintenant exploiter une invention, l'extrait de jus de viande (*Extractum Carnis*) ; le procédé a été expliqué en 1847, et Liebig, comme d'autres chimistes (par exemple Jöns Berzelius, CLaude-Joseph Geoffroy ou le Français Joseph-Louis Proust – qui a publié dès 1821 un mémoire sur les « tablettes à bouillon »), y a travaillé. Mais ces chimistes n'ont pas fait sortir la découverte de leur laboratoire, Liebig va plus loin. Il prépare un premier extrait dans la pharmacie royale de Munich, avec son élève Max Joseph Pettenkoffer, pharmacien de la Cour, dont le fils propose à Liebig, qui accepte, d'appeler cet extrait « *Liebigs Fleischextract* » (extrait de viande Liebig). Il faut alors 32 kg de viande pour produire environ un litre d'extraits, d'où un coût élevé. Un évènement inopiné encourage Liebig dans ses investigations : grâce à ses extraits – tout au moins le suppose-t-il – Emma Muspratt, la fille d'un ami anglais séjournant à Munich, survit au typhus ; l'idée d'industrialiser le procédé de fabrication pour en baisser le coût et le rendre ainsi accessible aux plus pauvres (la viande est très chère) murit. Liebig est contacté par un ingénieur allemand, Christian Giebert, travaillant en Uruguay (la diaspora allemande !) qui lui fait observer que les immenses plaines herbacées de l'Amérique du Sud tempérée nourrissent un bétail abondant, mais abattu seulement

pour sa graisse et son cuir, les carcasses de viande étant abandonnées, faute de moyen de transport vers l'Europe. Pourquoi ne pas la transformer sur place ? Des essais sont effectués, avec succès, dans l'usine expérimentale de Depford en Angleterre. En accord avec Liebig, Giebert crée une société qui implante son usine dans le port de Fray Bentos. Le 25 août 1862, la production est lancée, et la première cargaison de 23 tonnes est débarquée en 1864 à Anvers. Les extraits de viande subissent avec succès une série de contrôles sévères à Munich, supervisés par Liebig. Peu après la Liebig Extract Meat Company (LEMCO) est fondée à Londres. Les livraisons s'accélèrent. Bientôt les 500 t produites en Uruguay parviennent à peine à satisfaire la demande. Le succès populaire est en effet immédiat : présenté comme un substitut bon marché à la viande, l'extrait Liebig est d'utilisation commode, agréable au goût, digeste, transportable. L'hôpital St Thomas de Londres commande 12000 de ces pots en grès vernissé à fermeture spéciale. Liebig fait construire des usines et entrepôts en Allemagne, tandis que Fray Bentos tourne à plein régime. La LEMCO achète son propre domaine, la Pileta Estancia, 11000 ha pour 5000 têtes de bétail bovin, 20000 moutons et 250 chevaux. La production passe de 23 à 478 tonnes, les abattoirs traitant jusqu'à 224406 animaux en 1902. Cinq autres estancias sont achetées, de nouveaux ateliers construits, l'empire foncier couvre désormais 520 000 ha avec 60000 têtes de bovins, dont 60 % sont abattus et 40 % vendus localement. La guerre de Sécession fournit un débouché inattendu : Fray Bentos devient « la cuisine du monde ». À Londres, l'action s'envole, passant de 20 à 90 £, les dividendes aussi.

3 Liebig et son associé comprennent vite l'importance de la publicité dans la conquête d'un marché industriel. La firme lance des campagnes de « réclames » : affichage, calendriers, images ; elle

invente le slogan « frire à la graisse Liebig, c'est frire hygiéniquement ». Elle innove, lance en 1899 une marque bon marché OXO pour contrer la concurrence des Suisses Knorr (1886) et Maggi (1889) ; elle lance aussi le célèbre corned-beef (sous le label Fray Bentos Compressed Cooked Corned Beef), et d'autres produits : bouillons en tablettes, en poudre, en granulés, à base de bœuf, de poulet, de poisson et un concentré de tomates. Les tablettes de soupe desséchée existent depuis le milieu du XVIIIe siècle dans la Royal Navy (la fameuse « portable soup ») ; mais c'est la LEMCO qui industrialise l'invention. Ses produits sont présentés aux expositions universelles de Anvers (1885) et Paris (1899). En 1908, c'est la consécration : Liebig devient le sponsor attitré des Jeux olympiques de Londres (avant Coca-Cola !). Peu après, Liebig lance son produit phare, le bouillon cube. Paradoxe : l'invention est... française (Claude Émile Urban, en 1880), mais le produit industriel... allemand !

4 Pendant la Première Guerre mondiale, Liebig vend pas moins de 100 millions de bouillons cubes, et des masses de corned-beef aux troupes. Humour anglais : le premier char d'assaut anglais est baptisé Fray Bentos, car son équipage est « de la viande dans une boîte en fer » (*meat in a can*)... En 1924, la LEMCO est rachetée par une société anglaise, qui la développe dans toute l'Amérique du Sud et en Afrique (Rhodésie, Kenya, Afrique du Sud), l'empire foncier couvrant désormais près de 3 millions d'hectares. La firme est rachetée en 1984 par Unilever puis par Premier Food en 2006. L'industrie des concentrés alimentaires, inventée par Liebig, prospère encore de nos jours.

5 Liebig n'est donc pas seulement un savant, l'auteur de milliers d'articles, de dizaines d'ouvrages dont *La chimie organique appliquée à la physiologie végétale et à l'agriculture* (1840) et le père de l'agrochimie, c'est aussi un industriel. La France compte à l'époque

de grands chimistes, mais peu sont portés vers l'application industrielle de leur invention. Dans *Les bourgeois conquérants au XIX*^{e} *siècle* (1957), Charles Morazé écrit : « la science française conduit au pouvoir aussi sûrement, en ces années, que l'industrie allemande conduit à la fortune ». Il poursuit : « en Allemagne, patrie des régimes d'autorité, les savants font une carrière financière ; en France, nos savants finissent souvent dans les fauteuils du pouvoir » ; près de 20 grands chimistes de la fin du XVIIIe et du XIXe siècle se sont en effet lancés dans la politique : Raspail, Berthelot, Berthollet, Lavoisier, Gay-Lussac, Boussingault... En France une carrière politique vient couronner – et clore – un brillant parcours scientifique. En Allemagne c'est moins fréquent : la porosité entre le monde scientifique et industriel est plus grande et dans les *Technische Hochschulen* science, technique et industrie s'épaulent mutuellement.

6 C'est aussi le cas dans l'agriculture. Liebig voulait introduire dans l'agriculture des méthodes scientifiques, notamment pour exploiter rationnellement la ressource précieuse qu'est la terre arable, en lui restituant les substances minérales perdues par la récolte (phosphates, potassium, azote) ; non pas par des engrais à base de poudre d'os, le procédé existe en Angleterre, qui achète pas moins de 6000 t d'os par an à la Bavière où travaille Liebig – ce qui le met en rage –, mais des engrais chimiques.

7 Le 20 septembre 1881 se tient à Versailles le 1er congrès international d'agronomie, organisé par Louis-Nicolas Grandeau, un des pères de la révolution agricole au XIXe siècle. Médecin, pharmacien et chimiste, connu et apprécié de Liebig, il est le collaborateur de Claude Bernard, et s'intéresse à la chimie agricole. À ce titre il suit les travaux des stations agronomiques anglaises et prussiennes. En 1867, Victor Duruy lui a confié une mission d'étude,

dont les résultats sont accablants : les agriculteurs français ignorent les découvertes faites dans les laboratoires et se méfient des engrais chimiques. L.N. Grandeau décide de créer à la Malgrange, près de Nancy, une station agronomique sur le modèle prussien, puis d'organiser ce fameux congrès à Versailles. Il constate que sur les 132 délégués présents, 5 sont anglais ; Suisses, Russes, Espagnols, Suédois, Belges, Austro-Hongrois, Néerlandais envoient un délégué ; mais l'Allemagne est là, avec un bataillon serré de 37 délégués. À cette époque, le Reich compte 80 stations agronomiques, l'Italie 17, la Belgique 4 et la France 3 seulement. La première école d'agriculture est créée en France en 1826 (Grignan), soit un quart de siècle après l'Allemagne (Celle, 1802).

8 La France est particulièrement efficace pour créer de la connaissance. Si quelques savants se sont lancés dans l'aventure industrielle comme J.A. Chaptal, B. Courtois (découvreur de la morphine) qui ouvre une usine de production d'iode avec son élève Tissier ou J.B. Guinet une usine de soude (berceau de Péchiney), en Allemagne l'exploitation économique des découvertes scientifiques semble plus rapide et systématique. L'économie dans son ensemble y est davantage connectée à la science qu'en France.

9 Mathieu de Dombasle (1777-1843) avait eu l'intuition de ce que la chimie pouvait apporter à l'agriculture ; il disait en 1822 que l'agrochimie est « une science à créer ». Les Allemands l'ont fait.

Science et pouvoir : deux carrières

	Justus von Liebig (1803-1873)	**Jean Baptiste Dumas (1800-1884)**
Apprentissage	Pharmacie de Heppenheim	Pharmacie d'Alès et Genève
Études	Premier article scientifique à 22 ans.	Premier article scientifique à 20 ans.

Activité scientifique	Professeur Université de Giessen, puis de Munich, Académie des sciences de Bavière.	Professeur École polytechnique, Académie des sciences de Paris, Académie de médecine de Paris.
Découvertes majeures	Fondateur de la chimie organique et biochimie, chloroforme.	Bases théoriques de la chimie agricole, mesure des densités de vapeur, composition des gaz, anthracine.
Activité politique	Néant	Député du Nord (1849-1851), ministre Agriculture et Commerce (oct.1850-janvier 1851), Conseiller de Paris, sénateur (1852-1870).
Activité et applications industrielles	1862 extraits de viande, 1865 engrais azotés, lait pédiatrique, farines animales, levures artificielles, bouillon cube, corned-beef, concentré de tomates.	Néant
Élèves	Nombreux Prix Nobel	Pasteur

16. 1864. Krupp, l'invention du Konzern

1 Il est des noms qui drainent avec eux un cortège d'images et sollicitent l'imagination : c'est le cas de Krupp. Krupp n'est pas seulement une grande entreprise, c'est un symbole. Quoique fondée il y a plus deux siècles, elle incarne jusqu'à nos jours les intérêts de l'Allemagne et la solidité de son économie, en même temps que la dérive de ses dirigeants – qui ont associé étroitement leurs intérêts à l'expansion militariste du Reich. Cette « alliance étroite entre pouvoir symbolique, pouvoir politique, pouvoir financier et pouvoir industriel (...) fait des Krupp un chapitre de l'histoire allemande » selon Céline Trautmann-Weiller. Ajoutons qu'à cette dictature exercée par la grande industrie depuis la fin du XIXe siècle jusqu'à la Seconde Guerre mondiale s'associe un paternalisme habile ayant subtilement attaché la main d'œuvre des « *Kruppianer* » à leur entreprise, même après la guerre, alors que des dizaines de milliers de civils russes et prisonniers de guerre ont souffert et péri dans les usines du maître de forges de la Ruhr, jugé à Nuremberg et emprisonné pendant 12 ans pour complicité avec le régime nazi... La force des mythes...

2 Dans la liste des « pionniers de l'industrie moderne » établie par la revue *Capital* ne figure qu'un seul Allemand (contre 5 Anglais, 7 Français, 10 Américains et 2 Japonais) : c'est Alfred Krupp (1812-

1887), dont l'innovation est le Konzern (*Capital*, n° 143, août 2003, p. 78-81).

3 En 1864, l'entreprise Krupp existe depuis un demi-siècle déjà. Avec l'aide de sa mère et de quatre ouvriers, Alfred Krupp reprend l'affaire que son père Friedrich (1787-1826) avait fondée en 1811, et à laquelle il avait consacré toute son énergie avant de mourir, à 39 ans, brisé et misérable. Hanté par le souvenir de son père cloué sur son lit au « *Stammhaus* » alors que l'entreprise périclite, le jeune Alfred accomplit un travail prodigieux. Mais ce n'est qu'en 1848 qu'une commande de la cour de Russie le sauve de la ruine ; la même année, la compagnie ferroviaire Köln-Minden lui achète 500 jeux de ressorts en acier et des moyeux. Krupp expose dans diverses foires : son bloc d'acier coulé d'une seule pièce présenté à Crystal Palace en 1851 le rend célèbre. Les innovations vont se succéder, et fonder la fortune de l'entreprise : bandages de roues sans soudure pour les chemins de fer américains, aciers spéciaux très durs (comme le diamant Widia), canon en acier que l'Égypte et la Russie lui achètent avant la Prusse (1859) – dès lors, la firme va travailler sans discontinuer pour l'artillerie du monde entier –, première utilisation des procédés Bessemer (1862) puis Siemens (1869) : l'innovation technique (de produit et de procédé) est au cœur de la stratégie de l'entreprise. Alfred Krupp y ajoute l'innovation organisationnelle : le Konzern.

4 Parti de l'aciérie (1811) et de la forge (1819) familiales, il développe l'affaire par un triple mouvement, simultané, de croissance externe, de concentration horizontale et d'intégration verticale, associant dans un tout cohérent des productions complémentaires aux stades successifs de la fabrication : le Konzern est né, celui de Krupp en est le modèle achevé. On définit habituellement le Konzern comme un groupe industriel organisé autour d'un pôle familial ou bancaire, avec concentration verticale et horizontale des activités et

développé par croissance interne et/ou externe. Cette structure le différencie sensiblement du conglomérat, qui associe des entreprises de secteurs différents et obéit à une logique essentiellement financière, en tous cas moins strictement industrielle que dans les Konzerns.

5 En 1864 Krupp amorce l'intégration amont pour s'assurer un approvisionnement régulier en minerai de fer (il achète des mines dans la vallée de la Lahn) et en coke (prise à bail de la mine Graf Beust de Essen) ; puis en 1871 il élargit sa base productive par l'achat des Herrmannshütte de Neuwied, firme sidérurgique ayant déjà ses propres mines de fer dans le Siegerland ; il ouvre avec des Anglais une mine de fer au Pays basque, achète des bateaux pour transporter le minerai, puis une usine sidérurgique à Duisbourg (Johannishütte en 1872). Le mouvement d'intégration verticale enclenché en 1864 se poursuit pendant des décennies, en amont (mines de charbon Sälzer & Neuack en 1889, Hannibal et Emscher-Lippe en 1899) comme en aval (constructeur de machines et de plaques de blindage Grusonwerke à Magdebourg en 1893, chantiers navals Germania Werft à Kiel en 1902). Il est encouragé dans les années 1920, par la République de Weimar, soucieuse de favoriser l'utilisation la plus rationnelle des ressources. Les effectifs affichent une croissance exponentielle, comme le montent quelques chiffres : 700 emplois en 1855, 8100 dix ans après, 16000 en 1876, 150000 pendant la guerre (1917) 160 000 en 1925 et même 200 000 en 1945...

6 Krupp devient un monde en soi, sur le plan industriel (de la mine de charbon aux machines les plus sophistiquées) et social : le centre nerveux du groupe est Essen. Krupp y a fait construire 7000 logements pour les ouvriers, et non loin de son château de la Villa Hügel, une verdoyante cité de villas pour les cadres (Margarethenhöhe – monument classé et visité par des

générations d'urbanistes –) mais aussi une chaîne de 96 magasins, quatre hôpitaux, deux bibliothèques (offrant 160000 volumes), un restaurant collectif de 7000 places, des installations sportives, un casino... Essen est alors la Company Town par excellence.

7 Le Konzern est une structure solide. La concentration horizontale lui donne une large base productive ; l'intégration verticale permet de sécuriser les chaînes d'approvisionnement en matières premières, d'optimiser la production par des économies d'échelles, d'ajuster au mieux pour chaque usine du groupe la production à la demande et surtout, de conserver la valeur ajoutée dans la firme. Cette logique de développement est fréquente dans la filière métallurgique allemande : Thyssen, Hoesch et d'autres l'ont suivie. Elle est rare voire inexistante en France, si bien que Sacilor ou Usinor ne vendent que de l'acier (certes de très bonne qualité) alors que Krupp vend des machines et du savoir-faire. Les firmes françaises s'exposent aux variations de la conjoncture et à la concurrence étrangère ; les firmes allemandes, plus robustes, couvrent un spectre plus large de la filière et compensent les pertes de la sidérurgie par les gains dans la mécanique. Fragilisées, les firmes françaises doivent solliciter l'aide publique, tandis que les Konzerns, fidèles à une logique libérale d'adaptation continue de l'outil de production, et soumises à la concurrence interne et étrangère très forte, compriment leurs coûts de production, modernisent, innovent... En France, la survie de la sidérurgie devient un enjeu politique ; des décennies de subventions, nationalisations et reprivatisations se soldent par un échec pathétique lors du rachat d'Arcelor par le groupe indien Mittal. La filière sidérurgique française est exsangue, l'allemande se porte assez bien.

8 La réussite de ThyssenKrupp prouve qu'il n'existe ni filière industrielle condamnée d'avance, ni « vieille industrie » sans avenir,

mais seulement de bonnes ou mauvaises stratégies, de bons ou mauvais dirigeants. Dès l'origine la sidérurgie allemande se développe dans un environnement très concurrentiel : plusieurs grands groupes dans la Ruhr, d'autres dans la Sarre, sans oublier les groupes publics des années 1930. La réponse fut la diversification, l'innovation, la création de valeur. En France ni les nationalisations de 1981 ni les reprivatisations de 1986 n'ont empêché le naufrage d'un secteur qui a perdu plus de 100000 emplois, et livré des régions entières aux partis populistes (Lorraine du Nord, Nord-Pas-de-Calais). La sidérurgie française n'est plus qu'un pion dans la stratégie mondiale d'un groupe étranger – d'ailleurs peu diversifié – qui a absorbé toutes les grandes firmes nationales (Usinor Sacilor, Solmer, Arcelor) pour subir à son tour la concurrence des aciers chinois...

9 Krupp a traversé l'histoire chaotique de l'Allemagne depuis deux siècles, surmontant les démantèlements, confiscations, mises sous séquestre, restructurations, (crises globales de 1930 et 2009 et sectorielles des années 1980) pour renaître à chaque fois. À sa libération de prison, Gustav Krupp est invité à vendre le Konzern ; mais appuyé par le gouvernement fédéral, il refuse et en confie la gestion à Berthold Beitz. Sous sa houlette, la firme reprend vigueur, et avec la garantie fédérale apportée aux prêts bancaires, reprend sa progression ; en 1967, elle perd son statut familial et devient une société anonyme, au conseil de surveillance de laquelle on trouve, à côté de la Deutsche Bank et de la Dresdner Bank, la Bundesbank... La politique séculaire de diversification est maintenue par l'achat de pépites comme MAK Kiel (machine-outil), Polysius AG (ingénierie) ou H. Koppers (installations industrielles). La crise de sidérurgie des années 1980 oblige les groupes allemands à se rapprocher : la restructuration est une affaire allemande, et non pas opérée, comme en France, sous contrôle étranger. Krupp absorbe son vieux rival

Hoesch (Dortmund), avant de fusionner avec l'autre rival Thyssen (Duisbourg) en 1998. Le nouveau groupe ThyssenKrupp associe dans son logo les trois anneaux de Krupp à l'arc de Thyssen. Aujourd'hui, c'est un Konzern très diversifié, presque conglomératique, qui compte 156487 emplois (2016) – dont 3000 apprentis –, 2000 usines dans 78 pays du monde, un portefeuille de 18000 brevets, un budget de recherche de 800 millions € – huit fois plus qu'ArcelorMittal... La gamme de production est immense : des aciers spéciaux – 13 Mio t., presque autant que ArcelorMittal –, pour 9 Mrd € de chiffre d'affaires, (le quart du total), mais aussi des ascenseurs, élévateurs, machines diverses, ressorts et stabilisateurs, tunneliers, navires et sous-marins : toute la filière métallurgique est maitrisée, comme le voulait Alfred Krupp il y 150 ans.

10 Cette formidable continuité dans l'action, cette stratégie à long terme, menée sans subvention publique (mais avec l'appui fédéral sous d'autres formes) explique le succès d'une filière métallurgique qui occupe en Allemegne 785000 personnes en 2017 (chiffre d'affaires 183 Mrd €) à laquelle s'ajoutent 949000 emplois dans la construction de machines (228 Mrd €).

17. 10 mars 1870. La Deutsche Bank : une banque pour l'Allemagne

1 Les débuts furent modestes. Au 21 de la Französische Strasse, en retrait de la prestigieuse avenue Unter den Linden à Berlin-Friedrichstadt, une petite banque ouvre ses bureaux le 9 avril 1870. Son premier contrat concerne une avance de trésorerie sur les factures d'eau de l'immeuble voisin, à la demande de son propriétaire, Alexander Duncker, le cofondateur de la maison d'édition Duncker & Humblot. Dix ans plus tard, le personnel de la banque se souvient encore avoir débuté « *ohne Geld, ohne Wohnung, ohne Geschäfte* ». La firme compte alors une centaine d'employés, elle est déjà cotée en bourse. Débuts modestes, mais ambitions sans limites : elle a été créée par le banquier privé Adelbert Delbrück, proche de Bismarck, un politicien Ludwig Bamberger, et 74 autres associés, dont plusieurs banquiers, qui ont eu vent de la volonté impériale d'accompagner la grande industrie allemande dans son expansion internationale.

2 **Une banque pour l'Allemagne.** Le 10 mars 1870 un décret impérial « *Aller höchster Erlass Sr Majestät des Königs von Preussen* » autorise la création de la banque, dans le but de « promouvoir et faciliter les relations commerciales entre l'Allemagne, les autres pays européens et les marchés d'outre-mer » et de concurrencer Français et Anglais.

Le capital initial se monte à 5 millions thalers (15 millions marks) dont 2 ouverts au public, et souscrit 150 fois.

3 La banque s'appelle Deutsche Bank, précisément pour affirmer cette présence allemande dans le monde entier, et son logo est l'aigle impérial.

4 À peine née, la Deutsche Bank (DB) ouvre une agence à Brême (juillet 1871), à Hambourg (janvier 1872), et aussi à Shanghai (1872) et Londres (1873), autant de ports ouverts sur le monde. Elle prend pied aux États-Unis par une participation dans la N.Y Bankhaus Knoblauch & Lichtenstein.

5 La Deutsche Bank grandit rapidement portée par le mouvement général des affaires et par une politique de croissance externe accélérée, l'absorption continue de banques locales et régionales venant étayer son ancrage national. Elle est présente sur tous les fronts, en Allemagne comme à l'étranger, et dans tous les secteurs : la grande industrie – qu'elle nourrit de crédits à long terme et soutient dans son effort à l'exportation, mais aussi les transports et le commerce. Elle place les emprunts obligataires des grandes villes et des États, introduit les sociétés en bourse, préside aux fusions-acquisitions, prend des participations dans l'industrie, finance les projets d'infrastructure ou immobiliers. Elle se lance aussi dans l'audit financier, le conseil, le commerce des devises et des métaux précieux, la gestion de fortune, tout en drainant méthodiquement l'épargne nationale. Son directeur, Georg von Siemens a inventé la banque universelle !

6 Ce prussien, en famille avec Werner Siemens – cousin de son père – a travaillé quelque temps chez Siemens & Halske et s'est frotté aux relations d'affaires internationales dans la négociation du contrat de ligne de télégraphe entre Londres et Téhéran. Delbrück le recommande à ses amis actionnaires pour diriger la banque : il

restera trente ans à sa tête de 1870 à 1900, pour en faire une des plus grandes banques du monde. En 1877 il décide ainsi que la banque, à vocation internationale, fasse aussi du dépôt, pour concurrencer les caisses d’épargne très actives sur ce marché porteur, étant donné le rythme de croissance démographique et urbaine de l’empire. Pour éviter une centralisation excessive, et rester proche des besoins régionaux, il institue les *Beiräte*, conseillers qui entretiennent des contacts étroits avec les milieux économiques locaux. Ainsi la grande banque d’affaires n’est pas coupée des dynamiques locales où elle plonge ses racines : elle est à la fois banque locale et globale.

7 **La Deutsche Bank lance ses filets sur le monde.** Dès 1874, elle s’associe à des intérêts belges pour prendre pied en Argentine et en Uruguay où émergent de prometteurs marchés : exportation de laine, blé, viande, maïs ; construction de lignes ferroviaires, de ports, prêts aux États de ce Nouveau Monde en marche. En 1876, elle est déjà la plus grande banque d’Allemagne, son bilan dépassant celui de sa rivale la Disconto Gesellschaft. Avec la Dresdner Bank (1872) et la Darmstädter Bank (1856), les « quatre D » forment un bloc bancaire puissant. L’année suivante, elle participe au consortium qui place l’emprunt du Reich (43 millions marks). En 1883 elle finance la ligne Duluth (Lac Supérieur) – Seattle de la Northern Pacific Railroad, prend en 1887 une participation dans AEG et devient un acteur de l’industrie électrotechnique naissante (tramway, centrales électriques, métro de Berlin). L’année suivante (octobre 1888) elle donne suite à la demande du Sultan Abdul Hamid II qui veut ouvrir une ligne ferroviaire stratégique reliant l’Empire ottoman au golfe persique ; elle crée à cette fin en mars 1889 la Arabische Eisenbahn AG, société de droit turc dont elle est actionnaire majoritaire, qui obtient la première concession entre Haidarpascha et Ankara. Avec d’autres banques, elle construit, par tronçon, cette ligne ferroviaire

dont le destin est de plus en plus liée aux soubresauts de l'histoire, de la Première Guerre mondiale à la guerre d'Irak. Mais elle fait davantage : d'une part elle place sur le marché les emprunts de l'Empire ottoman, d'autre part, elle sert de cheval de Troie à l'industrie allemande : Krupp construit les rails, Philipp Holzmann les gares, Borsig, Hanomag, Henschel et Maffei les locomotives et les wagons, d'autres enfin équipent les villes progressivement rattachées à la ligne.

8 En Amérique du Sud, la Deutsche Bank se détache des associés belges et crée sa propre banque pour l'Amérique du Sud, la Deutsche Uberseeische Bank (1887) puis son homologue peu après pour l'Asie, avec un consortium de 13 autres banques : la Deutsch-Asiatische Bank naît à Shanghai en 1889, pour financer le commerce avec la Chine, y développer les chemins de fer et les mines de charbon. Chacune de ces deux banques déploie son propre réseau continental.

9 En 1903, la Deutsche Bank pénètre sur le marché du pétrole en achetant la société roumaine Steaua Romana (production, raffinage, distribution) ; elle gardera jusqu'en 1918 des intérêts pétroliers (23,75 %) dans la Turkish Petroleum Company (TPC) ; grâce à Clémenceau, la France récupère cette part en 1918, qui servira de base à la constitution de la Compagnie française du Pétrole (1924).

10 En 1913, la Deutsche Bank est un géant. Il lui a fallu quelques décennies pour s'imposer comme l'acteur central de l'économie du Reich. Elle occupe plus de 10000 salariés, compte près de 1000 agences dans l'Empire, a éclipsé ses rivales, possède des intérêts dans plus de 200 firmes et verse d'énormes dividendes (jusqu'à 12,5 %) à ses actionnaires. Son bilan dépasse 2,2 milliards marks, ses crédits octroyés 1,58 milliard.

11 La guerre n'arrête pas son ascension. Dès 1925, la Deutsche Bank prend pied en Russie (crédit de 100 millions marks à la jeune Union

soviétique...), puis en 1926 orchestre le grand mouvement de concentration qui caractérise l'économie allemande après la grande inflation (Vereinigte Stahlwerke en 1925, IG Farben en 1926...). Grâce au *Depotstimmrecht* (droit de vote détenu par une banque qui agit comme représentant autorisé d'un actionnaire lors d'une assemblée générale), elle « tient » littéralement une grande partie de la grande industrie allemande. Mais son projet s'inscrit dans le long terme, et elle sait soutenir les sociétés en difficulté lors de la crise de 1930, comme Didier-Werke, Karstadt, Stollwerk ou Girmès. Le 29 octobre 1929, quatre jours après le vendredi noir, elle absorbe sa rivale la Disconto-Gesellschaft – déjà « to big to fail » – et cinq autres banques allemandes. Elle-même parvient à échapper à la quasi-nationalisation qui frappe la Dresdner Bank et la Commerzbank (1932) : c'est que la Deutsche Bank n'est pas seulement une banque, c'est un monde, c'est l'Allemagne.

12 Au conseil de surveillance pléthorique de la banque (1929), véritable Bottin mondain, on croise les noms les plus prestigieux de la grande industrie : Ernst v. Borsig, Alfred et Karl Haniel, Oskar Henschel, Emil Kirdorf, Peter Klöckner, Wilhelm v. Opel, Alfred v. Oppenheim, Paul Reusch, Wolfgang Reuter, Friedrich Springorum, Otto Wolff... mais aussi le gotha de la politique : le chancelier Wilhelm Cuno, un certain Konrad Adenauer, maire de Essen et président du conseil d'État, les ministres Max Gutknecht et Otto v. Hentig, et nombre de Junkers, consuls, banquiers, présidents en tous genre...

13 Pendant la Seconde Guerre mondiale, la Deutsche Bank a étendu ses activités dans les Sudètes, en Pologne, en Croatie, en Autriche, en Alsace-Moselle et, non sans cynisme, poursuit sa publicité pour drainer l'épargne populaire : « *im Kriege säen, im Frieden ernten* » (semer pendant la guerre, récolter pendant la paix.). Après la guerre, elle n'échappe pas au démantèlement, comme les autres groupes :

en 1947, les Alliés la fractionnent en dix institutions régionales. Mais une banque, c'est avant tout un réseau, et des hommes... L'un d'entre eux va faciliter la renaissance du géant. Herrmann Josef Abs, catholique rhénan, proche d'Adenauer, est chargé d'administrer les fonds du plan Marshall, et de négocier la dette extérieure de l'Allemagne (accord de Londres, 25 mars 1953) ; il restaure la solvabilité de l'Allemagne à l'étranger et la confiance dans le pays : on a dit qu'il était avec Konrad Adenauer, Ludwig Erhard, Hans Böckler et Wilhelm Vocke, l'un des cinq hommes du « miracle » allemand. La confiance, matière première invisible et essentielle de l'activité bancaire. Les dix institutions se regroupent en 3 banques en 1953, et en 1957, la DB renaît et emménage à Francfort/Main. L'aventure commencée en 1870 continue : la Deutsche Bank devient un pilier du « capitalisme rhénan » ; elle soutient la grande industrie renaissante, place des emprunts internationaux (en 1959, la Banque mondiale émet son premier emprunt sur le marché allemand, suivi par la Banque européenne d'Investissement en 1963) ; elle orchestre la privatisation partielle de Volkswagen (1961) et de VEBA (1965), ouvre sa 1000e agence en RFA. Dans les années 1970 elle est l'artisan des relations économiques germano-russes (financement de gazoduc, développement du gisement sibérien d'Ourengoï, crédits à l'URSS). À cette date elle détient à nouveau des participations dans plus de 200 entreprises, dont 29 banques allemandes (surtout en Allemagne septentrionale et centrale, très peu en Bade-Wurtemberg ou Bavière) et 25 banques étrangères ; elle détient des intérêts dans les fleurons de l'économie industrielle et tertiaire : Daimler-Benz, HAPAG-Lloyd, Süddeutsche Zucker, Karstadt, Philipp Holzmann, Didier Werke ; son portefeuille dépasse un milliard de DM pour les seules participations supérieures à 25 %. Elle accorde chaque année plus de milliards de crédits à toutes les branches de l'économie :

14,4 % au commerce, 14,9 % à la construction de machine et l'automobile, 9 % à l'électrotechnique et l'optique, 7,8 % à la chimie, 6 % au textile/confection, 5,9 % à la métallurgie, 4,1 % à l'industrie du papier, 3,3 % à l'agroalimentaire... La Deutsche Bank est à nouveau partout : elle est le sang de l'économie nationale.

14 La spirale ascensionnelle se poursuit : les effectifs triplent entre 1969 et 1989, et l'orgueilleuse tour de 155 m à Francfort/Main abritant le siège social est le symbole de cette puissance. La banque est au cœur du réseau de relations professionnelles et personnelles si caractéristique du capitalisme allemand, notamment par le biais des mandats détenus dans les conseils de surveillance : H.-J. Abs détient jusqu'à 30 sièges dans divers conseils, Fr. Ulrich 19, Karl Klasen 23 – avant qu'une loi de 1965 ne plafonne ce nombre à 10 mandats par personne. En 1989, la Deutsche Bank détient quand même 400 mandats dans les sociétés anonymes allemandes, 160 de plus qu'en 1976...

15 **1989 : l'histoire s'arrête.** Cette année marque une rupture majeure dans la trajectoire triomphante de la firme. À cette date en effet, Alfred Herrhausen, président de la DB, rachète une banque anglaise, la Morgan Greenfell pour 950 millions £. Quelques jours plus tard (30 novembre) il est assassiné, crime revendiqué par la Fraction Armée Rouge. Pourquoi ce rachat ? À cette époque, le capitalisme financier porté par la révolution néo-libérale (M. Thatcher, R. Reagan) prend son essor. La banque d'investissement, orientée sur des spéculations à court terme, la prise de risques pour un profit rapide, les opérations complexes mais rémunératrices (opérations pour compte propre) deviennent la règle ; c'est le règne de « *l'argent fou* » dont parle Alain Minc. Sous peine de déclassement, la Deutsche Bank – banque traditionnelle – doit rattraper son retard, et revoir de

fond en comble son modèle, centré jusqu'alors sur la gestion prudente et la stratégie à long terme.

16 Elle rompt avec son modèle séculaire, et adhère au modèle anglo-saxon, si différent dans sa culture comme ses objectifs. Mais la banque allemande n'a guère de compétences dans ce domaine : alors de jeunes managers, rompus à l'ingénierie financière anglo-saxonne, évincent, dans leur propre fief, les banquiers germaniques, juristes prudents. Le « Global Market » devient le credo de la « nouvelle » Deutsche Bank… Sur cette lancée, elle rachète American Bankers Trust (4 juin 1999) puis, à la faveur d'une loi supprimant l'impôt sur les plus-values de cession, vend ses précieuses participations dans l'industrie allemande (13 % de Phoenix, 5,6 % de Heidelberg Cement, 34,6 % du conglomérat Gerling, 4,1 % d'Allianz et réduit à 4,4 % ses intérêts dans Daimler-Benz) : c'est lâcher la proie pour l'ombre. Elle se lance dans des placements et opérations hasardeux : crédits subprimes et prêts immobiliers toxiques, dette publique grecque, produits dérivés, et même blanchiment d'argent russe… Dans le même temps, les rênes de la firme échappent aux Allemands pour revenir à un Suisse (Ackermann), puis un Indo-britannique (Anshu Jain). La « s*hare holder value* » à l'anglo-saxonne a triomphé de la « *Hausbank* » germanique. L'industrie financière est détachée de l'économie réelle, un changement de culture totalement incongru en terre germanique…

17 Au début, tout va bien : les bonus pleuvent par centaines de millions €…

18 Puis la mécanique s'enraye. Les placements hasardeux, les scandales et litiges financiers (LIBOR) ruinent le crédit de la banque allemande. Fin 2006, la Deutsche Bank est la 3e banque à risque au monde (= banque systémique) après Bear Stearns et Lehman Brothers : la première est absorbée par J.P Morgan Chase, la seconde fait faillite et

déclenche la plus grande crise financière depuis 1929. La Deutsche Bank tient, mais le choc est terrible.

19 Dans la tourmente de 2009, la capitalisation boursière bancaire mondiale a perdu 70 % de sa valeur, soit 4735 milliards $ entre le 6 juillet et le 3 septembre… La capitalisation boursière de la Deutsche Bank s'effondre également, de 55,97 milliards $ en 2007 à 30,42 milliards en octobre 2017. La valeur de l'action fond comme neige au soleil : 106,65 € en 2007, 30 € seulement en novembre 2015, 14,72 € en octobre 2017.

20 La banque ne sollicite pas l'aide publique, et cherche à redresser seule la situation. Elle opère un premier rééquilibrage au profit de l'activité de dépôt par une prise de participation (29,75 %) dans la Postbank (septembre 2008) qui est la plus grande banque de détail d'Allemagne avec 24 millions de clients ; en 2010 elle porte sa participation à 52 %. Mais les choses se compliquent en septembre quand le Trésor américain lui inflige une amende gigantesque de 14 milliards $, pour affaires frauduleuses (vente en toute connaissance de cause entre 2006 et 2008 de crédits immobiliers toxiques convertis en produits financiers RMBS). La DB refuse de payer, et négocie. Le cours de l'action continue de chuter, atteignant son plus bas niveau historique le 30 septembre 2016, avec 9,9 $. La Deutsche Bank, qui fut en 1914 la plus grande banque du monde, est désormais à la portée d'un fonds spéculatif, comme le capitalisme anglo-saxon rapace et destructeur sait si bien en générer… Nouvel automne noir. La spéculation contre la DB continue, les pressions américaines s'accroissent, la confiance s'effrite. Mais la banque poursuit son assainissement, sous la direction prudente de l'Anglais John Cryan. Elle ferme 188 agences non rentables, rationalise son activité, et envoie à New York son juriste en chef, Karl von Rohr.

21 La banque est toujours fragile, avec notamment un énorme portefeuille de produits dérivés (30 % de son bilan selon certains) qui la pénalise, et ne se résorbe que lentement. En décembre 2016, von Rohr parvient à réduire l'amende à un niveau plus supportable : 7,2 milliards $ (dont 4,1 pour le fisc américain et 3,1 pour les ménages américains lésés). En février 2017 se produit un évènement peu commun : le Président de la Deutsche Bank présente des excuses publiques à ses clients pour les fautes commises... On se croirait au Japon ! À coup sûr, pas en France... Un reste de la culture de probité protestante ?

22 La restructuration pousse à la suppression de 16000 emplois dans le groupe, dont 4000 en Allemagne ; il faut moderniser l'équipement informatique, renforcer l'audit interne. La conjoncture ne favorise pas l'opération, car les taux d'intérêt très bas, voire nuls, affectent la rentabilité de la banque de détail, tandis que les contrôles des autorités centrales se durcissent. La banque a provisionné 7,6 milliards € en 2017 pour risques juridiques car il subsiste plus de 8000 litiges (dont une vingtaine sont importants).

23 Jadis clé de voûte de l'économie allemande, la Deutsche Bank a failli être emportée dans la tourmente financière de 2009, pour avoir abandonné son modèle initial de développement, et d'une certaine façon, l'esprit du capitalisme rhénan. En 2017, elle est détenue à 15,09 % par des fonds implantés dans des paradis fiscaux ou en Chine (groupe HNA [Hainan Airlines]). Si 56 % des actionnaires résident en Allemagne, les autres sont en Angleterre, en Suisse (4 %), aux États-Unis (18 %). Le centre de gravité du groupe n'est plus à Francfort... La Deutsche Bank emploie encore 99744 salariés dans 62 pays du monde, dont 44708 en Allemagne. Le magazine *Fortune*, dans son classement Global 500, la place au 189e rang des entreprises mondiales...

18. 14/15 mai 1875. Le congrès de Gotha : victoire du socialisme réformiste

---

1 Le congrès de Gotha (14 et 15 mai 1875) marque la naissance du SPD. Au pays de Marx et Engels, c'est un parti socialiste résolument réformiste qui prend tôt ses distances avec le communisme et la révolution et mène le combat des ouvriers et de la classe moyenne, imprimant, durablement, son caractère à la vie politique allemande.

2 Le développement du socialisme et du mouvement ouvrier est bien sûr lié à l'essor industriel, qui, dans les années 1840, crée des conditions dramatiques pour les travailleurs. Leur misère matérielle, physique et morale débouche sur la révolte des tisserands en Silésie (1848) ; elle marque, avec la révolution de mars 1848, le point de départ d'une première organisation nationale du mouvement ouvrier : la fraternité générale des travailleurs allemands (*Allgemeine Deutsche Arbeiterverbrüderung*). Issue de la longue tradition de solidarité au sein du monde du travail (dès 1867 on compte 3585 caisses de solidarité dans le pays, avec des dizaines de milliers de membres), elle préfigure les nouvelles formes d'organisation du monde ouvrier : syndicats et partis. Dirigée par Stefan Born, la fraternité fédère 170 filiales sur tout le territoire pilotées depuis Berlin et Leipzig. Elle n'est pas antiparlementaire, soutient la constitution, et fonde son action sur l'entraide, qui pallie

l'insuffisance de la politique sociale. Quoique liée à la Ligue communiste de Marx, son but n'est pas révolutionnaire, elle cherche l'intégration dans la vie politique démocratique des ouvriers qui réclament une juste place dans la patrie. En 1850 pourtant, la Prusse, la Saxe et la Bavière l'interdisent sous prétexte qu'elle serait un terreau du communisme. Mais le mouvement ouvrier qui se structure dans la décennie suivante recueille son précieux héritage. Deux partis émergent.

3 En 1862, Ferdinand Lassalle (1825-1864), fils de riches commerçants de Breslau, d'origine juive, prononce à Berlin un discours-programme d'où est issue l'Association générale des travailleurs allemands (Allgemeiner Deutscher Arbeiterverband – ADAV –). Il préside le mouvement pendant 5 ans ; l'ADAV ne compte alors que 4000 adhérents. L'idée centrale de la pensée politique de F. Lassalle est que la conquête du pouvoir s'obtient par le bulletin de vote et le suffrage universel. Disciple de Hegel, il voit dans l'État, non pas un instrument de la domination de classe destiné à disparaître dans la future société socialiste, mais au contraire un outil de libération. En accomplissant sa mission « éthique », l'État des prolétaires mettra en œuvre la transformation du mode de production par la substitution des coopératives de production à l'entreprise capitaliste.

4 Le 8 août 1869, August Bebel (1840-1913) et Wilhelm Liebknecht (1826- 1900), après s'être entendus avec un certain nombre de militants et responsables de l'ADAV, fondent à Eisenach (Thuringe) le Parti social-démocrate des travailleurs (Sozial-Demokratische Arbeiterpartei – SDAP –). Longtemps proches de la gauche libérale, ils se sont convaincus qu'elle ne prendrait jamais à sa charge les revendications des travailleurs, même les plus élémentaires. Les « eisenachois » placent le SDAP sous le signe de la lutte des classes,

et adhèrent à la 1re Internationale pour un État libre populaire (*freier Volksstaat*). L'influence marxiste est nette, mais la matrice reste lassalléenne.

5 W. Liebknecht, issu d'une famille de théologiens et d'universitaires proches de Marx et Engels s'est engagé dès sa première jeunesse dans le combat révolutionnaire et anti-prussien. A. Bebel, d'origine plus modeste, fait son apprentissage de compagnon tourneur sur bois. Il possède un métier et un atelier, ce n'est pas un « prolétaire » ; il appartient au monde des artisans, que le savoir-faire technique et la modeste aisance distinguent des ouvriers d'usine (*Fabrikarbeiter*) sans bien ni qualification. Joseph Rovan a insisté sur le rôle de ces compagnons, menacés de déclassement social, dans la fermentation socialiste : « le mouvement ouvrier allemand restera longtemps un mouvement de compagnons et d'ouvriers hautement qualifiés qui pensent et rêvent avant tout à une reconnaissance de leurs droits et de leur dignité d'hommes « (*Histoire de la social-démocratie allemande*, Seuil, 1978, p. 129). Ils ne pensent pas en termes de révolution socialiste ou communiste, mais de démocratie ; « ils placent leurs espoirs politiques dans le libéralisme bourgeois », le suffrage universel, la liberté d'association et de réunion, qu'il faut arracher au gouvernement réactionnaire des princes, par le vote. Il n'y a pas, dans le plus marxiste des partis socialistes allemands, de fibre révolutionnaire. Quel atout pour l'économie !

6 Quoique faibles, les deux partis socialistes sont perçus comme porteurs d'une grave menace sur Bismarck. Le chancelier va mener une lutte féroce contre les *Reichsfeinde* (ennemis du Reich) : catholiques, socialistes et adversaires de l'hégémonie prussienne dans l'Empire. F. Lassalle et A. Bebel sont emprisonnés, l'ADAV interdit en 1874. Aux élections de 1874, les « lassalléens » alliés aux « eisenachois » totalisent 6,5 % des voix, mais localement, ils

réalisent de spectaculaires percées (36,2 % des voix en Saxe, 40,7 % à Hambourg) : la social-démocratie devient une force politique.

7 Le succès de leur alliance pousse les responsables des deux mouvements à surmonter leurs rivalités. Grande sagesse. Le rapprochement des deux partis, initié par W. Liebknecht au congrès de Cobourg, prend corps quelque temps plus tard. L'unification a lieu au congrès de Gotha (14 et 15 mai 1875). Les « lassalléens » avec 71 mandats (représentant 16538 adhérents) imposent leurs vues aux 56 délégués d'Eisenach (9121 adhérents) : malgré l'immense prestige dont jouissent Marx et Engels auprès d'une minorité de dirigeants, les masses ouvrières restent fidèles à l'esprit de F. Lassalle, qui donne la primauté à l'action électorale et à la conquête de l'État par les urnes.

8 Le nouveau parti socialiste des travailleurs (Sozialistische Arbeiterpartei) rebaptisé Parti social-démocrate d'Allemagne (Sozialdemokratische Partei Deutschlands – SPD –) au congrès de Halle, se dote d'un programme aux accents radicaux. Il faut « briser la loi d'airain des salaires par la destruction du système du travail salarié », « abolir l'exploitation », « éliminer les inégalités sociales et politiques », « établir des sociétés ouvrières de production avec l'aide de l'État sous le contrôle démocratique des travailleurs » ; une ligne marxiste conservée jusqu'au congrès d'Erfurt. Mais le programme fait silence sur la prise du pouvoir par la révolution, et sur la solidarité internationale. Dans la dialectique de l'utopie et de la réforme, le choix est fait, et le réalisme de Eduard Bernstein n'y est pas étranger. *Le SPD sera réformiste*. Kautsky le reconnaît 15 ans plus tard : « le SPD est un parti révolutionnaire, mais point un parti qui fait des révolutions... ». La greffe réformiste a bien pris, au point que l'insurrection communiste de 1918-1919 sera matée dans le sang par le social-démocrate Noske...

9 Aux élections de 1877 le parti commence son ascension, il résiste aux lois antisocialistes de 1878, arrache 110 sièges au Reichstag en 1912. Citons J. Rovan : « pendant 40 ans, Bebel forge un instrument sans pareil dans le monde, une armée du prolétariat organisée, avec un corps de permanents presque tous issus du monde des compagnons-artisans, durs à la tâche, pleins d'abnégation et de courage, pratiquant toutes les vertus dites bourgeoises et chrétiennes » (*op. cit.*, p. 30). Sous la république de Weimar, il n'obtient jamais moins de cent sièges. Balayé par la vague nationale-socialiste, il ressuscite en 1949, et depuis cette date, capte 10 à 20 millions de suffrages à chaque élection fédérale, se plaçant en rival du parti chrétien conservateur (CDU) et partageant parfois le pouvoir avec lui.

10 Le SPD a adopté dès l'origine une structure bureaucratique digne d'un Konzern, avec à sa tête un directoire (*Vorstand*) et un conseil de surveillance. Il publie des journaux (*Vorwärts* paraît depuis... 1876), tient un congrès annuel, publie des études et rapports de qualité ; des centaines de milliers d'adhérents versant leur cotisation lui assurent une relative indépendance financière. Le SPD entretient des liens étroits avec le syndicalisme ouvrier, lui-même réformiste : il n'est pas coupé de sa base ouvrière ni de la classe moyenne. C'est un interlocuteur de poids face au monde économique et aux partis libéraux-conservateurs, eux-mêmes réformistes.

11 Cet équilibre des forces existe depuis un siècle. Il a résisté à tous les chocs subis par l'Allemagne. Au lieu de s'enfoncer dans une lutte idéologique stérile, le SPD a bataillé pour des réformes, les a imposées (la cogestion, le SMIC par ex.) et a amélioré de fait la condition de la classe moyenne, avant même son congrès de Bad-Godesberg.

12 Elle n'a ni « insoumis » ni « frondeurs », bavards inutiles : la social-démocratie est une force stabilisante, utile, efficace, un pilier de la

démocratie et de la prospérité allemandes.

19. 15 juin 1883. Les lois Bismarck : naissance de l'État-providence

---

1 Les historiens s'accordent à considérer que l'Allemagne dispose à la fin du XIXe siècle, avec les lois de Bismarck, d'un système de protection sociale très en avance sur son temps, et même unique en Europe. Elles forment la clé de voûte d'un édifice aux fondations anciennes et profondes, qui n'a cessé de s'améliorer jusqu'à nos jours. À la différence d'autres pays qui élaborent des politiques comparables, Bismarck (1815-1898) ne se limite pas à prendre des dispositions sur la protection du travail (par exemple la limitation de la durée du travail des enfants ou des femmes, le travail dominical, etc.) : il crée l'État-Providence.

2 Les motivations du chancelier sont multiples : la volonté de s'opposer aux idées socialistes qui progressent dans la classe ouvrière est peut-être la plus importante. Les socialistes ont obtenu 8 % des suffrages et 12 sièges aux élections de 1877, contre 5 seulement en 1874. Donner satisfaction à certaines revendications de la classe ouvrière pourrait endiguer cette poussée, puisque les lois antisocialistes de 1878 ont échoué.

3 Une autre motivation, plus réaliste, tient dans le coût humain et économique des accidents du travail ou de la maladie, qui pèsent sur l'effort productif du pays, engagé dans une industrialisation à

outrance. Si les entreprises profitent sans contrepartie de la force de travail, alors l'aide aux gens en détresse retombe largement sur les communes de résidence, c'est une tradition depuis Charles Quint. Il existe certes un réseau caritatif chrétien (Caritas), mais assez lâche et trop fragile pour supporter seul le poids de la souffrance ouvrière ; quant aux réseaux d'entraide des coopératives d'inspiration libérale ou proche de la mouvance syndicale, ils sont plutôt en opposition avec Bismarck.

4 D'où le choix d'un socialisme d'État. L'œuvre innovante de Bismarck plonge en effet ses racines dans la tradition prussienne de l'exaltation de l'État comme porteur de progrès, théorisée par Samuel Puffendorf et mise en œuvre par les réformateurs (vom Stein, Hardenberg). Depuis Frédéric le Grand, l'État se déploie comme instrument d'émancipation et de protection de l'individu. Selon ces principes, le prince doit protéger les faibles, vieille tradition monarchique en somme. Dès 1839, une loi de Frédéric Guillaume III (*Preussische Regulativ* 9 mars 1839) réglemente les conditions de travail : elle interdit le travail des enfants de moins de 9 ans dans les usines et les mines (!), limite à 10 h par jour celui des adolescents de moins de 16 ans, interdit le travail de nuit entre 21 h et 5 h du matin, impose le repos dominical. La Bavière et le grand-duché de Bade l'imitent en 1840, les autres États allemands en 1860. La loi prussienne de 1745 autorise aussi la création de caisses d'assurance maladie pour les ouvriers, les municipalités pouvant rendre l'adhésion obligatoire. Avec Bismarck, l'État prend tout en main.

5 L'action du chancelier bénéficie du soutien de nombreuses associations pour la réforme sociale, soucieuses de stabiliser le corps social ; elles regroupent des universitaires, des militants socialistes et un patronat ouvert aux idées des libéraux de gauche. Le *Central*

Verein für das Wohl der arbeitenden Klassen a joué les premiers rôles dans ce mouvement. Créé en 1844 au lendemain du soulèvement de Silésie, il tente d'insuffler à la bourgeoisie l'esprit de responsabilité pour sortir la classe ouvrière de sa misère. Soupçonnée d'« esprit communiste », l'association est interdite, mais renaît, peu après, sous l'impulsion de hauts fonctionnaires et d'entrepreneurs libéraux de la Prusse rhénane : parmi eux, citons le baron v. Diegardt, fils de pasteur, et industriel du textile ; le baron Robert v. Patow, ministre prussien « altlibéral », proche du banquier D. Hansemann ; ou Georg Wilhelm v. Viebahn, président de la régence d'Oppeln en Haute-Silésie. Tous sont bien conscients que l'essor économique sera entravé si la misère sociale s'accroît. Quoique soutenue par Frédéric-Guillaume IV – qui lui a fait un don de 15000 thalers – l'association est soupçonnée de menacer l'ordre social ; certes on y trouve quelques agitateurs, dont un certain F. Engels à Cologne… La reconnaissance officielle intervient finalement le 12 avril 1848. L'association s'attelle à la tâche : écoles pour enfants d'ouvriers et apprentis, coopératives d'entreprise, caisses de solidarité et d'épargne mutuelle. Au fil du temps, le *Central Verein* qui a essaimé dans de nombreuses villes reçoit le soutien militant de nombreuses personnalités du monde économique comme Franz Haniel, Fr. Harkort, Mathias Stinnes jr. et associatif (H. Schulze-Delitzsch, Victor-Aimé Huber) qui lui donnent une influence considérable dans la prise de conscience du problème social.

6 Un autre soutien vient du monde universitaire, en particulier des « socialistes de la chaire » (*Kathedersozialisten*) regroupés dans le *Verein für Sozialpolitik* (1873) autour de l'économiste Adophe Wagner, fervent disciple de l'œuvre de Robertus, Bruno Hildebrandt, Johannes Conrad et surtout de Gustav Schmoller (1838- 1917), économiste renommé dont le *Schmollers Jahrbuch* connaît un réel

succès à chaque parution. C'est lui qui crée l'expression « politique sociale » (*Sozialpolitik*) pour désigner l'obligation de l'État d'intervenir en faveur des membres les plus vulnérables de la société. L'association devient le lieu d'importants débats sur les obligations sociales de l'État. Schmoller défend l'idée que la politique sociale a pour objet d'accroître le niveau matériel et culturel de la classe ouvrière, pour prévenir la révolution. Monarchiste et traditionnaliste, il est respectueux de l'ordre établi : un de ses ancêtres n'a-t-il pas été ordonné pasteur en 1538 par Martin Luther en personne ? La position du *Verein* qui préfigure le credo social-démocrate, combat à la fois le libéralisme manchestérien, destructeur de cohésion sociale, et le socialisme de Marx peu apte à améliorer rapidement la situation des travailleurs par une agitation révolutionnaire, tout en donnant à l'État un rôle directeur essentiel pour souder la société. Notons que le *Central Verein* existe toujours, avec 3800 membres et 48 associations affiliées. Parmi les membres prestigieux du club centenaire ont figuré Walter Eucken, Werner Sombart, Alfred Weber, Max Weber, Ferdinand Tönnies, Friedrich Naumann, Ludwig von Mises et Friedrich Hayek ! Quel « think tank » peut se prévaloir d'une telle pléiade ?

7 Bismarck est bien conscient de l'importance du message impérial (*Die Kaiserliche Botschaft*) dont il donne lecture le jeudi 17 novembre 1881 à la séance d'ouverture de la première session de la législature, dans la salle blanche du château royal à Berlin. Dans ce texte, Guillaume Ier insiste plusieurs fois sur le devoir qui lui incombe : « il est de notre devoir impérial de soumettre à la diète cette tâche chère à mon cœur » ; une tâche difficile ajoute-t-il, « mais c'est l'un des plus importants devoirs de cette communauté qui repose sur les fondements moraux de la vie chrétienne du peuple ». Devoir, morale, chrétienté : l'empreinte luthérienne !

8 **Trois lois importantes sont adoptées**, et complétées ultérieurement par un véritable arsenal de textes. La loi sur l'assurance médicale (15.6.1883) compte 88 articles. Elle crée un réseau de bureaux locaux qui dispensant des fonds provenant des cotisations versées par les employeurs (1/3) et les employés (2/3) (art. 52) ; elle concerne avant tout les ouvriers d'usine et les mineurs, les dispositions de la loi ne s'appliquant pas aux ouvriers d'État (art. 3) ni aux ouvriers agricoles (art. 2) Les secours à fournir aux malades comportent les soins et médicaments gratuits (y compris les lunettes !) pendant treize semaines (art. 5). L'assurance sur les accidents du travail (loi du 6.7.1884) complétée en 1885, est à la charge du seul patronat. Elle concerne les ouvriers non artisans. En responsabilisant les entreprises, elle a fait reculer le taux d'accidents mortels de 30 % dans les usines, entre 1881-1890 et 1901-1910. Enfin, la loi du 22 juin 1889 sur l'assurance retraite/invalidité défriche un champ totalement neuf. Elle a exigé de nombreux calculs et travaux mathématiques, par ex. sur l'espérance de vie à un âge donné, par catégorie sociale. Elle exige 1410 semaines de cotisation (soit 27 ans), est bien maigre : « *zum sterben zu viel, zum leben zu wenig* » disait-on, car la pension est mince et versée à partir de 70 ans seulement, alors que l'espérance de vie est moindre ! Mais c'est un début ! Elle est obligatoire pour tous les assurés soumis à cotisation dès l'âge de 16 ans.

9 Les années suivantes sont votées d'autres lois qui complètent le dispositif : 5 mai 1886 (assurance maladie étendue aux ouvriers agricoles), 11 juin 1887 (assurance accident étendue aux ouvriers du bâtiment puis aux marins le 13 juillet 1887), etc. Cet élan réformateur est poursuivi par Caprivi qui fait passer des lois sur le travail, la protection des jeunes, la sécurité dans les usines...

10 Malgré le faible montant initial des prestations et la couverture imparfaite, ces lois recueillent l'assentiment populaire. En 1902, 10 à 17 millions de personnes sont couvertes par les trois assurances maladie/accident/invalidité. Leur portée est immense.

11 Bismarck a échoué dans sa lutte contre la montée en puissance des socialistes, qui obtiennent 35 sièges aux élections de 1890, mais ses lois ont permis le triomphe du réformisme. L'Allemagne met en place le compromis social entre l'État, le patronat et les ouvriers ; ceux-ci renoncent à la contestation révolutionnaire et à l'objectif de contrôler la propriété des moyens de production, en échange de le la mise en place d'un système national de protection et de redistribution. Ce compromis est à la base de la social-démocratie, et d'une certaine manière, la clé de voûte des succès économiques du pays.

12 Selon Christopher Clark (*Histoire de la Prusse*, 2004, p. 732) : « le principe que ces lois mirent en application, à savoir que les forces de l'entreprise étaient tenues de respecter les intérêts, garantis par l'État, de tous les groupes, demeura pendant les décennies suivantes un thème dominant de la politique sociale impériale et prussienne ». Cette politique sociale novatrice sert aussi les intérêts géopolitiques du Reich. Lors des Expositions universelles de Chicago (1893), Paris (1900) et Londres (1904), le pavillon allemand en vante les mérites et de grandes affiches présentent l'Allemagne comme l'État moderne par excellence.

13 L'innovation en matière de protection sociale se poursuit au XXe siècle : l'Allemagne, touchée par le vieillissement démographique, institue en 1995 à côté des quatre branches de l'assurance sociale (maladie, vieillesse, chômage, accidents du travail), une 5e branche : l'assurance-dépendance obligatoire. Tout personnel affilié à une assurance maladie est tenu d'y souscrire ; elle

est complétée en 2003 par l'incorporation d'une nouvelle catégorie de dépendance : la maladie d'Alzheimer.

14 Non seulement de telles dispositions n'existent pas en France, mais en outre, le système allemand de protection sociale, plus complet et mieux géré, fait des bénéfices (plus de 6 milliards € en 2016) alors que celui de la France, moins complet, sera encore déficitaire en 2018…

Comptes de la sécurité sociale en Allemagne en 2016 (milliards €)

Branches	**Dépenses**	**Recettes**	**Solde**
Assurance maladie	224,909	226,321	+ 1,412
Assurance accidents	13,007	13,715	+ 0,708
Assurance retraite	306,477	304,150	- 2,327
Assurance chômage	31,043	35,506	+ 5,463
Assurance dépendance	34,474	35,621	+ 1,147
Total	609,910	616,313	+ 6,403

Source : Destatis.

Deux modèles de protection sociale

Système Beveridge (GB, 1945)	**Système Bismarckien (Allemagne, XIXe s.)**
Système de solidarité *nationale* face aux risques sociaux	Système de solidarité *professionnelle* face aux risques sociaux
1/ généralisé à toute la population	1/ limité exclusivement à ceux qui s'ouvrent des droits à prestation par leur travail
2/ uniforme pour tous les individus	2/obligatoire uniquement pour les travailleurs dont les revenus sont inférieurs à un plafond
3/ financé par l'impôt, sans lien proportionnel avec les cotisations sociales	3/ financé par les cotisations sociales proportionnelles au salaire (par classe)

4/ fondé sur le droit inconditionnel à la protection ouvert à tous les individus	4/ fondé sur le principe de proportionnalité entre cotisation et prestation
5/ géré par un service public sous la responsabilité d'un ministère	5/ géré de façon paritaire par les employeurs et les salariés

Source : europaong.org : *La protection sociale en Europe*, p. 10.

Les dépenses de protection sociale en Europe (1990-2014) (en % PIB)

Pays	1990	2004	2009	2014
Allemagne	25,4	29,0	30,5	29,1
France	27,6	30,5	32,9	34,3
Royaume-Uni	22,9	24,6	28,8	27,4
Italie	24,3	25,0	28,8	29,9
Espagne	20,5	19,9	24,4	25,5
Danemark	28,7	29,9	32,7	32,9

Source : Eurostat.

Les progrès sociaux en Europe : législation sociale et assurances sociales obligatoires

Pays	Trav. enfants[2]	Liberté syndicale	Droit de grève	Ass. accident	Ass. maladie	Ass. vieillesse	Ass. chômage
Allemagne[1]	1839	1869	1869	1884	1883	1889	1927
Autriche	1842	1859	1870	1887	1888	1927	1920
Belgique	1889	1866	1866	1971	1944	1924	1920
Danemark	1849	1849	1916	1933	1921	1907	
Norvège	1839	1902	1894	1909	1936	1938	
Suède	1864	1906	1916	1953	1913	1934	
Pays-Bas	1874	1872	1872	1901	1929	1913	1949
France	1841	1884	1864	1946	1930	1910	1958
Grande-Bretagne	1833	1824	1875	1946	1911	1929	1911
Italie	1906	1890	1890	1898	1898	1919	1919
Suisse	1837	1848	1848	1911	1911	1946	1976
Russie	1882	1906	1906	1903	1912	1922	1917

1. Prusse jusqu’en 1871.
2. Interdiction du travail des enfants de moins de 12 ans (Suisse, Belgique), 9 ans (GB, Prusse).

Source : La genèse de l’État providence et la naissance de la social-démocratie : Bismarck et Bernstein, http://bras seul.free.fr/Bismarck_Bernstein.htm, p. 20-29, d’après : P. Bairoch, P. Lequin, P. De Laubier, S. Cattacin.

20. 4 août 1891. Carl Duisberg unit la science et l'industrie

1 En mai 1882, Carl Rumpf, dirigeant de Bayer, reçoit une lettre de candidature d'un jeune docteur en chimie, à la recherche d'un emploi ; il lui propose un contrat de recherche de six mois, renouvelable, à l'université de Strasbourg, la firme ne disposant pas de laboratoire propre, en lui assignant la tâche de fabriquer de l'indigo au meilleur coût, à partir du brevet n° 25135 sur l'isatin, racheté au Dr Paul J. Meyer. Le jeune chimiste échoue, mais il parvient à prouver que la transformation demandée était en fait chimiquement impossible. Il est embauché le 29 septembre 1884. À 23 ans, ce fils d'un rubanier de Barmen réalise son rêve : devenir chimiste ! Un rêve qui a pris corps dès son premier cours de chimie à la Realschule.

2 La Fried. Bayer & C° – société de 521 salariés, créée en 1863 par Friedrich Bayer et le teinturier Johann F. Weskott pour produire des colorants synthétiques pour l'industrie textile –, vient d'engager Carl Duisberg (1861-1935), l'un des plus grands ingénieurs chimistes du siècle, celui que le *Times* désignera, à sa mort, comme l'un des plus importants du monde. Carl Duisberg a non seulement fait la fortune de Bayer, il a créé et organisé un métier : celui de chimiste industriel.

3 Précoce lecteur de Liebig (il dévore les *Lettres sur la chimie*), C. Duisberg sait que la chimie s'étudie en laboratoire, mais doit aussi déboucher sur des applications utiles au plus grand nombre. Deux étapes majeures jalonnent son action.

4 **La science, la technique, le marché.** En 1887 C. Duisberg crée, dans les principales unités de production, une section « *Anwendungstechnik* » (AT), mi-plateforme de transfert de technologie, mi-département de marketing. Elle fait le lien entre les laboratoires, l'usine et les clients, entre la science, la technique et le marché. La AT se place ainsi au centre d'un flux croisé d'informations circulant entre les trois sphères d'activité de la chimie industrielle. On y teste l'applicabilité d'une nouvelle invention dans la production industrielle, on identifie les besoins du marché pour créer ces nouveaux produits. Au centre du dispositif, Duisberg place le maître coloriste (*Farbmeister*). À la fois chimiste et commercial, chargé du contrôle de qualité, il connaît les propriétés chimiques et physiques du colorant, sait apprécier son utilisation sur différents matériaux (textiles, caoutchouc, métal, peintures) et également détecter les besoins et goûts de la clientèle. Voyageant beaucoup, il envoie à la maison-mère un flot d'informations sur les marchés potentiels, afin qu'elle mette à jour les catalogues de produits mis à la disposition, par ses commis-voyageurs, de ses milliers de clients dans le monde. La section AT compte plusieurs centaines d'employés au début du siècle (pour une centaine de *Farbmeister*) et plus de 2000 en 1956.

5 **Pas d'essor industriel sans innovation, pas d'innovation sans recherche.** Le 4 août 1891, Bayer inaugure un nouveau laboratoire central à Elberfeld. Duisberg le réclamait depuis 1885. Le bâtiment est flambant neuf, l'investissement élevé (1,5 million marks), l'équipement ultra-moderne ; à l'époque les universités n'offraient

que de misérables conditions de travail aux chercheurs : Liebig s'en est souvent plaint (l'eau gelait en hiver dans les éprouvettes), R. Bunsen travaillait dans le réfectoire d'un vieux monastère et stockait ses produits chimiques dans la chapelle voisine... Le laboratoire de Bayer, conçu par Duisberg, inaugure une ère nouvelle. Il s'étend sur 800 m^2 découpés en 24 box (mini laboratoires très équipés, indépendants et autonomes) et offre de conditions de travail sans équivalent. De là sortira la célèbre aspirine, véritable patrimoine de l'humanité, qu'un jeune chercheur, le Dr Felix Hoffmann découvre en octobre 1897 et qui est breveté en 1899 sous le n° 36433 au Patentamt impérial de Berlin. Dès 1913, un deuxième bâtiment est construit, d'autres encore plus tard. Aujourd'hui, le groupe Bayer compte 2400 chercheurs et investit 4,7 milliards € dans la recherche. À l'époque, ce laboratoire central fait l'admiration de tous, notamment de Henry Amstrong, directeur de l'institut de chimie de Londres.

6 C. Duisberg a compris que la matière première de l'industrie chimique, c'est la science. Aussi complète-t-il la forteresse scientifique de Bayer par le plus vaste centre de documentation du monde : 600000 ouvrages de chimie, 58000 thèses, 7000 revues scientifiques ; il y adjoint un département « brevets » chargé de surveiller et protéger le capital le plus précieux de l'entreprise : depuis la fin du XIXe siècle, Bayer a déposé plus de 166000 brevets.

7 À ce colosse de la chimie, il fallait davantage : Duisberg lance la construction d'une ville de la chimie, à Leverkusen. Il inaugure ainsi une tradition bien germanique, celle des villes-usines géantes bâties d'une seule pièce autour d'une cathédrale industrielle : c'est le cas de Höchst (groupe Hoechst), de Ludwigshafen (BASF), de Marl-Hüls, sans oublier les villes de la sidérurgie : Essen au XIXe siècle,

Eisenhüttenstadt (sidérurgie), Wolfsburg (Volkswagen), Leuna (chimie)…

8 Ainsi, l'industrie resserre ses liens avec la science. Au début du XIXe encore, les chimistes les plus célèbres enseignaient à Paris (c'est là que Liebig complète sa formation), à Londres ou à Stockholm : ils avaient pour nom Lavoisier, Berthelot, Proust, Davy, Dalton, Berzélius. Puis Liebig est arrivé, et Wöhler, Kolbe, Hoffmann, Bunsen… La renommée s'est déplacée à Göttingen, Giessen, Munich, Heidelberg, Munich, tandis que les *Technische Hochschulen* commencent à fournir des bataillons d'ingénieurs de haut niveau, directement opérationnels. L'innovation de procédés s'installe au cœur du processus industriel : « *Forschung wird Pflicht* » (la recherche est/devient un devoir).

9 L'histoire du procédé Haber-Bosch illustre parfaitement cette tendance. Fixer le diazote atmosphérique sous forme d'ammoniac, lequel permet à son tour la synthèse d'engrais azotés aussi bien que la fabrication d'explosifs (TNT, nitroglycérine) : les enjeux sont considérables. En 1909, Fritz Haber (1868-1934), professeur à la TH Karlsruhe, met au point un procédé chimique servant à la synthèse de l'ammoniac. Les premières tentatives sont anciennes (Hildebrandt, 1795) ; dès 1901, le Français Henry Le Chatelier avait réussi à synthétiser l'ammoniac à partir de l'air, breveté son invention, mais suite à un accident de laboratoire, il avait mis un terme à ses recherches… D'autres savants travaillent à cette question, en Norvège ou aux États-Unis mais finalement, au terme d'une collaboration intense et étroite entre laboratoires et ateliers, le procédé est mis au point en Allemagne. En mars 1909 F. Haber informe la BASF de son invention, mais se heurte à quelque scepticisme : August Bernthsen, directeur de la recherche de BASF n'ose y croire ; il sollicite Carl Engler, professeur à l'université de

Karlsruhe et conseiller technique de la firme depuis 1903, lequel soutient Haber, et s'en ouvre au président du groupe, Heinrich von Brunck ; pour lui, c'est impossible ; on s'informe alors auprès de Carl Bosch (1872-1940). Mais pourquoi tant de doutes ? Parce que la synthèse de l'ammoniac s'effectue sous de très hautes pressions, qu'on ne maîtrise pas au plan industriel ; or C. Bosch connaît la métallurgie et les aciers résistant à ces très hautes pressions, aciers indispensables pour fabriquer des catalyseurs efficaces et stables, ayant le meilleur rendement. En juillet 1909 la BASF passe de la phase de production artisanale à la production semi-industrielle, avec succès. C. Bosch teste 20000 composés, réalise les premières analyses métallographiques pour détecter la corrosion chimique, et finalement met au point, avec de l'acier Krupp, le matériau adéquat, à la fois résistant et peu coûteux, capable de résister aux très hautes pressions (200 atmosphères) et aux très hautes températures (600°). Des catalyseurs géants, appareillages complexes et innovants sont construits par les ateliers, d'une étanchéité absolue, capable de recycler la chaleur produite, et de délivrer sans interruption pendant 6 mois une pression de 20 MPa. BASF ayant acquis les droits sur le procédé Haber assigne à Bosch la tâche de l'industrialiser. C'est un enjeu considérable car il est difficile de fixer l'azote en grande quantité à très bas coût ; on connaît d'autres procédés (Birkeland-Eyde, Franck-Caro, Schönherr par ex.) mais ils sont très gourmands en électricité. Finalement les travaux de Bosch aboutissent. Le 9 septembre 1913 la première usine est inaugurée à Oppau (Ludwigshafen) ; elle fabrique 30 tonnes/j d'ammoniac. L'usine a son propre laboratoire (180 chercheurs, 1200 assistants), sa gare, son port, sa propre usine d'électricité, des logements pour 1000 ouvriers : c'est l'archétype de l'usine-laboratoire. La BASF maîtrise ainsi le plus important procédé industriel jamais mis au

point durant le XXe siècle, selon Richard R. Schrock, du MIT (USA). Citons Fred Aftalion (*Histoire de la chimie*, 1988) à la suite de François Caron (*Les deux révolutions industrielles du XXe siècle*, 1997) : « c'est sans conteste la synthèse de l'ammoniac réussie à Oppau en 1913 par la BASF qui scella l'alliance de la chimie, de la chimie physique et du génie chimique, tant elle exigea de connaissances dans les domaines touchant à trois disciplines : analyse – réaction d'équilibre – haute pression-catalyse, résistance des matériaux, conception d'appareils de grande dimension ». Il ajoute que le procédé Haber a permis à l'Allemagne de « tenir » pendant la guerre, malgré le blocus. Fritz Haber fut lauréat du prix Nobel de chimie en 1918, et, pour d'autres travaux, C. Bosch également en 1931. Science et industrie ne sont pas seulement associées dans la chimie, mais aussi l'électrotechnique, la métallurgie, la pharmacie : comme le montre F. Caron, alors que Pasteur est un génie isolé, les médecins allemands (Robert Koch, Paul Ehrlich, Emile von Behring) travaillent en étroite coopération avec l'industrie pharmaceutique : par exemple Ehrlich avec BASF pour mettre au point un médicament contre la syphilis et un sérum antidiphtérique.

10 Désormais, la découverte n'est plus hors du système industriel, elle s'y trouve intégrée. Max Weber n'a pas tort, quand il dit dans une conférence à Munich en 1919, que la science est devenue un vrai métier... Dans ce processus d'innovation, la grande firme joue un rôle clé que Schumpeter a souligné.

11 Le site d'Oppau fut utilisé pendant la guerre pour la production d'explosifs, et une nouvelle usine est construite en 1917 à Merseburg/Leuna, loin du front, en Allemagne orientale. Immense, elle couvre 512 hectares, produit 36000 t d'ammoniac dès la première année, 160000 en 1918, occupant une place de choix dans le complexe militaro-industriel allemand. En 1944, sa superficie est

portée à 777 ha (autant de terrains de football...) et l'effectif à 35000 personnes dont 7000 ingénieurs ; elle fabrique des explosifs et de l'essence synthétique. Bombardée 22 fois par les Alliés, elle est reconstruite aussitôt, si bien qu'en 1944, l'Allemagne dispose d'autant de carburant synthétique qu'en 1939... Le site ne sera fermé qu'au moment de la réunification. Mais le procédé Haber-Bosch est toujours utilisé de nos jours : c'est le plus « simple » et le moins coûteux.

12 **La porosité université-entreprise.** La symbiose entre science et industrie prend encore d'autres formes ; l'une des plus fécondes est la porosité entre les deux milieux, permettant des carrières professionnelles mixtes : le passage de l'université à l'entreprise, et retour, s'institue dès la fin du XIXe siècle et existe encore de nos jours. Parmi les émules de J.v. Liebig et J.v. Fraunhofer, citons Carl von Linde (1842-1934) : élève de F. Reuleaux à Zurich, apprenti dans une filature de coton puis ingénieur chez le mécanicien Borsig (Berlin), il enseigne ensuite à la TH Munich (R. Diesel fut son élève), invente le réfrigérateur moderne en 1876, pour quitter l'université et créer son entreprise, la Gesellschaft für Eismaschinen Linde AG : énorme succès. Il revient quelque temps à la TH, puis relance sa firme qui travaille pour le brasseur irlandais Guiness (1892), dépose enfin un brevet sur la liquéfaction de l'air, qui fait sa fortune, revient à nouveau à la recherche, le temps d'inventer et de breveter le chalumeau oxyacétylénique... Parcours exceptionnel du fondateur d'une multinationale (60000 emplois dans 100 pays, 16,7 Mrd € de chiffre d'affaires en 2016) mais combien d'autres, tout aussi significatifs de l'imbrication science-industrie ! Ainsi Hans T. Bucherer, passant de la BASF aux TH de Dresde et de Munich, puis au groupe chimique Schering AG ; Georg Merling, navigant entre Höchst, Schering et Bayer (chimie) et les TH de Hanovre et de

Munich ; Bodo von Borries, inventeur du microscope électronique, travaillant chez RWE et Siemens, puis à la RWTH d'Aix-la-Chapelle ; Herman Salmang, ingénieur de cette université, travaillant dans une manufacture de porcelaine, avant de retourner à sa chaire à Aix-la-Chapelle ; W. Kamm, ingénieur chez Daimler, puis professeur aux TH de Karlsruhe et Hanovre, crée un centre de recherche aéronautique de 650 chercheurs, revient chez BMW ; récupéré par les Américains en 1945, il enseigne aux USA, et revient en Allemagne en 1955 ; F. Bergius, prix Nobel de chimie en 1931, professeur à la TH Karlsruhe puis de Hanovre, crée son laboratoire privé, est recruté par le chimiste de Essen Goldschmidt AG en 1914, travaille sur la liquéfaction du charbon, dirige des usines à Mannheim et Rheinau, avant de terminer sa carrière à la TH de Heidelberg.

13 L'Allemagne a acquis dès la fin du XIXe siècle une position dominante dans l'industrie chimique mondiale, détenant sur certains segments de marché un quasi-monopole (par exemple les colorants : 87 % du marché mondial en 1913). Dès 1895, le secteur compte plus de 115000 salariés dans le pays, et 1036 usines. Aujourd'hui, il comprend 424300 emplois (2017) dans 1305 usines réparties sur tout le territoire, et réalise un chiffre d'affaires de 188,7 milliards €. En Allemagne sont nées et ont prospéré des firmes chimiques parmi les plus grandes du monde, qui ont survécu à toutes les crises et démantèlements. Bayer (115000 salariés dont 37000 en Allemagne) dispute le premier rang mondial au géant Dupont (États-Unis) et à la BASF…

14 Si les entreprises allemandes ne sont pas les seules à développer une recherche fondamentale ou appliquée – la distinction est vaine –, elles s'originalisent par une véritable stratégie à long terme, par la mobilisation de moyens considérables, en capitaux comme en matière grise, par une maitrise parfaite du processus de

développement technico-scientifique qui unit le monde de la science à celui de l'entreprise : celle-ci n'est pas seulement un lieu de puissance ou de profit, elle occupe une place centrale dans la société.

La domination de la science allemande (1901-1939) (nombre de lauréats aux prix Nobel)

Pays	Chimie	Physique	Médecine	Total
Allemagne	15	11	9	35
Royaume-Uni	6	9	6	21
France	5	6	3	14
États-Unis	3	6	2	11
Suède	2	3	1	6
Suisse	2	2	1	5
Italie	2	-	1	3

21. 1900. « *Mein Feld ist die Welt* »

1 Albert Ballin (1857-1918) peut être fier. Il a su exploiter les circonstances pour développer sa société, grâce à l'énorme flux d'émigration allemande vers les Amériques. Entré dans une petite compagnie maritime comme simple employé, il se rend vite indispensable et quand cette dernière est absorbée par la Hamburg-Amerikaniche Packetfahrt AG, A. Ballin en devient le directeur du service passagers, membre du *Vorstand* (1888) puis directeur général en 1899. Méthodique et habile, il bâtit une puissante compagnie maritime, à l'origine du groupe actuel HAPAG-Lloyd. Au fronton du siège social de sa société, on peut lire : « *Mein Feld ist die Welt* » (Mon champ d'action est le monde), blason féodal qui donne au négoce hambourgeois ses lettres de noblesse… À la tête de la plus puissante compagnie du monde (en 1903, son tonnage dépasse celui de la flotte française !), l'inventeur des croisières en Méditerranée est l'invité de marque de Guillaume II à l'inauguration du canal de Kiel (1895) et depuis, quand l'Empereur passe à Hambourg, il prend le thé chez Ballin, ce qu'il n'avait jamais fait chez le bourgmestre de Hambourg ni chez personne, car l'Empereur aime la marine !

2 La réussite de la HAPAG sert en effet les intérêts de la *Weltpolitik* impériale. L'unité allemande achevée, c'est à l'échelle du monde que se redéploient les ambitions du Reich. Privée d'empire colonial, donc de débouchés captifs, l'Allemagne déverse sur le monde son surplus industriel. Question vitale, Bismarck disait : « d'abord le commerce,

ensuite le drapeau » (*die Flagge folgt dem Handel*). Dans sa leçon inaugurale à l'université de Fribourg, en mai 1895, le jeune Max Weber souhaite « une politique de puissance mondiale de la part de l'Allemagne », faisant écho à la déclaration de Caprivi au Reichstag : « nous devons exporter, et nous exporterons, soit des marchandises, soit des hommes. Devant une population en augmentation, nous ne pouvons pas continuer à vivre sans essor parallèle de notre industrie ». L'Allemagne signe alors de nombreux traités commerciaux entre 1891 et 1893, avec l'Empire austro-hongrois, l'Italie, la Belgique, la Suisse, l'Espagne, la Serbie, la Roumanie, la Russie. Le corollaire de cette politique d'exportation industrielle est la baisse des droits de douane sur les céréales, ce qui provoque la résistance des grands propriétaires fonciers. Le *Bund der Landwirte* (Union des agriculteurs) n'hésite pas alors à faire alliance avec les sociaux-démocrates pour obtenir le départ de Caprivi en octobre 1894… Mais la politique d'exportation est vitale pour l'Allemagne ; si les exportations industrielles s'accroissent rapidement, les importations de matières premières et de produits agricoles et alimentaires stimulés par la croissance démographique progressent davantage encore : le commerce de l'Allemagne est régulièrement déficitaire de 1890 à 1928. En décembre 1907, Bernhard von Bülow revendique, devant le Reichstag « une place au soleil », il veut « une Allemagne plus grande, non pas dans le sens d'une conquête, mais dans le sens d'une expansion pacifique de notre commerce ». Peu de temps auparavant, l'empereur Guillaume II n'avait pas dit autre chose. À l'occasion des 25 ans de la fondation de l'Empire, il déclare : « L'Empire allemand est devenu un empire mondial ; partout jusque dans les parties les plus reculées de la terre habitent des millions de nos compatriotes. Les richesses allemandes, le savoir allemand, l'industrie allemande traversent les océans… À

vous, messieurs, incombe le grave devoir de m'aider à relier très fortement ce grand empire à notre patrie ». En effet, poursuit-il, « le devoir de ma maison est d'encourager et de protéger le commerce au sein d'une paix profonde, pendant de longues années.... L'océan est indispensable à la grandeur de l'Allemagne ».

3 Pour prendre la mesure de cette nouvelle puissance commerciale sur les mers, héritière de la Hanse, mais à une autre échelle, il suffit de regarder les vastes façades de brique des maisons de commerce de Hambourg ou de Brême – véritables palais où s'activent armateurs, transitaires, importateurs/ exportateurs, mandataires, agents et commissionnaires – centres nerveux d'une toile immense couvrant les cinq continents, où circulent marchandises, capitaux et informations en un flux perpétuel. Dans les bureaux aux enseignes de mappemonde – « *Afrika Haus* », « *Amerika Haus* » – on traite une masse d'informations pour répondre, dans les meilleurs délais, à toute commande d'où qu'elle vienne. Les outils indispensables sont le *Biedermann* – catalogue de 3 volumes de 1000 pages chacun – qui recense tous les produits et leurs fabricants en Allemagne ; chaque agent en reçoit un exemplaire. S'il manque un produit, une petite annonce dans *l'Export-Anzeiger*, connu de tous, permet de trouver rapidement le fabricant ; sinon, on cherche dans le *Branchen-Register*, annuaire de tous les fabricants d'un même produit. Enfin le *Meiers Adressbuch* livre les adresses des exportateurs de toutes les villes de l'Empire, leurs correspondants dans le monde, etc. Le télégraphe et le téléphone démultiplient l'efficacité de ces rouages. L'information est exhaustive, exploitée, mise à jour méthodiquement.

4 Il existe aussi de vastes entrepôts rassemblant, en un même lieu, toute l'offre immédiatement disponible de produits allemands dans un domaine particulier, par exemple l'alimentation. Sur les rayonnages, de milliers de bocaux, boîtes de conserve, bouteilles,

paniers en osier, caisses renferment quantité de produits à vendre outre-mer : de l'huile au fromage, du chocolat aux confitures, jus de légume ou de viande... Un exportateur venant à Hambourg acheter des aliments destinés à l'exportation en Australie ou en Colombie, s'épargne ainsi la visite de dizaines de maisons de commerce. Il a fallu près de 20 ans pour créer cet outil, ce marché de gros, mettant à disposition du monde une offre aussi hétéroclite. Livrer des cornichons mi-aigres à Java en une semaine n'est pas un problème, mais un métier...

5 Par ailleurs, des bataillons de commis-voyageurs, mandatés cette fois par les industriels pour court-circuiter les négociants, sillonnent le monde chargés de leurs catalogues et échantillons : organisation méthodique, esprit d'ordre, soutiens multiples (banques, chambres de commerce, consulats) ; la diaspora germanique est un précieux relais. Si le petit rentier est un type social typiquement français, le commis-voyageur allemand est une figure déjà ancienne (il existe depuis le XVIIe siècle des manuels de conseils aux jeunes négociants travaillant à l'étranger) mais qui s'impose de plus en plus. En 1886, les Anglais s'inquiètent de les voir pénétrer sur leurs propres marchés, pour vendre des instruments de musique, des jouets, des draps ou du papier ; le 11 septembre 1897, le Saturday Review titre : « le commis-voyageur allemand est en lutte avec le colporteur anglais sur tous les points du globe ». Les Allemands sont partout : n'ont-ils pas, dans les lointaines îles Samoa, construit une usine d'huile de palme, dès... 1857 ? L'information transmise par ces illustres Gaudissart germaniques sur les goûts, les besoins de ces lointaines clientèles, permet à l'industrie de s'adapter et d'élargir ses horizons commerciaux.

6 La puissance commerciale allemande bénéficie de multiples appuis auprès des sociétés savantes et des lobbys. En 1878, l'économiste

Robert Jannasch crée l’association centrale de géographie commerciale pour la promotion des intérêts allemands à l’étranger (*Zentralverein für Handelsgeographie und Förderung deutscher Interessen im Ausland*) qui publie un hebdomadaire, « *Export* », et une revue apportant une information complète, mise à jour, sur les marchés potentiels et les matières premières d’Afrique et d’orient. Il existe aussi une association allemande pour la colonisation et l’exportation *Westdeutscher Verein für Kolonisation und Export* (1878), car on associe ces deux sources de prestige national... Le très puissant *Deutscher Flottenverein* (1898) – Ligue maritime allemande – est un lobby défendant les intérêts de la grande industrie et du commerce international qui réunit un large spectre de partis politiques et de personnalités de la bourgeoisie, mais aussi de la classe moyenne fière de participer à une grande mission patriotique. En 1898, la Ligue compte 78000 membres et plus d’un million en 1908 ! Elle est épaulée par les Ligues pangermanistes (*Alldeutscher Verbund*) ou l’association allemande des marches de l’Est (*Deutscher Ostmarken Verein*).

7 Plus importantes cependant sont les chambres de commerce allemandes à l’étranger (Auslandshandelskammer – AHK). La première ouvre à Bruxelles en 1894, le réseau s’étoffe rapidement ; il compte aujourd’hui 130 bureaux, emploie 1900 collaborateurs dans 90 pays et conseille 45000 entreprises. Les AHK fournissent des masses d’information sur les pays d’implantation, et offrent une vaste gamme de services (identification des marchés, recherche de correspondants, assistance juridique, fiscale...) Aujourd’hui, leur action est relayée dans chaque Land par divers services (publics ou privés) mettant la moindre PME en contact direct avec le marché global.

8 Les sociétés de commerce se comptent par milliers (environ 5000) ; en 1905, il y en avait déjà 800 à Hambourg. Centres nerveux du

dispositif d'exportation allemand, elles bénéficient de l'appui des AHK, mais aussi des réseaux diplomatiques et des centres de recherche. Par exemple l'institut de recherche économique de Hambourg a répertorié 17 millions de coupures de presse et élaboré 45000 fiches détaillées sur tous les aspects de la vie culturelle, économique d'une quarantaine de pays cibles ; l'institut Fraunhofer de Karlsruhe met à disposition des PME plus de 200 banques de données scientifiques, techniques relatives à la propriété industrielle. Les fédérations professionnelles (*Verbände*) apportent leur concours à l'œuvre d'exportation : elles publient, dans toutes les langues, plus de 3400 revues diffusées à 60 millions d'exemplaires dans le monde. Les services de l'État ne sont pas en reste. Leur rôle est coordonner, impulser, protéger. Divers services fédéraux surveillent et protègent 1500 entreprises sensibles, épaulent les PME exportatrices. L'*Arbeitsgemeinschaft Sicherheit in der Wirtschaft* (ASW) – communauté de travail sur la sécurité dans l'économie – relaie et coordonne les actions de sécurité et d'intelligence économique à l'échelle des Länder. En 1994, le gouvernement fédéral a défini une doctrine sur la politique à suivre en Asie-Pacifique, zone économique émergente. Il s'agit de mener une coopération tout à la fois culturelle, politique, économique et technique. Le document définit les axes, les priorités d'action, les méthodes, les acteurs. Il faut exporter le modèle allemand de l'économie sociale de marché dans cette zone émergente, afin de préparer les élites des pays ciblés à la coopération, puis aux échanges culturels, enfin aux échanges commerciaux. Les universités, centres de recherche, fondations diverses, l'institut Goethe sont mobilisés. Est-il surprenant, dans ces conditions, que l'Allemagne ait davantage de relations de ce type avec le Vietnam que la France ?

9 Il existe bien un modèle allemand d'ingénierie de l'intelligence économique, s'appuyant sur un profond sentiment collectif de « patriotisme économique », comme l'ont montré H. Marte (*Intelligence économique et stratégie des entreprises*, 1994) et C. Harbulot (*La machine de guerre économique*, 1992).

10 La puissance exportatrice de l'Allemagne est donc le fruit d'une construction patiente et méthodique, d'un effort séculaire de quadrillage de la planète, de détection des marchés, de protection des productions nationales, d'adaptation continue. Elle met en œuvre tous les acteurs publics (Bund, Land, universités, centres de recherche, ambassades) et privés (entreprises, chambres consulaires, syndicats) : la compétitivité structurelle (hors-prix) est en quelque sorte un produit manufacturé à haute valeur ajoutée !

11 Il convient, avant de conclure, de faire justice d'une idée fausse : contrairement à la France, aux États-Unis ou au Royaume-Uni, l'Allemagne n'a pas utilisé les manipulations monétaires pour assurer cette supériorité exportatrice. La livre jusqu'en 1914, le dollar depuis 1945 ont été des instruments de puissance : le mark, jamais. Rappelons que l'unité monétaire allemande est récente, bien postérieure à celles de la France ou de l'Angleterre. La monnaie unique – le mark – est instituée par la Reichsmünzgesetz du 4 décembre 1871, en vigueur en janvier 1876 ; elle substitue le mark aux monnaies régionales (taler prussien, florin bavarois, mark-banco hambourgeois…). De 1871 à 1914 – c'est-à-dire la période d'essor économique majeure de l'Empire – les parités sont fixes : le mark est rattaché à l'or (10 marks-or : 3,5842 gr d'or fin). Il ne connaît que d'infimes fluctuations de parité (0,808 à 0,814 mark pour un franc – 20,410 à 20,545 marks/£, 4,187 à 4,220 marks/$). La tempête inflationniste et la décomposition du système monétaire allemand entre 1920 et 1948 ont lieu alors que l'Allemagne occupe

déjà, depuis des décennies, de fortes positions commerciales ; d'autre part, ces troubles monétaires sont peu propices au commerce. En avril 1948, les Alliés décident d'un taux de change de 1$ pour 3,3 DM (il était de 2,5 pendant la guerre) ; après la dévaluation de la livre, on passe à 4,20 (septembre 1949) chiffre stable jusqu'en 1969. Cette double dévaluation permet au DM, compte tenu d'un différentiel d'inflation favorable, de rester en effet sensiblement sous-évalué jusqu'au début des années 1970, ce qui facilite la reprise des exportations (l'Allemagne devient dès 1959 la deuxième puissance commerciale mondiale). Les réévaluations successives (1961, 1969, 1971, 1973, 1980) destinées à protéger l'Allemagne contre « l'inflation importée » et combinées à une politique salariale modérée, ont préservé la compétitivité-prix, mais sans créer d'avantage décisif ; c'est bien la compétitivité hors-prix (dite structurelle) qui explique les succès du commerce extérieur ; d'ailleurs, depuis 2000, l'euro est la monnaie commune à la France et à l'Allemagne : les déficits de la première ne cessent de se creuser et les excédents allemands de gonfler : où sont les manipulations monétaires ? L'Allemagne exploite à fond sa compétitivité structurelle, fruit d'un travail séculaire. Dès 1953, Ludwig Erhard avait tout résumé (*L'expansion économique allemande*, 1953) : « le commerce extérieur représente pour nous plus que de simples chiffres. Nous voulons le considérer comme le témoignage de notre désir et de nos possibilités de prendre, dans un climat d'harmonieuse entente, une part active au mieux-être du monde (...) ; en transformant notre pays en un vaste laboratoire pour l'exportation, nous nous faisons les fabricants et les fournisseurs des autres ; en tant qu'importateurs, nous devenons leurs clients et leurs partenaires. *Nous avons remplacé les bureaucrates par des commerçants,*

et fait de nos ingénieurs et de nos exportateurs-importateurs les pionniers de notre cause ».

Les positions commerciales des grandes puissances en 1913 (Mrd Francs)

Pays	Importations	Exportations	Solde	Volume d'échanges (import +export)	Indice internationalisation (volume d'échanges/hbt)
Allemagne	13,463	12,623	-0,840	26,086	364,7
France	8,58	6,875	-1,705	15,455	386,3
Royaume-Uni	19,219	15,871	-3,348	35,090	759,8
États-Unis	9,428	12,822	+3,394	22,250	229,3
Russie	3,257	3,794	+0,537	7,051	41,4
Italie	3,638	2,504	-1,134	6,142	168,3
Empire anglais	10,551	10,695	+0,144	21,246	60,2
Empire franc	1,402	1,237	-0,165	2,639	56,7

Source : Ana Paula Pires, *Cahiers de la Méditerranée*, n° 80, 2010.

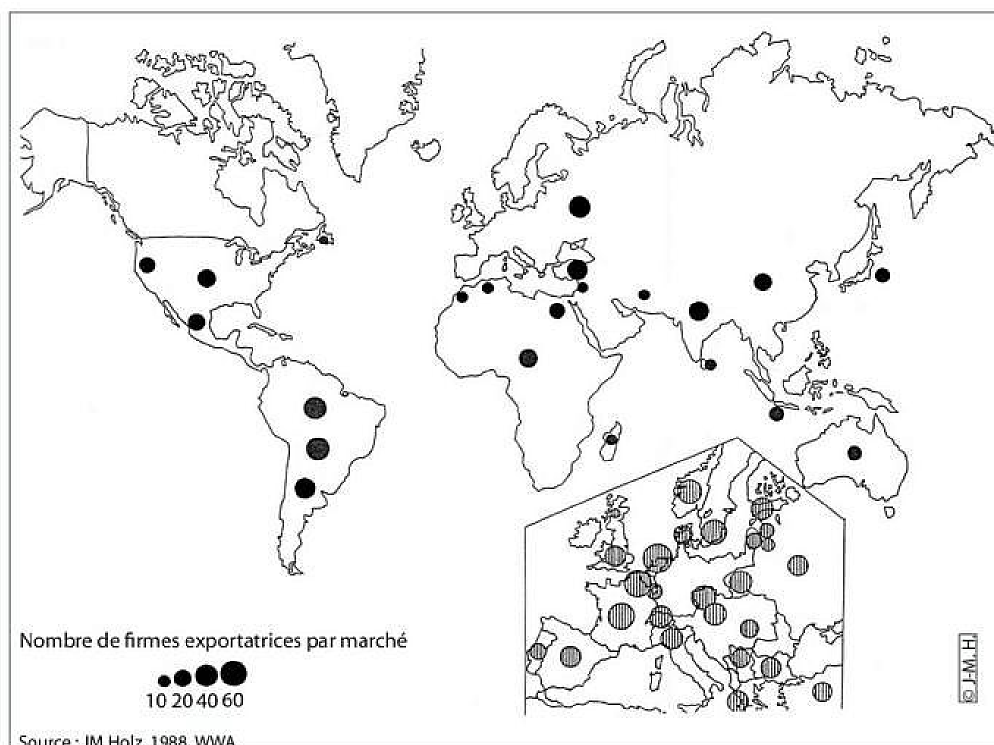
La rivalité entre Allemagne et Royaume-Uni (1870-1913)

% Monde		1870	1880	1900	1913
PIB	Royaume-Uni	31,8	22,9	18,5	14,0
	Allemagne	4,9	8,5	13,2	15,7
Exportations	Royaume-Uni	24,0	22,4	16,4	12,3
	Allemagne	9,7	10,3	11,6	12,3
Exportations manufacturières	Royaume-Uni	45,5	41,4	32,5	26,4
	Allemagne	12,6[1]	19,3	22,5	29,9

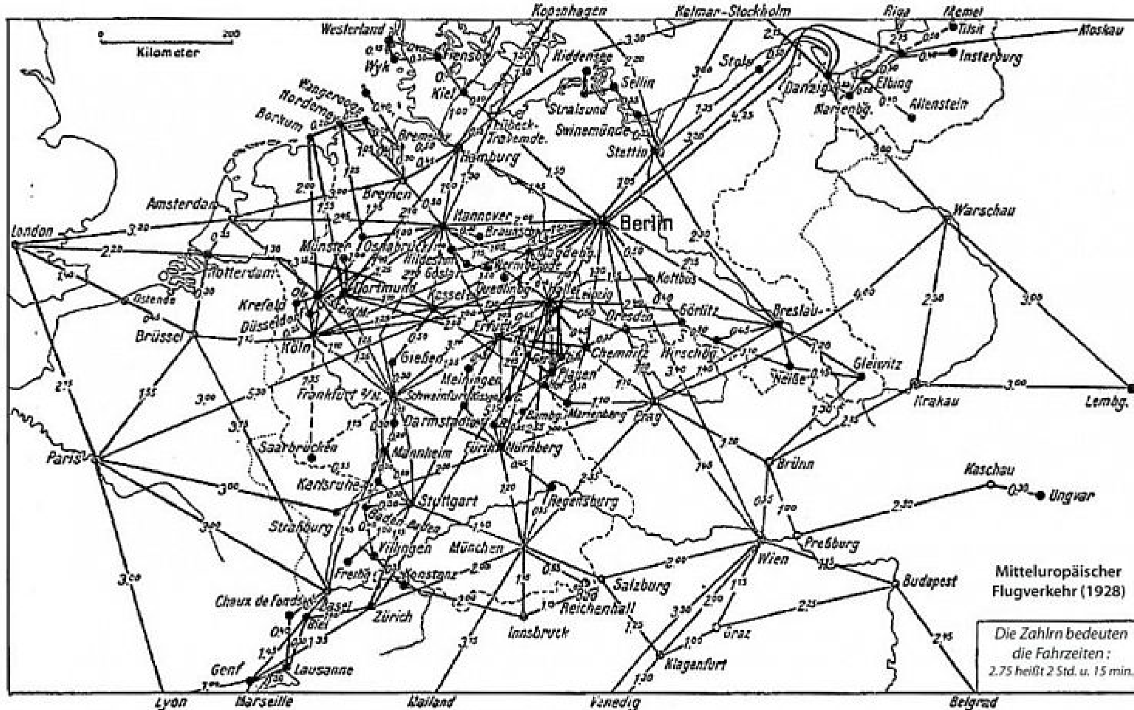
1.1872.

Source : S. Pollard, « La Grande-Bretagne et l'Europe 1815-1914 », in P. Chassaigne, *La Grande-Bretagen et le monde. De 1815 à nos jours*, Colin, 2009.

***Mein Feld ist die Welt* Les marchés d'exportation des industries de la Ruhr wesphalienne en 1914**


Nombre de firmes exportatrices par marché
10 20 40 60
Source : JM Holz, 1988, WWA
© J.-M. H.

		Allemagne	France	Royaume-Uni
Poste (nombre de bureaux)	1875	8250	5526	13000
	1905	48159	12 259	23488
Nombre d'habitants/bureau	1875	4972	6553	2515
	1905	1553	3356	1861
Nombre de bureaux/1 000 km²	1905	89	23	98
Réseau chemin de fer (km)	1871	21471	15632	21558
	1905	56739	39607	31456
	1913	63378	40770	32623
Accroissement annuel moyen (km)	1871/1913	1270	761	335
Densité réseau ferré km/1 000 km²	1913	117	77	142
Transport de marchandises par fer en Mrd/t/km	1906	48,3	18,2	22,1



Consolidation

23. 9-15 novembre 1918. L’accord Legien-Stinnes : le compromis historique

1 Novembre 1918. La situation politique en Allemagne est chaotique : partout se multiplient des incidents violents dans une atmosphère prérévolutionnaire. Le 9, Guillaume II a abdiqué, et à midi, le prince Max de Bade installe Friedrich Ebert à la chancellerie. Le social-démocrate Philipp Scheidemann déclare au Reichstag : « *es lebe die deutsche Republik* », tandis qu’au Lustgarten, Karl Liebknecht proclame « *die freie sozialistische Republik Deutschland* » et annonce que la domination du capitalisme, qui a transformé l’Europe en charnier, est brisée (*die Herrschaft des Kapitalismus [...] ist gebrochen*). Il est partout question de nationaliser, avant les élections, les secteurs clés de l’industrie et de les placer sous contrôle direct des comités ouvriers. Le soir, la une de *Vorwärts* appelle à la grève générale.

2 Une course de vitesse s’engage entre les sociaux-démocrates modérés et les comités de soldats marins et ouvriers, ainsi que les communistes, pour la prise du pouvoir. Le 10 novembre est conclu un pacte secret entre Ebert et le général Groener pour éviter une république des soviets.

3 Dans ce contexte difficile, les leaders syndicaux et patronaux poursuivent, du 9 au 12 novembre, leurs négociations. Les intérêts convergent : les premiers sont soucieux de ne pas perdre leur

pouvoir face aux comités ouvriers, et le SPD de ne pas se laisser déborder par l'aile radicale spartakiste, les seconds craignent les nationalisations et la mise en place d'une économie collectiviste.

4 Finalement, le 15 novembre 1918, quelques jours après l'armistice, 21 associations patronales et 7 organisations syndicales signent l'accord Legien-Stinnes (Legien-Stinnes Abkommen). Cette « construction grandiose » est le document fondateur de la *Sozialpartnerschaft*, clé de voûte de l'ordre social de l'Allemagne contemporaine.

5 **Les signataires.** Ceux de la délégation patronale sont de grandes figures de l'industrie allemande. À leur tête, Hugo Stinnes (1870-1924), propriétaire d'un empire industriel né et développé dans la Ruhr. Celui que le *Time Magazine* de 1923 désigne comme « le nouvel empereur de l'Allemagne », élu député DVP en 1920 incarne le capitalisme honni des antisémites et des extrémistes de gauche comme de droite. Plus riche encore, Ernst August Borsig (1869-1933) figure émérite du patronat qu'il préside, antibolchévique, bailleur de fonds du *Freikorps* (qui écrase les spartakistes) et plus tard du NSDAP. Il y aussi Fritz Springorum, un dirigeant de Hoesch, Carl Friedrich von Siemens, Alfred Hugenberg, magnat de la presse et cofondateur du DNVP, et surtout Walter Rathenau (1867-1922), fils du fondateur du groupe AEG. Cet homme si brillant, dont Stefan Zweig dresse un portrait élogieux dans *Le monde d'hier*, lui dont un journal berlinois dit, après son assassinat : « le directeur d'une des plus grandes entreprises du monde avait été tué, et des ouvriers communistes venaient pleurer sur sa tombe et maudire ses meurtriers » (R. Charpiot, *Histoire des juifs d'Allemagne du Moyen Âge à nos jours*, 2009, p. 133).

6 En face d'eux, côté syndical, se détachent quatre personnalités. Adam Stegerwald, menuisier, mais qui a suivi des cours d'économie,

catholique modéré et proche du Zentrum ; Gustav Hartmann, serrurier, protestant, conseiller municipal de Berlin ; Anton Höfle, titulaire du baccalauréat et d'un doctorat en droit, catholique du Zentrum ; enfin Carl Legien (1861-1920) qui dirige la délégation. C'est une des grandes figures du mouvement ouvrier et syndical allemand, un de ces leaders syndicaux qui ont fait l'Allemagne moderne. Né à Marienburg (Poméranie orientale), ville fondée par les Teutoniques, orphelin à 6 ans, il devient tourneur sur bois, adhère au SPD à vingt ans, et au mouvement syndical un an plus tard. Il crée la caisse de maladie des tourneurs sur bois de Hambourg puis commence son ascension dans la hiérarchie syndicale. Opposé à l'action violente et aux grèves de masse, il se heurte au syndicat de la métallurgie de R. Dismann, favorable aux comités ouvriers dans les entreprises et hostile à toute coopération avec le patronat. De santé fragile et assez renfermé, Legien a beaucoup voyagé, et étudié les expériences étrangères. Durant ces négociations, il a travaillé avec Hans von Raumet : issu de la vieille noblesse de Bavière et de Saxe, député, docteur en droit, cet homme mesuré a exercé dans l'administration prussienne, et co-fondé la fédération de l'industrie électrotechnique.

7 Les termes du préambule témoignent de la gravité du moment et de l'importance du document. Aucun ne relève de la rhétorique révolutionnaire, au contraire les mots de « responsabilité », « collaboration », « force spirituelle » apportent comme une caution morale sinon religieuse à l'engagement des deux parties : « pénétrés de la connaissance et de la responsabilité que le redressement de notre économie exige l'association de toutes les forces spirituelles et économiques et leur collaboration, les organisations du patronat et des salariés décident de créer une communauté de travail » (*Arbeitsgemeinschaft*).

8 **Une grande victoire pour le monde ouvrier.** Le texte contient de nombreuses dispositions comme la reconnaissance par le patronat, dès le § 1, de la représentativité des syndicats. En 1916, l'État avait franchi la première étape, l'entreprise parachève cette avancée sociale. Mais surtout, la journée de 8 heures est accordée (§ 9) : la plus vieille revendication ouvrière, formulée dès la fin du XVIIIe siècle par Robert Owen, puis par Marx et Engels à l'Internationale ouvrière de 1866, inscrite dans le programme d'Eisenach (1869), est enfin satisfaite. En 1884, les 8 heures étaient déjà en vigueur chez l'industriel Degussa (Francfort/Main) mais c'était l'exception. Par ailleurs, les parties s'accordent à régler les conditions de travail dans le cadre de conventions collectives (§ 6). Le texte servira de modèle à la loi du 23 décembre 1918 qui les institue, et il inspirera la Tarifvertraggesetz du 9 avril 1949. Dans les établissements de plus de 50 salariés, des comités de travailleurs (*Arbeiterausschüsse*) – embryon des futurs conseils d'établissement – sont chargés de veiller à l'application des conventions (§ 7).

9 En échange, les syndicats s'engagent à lutter contre les grèves sauvages, à combattre l'influence des comités ouvriers, à ne pas bouleverser les structures de la société allemande, et ne pas remettre en cause la propriété privée du capital.

10 Un accord d'une portée immense. Patrons et syndicats parviennent à épargner à l'Allemagne le chaos, prolongeant en quelque sorte sur le terrain économique l'union sacrée de 1914. Une réussite partielle cependant, mais en ce moment-clé, la rupture avec le discours comme la pratique radicale et révolutionnaire est acquise. Les syndicats rejoignent le SPD, plus soucieux d'ordre et de reconstruction que de bouleversements. Est-ce un hasard si le premier président de la République de Weimar reçoit la double

investiture du prince Max de Bade, chancelier, et des conseils de soldats et d'ouvriers ?

11 L'organisation syndicale tout en étant étroitement liée à la social-démocratie n'a jamais été en Allemagne l'aile marchante du mouvement ouvrier ; elle n'a pas donné naissance au parti socialiste comme en Angleterre, et ne s'est pas située comme en France à la gauche des parties qu'elle regarde avec méfiance. Leaders syndicaux comme sociaux-démocrates veulent la paix et la démocratie, épargner au pays la guerre civile et le chaos dont la Russie donne l'exemple traumatisant. La figure de Lénine, despote fanatique, inspire une « horreur panique » à ces sociaux-démocrates petits-bourgeois, « nourris d'idéalisme humaniste », comme le rappelle J. Rovan, et affolés par le désordre ; les leaders syndicaux, quant à eux, sont davantage issus du monde des maîtres-artisans que des ouvriers d'usine.

12 Il est créé, pour faire vivre ce texte fondamental, une communauté de centrale de travail (*Zentralarbeitsgemeinschaft* – ZAG –), structure hiérarchisée et paritaire associant, par branche, un représentant du patronat et un des salariés pour 100000 emplois. Elle est chargée de régler toutes les questions économiques et sociales dans le cadre de la loi. Le travail en commun s'opère par branche ou par région. La direction centrale paritaire (24 membres élus à la majorité simple pour 3 ans) pilote l'édifice, qui comprend 14 communautés de travail pour l'industrie. Le Reichskohlenrat, par exemple, est créé en mars 1919 ; placé sous la tutelle du ministère de l'Économie, il conseille la politique charbonnière du gouvernement et travaille avec le lobby charbonnier ; il comprend 60 membres, dont 25 chefs d'entreprise, 22 syndicalistes et 13 personnes qualifiées. Il est dissous en 1936.

13 La ZAG est combattue dès le départ par les radicaux de l'USPD (parti social-démocrate indépendant) et par les spartakistes, qui l'accusent de trahir la révolution et de conforter le capitalisme… mais n'est-ce pas précisément l'objectif poursuivi ? Des conflits internes minent également la ZAG. Personne n'est dupe. Pour le patronat, l'accord est un simple pacte signé pour éviter une nationalisation ; la journée de 8 heures est remise en question dès 1920 par Stinnes et l'industrie lourde, qui veut baisser ses coûts de production ; elle saisit le prétexte de l'occupation de la Ruhr pour rompre l'accord. La confédération générale syndicale allemande (Allgemeiner Deutscher Gewerkschaftsbund – ADGB –) proteste, et quitte la ZAG le 16 janvier 1924.

14 En six ans seulement d'existence, la ZAG fut une précieuse école du dialogue social. Elle a survécu à travers l'action de plusieurs Reichsgemeinschaft, comme dans les charbonnages ou la chimie, qui ont fonctionné jusqu'en 1933. Loin de disparaître dans la tourmente nazie, l'esprit de compromis renaît en 1945, et constitue le socle de la prospérité économique allemande.

15 « Chaque peuple a les syndicats et le climat social qu'il mérite » observe P. Waline (*Revue d'Allemagne*, n° 1-1980, p. 102) car « l'évolution des relations sociales s'explique, en grande partie, par l'histoire politique de chaque pays, et par certains traits de caractère de chaque nation ». Dans cet article, il souligne déjà, pour 1914, de sérieuses différences entre la France et l'Allemagne. En Allemagne, des effectifs syndicaux plus importants et plus stables, tenus en main par deux confédérations en contact avec le SPD et le Zentrum ; en France, des adhérents fluctuants et quatre fois moins nombreux, regroupés en une CGT où s'affrontent une tendance réformiste et une autre révolutionnaire. En Allemagne « les syndicats apparaissent

comme plus raisonnables et disciplinés, les Français, comme plus idéalistes, mais désordonnés ».

16 En janvier 1950, l'accord de Hattenheim entre le Deutscher Gewerkschaftsbund (confédération des syndicats allemands) et son homologue patronal le BDA, puis le nouveau traité d'alliance de Königswinter (septembre 1954) instituent le « *devoir de paix* » (*Friedenspflicht*) *pendant les négociations professionnelles* : ni grève, ni lock-out ne viennent perturber le bon fonctionnement de l'économie. L'État reste en retrait, évitant ainsi toute politisation du débat, et laisse des partenaires sociaux de poids comparable trouver pacifiquement un terrain d'entente.

17 Le dialogue n'exclut pas le conflit. L'Allemagne a connu de puissants mouvements de grèves ouvrières jusqu'à une époque récente : la grève des mineurs de la Ruhr, de novembre 1978 à janvier 1979 fut le plus grand conflit depuis 1948. Elle a coûté 130 millions DM à IGBE et un demi-milliard au patronat. Mais il n'y eut aucun incident ni occupation d'usine, et l'outil de travail est sorti intact du conflit – déclenché pour les 35 heures – ; une augmentation de salaire fut accordée, mais pas la réduction du temps de travail.

Deux confédérations syndicales

	Deutscher Gewerkschaftsbund (DGB)	Confédération générale du travail (CGT)
Fondation	14.3.1892/10.10.1949	septembre 1895
Président	R. Hoffmann	P. Martinez
Directoire (appartenances politiques)	Vorstand (4 personnes) 2 SPD, 1 CDU, 1 Grüne	Comité fédéral (10 personnes) 4 Front de gauche, 2 PCF
Nombre de dirigeants	11 (depuis 1949	8 (depuis 1945)
Niveau d'étude jusqu'en 2000 depuis 2000	 primaire/CAP ouvrier supérieur (bac + 5)	 primaire/CAP ouvrier primaire/CAP ouvrier
Lien avec parti politique	SPD	PCF /Front de gauche
Nombre adhérents (en millions)	1980 : 7,882	1980 : 1,9
	2016 : 6,047	2016 : 0,686
	maximum : 11,8 en 1991	maximum : 4 en 1948
Hommes/femmes (%)	66,5/33,5	62,5/37,5
Principales fédérations (nombre adhérents)	IG Metall : 2 273 000 Ver.di : 2 038 000	métallurgie : 65 000 mines et énergie : 60 000
Budget (millions €) dont cotisations (%)	164,1 (2012) 91,2 %	37,5 (2016) 37,2%
Bilan net (millions €)	538	63

Sources : DGB. CGT : *Le Peuple*, hors série n° 2, janvier 2016.

Les conflits du travail dans les grands pays industriels (1990-2014) (nombre annuel moyen de journées de travail perdues pour fait de grève ou de lock-out, pour 1000 salariés)

Pays	1990-1994	1995-1999	2000-2004	2005-2009	2010-2014
Allemagne	18	3	4	6	3
France	42	104	93	115	139
Royaume-Uni	37	22	31	26	26
Italie	238	78	121	46	-
États-Unis	43	38	43	11	4
Japon	3	2	5	2	1
Suisse	1	2	5	2	1
Suède	55	45	34	6	4
Autriche	7	1	80	0	4

Source : IDW, Köln. IW-Trends 2015.

24. 11 août 1919. Le *Mittelstand* sanctuarisé

1 En France c'est un mythe, en Allemagne, une institution. Le *Mittelstand* fascine les dirigeants français qui y voient le secret d'une industrie allemande compétitive, revêtant grâce à lui, une dimension sociale et humaine. « Imaginons 3 millions d'emplois nouveaux dans 10000 entreprises de 300 salariés qui manquent à la France : nos problèmes économiques, sociaux et financiers disparaissent » disent en substance Jean Paul Betbèze et Christian Saint-Étienne dans leur rapport au CAE « *une stratégie PME pour la France* » (juillet 2006).

2 Le terme de *Mittelstand* a une histoire. Le mot apparaît en 1695 en Silésie, dans une plainte à propos de charge fiscale. Au début du XIXe siècle on le retrouve, par exemple, sous la plume de Goethe, pour différencier par sa position médiane, intermédiaire, ce « Stand » (état) des deux autres « états » que sont la paysannerie et la noblesse. Son acception sociologique s'impose peu à peu pour désigner un groupe social situé entre le prolétariat et la bourgeoisie capitaliste ; à la fin du XIXe siècle, il désigne, de façon plus restrictive, une catégorie économique et sociale précise, celle des professions indépendantes et des petites et moyennes entreprises.

3 En 1870, Gustav von Schmoller publie à Halle une étude de 700 pages (*Zur Geschichte der deutschen Kleingewerbe im 19. Jahrhundert*) énonçant les vertus de la petite entreprise. Sa position est diamétralement

opposée à celle de Marx, dominante à l'époque, qui voit, au contraire, dans la petite entreprise (*Kleinbetrieb*) un frein, un obstacle à surmonter, un archaïsme à éliminer, pour que s'accomplisse le progrès matériel socialiste : « *sie muss vernichtet werden [...] sie wird vernichtet* » (elle doit être détruite [...] elle sera détruite) écrit-il dans le Capital. (*Das Capital. Kritik der politischen Ökonomie*, Band 1, 1867, Marx-Engels Werke, Band 23, Berlin, 1972, p. 789, cité par H.H. Brass). La petite exploitation est selon Marx un problème du développement économique et ceux qui prétendent le contraire sont qualifiés de « réactionnaires petits-bourgeois », ou pire, de « *romantisch* » !

4 Même Joseph Schumpeter, qui fait de l'entrepreneur l'acteur majeur de l'économie (*Theorie der wirtschaftlichen Entwicklung*, 1911), privilégie la grande entreprise, foyer d'innovation créatrice, au détriment de la petite. G. Schmoller a une approche plus riche, moins strictement économique : il la présente au contraire comme un facteur de stabilité politique de la société, et devant être, pour cette raison, protégée. Elle n'est pas seulement une unité de production, un rouage de la machine économique, elle est un vecteur de cohésion sociale ; pour lui, une des questions les plus importantes est de maintenir autant que possible le monde des artisans et petits industriels, qui seul, permet d'éviter la concentration de pouvoirs et l'accumulation cumulative de fortunes entre quelques mains. G. Schmoller n'ignore pas que le *Mittelstand* plonge loin ses racines dans l'histoire ; héritier des maîtres-artisans et corporations du moyen-âge, catégorie pionnière de la première révolution industrielle, il se caractérise par la dignité qu'artisans et compagnons attachent à l'exercice du métier, à leur savoir-faire, mais aussi par un certain conservatisme. En Allemagne, la rupture avec les structures préindustrielles a été moins complète, moins radicale et plus tardive

qu'en France, où la loi Le Chapelier (14 juin 1792) a éradiqué les corporations de métier et de compagnonnage, séparant brutalement la chose publique de la chose privée : « il n'y a plus de corporation dans l'État », « il n'y a plus que l'intérêt particulier de chaque individu et l'intérêt général ». La loi supprime toutes les communautés d'exercice collectif d'une profession, écrase les corps intermédiaires entre l'individu et l'État. Quoiqu'abrogée en 1864, elle a marqué la société et l'économie françaises de façon indélébile, en magnifiant le rôle de l'État, au détriment de l'organisation autonome du corps social (syndicats, associations puissantes) et de la prise de risque individuelle. En Allemagne, la liberté d'entreprendre, introduite en 1810 en Prusse, ne s'étend au Reich qu'après 1869, laissant aux métiers une certaine influence, confortée par diverses lois à la fin du siècle, alors même que se déploie l'essor industriel du pays. À cette époque, divers mouvements d'idée glorifient le Moyen Âge comme la période de grande puissance, et avec elle, les modes d'existence sociale des petites entreprises (artisanat, petite industrie, agriculture) – ce qui n'empêche pas la grande industrie de prospérer !

5 Le *Mittelstand* porte donc des valeurs traditionnelles, voire « bourgeoises » aux yeux des révolutionnaires. J. Rovan a montré combien ces artisans, ainsi que les ouvriers professionnels les plus qualifiés sont convaincus que seule la *Bildung* – la culture, la connaissance – permet, comme la solidarité et l'esprit de responsabilité, d'améliorer les conditions de vie.

6 Il n'est pas étonnant que la constitution de Weimar du 11 août 1919 inscrive ces valeurs dans le droit.

7 Dans le chapitre V « La vie économique » l'article 153 alinéa 3 stipule : « Propriété oblige. Son usage doit être en même temps un service rendu à l'intérêt général ». Tout

propriétaire d'un capital a donc des *devoirs* envers la société. L'aventure économique n'est pas strictement une aventure individuelle : propriété et *responsabilité* sociale vont de pair – ceci vaut pour les petites comme pour les grandes entreprises. Tout particulier, dès lors qu'il investit son patrimoine dans une entreprise, contracte avec la société, nous rappelle Isabelle Bourgeois (*Sociétal*, n° 76, 2012), et il doit assumer les *responsabilités* liées à l'exercice de cette liberté envers sa famille, ses salariés et les générations futures, à qui il doit transmettre le patrimoine qu'il a fait prospérer. Le capital reste ainsi dans la famille fondatrice, et l'appel aux fonds extérieurs limité. L'entreprise a aussi des devoirs envers sa ville et sa région.

8 L'article 164 est encore plus explicite : « la classe moyenne (*selbständiger Mittelstand*) des agriculteurs, des artisans et des commerçants doit être encouragée par la législation et par l'administration et protégée contre la taxation excessive et l'absorption ». L'État a donc une double mission : encourager le *Mittelstand* et le protéger, précisément parce qu'il est une source de stabilité sociale. Quelle modernité dans le propos ! quelle leçon pour les politiciens français, avides de taxes et de lourdeurs administratives !

9 On comprend dès lors que la définition du *Mittelstand* soit complexe. Elle repose en fait sur deux critères, l'un quantitatif, l'autre qualitatif. La taille tout d'abord : selon l'IfM (Institut für Mittelstandforschung, Bonn), c'est moins de 500 salariés (250 pour Eurostat) et un chiffre d'affaires inférieur à 50 millions € par an pour désigner les entreprises « moyennes », et moins de 10 salariés et 1 million € CA pour les petites (respectivement moins de 50 et moins de 10 millions selon Eurostat). Ce qui englobe 90,7 % des entreprises allemandes ! Or certaines grosses firmes comme Kärcher

(7300 salariés, 1,5 Mrd € CA) se réclament aussi du *Mittelstand* ! d'où l'adjonction d'un critère qualitatif, le mode de gouvernance induit par la propriété du capital *: unité de propriété et de direction* (Einheit von Eigentum und Leitung). L'entrepreneur est un propriétaire-dirigeant, un entrepreneur-propriétaire : il détient au moins 50 % du capital, assure la direction, la responsabilité, les risques ; l'entreprise est sa base de vie, elle dépend de lui. Le pivot de cette gouvernance est l'orientation sur le long terme. En croisant ces deux critères, on obtient le *Mittelstand*, assez hétérogène, qui correspond partiellement à la définition des PME/ETI familiales françaises.

10 Après la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne fait le choix d'une économie libérale, libérée des contraintes étatiques, et où la liberté du citoyen fonde la démocratie. Dans le premier numéro de la revue *Ordo* (1948), Wilhelm Röpke écrit un article (*Klein und Mittelbetrieb in der* V*olkswirtschaft*) qui énonce les trois atouts du *Mittelstand* : son rôle quasi naturel de stabilisation de l'emploi dans les cycles conjoncturels, sa capacité d'innovation, et son apport à la tertiarisation inéluctable de l'économie, grâce à sa réactivité, sa « fantaisie » et sa capacité à délivrer des services personnalisés.

11 Aussi n'est-il pas étonnant de voir la Loi fondamentale de 1949 reprendre, dans son article 1, les mêmes dispositions que la constitution de Weimar, car le *Mittelstand* participe à la nouvelle identité démocratique de l'Allemagne, fondée sur un système valeurs humanistes. Il convient de rappeler que la loi fondamentale de 1949 vient simplement coiffer les constitutions régionales qui lui préexistent. Ainsi la constitution de la Bavière (2 décembre 1946) reprend mot pour mot l'article 153 de Weimar : son article 156 prévoit de lutter contre les monopoles, les ententes sur les prix, et l'absorption des TPE ; l'article 164 § 1 protège les revenus de la population agricole, donc les petites exploitations familiales,

très nombreuses en Bavière. Le texte de la constitution bavaroise est passionnant à plus d'un titre : à propos de l'éducation des enfants, l'article 131 § 1 et 2 évoque la « disposition à prendre des responsabilités », et plus loin, « le sens des responsabilités » comme un objectif premier de l'éducation. Ainsi se façonne peu à peu le terreau sur lequel prospère l'entreprise familiale.

12 Plus qu'un tissu d'entreprises, le *Mittelstand* est un pan de l'histoire et de la culture allemandes, un état d'esprit. Dans le pacte de coalition conclu en novembre 2013 entre la CDU/CSU et le SPD autour d'Angela Merkel, il est fait référence pas moins de 43 fois au *Mittelstand* (dans son acception large)...

13 Protégé par la constitution, le *Mittelstand* bénéficie aussi à l'échelle fédérale et régionale d'un environnement institutionnel et législatif favorable à son épanouissement. La loi sur les limitations de la concurrence est une pièce maitresse du dispositif protégeant le *Mittelstand* (Gesetz gegen Wettbewerbsbeschränkungen GWB v. 27 juillet 1957). Avant tout orientée contre les cartels et plaçant les charbonnages, la sidérurgie, les chemins de fer et les postes hors de son champ d'application, elle vise à réguler les processus de concentration économique sans pour autant l'interdire. En fait il s'agit de convaincre des bienfaits de la concurrence, plus que de sévir ; elle ne manque pas d'ambiguïté, puisque les ententes sont aussi pour les PME un moyen de résister aux Konzerns mais l'essentiel est de préserver dans le pays des structurelles concurrentielles, gage de compétitivité. La loi de 1957 a inspiré la législation européenne actuellement en vigueur. D'autres textes allègent la fiscalité. Citons un dirigeant français, membre du conseil de surveillance d'une banque allemande : « les dépôts de nos clients en Allemagne sont en moyenne 4 à 5 fois supérieurs à ceux de leurs homologues français ; les grandes PME familiales et leurs

propriétaires sont beaucoup plus riches qu'en France (...). Comment expliquer cette particularité ? « La réponse est largement fiscale. Lorsqu'un entrepreneur allemand vend son entreprise, il reste sur place, alors qu'en France, il est poussé à prendre son chèque et à quitter le pays ». Le niveau des charges est également bien plus faible : « pour un salaire net annuel de 40000 €, le coût global est de 20 % supérieur en France ; pour 100000 €, l'écart passe à 50 % ». (*Le Figaro*, 4.9.2016)

14 Le *Mittelstand* est choyé, soutenu, conseillé, piloté par une nébuleuse d'institutions exclusivement dédiées. Il a sa banque, la KfW Mittelstand Bank – qui octroie crédits et conseils ; son institut de recherche, l'IfM, qui irrigue la profession de statistiques et études de marché ; son Université : la *Fachhochschule Mittelstand* de Bielefeld, qui délivre des formations diplômantes aux dirigeants de PME dans tout le pays ; ses lobbys également : non seulement les 53 chambres consulaires, regroupées en une puissante fédération, mais aussi des appuis dans les partis politiques, ainsi le *Mittelstandsvereinigung* à la CDU.

15 Ces entreprises moyennes sont avant tout ancrées dans la région. Le *Mittelstand* est au cœur d'un écosystème régional, protecteur et stimulant. On n'oublie pas qu'il est un acteur essentiel dans la construction du lien social, par les places d'apprentissage qu'il offre (82 % de l'offre totale). Le *Mittelstand* forme, embauche, investit. Très nombreux sont les Allemands socialisés et formés par lui. Les caisses d'épargne sont sa banque attitrée ; elles ont perdu un privilège en 2016, la règlementation européenne interdisant que leurs engagements dépassent le capital, grâce à la garantie de l'État ; ainsi les capitaux propres d'une PME pouvaient ne représenter que 20 % seulement du bilan ; le ratio est aujourd'hui de 26 % et doit encore augmenter ; mais la *Sparkasse* reste la partenaire fondamentale. Les

Länder de leur côté multiplient les initiatives. Deux exemples : en Bavière, depuis 1995, le service Bayern International soutient l'effort à l'exportation du *Mittelstand* bavarois, en cofinançant ses participations à des salons industriels dans le monde ; en Bade-Wurtemberg, la fondation Steinbeis, avec l'appui du ministre-président Lothar Späth, a créé une plateforme de transfert de technologie pour les PMI dès 1971. Dans la tradition germanique, l'entreprise s'enracine dans la vie locale ; dans un pays décentralisé, lorsqu'un entrepreneur développe son activité, il ne déménage pas pour partir s'installer dans la capitale comme c'est souvent le cas en France ; au fil des années il devient l'employeur principal de sa ville, le premier donateur du musée, de l'hôpital, du stade, et vit comme ses concitoyens.

16 En 2016, le *Mittelstand* (dans sa définition à double critère) compte 3,64 millions d'entreprises et 16,44 millions d'emplois, soit 58,5 % de l'emploi national, dont 1,24 million d'apprentis (82 % du total national). Il réalise 2203,95 Mrd € de chiffre d'affaires (33,3 %). Il ne distribue guère de dividendes, mais réinvestit ses profits. Il y a une vingtaine d'années, l'ouvrage de Simon Hermann (*The Hidden Champions. Lesson from the world's best unknown companies*, 1996, Harvard Business Press, Boston) a attiré l'attention du public sur des entreprises moyennes, peu connues, mais occupant des places de leader mondial sur leur marché : sur les 2700 firmes recensées dans le monde, 1307 sont allemandes, pratiquement toutes issues du *Mittelstand* !

17 À l'image de nombreux autres succès économiques, celui du *Mittelstand* est le fruit d'une longue construction sociale, juridique, politique, en un mot culturelle.

Répartition géographique des *Hidden Champions*[1] (2012)

Pays	Nombre	% total mondial[2]	Nombre d'entreprises par million d'habitants
Allemagne	1307	47,6	16,0
États-Unis	366	13,3	1,2
Japon	220	8,0	1,7
Autriche	128	4,7	15,6
Suisse	110	4,0	14,4
Italie	76	2,7	1,2
France	75	2,7	1,1
Chine	68	2,5	0,1
Royaume-Uni	67	2,5	0,9
Suède	49	1,8	5,4

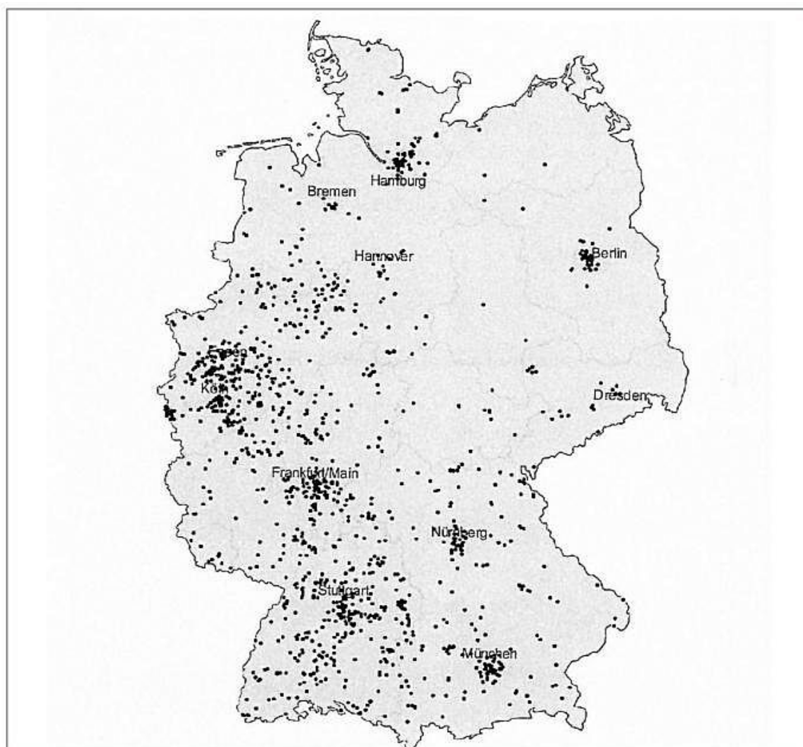
1. 1er, 2e ou 3e rang mondial dans son secteur.
2. Total mondial : 2746 entreprises.

Les petites et moyennes entreprises allemandes (*Kleine und Mittlere Unternehmen KMU*)[1] 2013

Branches	Nombre	Emplois (millions)	Chiffre d'affaires (Mrd €)	Valeur ajoutée (Mrd €)
Industrie, artisanat, BTP (Total)	448 244	4,903	589,94	219,67
- Ind. manufacturière et artisanat	202 431	3,196	415,20	149,11
- Mines, carrière, énergie	3 000	0,055	21,13	6,09
- BTP	242 813	1,652	162,61	64,47
Commerce/Services	1 693 829	10,880	1276,26	436,66
Total	2 142 073	15,783	1866,20	656,33

1. Moins de 250 salariés et de 50 millions € CA. (définition Destatis).
Source : Destatis, Wirtschaft und Statistik, 1-2014.

Un *Mittelstand* hautement compétitif La répartition géographique des « champions cachés allemands » (2016)



Source : *Handelsblatt : Wo die « Hidden Champions » sitzen* 7.2.2017.

25. 4 février 1920. L'invention de la cogestion

1 La cogestion a suscité un immense intérêt et une immense littérature. Tous les observateurs s'accordent à y voir un des piliers du modèle social et économique allemand. La cogestion a une histoire séculaire : elle n'est pas le fruit d'une loi, mais d'une histoire et d'une culture. Aussi ne peut-on que sourire quand on lit dans le *Pacte pour la compétitivité de l'industrie française* (Rapport au Premier ministre, 5 novembre 2012) que son auteur, Louis Gallois, préconise d'introduire dans les conseils d'administration et de surveillance des firmes de plus de 5000 salariés au moins 4 représentants des salariés, avec voix délibérative (!)... La cogestion à la française attend toujours, la cogestion allemande existe depuis un siècle.

2 Elle s'exerce à deux niveaux : l'établissement, siège de la cogestion « sociale » et l'entreprise, siège de la cogestion « économique ». La cogestion allemande a une longue histoire, qui se confond avec celle du dialogue social dans l'entreprise.

3 Proudhon affirmait : « la propriété, c'est le vol ». Plus mesuré, Johann G. Fichte oppose à la propriété féodale de droit divin la propriété fondée sur le travail ; il affirme que « la propriété vient du travail » et parle d'une société dans laquelle les travailleurs sont propriétaires et les possédants sont travailleurs. N'est-ce pas une vision moderne et réaliste ? Socialisme utopique d'un côté, réalisme de l'autre...

4 **Genèse.** Déclenché par la bourgeoisie, le mouvement de mars 1848 est aussi, en Allemagne, un mouvement social des travailleurs. Le premier comité central pour les ouvriers (*Zentralkomitee für Arbeiter*) est créé le 6 avril 1848 à Berlin par Stefan Born (1824-1898), un ami de Marx. Ce comité est l'embryon de la première organisation des travailleurs en Allemagne. L'idée est reprise par les députés du Parlement de Francfort réunis à la Paulskirche. Carl Degenkolb, un industriel, dépose un projet de loi modifiant le règlement sur les professions (*Gewerbeordnung*) ; son article 3 § 42 propose que chaque usine élise un comité d'établissement « *Jede Fabrik wählt einen Fabrikausschuß* », composé paritairement d'ouvriers et de chefs d'ateliers (ou contremaîtres) élus par leurs collèges respectifs. Le propriétaire de la fabrique rejoint également le comité. Cet organe a pour mission d'intercéder dans les conflits au sein de l'établissement (§ 43), d'élaborer son règlement et de gérer la caisse de maladie mutuelle. Les comités se regroupent à l'échelle locale et régionale.

5 Le projet est repoussé le 26 février 1849, mais l'histoire de la cogestion commence.

6 Degenkolb introduit les comités dans son imprimerie, et dès août 1850, quatre entreprises textiles l'imitent. Depuis le milieu du XIXe siècle, élus, syndicalistes et industriels vont édifier loi après loi, tout un dispositif à l'origine de la cogestion actuelle. En 1884, un autre industriel, Heinrich J. Carl Freese, fabricant de jalousies à Berlin, introduit un représentant des ouvriers dans son usine (700 emplois) puis le partage des bénéfices en 1889.

7 En 1891, une loi autorise les entreprises à créer des comités ouvriers, et en 1905, la nouvelle loi minière l'impose (au terme d'une grève dure) dans toutes les mines de plus de 100 salariés. En 1916, une loi étend le dispositif à toutes les entreprises industrielles de plus

de 50 salariés ; les comités disposent en outre de certains droits en matière sociale. L'accord Legien-Stinnes de novembre 1918 va dans le même sens, mais les troubles politiques retardent la mise en œuvre. Une première avancée a lieu en mars 1919, quand le législateur social-démocrate décide, sans toucher au droit de propriété, d'enlever aux propriétaires des mines la gestion de leur entreprise, pour la transférer à un Conseil charbonnier du Reich (Reichskohlenrat) de 50 membres (dont 18 salariés des mines). C'est le conseil qui décide de la production, des ventes et des prix, sous le contrôle de l'État ; les salariés sont donc représentés dans les instances dirigeantes (directoire, conseil de surveillance) ; en avril 1919, la mesure est étendue aux mines de potasse, à la sidérurgie et à la production d'électricité. En pratique, le conseil n'a joué qu'un rôle mineur, les représentants de la pensée socialisante perdant vite la majorité au sein de la Diète fédérale. Le conseil est dissous en 1939. Mais la nouvelle constitution du 11 août 1919 apporte des changements majeurs : donnant suite à son article 165, la Betriebrätegesetz du 4 février 1920 institue un conseil d'établissement (*Betriebsrat* – BR –) dans les établissements de plus de 20 salariés. *La première pierre de la cogestion est posée*.

8 Auparavant, il convient de préciser la terminologie : plutôt que cogestion, certains préfèrent le terme de codécision ou de codétermination, traductions plus littérales de « *Mitbestimmung* » ; par commodité, nous garderons cependant le terme de cogestion dans la suite de l'exposé. Le terme allemand de « *Betrieb* » pourrait être traduit par « exploitation » : c'est une notion intermédiaire entre l'établissement, le lieu de travail (*Arbeitsstätte*) et l'entreprise (*Unternehmen*) ; sans personnalité juridique, le *Betrieb* est une unité technique et comptable, regroupant différents établissements d'une même entreprise en un même site (une ville par ex.) ; par

commodité, nous garderons comme traduction le terme d’établissement, afin de mieux distinguer ce dernier de l’entreprise. Enfin, selon Pierre Waline, le terme de *Mitbestimmung* apparaît en 1928 sous la plume de Fritz Naphtali dans son livre *Wirtschaftsdemokratie*, rédigé à la demande de la confédération syndicale ADGB.

9 L’État donne donc l’exemple en introduisant des mesures nouvelles dans les entreprises publiques : en 1922, des représentants des salariés accèdent au conseil de surveillance des chemins de fer ; en 1927, le premier poste de directeur du travail (*Arbeitsdirektor*) est créé dans la Preussische Bergwerksund-Hütten AG. Les nazis effacent d’un trait tous ces acquis. Mais en 1946 les circonstances sont à nouveau favorables à l’établissement d’une collaboration entre la direction et le personnel des usines sidérurgiques de Rhénanie-Westphalie qui apparaissent comme des biens sans maitre ; les directeurs privés de tout soutien essayent de remettre en route, avec l’appui inconditionnel des populations plongées dans la misère et des ouvriers qui travaillaient avec ardeur pour des salaires dérisoires, un outil de travail menacé par les démontages et la décartellisation. Jacques Pinot, ingénieur français détaché au groupe de contrôle de l’acier à Düsseldorf (qui dépend du haut-commissariat français en Allemagne) remarque : « chacun, quelque fût sa place dans la hiérarchie, sentait intensément que son avenir était solidaire de celui de l’usine qui l’employait » et il conclut : « l’opinion fut unanime à reconnaître aux ouvriers le droit de participer à la gestion ». La loi n° 22 du 10 avril 1946 (Betriebsrätegesetz des Allierten Kontrollrates) rétablit les conseils d’établissement sur des bases démocratiques dans toute l’Allemagne. En janvier 1947 trois industriels de la Ruhr, Paul Reusch (Gutehoffnungshütte), Jarrès (Klöckner) et Hehemann (Otto Wolff) déclarent publiquement leur

intention d'admettre des représentants des salariés dans les instances dirigeantes de l'entreprise. La cogestion renaît. Peu après, les Hüttenwerke Hagen-Haspe AG mettent en place un conseil de surveillance paritaire, et créent un poste de *Arbeitsdirektor* auprès du directoire (*Vorstand*). C'est la première firme allemande à mettre en œuvre une cogestion paritaire, quatre ans avant la loi officielle : quel chemin parcouru depuis le temps où Emil Kirdorf déclarait en 1889 puis répétait en 1907 : « ni l'Empereur ni les rois n'ont un mot à dire dans les entreprises, nous décidons seuls » !

10 Cet acte assez révolutionnaire doit beaucoup à Heinrich Dinkelbach, choisi par les Anglais pour présider l'administration séquestre des usines sidérurgiques (Stahltreuhandverwaltung, octobre 1946). Dans les quatre premières sociétés sidérurgiques réorganisées, Dinkelbach compose le conseil de surveillance, qu'il préside, avec 5 représentants des actionnaires et de la direction, et 5 membres du personnel (un ouvrier, un employé, deux syndicalistes et une personnalité extérieure choisie par les syndicats dans le milieu politique ou administratif). Le directoire (*Vorstand*) est collégial, associant trois directeurs : un pour la production, un pour l'administration et les finances et un troisième, l'*Arbeitsdirektor*, choisi parmi les salariés, pour les questions sociales. Ce dernier joue un rôle majeur dans le fonctionnement harmonieux de l'entreprise, car il est placé à l'articulation du capital et du travail. La matrice de la cogestion est là.

11 Cette cogestion pratique, sans base légale réelle, est mise en œuvre avec l'approbation de tous : Alliés (anglais), syndicats, patronat, et même les Églises ! La cogestion fonctionne ainsi dans les 24 aciéries de Rhénanie Westphalie bien avant la naissance de la RFA. La pensée démocratique était encore faiblement ancrée au sein du patronat sous la république de Weimar, ce n'est qu'après la guerre qu'une

attitude positive vis-à-vis de la démocratie politique puis de la démocratie économique prend peu à peu le dessus au sein du patronat. Le discours de Fritz Berg, Président de la confédération de l'industrie allemande (BDI), le 8 novembre 1950, marque à cet égard un tournant ; mais les réticences sont longues, et même de nos jours, la cogestion reste un acquis social à défendre.

12 **La loi de 1951.** Dès 1949, le Deutscher Gewerkschaftsbund (DGB) fait d'une loi sur la cogestion le fer de lance de ses revendications. Il faut admirer cette vision stratégique : plutôt que d'exiger d'immédiates hausses de salaire assez irréalistes, le DGB négocie le partage du pouvoir dans l'entreprise. Son président Hans Böckler (1875-1951) – l'un des hommes du miracle – n'hésite pas à agiter la menace d'une grève générale dans les charbonnages et la sidérurgie, secteurs clés de la reconstruction ; il sait que 95 % des salariés y sont prêts. Hans Böckler : orphelin à 13 ans, il quitte l'école pour faire vivre le foyer de 6 personnes, adhère à 19 ans au SPD, puis au syndicalisme, et devient conseiller municipal de Cologne, dont Konrad Adenauer est le bourgmestre. Les deux hommes se connaissent. De leur entretien du 11 janvier 1951 au Palais Schaumbourg est issue la fameuse loi sur la cogestion de 1951. Dans la tradition allemande, celle-ci est le fruit d'un compromis : les syndicats et les partis (SPD, KPD, Zentrum) n'ayant pas réussi à obtenir la nationalisation de l'industrie lourde, en raison du veto américain (août 1948), ont déplacé l'objectif ; la CDU est d'ailleurs acquise, depuis son programme d'Ahlen (février 1947), à l'idée d'une cogestion. Au Bundestag, les tractations sont difficiles. Ce n'est qu'en troisième lecture, à 23 heures, que la loi est adoptée à une large majorité malgré l'opposition de 50 députés FDP et DP et quelques abstentions. La loi du 21 mai 1951 « accordant aux salariés de droit de cogestion dans les conseils de surveillance et le comité directeur des entreprises minières et sidérurgiques », dite

Montan-Mitbestimmungsgesetz est la clé de voûte du modèle social et économique allemand. Elle établit la parité entre les représentants des salariés et des actionnaires dans les deux organes directeurs des entreprises de l'industrie lourde (charbonnages et sidérurgie). Elle entre en vigueur dès le 7 juin 1951. Le patronat l'accepte difficilement, car les circonstances ont changé depuis 1946, mais il doit s'en accommoder. La loi prend d'ailleurs en compte ses intérêts dans la mesure où, grâce au 11e homme, déterminant en cas d'égalité entre les 5 représentants des actionnaires et les 5 des salariés, l'ultime décision reste réservée aux propriétaires de l'entreprise. Plus de 800000 salariés obtiennent à travers leurs représentants, un droit de regard sur les décisions et la politique sociales des entreprises parmi les plus puissantes d'Allemagne. L'objectif central du DGB est atteint. Il faudra attendre la loi du 7 août 1956 pour que la cogestion paritaire soit étendue aux holdings du secteur de l'industrie lourde et celle 4 mai 1976 aux entreprises de tous les secteurs de l'économie ; votée par 389 voix pour et 22 contre, cette dernière généralise la cogestion sur de nouvelles bases : de 500 à 2000 salariés, on a 1/3 de représentants de salariés et 2/3 pour les actionnaires et pour les entreprises plus de 2000 salariés, la représentation paritaire est tempérée par la présence obligatoire d'un cadre dirigeant dans le collège des salariés, et par le fait que le président du conseil de surveillance appartient obligatoirement au collège des actionnaires, avec voix prépondérante en cas d'égalité. La dernière révision de la loi de cogestion date du 24 avril 2015. Plusieurs sociétés ont cherché à contourner cette loi, en se donnant une forme juridique étrangère, de droit britannique (Ltd, Ltd & Co KG) ou néerlandais (B.V) : en 2011, on ne compte cependant que 43 cas (dont 4 dans des firmes

de plus de 10000 salariés), comme Mc Donald's Deutschland, McKinsey, H & M, UPS ou Air Berlin.

13 **Un maillon essentiel : le *Betriebsrat*.** Si la loi de mai 1951 est une immense victoire pour les syndicats, celle de 1952 est vécue comme une défaite, car elle limite leur influence dans les *Betriebsräte* (BR) et cantonne leur action au niveau de la branche. La Betriebsverfassungsgesetz (BetrVG) votée le 19 juillet et entrée en vigueur le 11 octobre 1952, adoptée contre les voix du SPD, du KPD (parti communiste) et malgré de grosses manifestations, est le second pilier de la cogestion. Héritière de Weimar 1920), elle rétablit les *Betriebsräte* dans de nouvelles fonctions. Il est obligatoire dans toutes les entreprises de plus de 5 salariés. Ce texte court (46 pages, 132 articles) est révisé le 18 janvier 1972 et le 28 janvier 2001.

14 Il faut rappeler que le système allemand des relations professionnelles comprend deux éléments complémentaires de régulation :

- les conventions collectives négociées par les organisations syndicales et patronales, au niveau de la branche (*Branchentarifverträge*). Elles appliquent de façon contraignante aux salariés des établissements dont l'employeur est membre de l'organisation syndicale signataire.
- le *Betriebsrat* (BR), organe de représentation des salariés à l'échelle du « *Betrieb* » ou même d'une entreprise. Le BR a des pouvoirs étendus, qui s'exercent dans un esprit de conciliation entre le personnel et l'employeur ; il doit créer une relation de confiance avec la direction, un climat propice au dialogue et... au travail. Le syndicat ne joue aucun rôle, en tant que tel, dans l'élection de ces représentants (même si certains élus sont à titre personnel, syndiqués). Les représentants du personnel sont élus par tous les salariés au scrutin secret de liste proportionnelle. Le nombre d'élus varie selon la taille de l'entreprise : de 1 pour des entreprises (ou *Betriebe*) de 5 à 20 salariés, jusqu'à 35 dans les groupes de moins de 9000 salariés. Les attributions du BR vont du simple droit d'information jusqu'au veto opposé à la direction ! lls sont détaillés dans les § 80 à 87 de la loi. Un premier domaine concerne la vie quotidienne : horaire de travail, contrat de travail, prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles, fixation des indemnités de licenciement, respect de normes divers. Concernant les licenciements : le BR a un droit d'opposition

> (*Zustimmungsverweigerungsrecht*) ; l'employeur peut passer outre, mais le salarié peut alors saisir le tribunal, et être réintroduit dans l'entreprise. Le BR a aussi un droit de veto (*Widerspruchsrecht*) sur l'embauche ou le transfert d'un salarié, l'employeur pouvant à son tour saisir le tribunal. En cas de désaccord sur un plan social, une commission de conciliation reprend le dossier et sa décision, sans appel, s'impose aux deux parties. L'employeur est donc soumis à une contrainte forte, car il peut se voir imposer une décision extérieure à son entreprise.

15 L'adaptation de l'appareil productif à la concurrence mondiale a exigé une plus grande flexibilité, et donné aux BR un rôle de plus en plus important. Le BR est devenu le maillon fondamental des relations sociales en Allemagne ; il est juridiquement indépendant de l'action syndicale, même si les deux tiers des membres et les trois quarts des présidents de BR sont syndiqués. Aujourd'hui, plus de 100000 *Betriebe* (soit 11 millions de salariés) ont un *Betriebsrat* ; mais ces derniers sont très inégalement répartis : seules 5 % des très petites entreprises en ont un, contre les deux tiers des Betriebe de plus de 100 salariés.

16 Les avantages du système sont évidents. Écoutons l'historien Jean-Louis Thiérot : « engagés dans la direction de l'entreprise, les salariés partagent un *patriotisme d'entreprise* qui génère de significatifs gains de productivité. Leur présence au sein des organismes décisionnels favorise les investissements à long terme et les perspectives de développement de l'emploi, alors que les conseils d'administration, exclusivement occupés par les détenteurs du capital, ont tendance à favoriser les décisions à court terme et la rentabilité immédiate. Lors de la grande crise 2008-2009, les entreprises allemandes n'ont quasiment pas licencié durant la période aiguë de la crise, alors que la récession était presque double de celle de la France. Mais près de 750 accords d'entreprise ont été passés qui prévoyaient réduction de salaire et réduction du temps de travail dans l'attente d'un retour à meilleure fortune (...) la cogestion est aussi un moyen de faire émerger une élite industrielle venue de la base » (*Le Figaro*,

16 mars 2016). Ajoutons que la place réservée au syndicat et aux représentants du personnel est un facteur de paix sociale et un obstacle majeur au radicalisme. Le pitoyable spectacle offert par les syndicalistes français (CGT notamment) lors de divers conflits sociaux (par ex. Air France en octobre 2015) est impensable en Allemagne.

17 Le capitalisme social germanique a finalement résisté à la vague néo-libérale qui avait submergé l'économie mondiale avant de refluer après 2008. Il était de bon ton, cependant, à la fin des années 1990, dans un quotidien comme *Le Monde*, de miser sur la fin du modèle social allemand : Erik Izraelevicz, péremptoire, voyait même le capitalisme néolibéral pur et dur s'imposer dans toute l'économie allemande, tandis que *La Tribune* proclamait ni plus ni moins « la mort du consensus à l'allemande ». L'histoire réserve souvent la délicieuse surprise de contredire les apprentis économistes, peu au fait des réalités profondes de l'Allemagne. Donnons la parole à un autre vrai connaisseur, pour leur répondre, et dépasser les faibles propositions de Louis Gallois : « l'Allemagne sait à quel système elle veut adhérer en ce début de siècle et elle procède aux réformes nécessaires au renforcement de ce système ; on ne peut vraiment pas en dire autant de la France. Si on résume le fossé qui sépare les deux pays en la matière, on dirait que la France a des entreprises converties à un mode de gestion anglo-saxon tout en ayant un État plus omniprésent qu'ailleurs, alors qu'en Allemagne, le modèle de gestion de l'entreprise est et restera consensuel pendant que l'État tend à se retirer de l'ensemble de ses fonctions non régaliennes ». (Thibaut de Champris, « Mort, le modèle allemand ? Le retour en grâce programmé du capitalisme social germanique », *Documents, revue des questions allemandes*, 56e année, nº 2/2001, p. 56-63).

26. 27 avril 1920. Le « Grand Berlin » et la réforme territoriale

1 Le 27 avril 1920, le parlement prussien vote une loi sur la constitution du Grand Berlin (Gesetz über die Bildung einer neuen Stadtgemeinde Berlin vom 27 avril 1920). Fruit d'un long combat, la loi est adoptée difficilement, par 164 voix d'une coalition SPD-USPD-DDP contre 148 voix du Zentrum, du DNVP (national-conservateur) et du DVP (national-libéral). La capitale annexe une large auréole de terres en périphérie du noyau central ; elle comprend pas moins de 8 villes dont certaines sont assez grandes (Schöneberg 175000 habitants, Steglitz 83000 hab., Köpenick 30000 hab.), 59 communes rurales et 27 domaines fonciers (*Gutbezirke*). Immense, la ville passe ainsi de 6693 ha à 87810 ha pour 3,8 millions d'habitants : elle devient d'un seul coup la 3e ville mondiale, après Londres et New York !

2 Pour être spectaculaire, le phénomène n'est pas nouveau : il s'inscrit dans *une tradition séculaire d'annexion de communes* (*Eingemeindung*). De multiples raisons président à cette simplification de la carte administrative. La première consiste à adapter, en permanence, le cadre politico-administratif communal à l'évolution économique. On s'efforce de faire coïncider l'espace administratif avec l'espace fonctionnel de la ville, défini par les relations que la ville entretient avec sa périphérie : migrations quotidiennes de travail et de loisirs, expansion de l'habitat, déplacement des usines en quête d'espace ;

les activités urbaines débordent des limites communales, déplaçant toujours plus loin les pôles d'habitat et d'activité, donc les ressources fiscales. Non corrigé, ce processus engendre des distorsions entre la ville-centre et sa périphérie, bien connues en France puisque la carte administrative, figée depuis des siècles, commence à peine à évoluer.

3 L'annexion des communes périphériques par une ville-centre permet tout d'abord la rationalisation de l'utilisation d'un espace plus vaste, soumis à une seule autorité politique. On peut ainsi préserver tel espace vert, qui aurait été sans doute sacrifié aux lotissements ou aux zones industrielles dans une petite commune désargentée… Ainsi les villes de la Ruhr ont-elles opéré un zoning strict (division fonctionnelle) de leur territoire : au sud verdoyant les espaces de loisir et de détente préservés le long de la Ruhr, au centre l'activité tertiaire (commerce, bureaux), au nord enfin, l'industrie lourde greffée sur le canal Rhin-Herne et les lignes ferroviaires. À Berlin, les plans d'urbanisme adoptés après 1920 prévoient des *Freiflächen* (espaces réservés, libres de construction) couvrant 31500 hectares : forêts, lacs, espaces verts et de loisirs ; des générations de Berlinois ont profité de ce cadre vie exceptionnel, dont les Parisiens sont privés, d'autant plus que la Révolution a supprimé nombre d'espaces verts dans la capitale française… Les espaces bâtis après 1920 comportent des bâtiments de taille plus modeste, égayés dans la verdure, en remplacement des sinistres *Mietskaserne* du début du siècle ; la ville a pu également construire un aéroport (Tempelhof) sur le territoire communal sans perte de temps en négociations et palabres avec des élus locaux.

4 Le deuxième avantage tient dans l'égalisation de pressions fiscales au sein de l'agglomération ; la France connaît la TPU (taxe professionnelle unifiée) au sein des communautés d'agglomération depuis une dizaine d'années : l'Allemagne le fait depuis un siècle… La

ville centre supportant les charges d'équipement utiles à toute l'aire urbaine (lycées, musées, piscines, stades...) tend à imposer davantage ses résidents (ménages et entreprises), qui se réfugient alors en périphérie pour échapper à la pression fiscale, cette fuite de matière fiscale générant distorsions et injustices. L'annexion de communes a ainsi des vertus démocratiques : égalité sociale et fiscale. Les disparités entre centres embourgeoisés ou au contraire appauvris par l'évasion fiscale en périphérie, les périphéries aisées ou appauvries par l'arrivée de nouvelles populations modestes et enlaidies dans leur paysage, autant de contrastes qui s'atténuent dans la *Großstadt*, la grande ville élargie. Il n'y a pas de question de banlieue en Allemagne car les mécanismes générateurs de ces distorsions – qui font le lit du radicalisme politique – sont régulièrement atténués par les *Eingemeindungen*. À Berlin, le desserrement industriel de Siemens ou AEG s'est opéré au sein de la commune, profitant à la firme – qui étend ses usines – autant qu'à la ville, qui préserve son assiette fiscale.

5 Otto Landsberg (*Eingemeindungsfrage*, Breslau, 1912) un des premiers théoriciens de la question, avait dénoncé la propension des communes périphériques à s'accroître au détriment du centre, en imposant fortement les terrains non bâtis, en multipliant les réseaux, tout en filtrant le contenu social des nouveaux arrivants, afin d'empêcher la prolifération des cités ouvrières génératrices de coûts (écoles, aide sociale) et de modifications des équilibres politiques. *En englobant les communes vivant en symbiose dans un même périmètre politico-administratif élargi, l'espace est homogénéisé.* Les mêmes règles valent pour tous (notamment fiscales). C'est dans ce sens que Bruno Möhring publie en 1910 un programme de planification du Gross Berlin.

6 Le troisième avantage tient dans l'efficacité et la rationalité de l'action publique. Plus vastes, les communes peuvent être plus rationnellement aménagées, disposant de ressources foncières et fiscales plus abondantes. Ainsi Berlin – comme toutes les grandes villes allemandes – a pu mener une politique foncière active, achetant 3478 ha entre 1924 et 1929, pour réaliser des programmes de logements sociaux ou d'équipements. La ville peut organiser les services municipaux sur une grande échelle, en les spécialisant, tout en réduisant le nombre de fonctionnaires par habitant, donc ses coûts de fonctionnement. Mieux vaut un vrai service d'urbanisme de 20 personnes, dont plusieurs ingénieurs, que dix services de 2 personnes, sans compétences ni moyens... Efficacité du capital investi également. Il est amorti plus rapidement, en raison d'une utilisation plus intensive : mieux vaut une grande salle de spectacle pour 100000 habitants, régulièrement utilisée, que des dizaines de petites salles sous-équipées et sous-utilisées, comme on le voit en périphérie des villes françaises et qui obèrent les finances locales pour une longue période. Eurostat a calculé que la valeur ajoutée marchande créée par 100 € de dépense publique supplémentaire (efficacité marginale de la dépense publique) est supérieure de 63 % en Allemagne par rapport à la France : 194 € contre 119 € ; même constat en Autriche (188 €) qui a également pratiqué l'*Eingemeindung*. Disposant de ressources financières considérables dans le cadre fédéral (33,1 % de la dépense publique – hors sécurité sociale), les villes allemandes ont en outre la capacité de les utiliser à bon escient.

7 Mieux : la reconstruction du paysage administratif s'est opérée moins sur des bases politiques que purement techniques et économiques. Ce sont les équipements qui servent de fondement à ce remodelage : chaque équipement n'étant amorti qu'au-delà d'un

certain seuil de population et d'usagers, on calcule ces seuils selon les équipements et les milieux (rural ou urbain) ; dans les années 1970, en milieu rural, le seuil pour une école primaire est de 3000 habitants, de 6000 pour un collège. On définit ensuite le nombre minimum d'équipements nécessaires à une commune, pour assurer un développement social harmonieux, au meilleur coût ; ainsi en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, l'équipement minimum est formé d'une maternelle, d'une école primaire, d'un collège (ce qui minimise les déplacements scolaires), un terrain de sport, une piscine, une maison des jeunes et un service d'enlèvement des ordures et d'incendie. Cela conduit, à la constitution de communes de 8000 habitants au moins ; le seuil est 5 à 7000 en Rhénanie-Palatinat et Bade-Wurtemberg ; l'accessibilité aux services est également prise en compte. La carte est alors remodelée par regroupement de communes, et un vote du Landtag entérine le processus qui aura duré 5 à 10 ans. Des réflexions de ce genre ont été menées en France également, par Henri Sellier ou le sénateur Amboise Rendru, sans jamais aboutir. Faut-il rappeler les propos si pertinents de Henri Sellier (*Les banlieues urbaines et la réorganisation administrative du département de la Seine*, 1915) : « nous sommes, et c'est là notre faiblesse, un peuple d'anarchistes, réfractaires à toute espèce de préoccupation d'ordre collectif. Alors que les Anglo-saxons et les Germains ont, en matière administrative, cette immense qualité de savoir prévoir, tout l'effort de nos bureaux, de nos assemblées, comme d'ailleurs du parlement et du gouvernement, consiste à gérer les affaires publiques au jour le jour ». En écho, un texte d'outre-Rhin : « La capacité d'agir efficacement est la base d'une véritable autonomie communale, et la réforme territoriale (*Eingemeindung*) en est le moyen le plus approprié ». Qui affirme

cela ? un aréopage de technocrates ? Non, ce sont les maires eux-mêmes, réunis en congrès à Magdebourg, en 1927 !

8 La réforme territoriale par annexion de communes a pris un tour systématique en Allemagne au XIXe siècle. Inséparable du rôle grandissant de la Prusse, elle concerne cependant tout le pays, des villes hanséatiques à la Bavière, des grandes villes aux campagnes reculées. Dès 1808, Karl vom Stein introduit une modification fondamentale dans le droit administratif prussien. Jusqu'alors le droit commun général de 1794 (*Preussisches allgemeines Landrecht*) distinguait nettement la ville de la campagne ; désormais, le code communal (*Gemeindeordnung*) de 1808 stipule que « *le droit de la ville peut également s'étendre aux faubourgs si ces derniers en font économiquement partie* ». Cette innovation n'est pas étonnante de la part de vom Stein, désireux d'initier une gestion moderne de l'espace, notamment par l'abolition des frontières administratives et douanières entre province et entre villes. Ce principe fondamental, réaffirmé dans le § 5 du code communal révisé de 1831 contient en germe le droit d'annexer le territoire placé la mouvance d'une ville. La pression conjuguée de la croissance urbaine suscitée par l'essor industriel et de l'unité nationale sous le sceau prussien va modifier en profondeur l'organisation territoriale de l'Allemagne.

9 L'incorporation en 1825 des faubourgs de Wöhrd, St-Johannis et Gostendorf au territoire de Nuremberg puis la première grande extension de Berlin en 1841 (de 1345 à 2166 ha) sont les prémisses d'un mouvement d'une ampleur inégalée, qui s'étire sur plus de 150 ans.

10 On peut distinguer 5 vagues d'annexion. De 1850 à 1885, une première vague élargit la taille des territoires urbains et homogénéise progressivement la trame communale. Munich double de surface, Berlin gagne encore 2400 ha. De 1885 à 1918, le processus

s'accélère, engageant les deux tiers des villes : Hambourg connaît une extension spectaculaire en 1894, de 8200 à 65800 ha, qui gonfle sa population de près de 100000 habitants ; Metz, en Lorraine annexée, connaît la même extension (1904). De 1918 à 1945, le processus s'accélère encore. Dans la Ruhr, en 1925-1926 puis en 1928-1929, les villes centrales du Hellweg (Duisbourg, Essen, Bochum, Dortmund) prennent leur visage actuel ; sur la période 1900-1945, pas moins de 206 cas d'annexion sont enregistrés dans le bassin industriel ; plus grandes, les communes ont mieux résisté aux crises sectorielles (charbonnage, sidérurgie). Après la Seconde Guerre mondiale, un répit s'observe pendant une vingtaine d'années. Mais en 1964, le *Deutscher Juristentag* (congrès des juristes) réactualise la question, et dans les années 1970, tout le territoire est concerné y compris les communes rurales. La dernière vague a lieu après la réunification, et concerne les villes de l'ex-RDA, agrandies elles aussi.

11 Le cas de Berlin en 1920 reste le plus spectaculaire. À l'origine du mouvement se trouve une association créée en 1908 par Karl von Mangoldt ; c'est une antenne locale du *Deutscher Verein für Wohnungsreform – DVW* – (association allemande pour la réforme du logement) qui milite pour une application systématique de la loi sur le logement de 1898 (Reichswohnungsgesetz). Cette loi prévoit un engagement plus net des collectivités locales dans la gestion des territoires urbains, par l'élaboration d'une démarche planificatrice, ajustée à un cadre règlementaire rationalisé. Le mouvement des cités jardins et nombre d'urbanistes comme Joseph Stübben poussent à une intervention croissante de l'État au niveau local. En 1909, K.v. Mangoldt et une association de protection de la forêt organisent avec le soutien de 30 associations, syndicats, caisses de maladie, une manifestation de protestation contre le lotissement en villas

luxueuses de la forêt de Grünewald (236 ha) rachetée à l'office impérial des forêts par une société immobilière. Immense succès, d'autant plus qu'à l'époque, les inconvénients déjà exposés d'une croissance anarchique se font de plus en plus sentir. La coordination est toujours plus délicate entre les 15 réseaux de transport (tramways) que chaque commune développe à sa guise, les chevauchements de compétence se multiplient, si bien que le 19 juillet 1911 est créée une association intercommunale, le Zweckverband für Großberlin (ZVGB). Il a trois missions : unifier les transports collectifs urbains – développer un plan d'urbanisme cohérent à grande échelle – préserver espaces verts et forêts. En 1915, il rachète d'ailleurs 10000 ha de forêts autour de Berlin, qui s'ajoutent au patrimoine forestier de la ville si bien qu'en 1920, le grand Berlin va disposer d'un patrimoine de 21000 ha, porté à 29000 ha de nos jours (à titre de comparaison : bois de Boulogne : 846 ha, bois de Vincennes : 995 ha). On ne parle pas encore d'annexer les communes périphériques car c'est un sujet politique sensible. Une annexion renforcerait la gauche et les libéraux, les sociaux-démocrates pénétrant de plus en plus dans le jeu politique local, tout comme ailleurs dans les autres grandes villes allemandes. En 1901, pour la première fois un socialiste est élu à Hambourg, un autre à Francfort/Main. Le socialisme municipal se développe. Écoutons les élus sociaux-démocrates : « c'est le devoir d'une grande ville de faire le maximum pour procurer du travail à des milliers de gens actifs, et pour leur offrir un cadre agréable après le travail » (Wilhelm Becker, Cologne) ; Richard Rive, maire de Halle : « la ville a des devoirs sociaux à remplir ». Les villes embauchent massivement : 150 emplois municipaux à Cologne en 1875, 2800 en 1913. Les compétences techniques s'affirment, le personnel municipal est qualifié, son statut codifié : ainsi la *Großstadt* (grande ville), vecteur

de puissance économique, est aussi productrice d'un nouvel ordre. Les sociaux-démocrates sont à l'origine de cette mutation institutionnelle et économique de la ville. Vaste, bien équipée, ordonnée dans ses paysages comme dans son fonctionnement, la *Großstadt* devient un rouage de l'économie nationale.

12 À Berlin, la loi sur le Zweckverband (ZVGB) a bien précisé, dans son § 1, que les communes *peuvent* être réunies, si elles se mettent d'accord... Mais le § 2 précise : sans accord, on se limitera à des tâches communes servant le bien public. Le Zweckverband n'a au départ qu'un rôle consultatif dans l'aménagement de l'espace, comme les agences d'urbanisme aujourd'hui en France ; il se heurte aux intérêts des propriétaires fonciers, tandis que les communes, jalouses de leurs prérogatives, empêchent la réalisation d'un plan général d'aménagement à l'échelle de l'agglomération. Mais la guerre, la défaite et la révolution avortée rebattent les cartes ; la social-démocratie prend le pouvoir. La loi d'annexion est votée en 1920.

13 Aujourd'hui, l'Allemagne compte environ trois fois moins de communes que la France, pour une population supérieure de 22 % : 11056 contre 34498 (janvier 2017). Dans la plupart des Länder, aucune commune ne compte moins de 5000 habitants, seuil retenu pour offrir aux habitants le minimum de services et d'équipements.

14 Les conséquences de cette politique menée depuis plus de 150 ans sont incalculables. Non seulement les villes sont plus aérées et agréables à vivre (la Ruhr est moins polluée que Paris), mais elles sont mieux gérées, au moindre coût. En outre, nombre d'institutions ont épousé le même mouvement de concentration : les caisses d'épargne ont fusionné à mesure que les villes se regroupaient, les chambres de commerce et de métier également, pour constituer des organisations puissantes. D'une certaine manière, le mouvement de

concentration/rationalisation observé dans la sphère publique s'apparente à celui des entreprises, l'économie du bien public s'accommode du modèle de gestion privée. Toute la nation en profite : prenons l'exemple de Duisbourg. Désespéré par la concurrence stérile que se livraient les ports municipaux dans cette agglomération, à la confluence du Rhin et de la Ruhr, Berlin précipite en 1905 l'absorption par la ville-centre Duisbourg des villes périphériques (dont Hamborn, 120000 habitants) pour constituer un port public unique, dont les bassins spécialisés selon leur localisation et leurs équipements exploitent au mieux cette situation géographique exceptionnelle, bref, créer un outil rationnel au service de l'économie nationale. Aujourd'hui, Duisbourg est le plus grand port fluvial du monde.

15 Les économies réalisées depuis le milieu du XIXe siècle par les réformes territoriales successives se chiffrent sans doute par dizaines de milliards de DM ou d'€ ; en France, le surcoût du « millefeuille » administratif est évalué à un milliard € au moins.

16 Un siècle après la création du Grand Berlin, le Grand Paris peine à voir le jour...

La croissance de Berlin

Dates	**Superficie (km^2)**	**Population (1000)**	**Densité de population (h/km^2)**
Vers 1650	0,8	7	875
Vers 1760	13	120	9231
1825	14	220	15714
1861	59	613	10389
1881	63	1158	18322
1919	66	1907	28894
1939	884	4339	4908

1950	884	3336	3774
1994	889	3452	3874
2017	892	3670	4116
- Berlin-Ouest	*446,4*	*1813*	*4061*
- Berlin-Est	*445,3*	*1857*	*4170*

Source : Statistisches Landesamt Berlin-Brandenburg.

Évolution du nombre de communes en Allemagne et en France (1910-2017)

	Allemagne			France métropolitaine		
Année	Nombre de communes	Indice	Population moyenne	Nombre de communes	Indice	Population moyenne
1910	75 939	100	855	36 241	100	1 092
1931	50 996	67	1 283	38 014 (1936)	104,8	1 090
1960	RFA 24 504 RDA 9 375	44,6[1]	2 293 1 833	37 962	104,7	1 223
1970	RFA 22 550 RDA 8 868	41,3	2 689 1 923	37 708	104	1 320
1980	RFA 10 391 RDA 7 553	23,6	5 924 2 216	36 443	100,5	1 491
1990	16 128	21,2	4 945	36 664	101,1	1 543
1998	14 197	18,7	5 578	36 565	100,9	1 600
2006	12 312	16,2	6 698	36 570	100,9	1 667
2016	11 092	14,6	7 410	35 285[2]	97,3	1 838

1. Indice calculé sur la base du périmètre RFA+RDA en 1960,1970,1980, et du Reich en 1910,1931.
2. Au 1.7.2107.

Sources : Statistisches Bundesamt (Statistisches Jahrbuch), INSEE.

Répartition de la population par taille de communes (2016)

	France	Allemagne
% de la population vivant dans des communes de - 500 hbts	6,8	0,8
% de la population vivant dans des communes de 20 à 50 000 hbts	14,8	18,4

% de la population vivant dans des communes de + 100 000 hbts	15,2	31,5

Deux capitales : portrait statistique

	Paris	Berlin	Métropole du Grand Paris
Statut	Commune, département capitale nationale	Commune, Land capitale fédérale	EPCI[1]
Nombre de communes	1	1	131
Superficie (km²)	105,4	891,7	814
Population (2016)	2 199 842	3 520 000	6 999 097
Nombre d'étrangers	env. 500 000	622 000	
Densité (hbt/km2)	20 871	3 947	8 598
Emploi collectivité locale (2016)	48 517	127 035[2]	-
Emploi total (2016)	1 058 000	1 656 000	-
Taux chômage (%) 2017	7,4 (juillet)	9,2 (avril)	
Budget (Mrd €) 2016	9,75 (2016)	26,74 (2017)	3,42
Investissement (Mrd€)	1,487	2,100	0,055
Investissement/hbt (€)	676	596	7,8
Dette (Mrd €) 2016	4,121	58,6	-
Dette/hbt (€) 2016	1873	16 648	-
PIB 2016 (Mrd €)	200 (est.)	129,45	-
Sièges conseillers municipaux	163	149	209
Sièges conseiller d'arrondissement/Bezirk	364	657	-
Sièges député	18	27	
Total élus	545	833	209
Nombre élus/hab.	2,48	2,36	0,3

1. EPCI : Établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre (l'équivalent du Zweckverband Berlin, 1911). Ses compétences sont limitées à l'urbanisme, au logement et à la lutte contre la pollution. Les transports relèvent d'une autre structure, la Société du Grand Paris, pilotée par l'État. La gestion de l'aire urbaine parisienne s'inscrit dans un cadre institutionnel complexe où coexistent la Région Ile de France, les 5 départements, la ville de Paris, la Métropole du Grand Paris, 16 établissements publics territoriaux ayant statut d'EPCI, la Société du Grand Paris, et des dizaines de communes. L'aire urbaine berlinoise relève de Berlin et du Land de Brandebourg pour l'essentiel.
2. Du fait de son statut d'État fédéré (Land), Berlin en assume toutes les compétences, avec les fonctionnaires correspondants (par ex. 36 825 postes dans l'enseignement supérieur et les hôpitaux).

Sources : Amt für Statistik Berlin-Brandenburg, Destastis, INSEE, Chambre de Commerce de Paris.

Deux capitales : éléments de cadre de vie[1]

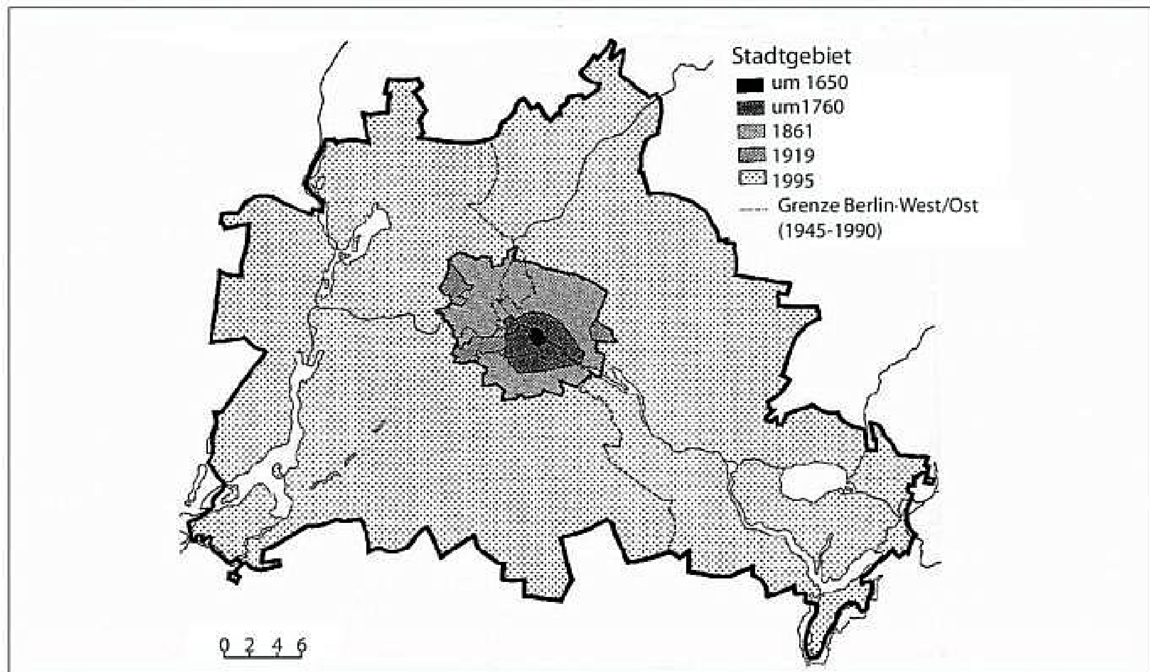
	Paris	Berlin
Nombre de médecins	18067	21538

Nombre de médecins par 1000 hbt	8,2	6,1
Nombre de dentistes	2479	4140
Nombre de dentistes par 1000 hbt	1,12	1,17
Superficie forêts (ha)	1841	29000
Nombre de piscines	39	94
Nombre de pistes d’athlétisme	36	94
Pollution 2015 NO2 (microgr./m^3)	50/60	50
Particules fines PM10 (microgr./m^3)	27	26
Morts par accident de la circulation	29 (2013)	48 (2015)
Nombre de musées	136	166
Nombre de bibliothèques publiques[2]	72	83
Nombre de lits d’hôpitaux	20704 (AP-HP)	19975
Nombre de juges	536 (TGI)	1301
Prix vente moyen €/m^2 (appartement)	8813 (5630/14300)	4346 (3872/5219)

1. Il est délicat de comparer une ville globale, capitale millénaire d’un État centralisé et une capitale fédérale récente et reconstruite. L’ambition de ces tableaux se borne à donner un aperçu, forcément incomplet, des conditions de vie quotidienne des habitants.
2. Hors universités.

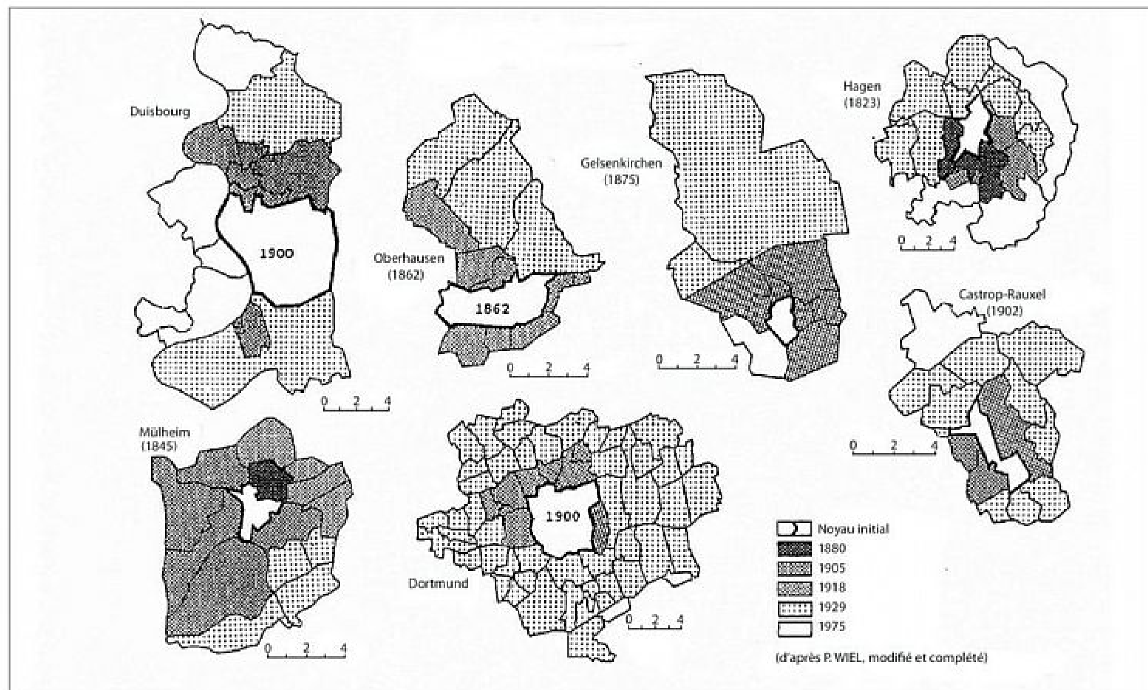
Sources : *id.*, immowelt.de ; Der Berliner Mietspiegel, 2017 ; seloger.com.

La croissance de Berlin du XVIIe siècle à nos jours



Source : *Topographischer Atlas Berlin*, 1975 (Hsg. Senatsverwaltung für Bau-und Wohnungswesen, Berlin) Dietrich Reimer Verlag, Berlin, p. 14.

L'extension territoriale des grandes villes de la Rhur



27. 1920. Puissance de l'économie publique territorialisée

1 En 1884 la petite ville de Altenessen dans la Ruhr obtient du Reich l'autorisation de construire une centrale électrique pour l'éclairage public, imitée bientôt par toutes les autres villes du bassin de la Ruhr. La demande s'accroît (éclairage public, tramways, industrie) en effet rapidement. Le 25 avril 1898, la RWE (Rheinich-Westfälisches Elektrizitätswerk AG) est créée comme filiale d'un électricien privé Elektrizitätswerk AG vorm. Lohmeyer & C° de Francfort/Main. Les générateurs de la centrale fonctionnent avec la vapeur produite par Stinnes dans sa mine Viktor-Mathias, ce qui lui évitait ainsi de payer la taxe syndicale sur le prix de vente du charbon. La production de l'usine dépassant vite ses besoins, Stinnes sait intéresser les municipalités, dans un rayon sans cesse plus large, à une distribution de courant unifié, en leur ouvrant l'accès au capital de la compagnie d'électricité. Par ailleurs, l'électricité ainsi produite permettait aussi aux petites entreprises de se libérer de la tutelle du Kohlensyndikat. En 1905, les grandes cités de Essen, Gelsenkirchen et Mülheim/Ruhr achètent 30,8 % du capital, en mobilisant les fonds des caisses d'épargne. *En 1920, pas moins de 45 communes de Rhénanie-Westphalie disposent de 51 % du capital de l'électricien*, et leur nombre passe à 79 en 1929. La firme change de dimension quand elle acquiert des intérêts dans le gisement de lignite de Cologne ; avec la construction d'un réseau de lignes à haute tension, RWE étend son marché à

l'Allemagne rhénane et méridionale, et même à l'étranger. Aujourd'hui, les 57 communes et 28 institutions publiques (caisses d'épargne, sociétés de transport collectif, banques régionales) actionnaires disposent d'une minorité de blocage et de 24 % d'un capital largement dispersé dans le public, ce qui leur rapporte 350 millions € d'intérêts chaque année, chiffre en baisse depuis la déstabilisation du groupe liée au désengagement nucléaire de l'Allemagne.

2 C'est selon un schéma comparable que naît en 1906 la Elektrizitätswerk Westfalen AG à Bochum, dont le capital est détenu par les communes et Kreise ruraux de la Ruhr orientale. Comme à Essen, l'électricien bénéficie de contrat de livraison avec les mines locales et d'un marché en expansion continue. Par absorption de petites compagnies locales, la firme de Bochum grandit, et devient le géant VEW (Vereinigte Elektrizitätswerke Westfalen), symétrique et rival westphalien de la RWE rhénane. Les deux firmes produisent et distribuent également du gaz. Elles ont fusionné en 1999. Aujourd'hui, RWE est le deuxième groupe énergétique d'Allemagne, avec 59000 emplois pour 45,8 Mrd € de chiffre d'affaires (2016) ; il produit l'équivalent des 2/3 de l'électricité d'EDF.

3 Ce schéma est répliqué dans d'autres régions, si bien qu'aujourd'hui encore, plusieurs gros producteurs d'électricité sont sous contrôle public partiel, sans jamais avoir été nationalisés.

4 **ÉCONOMIE PUBLIQUE TERRITORIALISÉE.** À la fin du XIXe siècle s'esquisse la structure actuelle de l'économie marchande, où coexistent, à la fois complémentaires et concurrents, 4 secteurs :

- un bloc concurrentiel, innovateur, tourné vers l'exportation, où figurent les grands groupes multinationaux, le *Mittelstand* exportateur, les banques d'affaires et compagnies d'assurance ;
- le secteur de l'économie sociale et solidaire, regroupant les banques, assurances et sociétés coopératives et mutuelles et nombre d'institutions gravitant autour d'elles ;

- le secteur de l’économie tertiaire et résidentielle induit par l’activité des deux précédents (commerce, services, BTP, immobilier et une partie de la fonction publique).

5 À l’intersection de ces trois secteurs a émergé dans la dernière décennie du XIXe siècle le vaste secteur de l’économie publique territorialisée, qui repose sur les entreprises publiques mixtes détenues par les collectivités locales (comme RWE ou VEW mais aussi sociétés municipales de services urbains – *Stadtwerke* –), les banques de Länder, caisses d’épargne, ainsi que sur les communes et Länder eux-mêmes. Ce secteur, très développé dans une structure fédérale, est sans équivalent en France, pays centralisé. Le budget des communes et des Länder est énorme : il dépasse un demi-millier de milliards € en 2016 (611,5 Mrd € exactement). Cette économie publique territorialisée – soumise directement ou indirectement à un contrôle démocratique, par le jeu des élections municipales et régionales, contribue à enraciner une solide démocratie de proximité.

6 Les communes sont le fer de lance de cette économie. Dès 1848, un service des eaux municipal est créé à Hambourg ; puis c’est la distribution de gaz qui est assurée par la ville de Wuppertal (1868) et d’électricité à Altenessen (1884). Le mouvement prend de l’ampleur avec les annexions de communes, et la naissance de la *Großstadt*, encouragée par le socialisme municipal de la social-démocratie. Les villes deviennent des acteurs économiques à part entière. Depuis 1920, à la demande du Städtetag, les services urbains municipaux (*Stadtwerke*) deviennent des entités autonomes : elles ont un statut privé (société anonyme – AG –), ne sont pas financées par l’impôt, mais par la vente des biens et services qu’elles produisent, gage d’une bonne gestion et d’une recherche de productivité. Chacune de ces « entreprises municipales » possède son budget, son patrimoine, son personnel et sa gestion propres. L’histoire de ces

sociétés montre qu'elles agissent comme des groupes privés : gestion rigoureuse, fusions-absorptions, diversification de l'offre, qualité du service, tout en conservant comme objectif principal l'économie du bien commun : par exemple des transports publics sûrs et sans grèves ou des logements de bonne qualité à loyers raisonnables. La gestion de l'entreprise est confiée à un *Dezernat*, élu disposant des compétences techniques et professionnelles, et dont l'activité est intermédiaire entre politique pure et gestion d'entreprise, comme un *city manager* à l'américaine ; ce qui permet de concilier les tensions entre légitimité politique et compétence technique, entre suffrage électoral et efficacité économique.

7 Au fil du temps, les *Stadtwerke* ont élargi leur domaine d'activité, venant concurrencer les entreprises du secteur privé : production de services urbains, gestion des réseaux (tramways, bus, eau, gaz, électricité), nettoyage des rues et canalisations, abattoirs, halles de marché, installations portuaires, aéroports, hôpitaux, imprimerie municipale, écoles, théâtres... Bien ancrées dans le territoire, les *Stadtwerke* ont su résister à la vague de privatisation des services urbains dans les années 1990 : le municipalisme allemand s'est adapté avec souplesse aux conditions de la concurrence capitaliste. Regroupées dans une fédération nationale, les centaines de *Stadtwerke* emploient 120000 personnes, et desservent chaque jour des dizaines de millions de clients.

8 Un autre secteur de l'économie est en partie détenu par les collectivités locales : le logement. Après 1918, les entreprises ont cédé le pas aux municipalités et à des acteurs privés (associations, Églises, syndicats) dans la construction de logements. Le logement social obtient un statut protecteur contre la spéculation immobilière ; le service municipal du logement (*Wohnungsamt*) rapproche l'offre de la demande, informe, oriente l'urbanisme. Les

villes, assez vastes et riches, peuvent faire des réserves foncières ; elles fixent les zones d'habitat sur les lignes de transport collectif – une évidence, sans doute... mais, à considérer le bourgeonnement anarchique des lotissements en périphérie des villes françaises, déconnectés de toute ligne d'autobus, c'est encore rare en France... Dès 1920, le Land de Hesse rejoint les communes comme acteur important du secteur du logement. Aujourd'hui, sur les vingt premières sociétés de construction de logement en Allemagne, 9 sont privées et 11 sont publiques. L'une des plus grandes, la SAGA GWG de Hambourg construit 2500 à 3000 logements neufs par an. Issue de la fusion de la SAGA – société municipale créée par la ville d'Altona en 1922, et de la GWG – société de construction immobilière créée en 1926 par la Confédération syndicale ADGB (Allgemeiner Deutscher Gewerkschaftsbund) et elle-même intégrée ensuite au groupe immobilier géant Neue Heimat du DGB, la SAGA GWG – détenue à 100 % par le Land de Hambourg – possède un patrimoine de 132062 logements, soit 14,6 % du parc immobilier de la cité hanséatique, pour une valeur de 3,7 Mrd €. Les loyers proposés y sont de 12 % inférieurs au prix du marché, mais géré rigoureusement, le groupe réalise 146 millions € de bénéfice net en 2016. Il possède plusieurs filiales, et agit dans les quartiers, offrant divers services, conformément à sa mission sociale : aide aux personnes âgées, aux jeunes (clubs de sport ou culturels), aux handicapés, aux chômeurs, il sponsorise diverses manifestations, comme le festival de musique du Schleswig-Holstein, etc. C'est, pour la ville de Hambourg, un acteur stratégique. Chaque année, la ville de Hambourg construit 10000 logements, dont 3000 sociaux, et en a programmé quelques milliers supplémentaires pour les 30000 réfugiés du Moyen-Orient qu'Angela Merkel lui a affectés. Mais le cas de Hambourg n'est pas isolé. Il existe 750 sociétés communales

de construction immobilière dans le pays, qui gèrent 2,5 millions de logements, pour 5 millions d'habitants. L'importance du parc locatif « social » aux mains des villes germaniques pèse sur le marché local et sur le montant des loyers ; il tempère un marché immobilier tendu depuis l'afflux de populations nouvelles dans un pays déjà densément peuplé (220 h/km^2). Ainsi les loyers moyens à Lyon sont sensiblement inférieurs à ceux de Munich, équivalents à ceux de Francfort/Main et supérieurs à ceux de Cologne, villes comparables ; ceux de Toulouse sont supérieurs de 30 % à Hanovre (même population), ceux de Stuttgart (600000 hab.) au niveau d'Angers ou de Rennes (200000 hab.). Néanmoins, les listes d'attente sont longues : à Stuttgart, 4000 personnes attendent un logement social, alors que la ville se doit d'accueillir 8000 réfugiés...

9 Les Länder participent aussi à l'économie publique territorialisée, non seulement par la masse des salaires redistribués dans le circuit économique et par leurs budgets d'investissements mais aussi par leurs participations dans de nombreuses sociétés (transport, logement, production de services ou de biens, comme l'électricité), et par leurs banques, qui irriguent l'économie régionale de crédits ; ainsi deux banques publiques du Wurtemberg et du Bade, créées respectivement en 1924 et 1934, ont fusionné en 1972 pour créer la L-Bank, Staatsbank für Baden-Württemberg : c'est une banque publique de développement régional (l'équivalent, en plus ancien et à l'échelon régional, de bpifrance) une solide institution (1236 emplois, bilan de 73,3 Mrd € – le 20e rang en Allemagne –), ayant pour mission des prêts aux familles avec enfants, des aides aux infrastructures et à la construction de logements et des crédits au *Mittelstand* régional : en 2015, elle ainsi soutenu 9957 entreprises, soit 248 721 emplois préservés et 10717 emplois créés. Comme les caisses d'épargne (liées aux communes) mais à l'échelle régionale,

ces banques deviennent des partenaires privilégiés des PME ; elles participent activement à la création de cet « écosystème » si propice à leur épanouissement : octroi de crédits, conseil, capital-risque, aide à la digitalisation en relation avec l’université, etc. La L-Bank possède même 4 parcs technologiques, à Stuttgart-Vaihingen, Göppingen (microélectronique), Karlsruhe et Tübingen (nanotechnologies) où prospèrent 253 PME (10118 emplois).

10 Les caisses d’épargne (*Sparkassen*) jouent également un rôle majeur dans l’économie nationale. La première caisse, privée, a été créée à Hambourg en 1778, par des commerçants et intellectuels philanthropes pour accorder des mini crédits aux populations pauvres ; puis à Oldenbourg (1786). La première caisse d’épargne communale, à Göttingen, date de 1801 – en France c’est Paris en 1818 –, la ville apportant sa garantie aux engagements de l’établissement. Le code communal de vom Stein (1808) instituant l’auto-administration communale (*Selbstverwaltung*), de nombreuses villes suivent le même chemin ; en 1838, l’État prussien renforce la crédibilité des caisses en garantissant la sécurité des dépôts. À cette date, il existe 85 caisses publiques dans le pays, le chiffre passe à 234 en 1850, 932 en 1870 et 2700 en 1900 : c’est le réseau le plus dense du monde.

11 De 1851 à 1910, les caisses d’épargne ont financé 26,6 % de l’économie allemande ; c’est pratiquement la même proportion aujourd’hui. Elles fusionnent, au rythme où les communes se regroupent, créent des centrales de virement (*Girozentrale*) pour faciliter les compensations entre caisses, ce qui démultiplie leur puissance. Les *Sparkassen* deviennent le bras armé des villes. Comme elles bénéficient d’emblée du statut de banques universelles, l’arrondissement rural le plus petit, le plus reculé du pays dispose d’un siège de banque où se prend une décision pouvant concerner un

artisan, un village ou un particulier ; d'où une action en profondeur, au service de l'économie locale ; cette omniprésence sur le territoire et le *Regionalprinzip* qui veut que les crédits soient exclusivement affectés dans le périmètre d'activité de la caisse ou de la L-Bank, permet des circuits de financement courts ; c'est un facteur de stabilité et de dynamisme de l'économie locale qui explique beaucoup de l'industrialisation des campagnes allemandes ; les caisses sont aujourd'hui le partenaire privilégié du *Mittelstand* auquel elles accordent 81,2 Mrd € de crédits en 2014. Les 413 caisses d'épargne d'Allemagne emploient 324200 personnes ; la plus grande, celle de Hambourg (HASPA AG), créée en 1827, compte 5000 salariés, pour 29,5 Mrd de crédits alloués en 2016.

12 Aujourd'hui, on peut considérer qu'entre le quart et le tiers de l'économie nationale dépend du secteur public et parapublic territorialisé, sans pour autant que le pays ne soit fonctionnarisé comme la France ou les pays scandinaves.

LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE ALLEMANDE PAR LES CAISSES D'ÉPARGNE (EN % DU TOTAL NATIONAL)

Crédit aux entreprises	27,8 %	soit 361,6 Mrd €
Crédit au logement	34,9 %	soit 272 Mrd €
Prêts aux particuliers	37,4 %	soit 682,2 Mrd €
Prêts à la consommation	22,1 %	soit 49 Mrd €
Dépôts des entreprises	12,9 %	soit 129,8 Mrd €
Chiffre d'affaires	29,7 %	soit 601 Mrd €

UNE BANQUE PUBLIQUE AU SERVICE DE L'ÉCONOMIE RÉGIONALE : LA L-BANK DE BADE-WURTEMBERG (RÉPARTITION DES CRÉDITS ET AIDES EN 2015)

CRÉDITS AUX ENTREPRISES RÉGIONALES	**3,24 MRD €**
- *Mittelstand* (4573 entreprises)	2,46

- agriculture - création d'entreprises	0,17 0,61
FINANCEMENT D'INFRASTRUCTURES (routes, éoliennes)	**3,1 MRD €**
CRÉDITS LOGEMENT - accès à la propriété - logements sociaux, logements pour réfugiés	**2,1 MRD €** 1,5 0,6
AIDES AUX FAMILLES	**1,18 MRD €**

SOURCE : L-BANK.

UN GÉANT DES SERVICES URBAINS : LE KONZERN MUNICIPAL DES DE MUNICH (2016)

Données générales
Statut juridique : GmbH (=Sarl) Capital : 100% ville de Munich Date de fondation : novembre 1999 Chiffre d'affaires 2016 : 6,32 milliards € Bilan : 10,67 milliards € Emplois : 9 022 Dépenses salariales : 701,5 millions € Investissements : 746,5 millions € Impôts : 175,5 millions € Participation : Bayern Gas (56,3% d'un capital de 90,7 millions €) 2,2 milliards € CA.
Domaines d'activité
- Production d'énergie (électricité, gaz, réseaux de chaleur, géothermie, éolien) 79,5% du chiffre d'affaires; - Transports collectifs (bus, métro, tramway) 8,0% ; - Services urbains (piscines, location de véhicules et vélos, immobilier) 6,3 % ; - Télécommunications 3,7 % ; - Production d'eau potable 2,5%.
Production de biens et services
- *Transports* : 578 millions voyageurs - *Énergie* : 3 centrales thermiques en cogénération ; 7 centrales de réseau de chaleur ; 5 unités de géothermie en Bavière ; 1 réseau de chaleur ; Parcs éoliens en Allemagne, Norvège, Finlande, Suède, Pologne, France, Croatie, Belgique, Danemark, Grande-Bretagne ; 2 fermes solaires (Allemagne, Espagne) ; 13 barrages de petites hydraulique (Bavière) ; 1 usine de biogaz. - *Services urbains* : 18 piscines (3,56 millions visiteurs) et 10 saunas ; Production d'eau potable (104 Mio m^3/an) ; 1 patinoire avec anneau de glace des réseaux de fraîcheur (climatisation) ; Construction de logements et bureaux ; Gestion d'un parc immobilier de 35 millions m^2. - *Télécommunications* : réseau Munich-net-Telekom Ville intelligente (fibre rapide et optique large bande). - *Responsabilité sociale* : sport, aide aux enfants en difficulté (640 000 €/an), formation, soutien à l'agriculture biologique et à la gestion durable des forêts.

SOURCE : MÜNCHEN.

L'ÉTAT ACTIONNAIRE LES PRINCIPALES PARTICIPATIONS DU LAND DE BAVIÈRE (2016)

Répartition sectorielle
Recherche-développement-technologie (23%) Services (15%) Médias (17%) Infrastructures (15%) Transports (13%) Banques (6%) Industrie (4%) Immobilier (7%) Nombre d'emplois : 33500 Nombre de participations : 68 (1.1.2016)
Principales participations
Aéroport de Munich (51%) soit 156,6 millions € Aéroport de Nuremberg (50%) soit 21,562 millions € Lfa Förderbank Bayern (100%) soit 363,13 millions € Bayern LandesBank (100%) soit 2 800 millions € Kredit Anstalt für Wiederaufbau (KfW) (2,44%) soit 91,5 millions € Messe Muenchen GmbH – Foire de Munich – (49,9%) soit 124,05 millions € E.ON (firme énergétique) 1,44 % soit 28,399 millions € Munich Bio Tech Development – fonds d'investissement dans les start-up de biotechnologie – (25,69%) soit 37,67 millions € Luitpoldhütte AG, Amberg-fonderie (25,72%) soit 0,437 millions € GSB – déchetterie, produits dangereux – (79,4 %) soit 33,55 millions € Siedlungswerk Nürnberg GmbH – construction de logements – (87,16 %) soit 2,7 millions € Stadibau – immobilier – (100 %) soit 10 millions € Bayerische Seenschiffahrt GmbH – Compagnie de navigation du Königssee, Amersee, Tegernsee, Staubergersee (100%) soit 1,2 million € Ports de Ratisbonne, Bamberg, Aschaffenburg, Passau, Nuremberg…

SOURCE : BETEILIGUNGSBERICHT DES FREISTAATES BAYERN, 2016.

28. 15 octobre 1923. Le plan d’austérité de Hans Luther sauve l’Allemagne

---

1 La défaite de 1918 a plongé l’Allemagne dans le chaos ; les premières années de la république de Weimar sont traversées d’évènements de première grandeur : l’abdication forcée de l’empereur Guillaume II, la révolution de novembre, les grèves générales (on perd 19,7 millions de jours de travail entre 1919 et 1924 contre 2,07 millions pendant la crise 1930-1932), les émeutes sanglantes, les tentatives de coup d’État, les représailles sévères, les assassinats d’hommes politiques. L’Allemagne se disloque. En même temps se profile un autre danger insidieux, plus grave encore, dont l’ombre immense obscurcit soudain le ciel : la tourmente financière de la grande inflation.

2 **La grande inflation.** Ses causes sont multiples. D’abord le service écrasant d’une dette démesurée, passée de 5 à 155 milliards de marks entre 1913 et 1919, dont 49 exigibles à court terme. Alors que la France et l’Angleterre ont financé la guerre surtout par l’impôt, l’Allemagne a emprunté et fait tourner la planche à billets ; l’effort fiscal imposé par le ministre Erzberger n’a pas été suffisant, et les entreprises ont répercuté ces charges sur les prix. Autre cause : le 31 juillet 1914, la convertibilité du mark est suspendue, mettant fin à l’obligation de la Reichsbank de racheter les billets contre

l'équivalent en or ; de fait, cette suspension permet à la banque centrale d'ouvrir un crédit illimité à l'État pour financer l'effort de guerre ; ce déficit et l'endettement extérieur s'auto-entretiennent. La vitesse de circulation de la monnaie est aussi en cause selon de nombreux spécialistes à l'origine de l'emballement inflationniste. La perte de confiance s'installe, d'abord à l'étranger, puis dans le pays et la pression spéculative sur le mark s'accroît, tandis qu'on rechigne à souscrire aux rentes d'État payées en papier dévalué. À cela s'ajoute la forte hausse des produits alimentaires et du charbon : dès octobre 1915 il y a des émeutes à Berlin ; Hans Luther a vécu ces moments difficiles. Enfin l'indexation des salaires des ouvriers et de la classe moyenne sur les prix, puis l'intransigeance française sur le paiement des réparations, – en mai 1921 les Alliés exigent le paiement de 2 milliards de marks-or par an, jusqu'à concurrence de 136 milliards... ajoutent leurs effets au mal. En quelques mois, le mark perd toute sa valeur. Effrayante spirale qui commence à l'été 1922. En juillet 1914 le mark, indexé sur l'or, vaut... 1 mark-papier. Puis le décrochage commence : il vaut 10 marks en janvier 1920, un million le 8 août 1923, et 1000 milliards le 20 novembre 1923 ; la circulation fiduciaire atteint le chiffre surréaliste de 224 milliards de milliards de marks-papier. Pas moins de trente papeteries et 132 imprimeries tournent 24 heures sur 24 pour fabriquer des billets qui ne valent strictement rien... Le taux d'intérêt dépasse 10 % par jour ! Les ouvriers exigent d'être payés au jour le jour, matin et soir, tant la monnaie fond vite entre leurs doigts... les prix changeant plusieurs fois par jour, le travail industriel devient impossible. Les paysans refusent de livrer le lait, la viande, les pommes de terre en échange du mark papier, les prix flambent, le marché noir s'installe, la disette menace... Des villes impriment leur propre monnaie, échangeable contre des pommes de

terre… On paie les salariés en… chaussures, aussitôt échangées contre du pain. Le chômage s'étend.

3 Les effets de la grande inflation sont encore discutés. Son influence sur l'émergence du nazisme n'est guère crédible aux yeux de certains spécialistes (A. Wahl, B. Widdig, A. Fergusson) car, selon eux, d'assez larges couches de la population (paysans, artisans, petits propriétaires, sans oublier la grande bourgeoisie) auraient été épargnées par le cyclone. Mais il a ruiné les rentiers, les petits porteurs dont les dividendes sont calculés à l'année, les retraités, et surtout accéléré le déclassement des couches populaires. La grande inflation a profondément traumatisé les Allemands. Elle symbolise, à l'époque, l'incapacité de la jeune démocratie et de la république parlementaire à maintenir la stabilité économique. Or le mark a une résonnance profonde et ancienne dans la conscience germanique : c'est une monnaie millénaire, qui date du XIe siècle (le franc français a été créé en 1795). Ceci explique les fortes réticences vis-à-vis de toute manipulation, et plus encore, l'hostilité de la population à l'égard de l'euro quand le DM a disparu.

4 Si la grande inflation n'avait pas été jugulée en moins d'un an (10 mois et demi exactement), elle aurait tout balayé, l'État et la société.

5 Rétablir l'économie de la 3e puissance mondiale partant à la dérive est un défi colossal, sans précédent dans l'histoire. La tâche exige sang-froid, courage, compétence : Hans Luther (1879-1962) incarne ces vertus.

6 **Hans Luther.** Qui est cet homme ? curieusement, l'histoire semble avoir oublié le nom de ce descendant de Martin Luther. Bien souvent, les manuels scolaires ou universitaires attribuent ce premier miracle économique – entre le 15 novembre 1923 et le 30 août 1924 – au Dr Hjalmar Schacht, laissant dans l'ombre les

autres protagonistes. À lui seul pourtant, Hans Luther résume une partie de l'histoire de l'Allemagne : « il a eu plusieurs vies » comme le titre son biographe (Edmund Clingan, *The lives of Hans Luther*, 2010), il a servi Guillaume II, la république de Weimar, Hitler et enfin la jeune RFA. Il a servi l'Allemagne.

7 Son parcours est très représentatif de la formation des élites allemandes. Protestant, fils de commerçant, il commence ses études à Genève où il découvre la vie cosmopolite sur les rives du Léman. Il voyage beaucoup avec ses parents, reprend ses études à Berlin et à Kiel, avec les meilleurs spécialistes du droit (Hugo Preuss) et de l'économie (Gustav v. Schmoller). Flexible, pragmatique, inventif, il sait s'adapter. Consciencieux, professionnel, il gravit un à un les échelons de l'administration et du pouvoir, après avoir fait ses preuves, dans la tradition allemande ; pas de parachutage, de trajectoire courte de la « grande école » aux plus hautes responsabilités, sans s'être frotté auparavant, au réel. Carrière administrative : chargé de gérer l'approvisionnement de la ville de Magdebourg, il gagne un procès retentissant contre la firme Kali accusée de rejeter des déchets toxiques dans l'Elbe ; il devient membre du conseil économique. Carrière politique : conseiller municipal à Charlottenbourg, puis élu président du Deutscher Städtetag (1913) – association des villes allemandes –, enfin, élu, à l'unanimité, maire de Essen. Il gagne à ce poste sa réputation de gestionnaire, en faisant face aux troubles qui agitent la ville avant et pendant l'occupation par les troupes françaises ; il lutte aussi contre le séparatisme rhénan. À la fois proche de milieux d'affaires et des scientifiques, il crée en 1919 avec l'ingénieur H. Reisner et des hommes d'affaires une société savante, chargée de la formation continue des ingénieurs, encore active de nos jours. W. Cuno l'appelle au gouvernement comme ministre de l'Agriculture et du

ravitaillement, poste clé dans l'Allemagne affamée des années 20, puis G. Stresemann lui confie les finances, en octobre 1923. Luther négocie le plan Dawes, et, surtout, s'attaque au redressement monétaire et économique du pays. Il est temps : l'économie nationale part en vrille. Luther n'est ni un apparatchik idéologue, ni un technocrate « hors-sol » : c'est un homme d'expérience et de bon sens. Il est certes persuadé que quelques hommes compétents peuvent mieux faire qu'une assemblée d'élus bavards, mais c'est aussi un homme politique, qui sait la valeur du temps et des symboles. Homme politique, mais « politicien sans parti » (Politiker ohne Partei) comme il aime à se définir lui-même.

8 Il reçoit le 12 octobre 1923 les pleins pouvoirs pour sortir l'Allemagne du gouffre où elle s'enfonce. Juguler une inflation démentielle est sans précédent. Dix jours après son arrivée, il propose un plan qui sauve l'Allemagne de la catastrophe. Il est le grand artisan de ce premier miracle économique allemand.

9 On attribue souvent ce succès au Dr Hjalmar Schacht, directeur de la Darmstädter Bank puis de la Reichsbank, mais le mérite en revient surtout à Hans Luther et à ses deux collaborateurs, Karl Helfferich et Rudolf Hilferding qui ont inspiré largement la réforme.

10 **Austérité et miracle.** Le plan Luther/Schacht se déroule en trois étapes, dans un emboîtement rigoureux, qui conditionne impérativement son succès.

11 Première étape : la réforme monétaire. Le 15 octobre 1923, les anciens marks sont échangés à un milliard contre 1, pour une nouvelle monnaie, le Rentenmark (RM). (Verordnung über die Errichtung der deutschen Rentenbank, 15.10.1923). Le RM est une monnaie de transition (*Übergangswährung*) qui remplace l'ancien mark-papier sans valeur, en attendant la nouvelle monnaie à créer. Le RM est émis par la Rentenbank, banque publique de droit privé,

au capital de 3,2 milliards de marks garanti, à défaut d'or, par une créance hypothécaire sur les biens réels de l'industrie et de l'agriculture (terres, outillage, immeubles…). L'idée vient de Helfferich qui avait, quelques années auparavant, imaginé remplacer la monnaie or par la monnaie seigle… La Rentenbank ne met en circulation qu'une quantité limitée de monnaie ; rare, le RM inspire confiance ; il n'a cours que sur le marché intérieur ; il n'a pas de valeur légale puisque c'est une monnaie transitoire, mais il est accepté par tous les établissements bancaires publics. On crée aussi une filiale de la Reichsbank, la Golddiskonto-Bank, alimentée par l'activité de production industrielle et de transport, et par des emprunts d'État ; elle finance l'économie réelle et le commerce extérieur, source de précieuses devises. Le plan de Luther est d'abord accueilli avec méfiance par Schacht pour qui toute monnaie doit avoir une couverture or ; l'audace de Luther l'inquiète. Mais il change d'avis quand le succès de la réforme s'ébauche, au point de s'en attribuer sans vergogne l'entière paternité : « *Wer hat die Rentenmark gemacht ? Natürlich unser Hjalmar Schacht !* » (Qui a fait le Rentenmark ? bien sûr notre H. Schacht !) fut le slogan de sa campagne électorale !

12 Deuxième étape : l'austérité. Elle est drastique. C'est la première à être mise en œuvre en Allemagne, et elle semble préfigurer celle de Schröder en 2003… Elle associe la brutale réduction du déficit budgétaire à la restriction du crédit. L'assainissement budgétaire est assuré par une hausse des impôts jointe à une compression des dépenses. Côté recettes, trois ordonnances (*Steuernotverordnungen*) visent à accroître les ressources de l'État : on avance l'échéance de versement de l'impôt ; on accroît les prépaiements, on élève le niveau de l'impôt sur les sociétés, on taxe les gains liés à l'inflation. Côté dépenses, c'est encore plus sévère : réduction du salaire des

fonctionnaires de 25 à 30 % (il est ramené au niveau de 1913) ; blocage de l'avancement ; diminution drastique du nombre de fonctionnaires : 318000 fonctionnaires d'État et 79000 fonctionnaires des collectivités locales sont mis à la retraite ou licenciés entre octobre 1923 et fin mars 1924 (Personalabbauverordnung 27 octobre 1923) ; les allocations chômage sont réduites. Le budget de 1924 affiche un recul de 24 % par rapport au précédent, mais retrouve l'équilibre en trois ans. Jamais pareille déflation n'avait été mise en œuvre dans un grand pays industriel ; elle est à la mesure de la tornade inflationniste. La purge est douloureuse ; voici ce que dit une chanson satirique de 1924 : « *Warte, warte nur ein Weilchen, dann kommt Luther auch zu dir mit der großen Steuerschraube und macht Knochmehl aus dir* » (attends, attends juste un petit moment, alors Luther viendra aussi à toi avec sa méchante hausse d'impôt et il fera de toi de la poudre d'os). La confiance revient ; des emprunts lancés à l'étranger (États-Unis, Grande-Bretagne) sont couverts sans délai, et les capitaux commencent à revenir dans le pays ; les réserves d'or de la Reichsbank remontent de 0,6 Mrd RM en avril à 1,26 en août 1924, et 3 Mrd en 1928. Par ailleurs, on interdit les émissions de « monnaie « privée »» (moyens de paiement émis par les entreprises, coopératives, banques provinciales privées notamment bavaroises) ; on lutte contre la thésaurisation des devises, en mettant fin à la politique de réescompte de la Reichsbank : comme les entreprises ne peuvent plus se financer par l'escompte, elles doivent céder les devises qu'elles détiennent, ce qui stabilise les prix.

13 Troisième étape : on peut dès lors sortir de la période transitoire du Rentenmark et de la Rentenbank. La loi du 30 août 1924 réorganise la Reichsbank, qui émet une nouvelle monnaie, le Reichsmark ; à nouveau gagé sur l'or, il bénéficie de la convertibilité externe (4,2 reichsmarks pour 1 $). On échange l'ancien Rentenmark contre

la nouvelle monnaie sur la base de 1 pour 1, ce qui conforte la confiance du public ; les deux monnaies circulent encore ensemble jusqu'au 11 octobre 1934.

14 Comment cette politique d'austérité sans précédent a-t-elle été gérée politiquement ? Qui l'a votée ? Toute l'Allemagne tient dans la réponse : c'est une grande coalition, celle qui a porté le gouvernement Stresemann 2, composée de socialistes (SPD), de libéraux (DDP – Deutsche Demokratische Partei), et de conservateurs (Zentrum et DVP – Deutsche Volkspartei –). Les intérêts supérieurs du pays passent avant toute considération politicienne...

15 La déflation brutale provoque une courte mais sévère récession en 1925- 1926 (le PIB recule de 4,1 %), à laquelle Hans Luther répond par une politique contracyclique efficace. La loi du 12 août 1925 met fin aux traités commerciaux avec le Royaume-Uni, la France, l'Italie, la Russie, afin de protéger les intérêts des agriculteurs et industriels ; cette courte période de protectionnisme est complétée par une baisse des impôts significative (sur le revenu, le capital, le foncier). Le PIB rebondit rapidement, porté par une bonne conjoncture internationale : + 18,6 % en 1927, + 2,3 % en 1928 et encore 1,6 % en 1929.

16 L'austérité a payé : l'Allemagne a vaincu *sa* crise. Celle de 1929 est d'une autre nature, elle est importée des États-Unis.

17 La réforme monétaire de 1923-1924 a été menée magistralement, dans un contexte politique dramatique. Elle a exigé un grand courage politique : à plusieurs reprises, les dirigeants allemands ont su prendre des décisions impopulaires mais salvatrices.

18 La partie gagnée, Hans Luther devient le 10e chancelier du Reich, mais pour un an, trois mois et 27 jours seulement ; son gouvernement tombe en 1926, et il se retire de la politique. En mars 1930 il est nommé président de la Reichsbank ; il alerte le

gouvernement Brünning sur le niveau d'endettement à nouveau trop élevé du pays, en vain. Le 6 juin 1931, l'Allemagne se déclare incapable de payer les réparations. Luther soutient la politique de grands travaux publics de Hitler, mais refuse de débloquer les crédits d'armement ; le Führer le relève de ses fonctions. Il devient ambassadeur à Washington (3 mars 1937), puis se retire en Bavière, où il exploite une ferme… Après la guerre, il enseigne quelque temps à l'université de Munich, conseille le gouvernement de la jeune RFA, et meurt, incognito, le 11 mai 1962.

29. 29 novembre 1936. Naissance de l’ordolibéralisme

1 Dans son édition du dimanche 29 novembre 1936, le Frankfurter Allgemeine Zeitung mentionne, dans un article élogieux, une publication universitaire passée inaperçue auprès du grand public : « *Unsere Aufgabe* » (notre tâche), à la grande satisfaction de Walter Eucken (1891-1950) qui en fait part peu après dans une lettre à sa mère. Jeune professeur à l’université de Fribourg-en-Brisgau depuis 1927, Walter Eucken a déjà publié sur l’économie maritime, les matières premières, la grande inflation de 1923, ainsi qu’un hommage à Saint-Simon et une réflexion critique sur le socialisme de Werner Sombart, mais la célébrité vint avec cet article coécrit avec Franz Böhm et Hans Grossmann-Doerth. Les trois hommes se sont trouvés, par « une très étrange coïncidence » à travailler ensemble au département d’économie de l’université de Fribourg. F. Böhm (1895-1977) ancien procureur, est le père du droit allemand de la concurrence ; il voit dans celle-ci « le plus génial instrument de privation de pouvoir » ; H. Grossmaann-Doerth (1894-1944), professeur de droit de la concurrence, né à Prague, obtient un poste à Fribourg et consacre sa leçon inaugurale en mai 1933 aux questions de concurrence. Le manifeste sera repris en 1937 dans le volume 1 de la revue *Ordnung der Wirtschaft*, sous le titre « Die Ordung der Wirtschaft als gesellschaftliche und rechtschöpferische Leistung ».

La revue renaît après la guerre en 1948 sous le titre *'Ordo' Jahrbuch für die Ordnung von Wirtschaft und Gesellschaft*.

2 L'ordolibéralisme est né.

3 Depuis plusieurs années, Walter Eucken s'interrogeait : « comment une industrie industrielle moderne peut-elle être intégrée dans un système à la fois efficace et humain ? ». Il observe qu'avant 1914, l'économie libérale non encadrée par l'État engendre des monopoles, étouffant la liberté d'entreprise, et qu'après 1919, l'intervention de l'État se développe, mais sur le modèle de l'économie administrée soviétique. Dans les deux cas, le problème du rapport de la liberté individuelle à la puissance – privée ou publique – n'est pas résolu, mais simplement déplacé. La recherche d'une 3e voie fonde la recherche de W. Eucken et de ses amis K.P. Hensel, F. Lutz, K.F. Maier, L. Mirksch, C. von Dietze ou A. Lampe, regroupés dans les Freiburger Kreise (cercles de Fribourg). En 1932, ils publient un article qui suscite l'intérêt par sa critique de la politique économique de Weimar, montrant que l'intervention de l'État empêche le développement des forces économiques porteuses de prospérité, notamment en favorisant les monopoles.

4 Du 26 au 30 août 1938 se tient à Paris un colloque organisé à l'initiative du journaliste économique américain Walter Lippmann et du Français Louis Rougier, afin de « refonder le libéralisme ». Les 26 intervenants – parmi lesquels figurent Raymond Aron, Jacques Rueff, Friedrich Hayek, André Piatier, Alexander Rüstow et Ludwig von Mises – ont en commun d'être hostiles à l'interventionnisme étatique. L'idée d'un nouveau libéralisme considérant que le rôle de l'État se limite à fixer les règles juridiques assurant le bon fonctionnement du marché tout en déployant un filet social à la population, triomphe finalement de la version

minoritaire d’un libéralisme total excluant toute intervention de l’État, prônée par J. Rueff, F. Hayek ou L. von Mises.

5 Pour F. Bilger, ce colloque est « l’acte de naissance officiel du nouveau libéralisme » ; mais la conception a bien eu lieu à Fribourg !

6 En se référant à la notion d’ordo, empruntée à saint Augustin, c’est-à-dire à un ordre social idéal fondé sur les valeurs fondamentales de l’homme, l’ordolibéralisme marque une rupture majeure avec la philosophie matérialiste marxiste et avec l’utilitarisme des libéraux classiques. Il affiche aussi son adhésion à la tradition chrétienne et à la philosophie idéaliste allemande, dont le père de Walter Eucken, le prix Nobel Rudolf Eucken, fut un des promoteurs au début du XXe siècle. Il ne s’agit pas seulement de trouver une voie médiane entre socialisme dirigiste et initiative individuelle dans une économie de marché, de libérer l’économie, accroître la richesse et le bien-être individuel et collectif, il s’agit surtout de créer un ordre économique et social à la fois efficace et juste. Pour Eucken « l’économie de marché est une condition nécessaire mais non suffisante d’une société libre, juste et ordonnée » qui est à ses yeux, le véritable objectif. Il y donc primauté des valeurs sur les intérêts : l’économie doit être soumise à la morale. Selon W. Röpke, inspiré par la morale kantienne, « c’est un commandement de la morale et de l’humanité que d’adapter l’économie à l’homme, et non l’homme à l’économie » (*Au-delà de l’offre et de la demande*, 1961, Payot, p. 18). A. Rüstow le souligne également avec force : « il y a infiniment de choses qui sont plus importantes que l’économie : la famille, la commune, l’État, le spirituel, l’éthique, le culturel, bref l’humain. L’économie n’en est que le fondement matériel. L’objectif est de servir ces valeurs supérieures ».

7 L’école de Fribourg s’est donc attachée à trouver une voie médiane, entre dictature du socialisme et anarchie du libéralisme, entre État

et monopole. L'idée centrale est d'établir une constitution économique et sociale (*Wirtschaftsverfassung*) déterminant les règles auxquelles doivent se soumettre les opérateurs privés et publics. L'ordolibéralisme est en quelque sorte « une variation volontaire du libéralisme contemporain », pour reprendre l'expression de F. Bilger. La tâche la plus urgente des règles de cette constitution, qui seule assure une meilleure utilisation des forces productives, est la protection des marchés, dans un ordre concurrentiel, contre les empiètements de l'État et des monopoles. F. Böhm rappelle que « le but de l'économie ordonnée est de créer et d'appliquer ces règles du jeu, pas d'intervenir dans le jeu » (*Ziel der Ordungsökonomik ist die Bildung und Durchsetzung allgemeiner « Spielregeln », nicht der Eingriff in den « Spielverlauf »*).

8 L'ordolibéralisme est devenu après-guerre, le pilier doctrinal de l'économie sociale de marché (*Soziale Marktwirtschaft*), qui en est la déclinaison politique. L'économie sociale de marché, c'est en quelque sorte, le libéralisme ordonné, en action ; un libéralisme à l'allemande, pragmatique, consensuel, qui répudie tant le dirigisme que le laisser-faire classique ; un libéralisme nourri de la tradition chrétienne et idéaliste allemande – qui a foi dans l'homme comme moteur de l'histoire. Ironie de l'histoire, c'est un universitaire ayant adhéré au NSDAP en 1933, Alfred Müller-Armack (1901-1978) qui utilise le premier l'expression de « *Soziale Marktwirtschaft* » comme titre du chapitre 2 de son livre *Wirtschaftslenkung und Marktwirtschaft* publié à Hambourg en 1947 et contribue à diffuser les idées des ordolibéraux. Ludwig Erhard (1897-1977) conseiller économique pour le gouvernement militaire américain d'occupation en Bavière, puis ministre du Commerce et de l'Industrie, accède à cette date au poste clé de directeur de l'administration de l'économie de la bizone. Il fait entrer W. Eucken au conseil scientifique ; or Eucken,

personnalité attachante, jouit d'un grand prestige ; il est très cultivé, au cœur de l'intelligentsia germanique et a eu de multiples entretiens avec des hommes de premier plan comme F. Hayek, J. Schumpeter, mais aussi W. Heisenberg (prix Nobel de physique en 1932), H. Staudiger (Nobel de chimie), les peintres August Macke et E. Kirchner, les philosophes Karl Popper et E. Husserl. De son côté, W. Röpke jouit d'une renommée internationale ; c'est un vulgarisateur hors pair qui apporte une contribution active et féconde au mouvement ; il publie en 1949 un article remarqué par K. Adenauer – *Der Griff des Staates nach der Wirtschaft* – (l'emprise de l'État sur l'économie) qui sollicite sa plume pour rédiger le programme électoral de la CDU dans une lettre du 30 juin 1949, à la veille d'élections qui décideront si « l'Allemagne sera dirigée ou non par une majorité socialiste ». En septembre 1949, L. Erhard devient ministre fédéral de l'économie de la jeune république, et met en œuvre les principes de l'ordolibéralisme.

9 La phase ordolibérale de la reconstruction allemande correspond au fameux « miracle » entre 1948 et 1966, avant la phase keynésienne déclenchée par la courte récession de 1967. Durant ces vingt années, l'État n'intervient que pour assurer le bon fonctionnement des mécanismes du marché, par la libre concurrence et la vérité des prix, en corrigeant quelques abus (protection sociale). La période 1982-1998 marque un retour de la doctrine selon laquelle l'État borne son action à définir le cadre (*Rahmen*) de la vie économique, et non le processus (*Prozess*) c'est-à-dire la production et l'échange. Les autres piliers de l'économie sociale de marché – stabilité de la monnaie et des prix, liberté d'entreprise par la concurrence, respect de la propriété privée, équilibre des finances publiques – forment le socle de la politique économique allemande. Il est intéressant de remarquer que le traité de Lisbonne instaure « une économie sociale

de marché hautement compétitive » comme un des objectifs de l'Union. Il faut préciser cependant que l'économie sociale de marché n'est pas une application parfaite de la doctrine ordolibérale ; elle est d'emblée conçue comme un système hybride, avec une composante économique fidèle à la doctrine ordolibérale, et une composante sociale puisant à d'autres sources comme le christianisme social. De plus, ce système est évolutif, s'adaptant en fonction de la conjoncture. A. Müller-Armack élabore sa synthèse doctrinale en s'appuyant sur la conviction que l'organisation économique ne dépend pas des préférences doctrinales, mais doit être abordée comme « une question scientifique », et que théorie et empirisme se complètent ; il rejoint ainsi W. Sombart (1930) qui disait « *eine Nationalökonomie ohne Theorie ist blind, eine solche ohne Empirie ist leer* » (une économie politique sans théorie est aveugle, elle est vide sans empirisme). Pragmatique, A. Müller-Armack ne refuse pas par principe la concentration d'entreprises, la politique économique devant se moduler à partir des réalités. Karl Schiller le rejoint. Dans son discours de politique générale en 1968, il reconnaît la grande entreprise comme un phénomène légitime, et indispensable pour affronter la concurrence internationale. À mi-chemin entre Eucken et Keynes, il résume ainsi sa doctrine : « la concurrence, autant que possible, la planification, autant que nécessaire ». Mais la concertation avec les partenaires sociaux, comme la stabilité monétaire, reste au cœur du modèle allemand.

10 L'audience de l'économie sociale de marché sera telle que le SPD – qui jusque-là réclamait pour l'État un rôle décisif dans l'économie- n'a acquis de crédibilité aux yeux de l'opinion qu'en 1959, quand il adhère officiellement aux thèses de l'économie sociale de marché dans son programme de Bad-Godesberg.

11 Si l'économie sociale de marché est au cœur du modèle allemand depuis 1945, la reconstruction s'est opérée de façon diamétralement opposée en France où la volonté de nationaliser les secteurs clés de l'économie finit par triompher : portée davantage par la SFIO que par le PCF ou la CGT, elle devient une pomme de discorde entre divers courants et tendances au sein du Conseil national de la Résistance, avant que le discours de M. Thorez au comité central (janvier 1945) ne rallie le PCF à cette option : les nationalisations s'opèrent alors par vagues : charbonnages (14 décembre 1944), Renault (15 janvier 1945), Air France (26 mai 1945), Banque de France et quatre banques de dépôt (2 décembre 1945), électricité et gaz (8 avril 1946), assurances (25 avril 1945) puis d'autres en 1948 – constituant un énorme secteur public. Comment expliquer cette différence ? En Allemagne, le SPD était assez favorable aux nationalisations (sous Weimar, l'État a pris le contrôle des chemins de fer en 1920 et de trois banques privées en 1932), mais après-guerre le discours scientifique très solide des ordolibéraux auprès des Alliés, des dirigeants allemands mais aussi des journalistes et des hauts fonctionnaires, tout comme le rejet unanime de l'étatisation nazie finissent par s'imposer. Il faut dire que la pensée économique allemande depuis les années 1900/1920 jouit d'un grand prestige dans le pays et à l'étranger ; l'école germanique est une pépinière où fleurissent mille talents, de Joseph Schumpeter à Friedrich Hayek, de Ludwig von Mises à Franz Oppenheimer, sans oublier Adolph Wagner, Karl Knies, les sociologues Werner Sombart et Max Weber, et l'école de Fribourg, où se distinguent maints économistes brillants comme Alexander Rüstow, Friedrich Lutz, Franz Böhm, Leonhard Miksch. L'influence des universitaires dans les cercles politiques et les milieux d'affaires est à la mesure du prestige dont jouit l'université allemande dans la société. En France, il est probable que

le renom de Jacques Rueff et de Raimond Aron soit encore insuffisant pour contrer l'influence idéologique des socialistes puis des communistes.

12 Dans son édition du 8 février 2016, le *Tagesspiegel* rend hommage à « ces architectes oubliés du miracle économique allemand », dont l'un des membres, le Pr. Constantin von Dietze, chrétien antinazi, est mort en déportation. La même année, Patricia Commun publie, en écho, une belle étude sur *Les ordolibéraux. Histoire d'un libéralisme à l'allemande*, Paris, Les Belles Lettres, 418 p.

30. 13 juin 1944. L'ultime percée scientifique et technique allemande

1 Le 13 juin 1944, à 4h18, une semaine après le débarquement allié en Normandie, un engin explosif survole la banlieue de Londres et s'écrase à Swanscombe, près de Gravesend, sur la Tamise, sans faire de victimes. Mais dans les jours qui suivent, un déluge de feu s'abat sur Londres : l'Angleterre subit la première attaque de missiles de l'histoire.

2 Les armes miracles (*Wunderwaffen*) de Hitler, aux effets minimes sur le plan militaire, n'ont guère pesé sur le sort de la guerre. Elles présentent cependant un intérêt majeur, en tant qu'aboutissement et point de tension extrême d'un effort de guerre.

3 Curieusement, leur développement ne s'inscrit pas dans une stratégie cohérente et délibérée ; il résulte davantage d'une succession de décisions, parfois contradictoires, liées aux volte-face du Führer et aux circonstances.

4 Ces « armes secrètes » témoignent avant tout d'une capacité d'innovation unique dans l'histoire économique allemande. Longtemps, l'Allemagne s'est bornée à imiter, adapter, améliorer les procédés et produits innovants nés en Angleterre, en France ou aux États-Unis, avant de capitaliser un énorme savoir scientifique et technique que les deux guerres mondiales portent à un haut degré

de sophistication. L'extraordinaire densité de talents scientifiques et de compétences techniques formés dans les *Technische Hochschulen* (TH) et les universités a donné à l'Allemagne, pendant quelques décennies, un avantage technologique sans précédent en Occident. Les « armes secrètes » d'Hitler sont très largement issues d'une innovation endogène, d'une créativité foisonnante, dans un contexte de nationalisme exacerbé, de concurrence féroce entre les industriels et de mobilisation de toutes les énergies disponibles après 1942, quand s'installe la guerre d'usure.

5 **Missiles, avions à réaction, énergie nucléaire.** Dès 1920, l'armée allemande entreprend les premières recherches sur des armes nouvelles susceptibles d'échapper aux interdictions du traité de Versailles. Ainsi le centre d'essai de Kummersdorf (créé en 1874 sur le Mellensee dans la banlieue de Berlin), abrite les premières recherches sur les fusées. En 1931, son directeur, Walter Dornberger (ingénieur TH Berlin) s'emploie, avec von Braun arrivé l'année suivante, à la mise au point de fusées au propergol liquide. En 1934, deux tirs d'essais ont lieu depuis l'île de Borkum, et l'avionneur Heinkel apporte son soutien aux recherches. En 1936, le centre déménage à Neuhardenberg (70 km à l'est de Berlin) puis à Pennemünde, sur l'île d'Usedom, en Poméranie occidentale, près de l'actuellefrontière polonaise. On y construit une base militaire, un centre de recherche et d'essai puis une usine de fabrication de fusées (achevée en juin 1937) – c'est le plus moderne complexe de ce type au monde, 12000 personnes y travaillent – tandis que Kummersdorf abrite les essais de blindés et les recherches nucléaires. La production de V1, d'abord ajournée en novembre 1939, commence en juin 1942.

6 Le 2 août 1939, Albert Einstein et Léo Szilard adressent une lettre au président Roosevelt pour avertir que l'Allemagne est capable de se

doter d'une « bombe d'un type extrêmement puissant ». Cette information capitale précipite le lancement de l'opération Manhattan aux États-Unis. Dès la fin de 1938, Otto Hahn a en effet découvert la fission nucléaire, et envoyé le 22 décembre 1938 un article à la revue *Naturwissenschaften* qui le publie dans son numéro de janvier 1939 : c'est l'acte de naissance de l'énergie nucléaire.

7 Peu après, l'Allemagne révèle au monde son avance technologique en faisant voler le 27 août 1939 le premier avion à réaction de l'histoire, le Heinkel 178. Mais Hitler, abusé par sa victoire rapide sur la France, réduit les crédits de recherche ; découragé, Heinkel abandonne la partie en 1942, mais son rival Messerschmitt met au point le Me 262 (propulsé par deux turboréacteurs) et le Me 163 Komet (intercepteur ultra-rapide à moteur-fusée, dont le premier vol a lieu le 13 août 1941). Après s'y être opposé, Hitler en prescrit la production ; l'avion entre en service en avril 1944, produit à 1430 exemplaires. Très efficace, il est arrivé trop tardivement dans la Luftwaffe pour contester la supériorité aérienne aux Alliés.

8 Les succès du Blitzkrieg ont ralenti les recherches et la mise au point des armes nouvelles ; mais quand la situation militaire se dégrade, fin 1941, le Reich revoit sa stratégie, mobilise l'ensemble de ses forces et de ses ressources et accélère son bond technologique en raison de la pénurie d'hommes sur le front. Le Reich fait le choix du qualitatif plutôt que du quantitatif, mais la rationalisation et la standardisation de la production sont insuffisantes.

9 Les efforts d'une économie de guerre cohérente passent d'abord par la restructuration administrative, pour mettre fin aux rivalités entre divers centres de pouvoir (le ministère de l'Armement, celui de l'Économie, la Wehrmacht, la SS, sans oublier les industriels). C'est l'œuvre de Fritz Todt et surtout d'Albert Speer qui lui succède le 7 février 1942. Réaliste, A. Speer considère les fusées V1 comme

une « fantaisie très coûteuse » et même « une folie », mais n’entrave pas la production des armes nouvelles.

10 Le deuxième axe de la restructuration de l’économie de guerre est la mobilisation de la main-d’œuvre qui s’opère par étapes à partir du 13 janvier 1943 : hommes (16-65 ans), femmes (17-45 ans, sous conditions), puis travailleurs civils étrangers, prisonniers de guerre, enfin déportés, tous entrent par millions dans l’effroyable machine de guerre allemande, travaillant d’abord 48h puis 72h par semaine dans les usines d’armement sous les bombardements. Les Soviétiques, non protégés par la convention de Genève (1929) que l’URSS a refusé de signer malgré les supplications de la Croix Rouge internationale, paient un effroyable tribut à cette œuvre d’intensification forcenée et criminelle du travail. Dans le même temps, la production est rationalisée : depuis 1934, le traitement mécanographique de l’information permet d’optimiser les lignes de production grâce aux machines produites par Dehomag, filiale allemande d’IBM, dans sa nouvelle usine de Berlin. Sur le plan matériel, réquisitions et pillage des usines des pays occupés (la France doit livrer 25000 machines-outils) permettent de maintenir la production à un haut niveau. Cet effort global est financé par l’impôt, par les prélèvements sur les pays occupés, par l’emprunt (la dette publique décuple entre 1939 et 1945), enfin par des montages financiers complexes réalisés avec la Suède et la Suisse. Aussi la production augmente-t-elle, pour culminer en 1944, permettant à l’Allemagne de tenir sur deux fronts, avant de céder devant le déséquilibre des forces, comme le général de Gaulle l’avait prophétisé dès 1940.

11 M. Nouschi l’a rappelé dans le *Dictionnaire d’histoire, économie, finance, géographie* (PUF, 2010, p. 322) : « la Deuxième Guerre mondiale est d’abord une guerre économique totale dont la victoire est préparée à

l'arrière dans les usines et en amont dans les laboratoires de recherche pour mettre au point des armes de destruction absolue ». Les plus grands talents scientifiques ont contribué à concevoir, mettre au point et perfectionner ces armes nouvelles. Tous portent une responsabilité dans le naufrage moral de la société allemande, et ce n'est pas un des moindres paradoxes de cette tragique période que de voir de courageux officiers issus de l'aristocratie prussienne – la Prusse tenue par les Alliés pour la racine du mal ! – organiser des attentats contre Hitler et sacrifier leur vie, tandis que physiciens, chimistes, médecins et ingénieurs, par patriotisme ou par conviction, agissent en consciencieux rouages de la machine de guerre et restent fidèles aux ordres du « grand exécuteur du Mal »...

12 Deux figures se détachent parmi ces scientifiques : Werner Heisenberg (1901-1976), très brillant physicien et mathématicien, docteur en 1923, professeur d'université à Leipzig en 1927, prix Nobel en 1932, est un des pères de la bombe atomique. Il dirige l'institut Kaiser-Wilhelm de Berlin et le programme Uranium. Convaincu de la victoire finale de l'Allemagne, il veut faire fabriquer l'arme nucléaire, d'où sa brouille avec Niels Bohr, lequel s'échappe aux USA en 1943. Wernher Magnus M. von Braun (1912-1977), né à Wirsitz (Wyzzysk aujourd'hui) en Pologne, est le père des fusées V1 et V2. Issu d'une famille d'aristocrates, cet homme aux multiples talents est passionné très jeune par les fusées et rêve de voyages dans l'espace. Diplômé de la TH de Berlin et du Polytechnikum de Zurich, il soutient en 1934 une thèse confidentielle sur les engins balistiques. Membre du NDSAP en novembre 1937, où il progresse en grade, il dirige le site de Peenemünde.

13 Pas moins de sept Nobel quittent l'Allemagne nazie entre 1933 et 1939 – dont Albert Einstein, Max Born, Otto Stern, Viktor Hesse –, mais le vivier de lauréats est tel que nombre d'entre

eux restent en Allemagne pour collaborer à l'industrie de guerre, comme H. Geiger, A. Sommerfeld, R. Pohl, W. Gerlach, W. Bothe, W. Hank, P. Jordan, F. Hund, P. Lenard, J. Stark…

14 Mais à côté de ces grandes figures, des centaines d'ingénieurs et scientifiques ont travaillé aux programmes d'armement dès les années 1920, et constituent un réservoir exceptionnel d'ingénieurs de haut talent : parmi eux, citons H. Gröttrup (1916-1981 – THBerlin, assistant de von Braun), W. Thiel (1910- 1943 – TH Breslau, chimiste), A. Rudolph (1906-1996 – TH Berlin), W. Dornberger (1895-1980), H. Oberth (1894-1989 – docteur de l'Université de Munich et ingénieur de l'université de Sibiu, Roumanie – théoricien de la propulsion), K. Riedl (1907-1944 – TH Berlin), E. Sänger (1905-1964 – TH Vienne, théoricien de l'aérodynamisme) et sa femme Irène Sänger-Brecht (1911- 1983, mathématicienne), le colonel K. Becker (docteur-ingénieur TH Berlin)… Beaucoup se sont rencontrés au *Verein für Raumschiffahrt* (association pour les voyages dans l'espace), créé à Breslau en 1927 par Winkler et Oberth, et qui réunissait des amateurs passionnés d'aviation et de fusées. L'association compte 500 adhérents en 1934, dont von Braun, quand elle est dissoute par les nazis et ses membres incorporés dans la machine de guerre.

15 La panoplie des armes secrètes de Hitler est presque infinie ; certaines ont été utilisées, d'autres sont restées à l'état d'ébauche, parfois de prototypes, mais rarement, les nouveaux modèles étant, dans l'urgence, directement lancés en production ; certaines relèvent, à l'époque, de la science-fiction, et verront pourtant le jour, des décennies plus tard. Toutes témoignent de l'extraordinaire avance technologique et scientifique allemande, qui ne doit pas laisser cependant dans l'ombre les progrès réalisés par les Alliés dans le même domaine (machine Enigma ULTRA – le pendant allié de

la machine Enigma, radar et avions à réaction anglais, bombe nucléaire américaine).

16 Le V1 (*Vergeltungswaffe* : arme de représailles) est le premier missile de croisière de l'histoire aéronautique ; avec lui, *l'Allemagne devient le premier pays constructeur de fusées*. Cette bombe volante autopropulsée est fabriquée par les sociétés Fieseler Werke (Kassel) et Argus Motore (Berlin). Catapultés depuis 700 rampes de lancement disposées sur les côtes françaises et belges de Cherbourg à Ostende, ou largués d'un avion Heinkel, les V1 sont fabriqués en 35000 exemplaires, dont la moitié environ tirés entre le 13 juin 1944 et le 29 mars 1945, sur Londres (pour représailles) et Anvers (objectif stratégique : port et présence de la 1re armée américaine). Le V1 inaugure une ère nouvelle dans la guerre : le bombardement presse-bouton. De nombreuses fusées sont détruites au sol grâce aux renseignements de la résistance française (Michel Hollard). L'usine de Peenemünde est bombardée en août 1943 (opération Hydra), mais le centre de recherche était replié en Pologne (à Blizna) et la fabrication dans l'usine souterraine du camp de concentration de Mittelbau-Dora en Thuringe. Le V2 est la première fusée balistique. Puissante, précise, quasi indétectable car lancée depuis des installations mobiles, elle monte à près de 80000 m, file à 5600 km/h. Cette arme redoutable est l'œuvre de von Braun. Plus de 1200 V2 se sont abattus sur Londres, tuant 2700 personnes. V1 et V2 ont fait plus de 10000 morts et 40000 blessés en Angleterre et à Anvers principalement. Des recherches étaient en cours pour les équiper de charges plus puissantes voire de gaz de combat.

17 D'autres armes futuristes ont été imaginées, conçues, réalisées à l'état de prototypes ou produites en quelques exemplaires : l'aile volante Horten Ho 229 (testée en 1944, 1000 km/h sur 1000 km de

rayon d'action à 15 000 m d'altitude) ; l'Arado E-555, qui inspirera le bombardier furtif américain B-2 Spirit en 1989 ; le Maus, char d'assaut super lourd de Porsche (2 exemplaires en 1943) ; le Schwerer Gustav, obusier ferroviaire de Krupp, de 1350 t, avec des obus de 800 mm (2 exemplaires) ; les missiles air-air R4M ; le bombardier stratégique He 274 (3400 km de rayon d'action à 14000 m d'altitude). Le développement des premiers systèmes de visée infrarouge Sperber pour les chars Panther, et Vampir pour les STG 44 ; en avril 1945, Robert Ley travaillait à un rayon de la mort...

18 Toutes les entreprises allemandes, grandes et petites, s'intègrent au complexe militaro-industriel (CMI), dans un contexte de forte concurrence pour arracher crédits et commandes publiques. C'est Fritz Todt, qui par son « principe d'auto responsabilité » de l'industrie a créé cette concurrence en laissant un droit de codécision aux ingénieurs et industriels, poussant à la multiplication anarchique des projets. Citer les entreprises du CMI revient à citer tous les géants de la chimie (IG Farben), de la mécanique (Porsche, Hanomag, Henschel, Rheinmetall, MAN), de la sidérurgie (Krupp, Thyssen), de l'aéronautique (Heinkel, Junkers, Messerschmitt, Focke-Wulff, BMW) ou de la construction navale (Germania-Werft de Krupp à Kiel)... Mais nombre de firmes plus modestes ont également fabriqué des armes hautement efficaces : JP Sauer & Sohn, installée depuis 1751 à Suhl (Thuringerwald) dans la tradition des firmes métallurgiques de massifs anciens, sort en 1942 le STG 44, premier fusil d'assaut de l'histoire, fabriqué à 44000 exemplaires à partir de 1943, dont Mikhail Kalashnikov s'inspire pour son fameux AK-47. La société CG Haenel (Suhl également) fabrique des bicyclettes... et des mitrailleuses, dont la redoutable StG 44 ; à Lubeck, la DMW fabrique le Luger P 08 (qui deviendra l'arme officielle de 25 pays). La filière des blindés requiert les compétences de nombre d'industriels,

notamment tchèques, et parmi ses fleurons figurent les chars d'assaut Panther et Tigre. Ce dernier, quasi indestructible en combat, est d'entretien coûteux et de fabrication complexe. La caisse est construite dans la Ruhr (à Essen par Krupp et à Dortmund par Dortmunder-Hörder-Hüttenverein), la tourelle à Kassel (Wegman), le moteur à Friedrichshafen (Maybach), mais aussi sous licence à Chemnitz, l'électronique à Stuttgart (Bosch), le canon à Magdebourg (Buckau-Wolf), et le tout assemblé à Kassel par Henschel. Le premier Tigre sort en avril 1942, puis huit autres exemplaires en août ; la production atteint 78 exemplaires en 1942, 649 en 1943, 623 en 1943, trop peu pour exploiter le potentiel de cette arme redoutable. Enfin le Reich a construit de redoutables sous-marins – la seule arme que redoutait Churchill –, qui restent une spécialité allemande de nos jours encore ; le Elektroboot type XXII, très rapide en plongée, capable de rester 3 jours en immersion à – 280 mètres, avec son sonar ultra-sensible, très silencieux, est construit à 119 exemplaires en 1945. L'Elektroboot a servi de modèle aux sous-marins de l'OTAN (classe Whiskey), de l'URSS et de nombreuses marines du monde.

19 Un tel potentiel suscite la convoitise des Alliés et des Soviétiques quand l'Allemagne s'effondre. La chasse à la technologie allemande est même ouverte peu avant la fin de la guerre. Il s'agit de récupérer le matériel, les équipements, les brevets et surtout ces talents de premier ordre, afin de les mettre au service de sa propre industrie. La perspective d'une guerre froide avec l'URSS précipite les opérations. Alors que von Braun se livre aux Américains le 2 mai 1945, l'opération Piperclip (révélée en 1970) est montée en juillet 1945 pour exfiltrer près de 1500 savants et ingénieurs « ces esprits talentueux et rares, à la productivité intellectuelle hors du commun » comme le précise un rapport des services américains. Tous ont travaillé sur les fusées, les avions à réaction, les armes

chimiques, les psychotropes (méthamphétamine largement utilisée sur le front de l'est)… Parmi eux, d'authentiques dignitaires nazis, comme Kurt Blome ou Arthur Rudolph, celui qu'un rapport allié décrit comme « 100 % nazi, type dangereux, menace la sécurité » et qui sera pourtant décoré quelques années plus tard de la *NASA Distinguished Service Medal* pour sa collaboration au programme Apollo… On trouve ainsi aux côtés de l'ingénieur Hans Joachim Pabst von Ohain (1911-1998) spécialiste des moteurs à réaction ou d'Adolphe Busemann (recherches sur la voilure delta), Otto Ambros (docteur de l'université de Munich) qui a travaillé sur le gaz sarin… Par l'opération Alsos, ciblant le nucléaire, les Anglo-saxons récupèrent O. Hahn, W. Heisenberg et M. von Laue.

20 De son côté, le département 7 du NKGB lance le 22 octobre 1946 l'opération Osoaviakhim pour récupérer et transférer en URSS, avec leur famille, plusieurs centaines de savants, dont Helmut Gröttrup. Les Anglais ne sont pas en reste, avec les opérations Backfire, Lusty, ou Surgeon. La France met la main sur une centaine de scientifiques, qui travaillent ultérieurement sur les moteurs à réaction et les hélicoptères : le premier modèle de l'Aérospatiale s'inspire ainsi du modèle Fa 223 Drachen de la société Focke-Achgelis, la première à produire en série des hélicoptères en 1942.

21 Privé de ses talents scientifiques, de ses brevets et de ses équipements, l'industrie de haute technologie allemande, également frappée par de lourdes interdictions de production après 1945, est décapitée. Mais l'effort de guerre, sous la conduite de A. Speer, porte ses fruits en temps de paix ! Le parc de machines modernes et récentes s'est agrandi : la part du capital fixe de moins de 10 ans est passée de 29 % en 1935 à 55 % en 1945. En 1945, le stock de machines-outils allemand est quatre fois plus important que celui de la France.

Dès 1950, le capital productif permet de couvrir la demande intérieure d'investissement, et même d'exporter. Peu à peu, la RFA réintègre le camp atlantique, les plafonds de production sont relevés, puis supprimés, tandis que le réarmement et la remilitarisation de la jeune RFA s'accélèrent, pour aboutir à son intégration dans l'OTAN le 9 mai 1955. Ironie de l'histoire : la Bundeswehr est créée la même année, le 12 novembre, soit le jour anniversaire du général prussien G. von Scharnhorst ! Peu à peu le complexe militaro-industriel se reconstitue, cinq firmes assurant l'essentiel de la production, dont Rheinmetall, Krauss-Maffei et ThyssenKrupp. Pour la période 1991-2016, l'Allemagne figure au 3e rang des exportateurs d'armes dans le monde, avec 47,41 Mrd $, loin derrière les États-Unis (246,96 Mrd $) et la Russie (126,86 Mrd $), mais devant la France (44,08 Mrd $), la Chine et le Royaume-Uni. Elle réalise chaque année 5 % environ des ventes mondiales. L'effort militaire allemand reste cependant faible et tend à diminuer : supérieur à 4 % du PIB entre 1953 et 1967, il passe sous les 4 % en 1968, les 3 % en 1987, les 2 % en 1992, pour atteindre un plancher problématique de 1,2 % entre 2007 et 2016... (source : SIPRI).

22 La guerre est un extraordinaire accélérateur de la science et de la technique. Elle accouche d'une élite technoscientifique, associant des militaires, ingénieurs, savants et industriels ; elle facilite la porosité entre science et technique. En Allemagne, cette osmose existe depuis la création des TH, d'où sans doute l'efficacité redoutable de la « technocratie terroriste » nazie dont parle Herbert Marcuse (*Technology, War and Fascism*, 1998). « Là est le grand basculement du XXe siècle, observe P. Musso dans son magnifique livre (*op. cit., supra,* p. 30), l'industrie est synonyme de destruction et de guerre ». Plus que partout ailleurs, l'industrie de guerre allemande avale tout : les matières premières, les capitaux, les

hommes, les valeurs... Elle s'identifie au totalitarisme qui la nourrit, portant à un degré jamais atteint le génie destructeur de l'homme.

23 D'une certaine manière, son ombre plane encore en ce jour d'août 1945, quand un engin explosif tombe du ciel sur Hiroshima...

L'économie de guerre allemande : principales productions (1939-1944)

Années	Acier brut en Mio	Houille en Mio t	Coke en Mio t	Électricité Mrd kWh	Céréales[1] en Mio t	Pommes de terre en Mio t	Lait de vache en Mio t	Beurre en 1 000 t
1939	22,508	198,75	45,04	61,38	13,286	51,626	25,36	547,5
1940	19,141	241,58	45,55	62,96	10,656	53,119	24,36	627,0
1941	20,836	246,720	47,24	70,0	11,603	43,556	23,81	630,7
1942	20,480	257,85	47,05	71,5	9,225	50,525	22,53	623,0
1943	20,758	268,86	47,80	73,94	11,984	36,069	22,84	636,4
1944	18,318	240,24	42,62	-	10,294	38,645	23,23	624,7

Source : Statistisches Handbuch, *op. cit*.

L'économie de guerre allemande (1939-1945) : quelques indicateurs

Années	PIB Mrd $[1]	1930 = 100	PIB/hbt 1939 = 100 $	PIB/hbt France en % Allemagne	Indice prix à la consommation (1913=100)	Déficit budgétaire Mrd RM	Dette publique Mrd RM
1939	241,1	100	5549 = 100	85,5	126,2	- 5,1	30,676
1940	242,844	100,7	100	72,2	130,1	- 17,6	47,888
1941	258,221	107,1	105,6	55,9	133,2	- 38,0	85,935
1942	261,703	108,5	105,6	50,1	133,6	- 64,9	137,629
1943	266,926	110,7	109	46,8	138,5	- 101,9	195,553
1944	273,744	113,5	112,6	38,4	141,4	- 158,7	273,354
1945	194,682	80,7	78,0	58,9	-	- 240,3	379,800

1. Dollar constant 1990.

Sources : Angus Maddison : *L'économie mondiale 1820-1992, analyse et statistiques*, OCDE 1995. *Länderrat des Amerikanischen Besatzungsgebiete : Statistisches Handbuch von Deutschland*, München, Ehrenwirth, 649 S., 1949 (disponible sur internet : digitales.uni-koeln.de).

L'économie de guerre allemande (1939-1945) la main d'œuvre (en millions)

Années	Main d'œuvre allemande	dont % femmes	Main d'œuvre étrangère (civils, prisonniers, déportés)	dont % du total	Total
1939	39,0	37,4	0,4	0,7	39,4
1940	33,4	41,0	2,6	7,2	36,0
1941	31,7	42,3	4,3	11,9	36,0
1942	29,9	45,8	5,5	15,5	35,4
1943	28,9	48,8	7,7	21,0	36,6
1944 (mai)	27,6	51,0	8,9	24,4	36,5
1944 (sept.)	27,0	52,6	9,4	26,0	36,4

Source : Wikipedia, d'après D. Eichholtz, *Geschichte der deutschen Kriegswirtschaft 1939-1945*, 3 tomes, KG. Sauer, Munich, 1999.

L'économie de guerre allemande : production d'armes

	Mitrailleuses (1000)			Blindés			Avions			Sous-marins		
Années	Allemagne	URSS	Alliés[1]	Allemagne	URSS	Alliés[1]	Allemagne	URSS	Alliés[1]	Allemagne	URSS	Alliés[1]
1939	20	-	19	700	-	300	2300	-	1300	58	-	7
1940	59	-	102	2200	-	1400	6600	-	8600	50	-	15
1941	96	106	214	3800	4800	5700	8400	8200	14600	219	-	22
1942	117	356	946	6200	24400	35600	11600	21700	42600	222	67	
1943	263	459	1031	10700	24100	46000	19300	29900	75300	292	94	
1944	509	439	924	18300	29000	25100	34100	33200	96800	283	120	
1945	111	156	318	4400	20500	14700	7200	19100	47400	98	52[2]	45

1. Alliés : États-Unis et Grande-Bretagne.
2. 52 pendant toute la guerre.

Source : Mark Harrisson, *The Economics of World War II. Six Great Powers in International Comparison*, Cambridge University Press, 2000.

Renaissance

31. 16 août 1947. La foire de Hanovre : le commerce d'abord !

1 En Allemagne, les ressources proviennent, très tôt, de l'activité industrielle et commerciale, l'agriculture et l'élevage n'étant guère une source de richesse comme en France. La position centrale du pays en Europe est propice aux échanges. Dès le Moyen Âge les grandes voies commerciales européennes s'y croisent, comme autant d'axes structurels méthodiquement exploités : la voie nord-sud entre Méditerranée et Flandres d'un côté, Baltique de l'autre ; l'axe est-ouest entre les pays atlantiques et l'Europe centrale et orientale. À l'intersection de ces routes commerciales fleurissent des places de négoce dont la prospérité ne s'est jamais démentie : ainsi Francfort/Main, mentionnée dès 1180 comme place commerçante importante, obtient le privilège de protection des foires d'automne en 1240 et plus tard, en 1330, celui d'une deuxième foire au printemps. La première mention d'une foire à Leipzig remonte à 1165, mais Otton le Grand avait déjà accordé plusieurs privilèges commerciaux à la cité saxonne ; quant à la foire de Cologne, elle est mentionnée dès 967, la cité romaine étant depuis l'Antiquité un entrepôt de commerce des Ubiens avant de devenir une colonie de vétérans. Beaucoup de villes européennes ont eu une activité précoce de ville de foire – comme en Champagne (Lagny, Provins, Troyes – dont l'apogée se situe au XIIIe siècle) ; mais peu ont su faire

prospérer jusqu'à nos jours ces pôles d'échange, comme les villes allemandes, en dépit des bouleversements de l'histoire.

2 Hanovre n'a pas de tradition foraine séculaire comme Leipzig, Cologne, Francfort/Main, ou même plus récente comme Düsseldorf (1811) ou Berlin (1822). Et pourtant !

3 **La foire de Hanovre est la principale foire industrielle du monde.** C'est un événement économique considérable, dont il est fait peu de cas en France. Chaque année, pendant 5 jours en avril, elle rassemble plusieurs milliers d'exposants venus du monde entier : en 2017, pas moins de 6500 exposants et plus de 200000 visiteurs professionnels, 3000 journalistes spécialisés, 150 délégations d'affaires rejoignent la capitale bas-saxonne pour exposer, vendre, prendre des contacts, s'informer sur les machines industrielles les plus diverses. L'événement s'honore chaque année de la présence du chancelier fédéral, et le 24 avril 2016, c'est le président Obama qui a inauguré le salon. Il s'agit en effet de la grande messe de l'industrie allemande, à l'occasion de laquelle des millions de contacts professionnels (5,5 millions en 2016) sont noués.

4 La foire de Hanovre a été créée le 16 août 1947 à l'initiative des occupants anglais : elle est donc née *avant* la création du DM et de la RFA ! Il en est de même pour celle de Leipzig (créée le 8 mai 1946 en zone soviétique), et de Cologne (septembre 1947). Dans l'Allemagne d'après-guerre, les affaires reprennent vite, et devancent la reconstruction politique du pays.

5 La foire de Hanovre est organisée par une société publique, Deutsche Messe AG (DMAG), dont le capital est détenu à 50 % par le Land de Basse-Saxe, 49,871 % par la ville de Hanovre et 0,129 % par la région urbaine de Hanovre. Elle compte 1230 salariés, dont 267 à l'étranger. Elle agit comme une entreprise prestataire de services à l'industrie allemande : foires et salons spécialisés, mais aussi colloques, congrès,

conseils, études, communication. Elle développe ces activités à l'échelle nationale et internationale. En somme, la DMAG est une entreprise du *Mittelstand* de services. Toutes les foires allemandes sont structurées de la même manière.

6 À l'échelle locale, DMAG emploie 956 personnes à Hanovre ; elle exploite et modernise son outil de travail (parc des expositions, régulièrement agrandi, salles de conférences). De 2015 à 2032 elle compte y investir 20 millions € ; la surface brute des installations dépasse 213 hectares. Chaque semaine, des manifestation, exposition, colloque ou congrès (par exemple 7000 orthophonistes en 2016) s'ajoutent aux grands salons habituels (machines industrielles, logistique et manutention, informatique, revêtements de sol). Au total, plus de 25000 exposants (dont 9900 étrangers) défilent à Hanovre, attirant 1,55 million de visiteurs (dont 256000 étrangers) qui injectent 1,2 milliard € dans l'économie locale. Pour rayonner à l'échelle internationale, DMAG a créé en 1981 une filiale, la Hannover Fairs International GmbH (HFI) qui soutient les firmes allemandes dans leur stratégie de globalisation ; elle organise pour les industriels allemands des salons et manifestations sur les grandes places étrangères, promeut leurs produits, dispense des conseils, apporte un soutien logistique, autant de services qui viennent compléter ceux des Chambres de commerce à l'étranger (AHK) installées dans 125 pays (contre 89 pour leurs homologues françaises). En 2016, la DMAG a organisé 79 manifestations à l'étranger (dont 20 en Chine, 7 en Inde, 6 en Australie, 3 au Brésil). Le succès de la formule a été développé à fond : HFI, filiale de DMAG, a ainsi créé à son tour ses propres filiales, spécialisées par pays, selon les marchés à conquérir. On ouvre Hannover Fairs USA à Chicago en 1985, HF Turkey Fuarcilik AS à Istanbul (1996), HF Sulamerica Ltda à Sao Paulo (1999), et aussi à

Shanghai (1999), Bombay (2007), Moscou (2016), c'est-à-dire tous les marchés émergents. La DMAG devient elle-même une multinationale au service de l'industrie allemande.

7 On mesure la puissance de frappe commerciale de l'industrie allemande quand on sait que Hanovre doit soutenir la concurrence des autres villes de foires allemandes, très dynamiques aussi, et organisées sur le même schéma : capitaux publics, gestion privée, ambitions internationales. Chacune de ces foires concurrentes a essaimé à l'étranger : 29 filiales pour Francfort/Main, présente dans 160 pays ; 85 filiales pour Berlin, presque autant à Cologne ou Munich. Les foires internationales sont un outil majeur des succès industriels et du dynamisme des exportations de l'Allemagne.

Origine géographique des principaux exposants à la foire industrielle de Hanovre (2016) (en nombre d'exposants)

1 Allemagne	2052	6 Inde	133	11 Corée du Sud	70
2 Chine	583	7 France	125	12 Autriche	66
3 États-Unis	365	8 Pays-Bas	116	13 Russie	64
4 Italie	206	9 Suisse	89	13 ex aequo Espagne	64
5 Turquie	136	10 Taiwan	77	15 Pologne	52

Répartition des exposants par grandes zones géographiques

1 Allemagne	2052	6 Europe centrale/Russie[2]	239
2 Asie	962	7 Scandinavie, Pays baltes	165
3 Amérique du Nord	376	8 Europe alpine[3]	156
4 Europe méditerranéenne et balkanique	335	9 Turquie	136
5 Europe occidentale[1]	328	10 Moyen-Orient	64

1. France, Benelux, Royaume-Uni, Irlande.
2. Pologne, Hongrie, Bulgarie, Rép. Tchèque, Slovaquie, Biélorussie, Ukraine, Russie, Roumanie, Moldavie.
3. Autriche, Suisse, Liechtenstein.

Les principales villes de foire allemandes

Ville	Création	Emplois	CA (millions €)	Rang mondial[1]	Spécialisation
Hanovre	1947	1 230	281	1	industrie
Cologne	1922	700	320	5	meuble
Leipzig	1946/1990	380	77	52	échantillons, livres
Francfort	1907	2 300	650	2	livres, automobiles
Munich	1964	900	300	20	machines
Düsseldorf	1947	840	430	6	-
Berlin	1979	810	238	24	alimentaire, tourisme
Nuremberg	1974	680	204	24	jouet
Stuttgart	1949	320	137	43	tourisme
Essen	1913	208	69	37	assemblage, découpe

1. Surface d’exposition couverte.

Sources : villes, AUMA, UFI/Global Association of the Exhibitions Industry.

32. 20 juin 1948. Naissance d’un roi : le deutschemark

1 Au cours des deux années de l’après-guerre, le morcellement de l’Allemagne en zones d’occupation gêne considérablement le redressement politique, administratif et économique du pays ; la monnaie perd de sa valeur, le marché noir et le troc se répandent, symbolisant la fuite devant la monnaie, qui rappelle les plus mauvais souvenirs de la grande inflation de 1923. Anglais et Américains s’entendent pour rétablir une autorité bancaire commune, chargée des questions économiques de la Bizone. Les Alliés occidentaux (les Soviétiques refusant d’y participer) décident d’une réforme monétaire dans la Trizone, et le dimanche 20 juin 1948 est créé le deutschemark (DM).

2 Cette loi reste dans la mémoire collective allemande le véritable acte de naissance de l’Allemagne. C’est selon Ludwig Erhard, le « le jour décisif du peuple allemand » (*der Schicksalstag des deutschen Volkes*). Cette loi est le fruit d’une gestation d’environ deux ans, qu’on ne détaillera pas. Dans un discours célèbre le 21 avril 1948, L. Erhard avait esquissé les grandes lignes de l’économie sociale de marché, la volonté de relier la réforme monétaire et le plan Marshall au sein d’une économie de marché concurrentielle ; pour lui, la réforme monétaire n’a de sens que si elle est complétée par un changement fondamental de l’ancien système économique : « comme simple mesure technique isolée, elle serait sans valeur, voire dangereuse »

assure-t-il. Il s'appuie notamment sur une étude de Leonhard Miksch (1901-1950), ordolibéral du SPD, dont la thèse, publiée en 1937, portait le titre prémonitoire : *Grundsätze einer Wettbewerbsordnung* (fondements d'un ordre concurrentiel), publiée dans la revue *Ordnung der Wirtschaft*. Miksch rédige en février 1948 l'avant-projet de la réforme. L. Erhard en fait lecture les 17 et 18 juin au Conseil économique, le projet est adopté en 18 heures par les Allemands, avant même d'en informer les Alliés. Ironie de l'histoire, c'est bien un social-démocrate qui inspire l'austère réforme monétaire de 1948 ! Peu après, le 24 juin 1948, est votée la loi complémentaire définissant les bases de la politique économique de la RFA (Gesetz über Leitsätze für die Bewirtschaftung und Preispolitik nach der Geldreform).

3 **Une loi socialement injuste, économiquement efficace.** La loi monétaire du 20 juin 1948, dont la dureté n'est pas sans rappeler la réforme de Hans Luther en 1923-1924, a été préparée par les Allemands, inspirée par les ordolibéraux et par le financier américain Dodge dès mai 1946. C'est une gigantesque opération de déflation, qui dégonfle brutalement la masse monétaire héritée de la guerre. Elle prévoit que chaque Allemand peut convertir 70 Reichsmarks (RM) en 70 DM ; tout le reste de ses avoirs en espèces doit être versé sur un compte bancaire, dont 90 % est annulé ; le 1/10e restant est converti en DM pour moitié, l'autre moitié restant bloquée jusqu'au terme d'une enquête fiscale devant éclaircir l'origine des fonds. De ces 5 %, on débloquera ultérieurement 30 %, tout le reste étant perdu. Par ailleurs, l'épargne est convertie au taux spoliateur de 1 DM pour 15 RM.

4 Au total, la déflation opérée s'élève à 93,5 % ! Elle ramène la masse monétaire en circulation de 148 milliards RM à 10 milliards DM. La réforme monétaire efface pratiquement la dette publique, lésant les

petits épargnants mais permettant au nouvel État de partir sur des bases saines, avec un excédent budgétaire dès 1950 ! L'allégement des charges dont bénéficie la RFA entre les années 1950 et 1960 est évalué à 3 % du PIB par rapport à la France et 6 % par rapport au Royaume-Uni. La RFA dégage rapidement une épargne publique confortable, qui va nourrir l'investissement nécessaire à la restructuration. Cet excédent d'épargne publique (épargne moins investissement) atteint 3,8 % du PIB en Allemagne entre 1950 et 1954 (contre 2,1 % seulement en France), 4 % de 1955 à 1959 (contre 1,2 %) et 4,4 % de 1960 à 1962 (1,1 %). Les prix à la consommation et les salaires sont bloqués, limitant la consommation privée et les tensions inflationnistes, la consommation publique reste modérée : l'investissement productif – moteur de la croissance – et l'exportation – condition de l'équilibre intérieur – s'épanouissent. La réforme a mis fin au marché noir : les marchandises réapparaissent dès le 2 juin dans les magasins pour l'essentiel des produits et le rationnement est levé dès juillet (en France le rationnement n'est levé que le 1er décembre 1949) et 90 % des prix sont alors libérés. En août 1948, Herman Pünder, directeur des affaires économiques de la Bizone, déclare : « *es ist wie ein Wunder* » (c'est comme un miracle) : la légende du miracle économique est née... De 1947 à 1950, les salaires augmentent de 70,6 %, le coût de la vie de 85,6 %, la durée hebdomadaire du travail de 22,75 %, passant de 40 à 49 heures. En septembre 1949, la dévaluation de 20,6 % du DM consécutive à la dévaluation de 30 % de la livre sterling, porte le dollar à 4,20 DM, une sous-évaluation propice à la reprise des exportations.

5 Au prix du sacrifice des épargnants, des retraités et en partie des salariés, la prospérité s'installe pour plusieurs décennies. Le DM,

monnaie mythique... La Bundesbank (familièrement nommée Buba) a en charge de gérer cet héritage.

6 **La Bundesbank est plus qu'une banque centrale, c'est une institution.** À la fin de la guerre, le système bancaire central est réorganisé sur deux niveaux par les gouverneurs militaires : au niveau régional, les Landeszentralbanken (LZB), créées entre la fin de 1946 et le début de 1948 dans les zones française et américaine, les Anglais conservant la Reichsbank dans leur zone. Les LZB sont coiffées le 1er mars 1948 par la Bank Deutscher Länder (BDL), première institution de droit public à voir le jour après la défaite du 3e Reich : l'Allemagne n'existe pas encore, mais sa banque centrale est née !

7 La BDL a le monopole de l'émission de la future monnaie ; elle centralise les réserves, donne les directives de crédit, agissant comme la future banque centrale de l'État à naître.

8 La Constitution de 1949 prévoyant, dans son article 88, la création d'une telle institution, la loi du 26 juillet 1957 créée la Banque fédérale d'Allemagne, Deutsche Bundesbank par fusion des LZB avec la BDL. Dans son article 3, il est prévu que la Buba a pour objet le maintien de la valeur de la monnaie (*die Währung sichern*), le DM étant désormais convertible. La Buba gère le volume de monnaies et de crédit nécessaire à l'économie en fonction de cet objet, en particulier par le niveau du taux de l'escompte. *Cette priorité donnée à la stabilité monétaire* est garantie par l'indépendance de la Buba (art. 12) à l'égard de la sphère politique, c'est-à-dire tant des directives gouvernementales (*von Weisungen der Bundesregierung unabhängig*) que du Parlement, qui n'exerce aucun contrôle sur son action. Les manettes de l'économie sont ainsi confiées aux experts, aux techniciens, non pas aux politiques. Choix essentiel.

9 Par ailleurs, le président du directoire est nommé pour une durée de 8 ans par le Président de la République, soit une durée couvrant deux législatures au moins (art. 29). La Buba bénéficie ainsi d'une autre forme d'indépendance. L'organe suprême de la banque est le conseil central (Zentralbankrat). Bénéficiant ainsi d'une sorte de délégation de pouvoirs gouvernementaux, la Buba est responsable de la politique du crédit, du marché monétaire, du volume et de la valeur de la monnaie : c'est un véritable « ministère de la Monnaie ».

10 La Buba a toujours considéré sa fonction de gardien de la stabilité du DM comme sa tâche prioritaire. Sa mission, prévaut sur d'autres objectifs habituellement assignés aux banques centrales, comme la croissance, le plein emploi ou l'équilibre des échanges extérieurs. Il est clair que le souvenir de la grande inflation de 1923 guide son action. L'indépendance de la Bundesbank n'est pas seulement inspirée du modèle américain, au demeurant moins rigide. Elle reflète aussi la volonté d'une population que la peur viscérale d'une grande inflation habite toujours, comme en témoigne l'incident de 1956. Konrad Adenauer, alors chancelier incontesté, prend la parole au congrès annuel de l'industrie allemande ; il critique la sévérité de la BDL qui vient de relever de 4,5 à 5,5 % le taux de l'escompte, et tient alors un discours aux accents très… français, fustigeant « un organe (la BDL) qui n'est responsable devant personne, devant aucun parlement, devant aucun gouvernement ; la responsabilité de chacun de ses membres est d'autant plus grande selon moi à l'égard du peuple allemand ». À sa grande surprise, cette initiative déclenche un violent mouvement d'opinion hostile à ses propos, et favorable à la BDL qui, ce jour, acquit ses lettres de noblesse…

11 L'action de la BDL puis de la Buba n'est pas exempte d'obstacles et de crises. En 1949, le débat entre keynésiens et libéraux fait rage en

Allemagne. Le SPD, les syndicats, l'administration britannique et quelques membres de l'administration du plan Marshall sont favorables à une injection de crédits dans l'économie ; le jeune gouvernement allemand (CDU/CSU/FDP) et la BDL s'y opposent. C'est le choix entre une expansion par l'intérieur avec une monnaie instable ou une expansion par l'extérieur avec une monnaie solide, bref entre une politique de la demande et une politique de l'offre. Le président de la BDL, Wilhelm Vocke, choisit, en toute indépendance, la seconde : « aucune création artificielle de monnaie ne peut remplacer le capital, seul susceptible de conduire à un circuit économique libre ; le capital se différencie fondamentalement de la création de monnaie, il ne peut naître que de l'épargne, c'est-à-dire de la renonciation à consommer ». Pour Vocke, les injections de crédits ne sont pas les bons moyens pour résorber le chômage, c'est l'exportation qui doit le faire ; le chômage, problème structurel, ne peut être résolu qu'à long terme. Pour la BDL l'inflation est un danger plus proche et plus menaçant que la déflation. Une monnaie saine internationalement est un impératif. Cette rigueur a permis à la Bundesbank de créer un climat de confiance, dépassant son pouvoir légal. Institution permanente, solide comme un roc, elle exerce une sorte de magistère moral dont l'audience se perpétue pendant des décennies et dépasse les frontières.

12 Ses rapports avec le gouvernement ont connu des mouvements de tension. En 1961, Ludwig Erhard poussé par les Américains, décide de réévaluer le DM. La Buba, pour qui la stabilité des taux de change est sacrée, s'y oppose. La décision est ratifiée en conseil des ministres, et le président de la Buba, Karl Blessing, doit s'incliner. Mais en 1968, c'est la Buba cette fois qui souhaite réévaluer le DM pour réduire la pression inflationniste, le chancelier Kurt Kiesinger refuse. Inquiets, les Allemands manifestent devant le ministère de l'Économie, et un

an plus tard, K. Kiesinger est remplacé par W. Brandt, lequel réévalue le DM de 9,3 %. En 1978, Helmut Schmidt impose le système monétaire européen (SME) à la Buba ; mais en 1981, son président Otto Pöhl s'oppose à la demande du chancelier de relâcher les rênes du crédit pour relancer l'économie : « la stabilité de notre monnaie est le fondement de notre politique économique et sociale » lui répond-il sèchement, provoquant une vive tension entre Bonn et Francfort. La Buba n'a pas apprécié non plus les modalités de la réunification, que O. Pöhl n'hésite pas à qualifier de « désastre » le 19 mars 1991. Ce désaccord étalé au grand jour l'oblige à démissionner le 16 mai ; il est remplacé par Helmut Schlesinger, à qui succède en septembre 1993 la haute figure de Hans Tietmeyer (1931-2016).

13 Ancien étudiant en théologie, fils d'une famille catholique de onze enfants, élevé à la dure, intraitable, Tietmeyer incarne l'orthodoxie monétaire. S'exprimant avec une ferveur presque religieuse, d'après l'expert américain D. Marsh, il mène une vie austère, voyage en classe économique. Il a inspiré pendant trente ans la politique économique et monétaire allemande, se présentant comme un disciple de Nicolas Oresme, théologien français du XVIe siècle, qui, dans son *Traité des Monnaies*, expliquait que celles-ci sont un bien commun et ne devaient pas être manipulées par les détenteurs du pouvoir politique…

14 Mais, cela dit, la Buba et le gouvernement collaborent étroitement le plus souvent. La solidarité est de règle (article 13 des statuts de la Buba). La Buba doit conseil au gouvernement et a un devoir d'information publique. Les représentants des deux institutions travaillent en concertation permanente ; les membres du gouvernement peuvent participer aux délibérations du conseil de la banque, mais sans droit de vote. Au-delà des professions de foi

dogmatiques, l'empirisme n'a cessé d'inspirer l'action de la Bundesbank.

15 Selon A. Piettre, « une des raisons – trop ignorée – du « miracle allemand » se trouve dans l'organisation bancaire à laquelle préside la Bundesbank » (préface de l'ouvrage d'Alain Samuelson, *La banque centrale de l'Allemagne de l'Ouest*, Cujas, 1965).

16 H. Tietmeyer, considéré comme le père fondateur de l'euro, fut attentif au statut de la BCE (Banque centrale européenne), créée peu avant à l'image de la Bundesbank. La BCE a mené la même politique de défense de la monnaie, d'équilibre budgétaire au prix de l'austérité, avant de l'infléchir brutalement après la crise financière de 2008 et la crise de la dette publique en Europe du sud (Grèce, Espagne, Portugal). La Bundesbank restant sur sa ligne orthodoxe, les tensions avec la BCE alimentent périodiquement l'actualité financière... Mais une ère est close, celle de la toute-puissance du DM et de la Bundesbank.

33. 7 mars 1951. Le miracle de Pappenburg

---

1 Le 7 mars 1951 est créée, dans le nord-ouest de l'Allemagne, une société de colonisation agraire, l'Emsland GmbH.

2 Quel intérêt pour notre propos ? L'économie ne peut s'abstenir du rapport de l'homme à la nature. En Allemagne, les rangs de la population devenant de plus en plus serrés, les hommes se sont ingéniés à exploiter toutes les ressources du pays. Les ressources minérales (plomb, zinc, cuivre, argent, fer, sel) du Siegerland ou des Monts métallifères ont fait naître au Moyen Âge de nombreux petits centres métallurgiques, encore actifs, sans oublier le charbon de la Ruhr et de la Sarre. Mais la nature n'a pas été très généreuse avec le pays pour nourrir ses enfants.

3 Trois grandes unités naturelles se partagent le pays, aucune n'offre de très bons sols : au nord la grande plaine germano-polonaise, d'origine glaciaire, avec ses marécages et ses maigres landes, ses sols argileux et sableux au point que le Brandebourg était dénommé le « bac à sable » de l'Allemagne ; au centre se dresse l'écharpe des moyennes montagnes, sorte de Massif central peu pénétrable, couvert d'épaisses forêts ; au sud, le piémont alpin (plateau bavarois) et ses terrasses caillouteuses et sèches... Rares sont les bonnes terres, comme les Börde lœssiques de Magdebourg ou les terres alluviales du fossé rhénan. De surcroît, ces terres assez pauvres s'ouvrent sur deux mers peu amènes, la Baltique, mer fermée et la mer du Nord,

hostile et dangereuse, dont les marées-tempêtes ont ravagé le littoral depuis l'époque romaine. La dotation naturelle de l'Allemagne en bonnes terres agricoles ou d'élevage, est sans comparaison avec celle de la France, pays aux trois façades maritimes, et sur lequel se sont penchées toutes les fées de la nature, offrant le lœss épais de la Beauce, les terroirs viticoles magnifiques, les prairies grasses de Normandie... Qui n'a appris cela à l'école ?

4 Alors les Allemands, toujours plus nombreux, ont aménagé et exploité les moindres ressources de ce maigre héritage naturel avec une patience, une minutie et une obstination qui n'ont d'égales que la lutte des Hollandais contre les eaux fluviales et marines.

5 La grande plaine du nord est pratiquement impropre à la grande céréaliculture ? Peu importe, la *Geest* recèle une richesse insoupçonnée : la tourbe. Dès 1630 l'exploitation des tourbières commence et elle se poursuit jusqu'à nos jours. Toute une civilisation est née de cette activité. La tourbe (*Torf*) peut atteindre 5 mètres d'épaisseur ; le brûlis (*Moorbrennen*) – technique ancienne de fertilisation consistant à brûler une couche superficielle de tourbe blanche pour la transformer en cendres servant d'engrais – est remplacé par la *Fehnkultur* (terme intraduisible) plus soigneuse : on décape la pellicule de sol, mise de côté, et enrichie d'engrais ; on creuse des canaux permettant l'assèchement des terres et l'évacuation du combustible vers les marchés urbains (Pays-Bas puis Ruhr) ; puis on remet le sol en place, une fois la tourbe extraite, et on sème du sarrasin ou de l'herbe. Les villages-rues s'alignent le long des canaux. Cette *Moorkultur*, encouragée par les princes, s'exerce à grande échelle au XVIIIe siècle : Brandebourg (1718-1724), Emsland (1786), Hanovre (1750- 1792, Prusse orientale (1756), Bavière également (1752). Un travail d'ampleur comparable, qu'on ne détaillera pas, concerne la poldérisation du littoral de la mer du

Nord, sur le modèle hollandais, mentionné dès 1063 et développé au XIIe siècle ; la mer vient, périodiquement détruire le travail des hommes (56000 ha perdus au XVIe siècle) qui se remettent aussitôt à l'ouvrage.

6 L'Allemagne est un des rares pays industriels où la « colonisation intérieure », déclenchée au Moyen Âge, n'est pas totalement achevée à l'époque contemporaine. Dans le nord du pays, plus de 47000 ha ont encore été gagnés à la culture dans les années 1950-1960. Le soin apporté à l'exploitation d'une ressource naturelle, si caractéristique des pays à forte densité de population, se retrouve dans l'exploitation du bassin de lignite de Cologne, qui s'inspire directement de la *Fehnkultur* ancestrale. La région (environ 5000 km^2) recèle l'un des plus riches gisements de lignite du monde ; le lignite affleure au sud et s'enfonce régulièrement, en couches très épaisses, vers le nord ; la ressource est exploitée à partir de 1860. Aujourd'hui, la Rheinbraun (filiale de RWE) extrait 98 à 100 millions de tonnes de lignite par an, et 8 fois plus de morts-terrains. Elle procède au plus fantastique aménagement de l'espace qui soit dans une région très urbanisée. Pour atteindre les couches de plus en plus profondes vers le nord, on décape le précieux lœss de la vallée Rhin, on le met en réserve ; le sol est asséché par pompage (la puissance des pompes pourrait vider le Rhône !) ; puis on déplace des villages entiers, reconstruits à l'identique à quelques kilomètres, et des fermes isolées également ; on extrait alors le lignite à l'aide de gigantesques excavatrices (hautes de 70 m, construites par Krupp) pour le transporter par bande roulante vers d'énormes centrales thermiques où le combustible est brûlé ; le filon une fois épuisé, après quelques années d'exploitation, on remet le lœss en place pour mise en culture, tout en ménageant dans les excavations des lacs transformés

en bases de loisirs, le nouveau paysage est également agrémenté de collines (les morts-terrains remodelés) plantées de forêts ; on a poussé le sens du détail à choisir les mêmes essences que celles de la forêt primitive du tertiaire, qui a donné naissance, en se décomposant, au précieux lignite... Tout ce processus s'exécute sur plusieurs décennies. Aujourd'hui, le lignite assure près du quart de la production électrique allemande.

7 Ainsi, la société crée en 1951 dans l'Emsland, s'inscrit-elle dans une tradition séculaire d'exploitation méticuleuse d'un maigre capital naturel. Elle prend la suite d'une société de colonisation fondée en 1926, qui a installé, au sortir de la guerre, pas moins de 1800 exploitants sur 20000 ha. Des villages, devenus bourgs, sont nés : Pappenburg compte 34 maisons en 1660 et 16000 habitants aujourd'hui ; Wiesmar, né en 1922 est un bourg de 6000 habitants, on y exploite toujours la tourbe, brûlée dans une centrale thermique, pour chauffer des serres où poussent des légumes pourvus d'un label ! La Emsland GmbH de 1951 a été très active. Elle a investi plus de 2 Mrd de DM entre 1951 et 1989 : installation de 150000 réfugiés et expulsés de l'après-guerre : beaucoup repartent, car le pays est rude et pauvre, mais 30000 s'installent ; mise en valeur des landes, remembrement foncier, installation des réseaux (électricité, eau). Sur ces terres plates, aux horizons infinis, 1250 fermes s'implantent, 128493 ha de terres sont bonifiées, 15736 ha drainés par 6832 km de canaux et fossés ; on a planté 17277 ha de forêts, les rivières ont été régularisées sur 697 km ; on a construit 2890 km de chemins et 684 km de routes ; mieux : les communes de la région se sont cotisées pour construire l'autoroute A 31 entre la Ruhr et la mer du Nord qui désenclave l'Emsland. Pas un pouce du territoire qui ne soit rationnellement mis en valeur. Quand la pression démographique est

forte, l'espace mesuré et de surcroît pauvre, ici comme aux Pays-Bas ou au Japon, fait l'objet de soins attentionnés.

8 Une loi de 1955 reconnaît l'agriculture comme « activité de base de la nation » – ce qui surprend pour un pays qui a fondé sa puissance économique sur l'industrie. L'article 1 donne pour mission au gouvernement de « compenser les désavantages naturels auxquels elle est soumise » et « d'augmenter la productivité agricole ». L'article 4 lui impose de publier un rapport annuel sur la situation agricole (*Grüner Bericht*), détaillant les mesures prises et à prendre. Aujourd'hui encore, le rapport sort avec une ponctualité toute germanique... Existe-t-il l'équivalent en France, pays de « l'or vert » ?

9 Les sociétés de colonisation agraire, comme l'Emsland, ont une mission, définie par deux lois, le 28 mai 1913, puis le 11 août 1918 ; dès cette époque, il y a un siècle, on définit non seulement une politique de restructuration agraire (remembrement, agrandissement des exploitations, réseaux, etc.) mais une œuvre plus globale d'aménagement du territoire. Le développement agricole s'inscrit donc dans une perspective plus large : comme toujours, les Allemands ont une vision globale, géographique et concrète de l'aménagement du territoire, et non technocratique et exclusivement sectorielle : le développement agricole n'est qu'une facette d'une politique plus vaste, qui inclut l'industrialisation de la région, le développement de l'enseignement agricole (pour fournir les cadres à cette agriculture qu'on veut développer), la construction de routes et d'écoles, la promotion du tourisme rural (pour des revenus complémentaires).

10 Depuis des décennies, l'agriculture allemande est puissamment intégrée à la société globale. Il n'y a ni désert rural ni ghetto paysan, pauvres, isolés, comme il en existe dans les régions rurales de la

France profonde. La ville, l'usine, le médecin, l'école ne sont jamais loin.

11 L'aménagement des régions rurales les plus pauvres (zones côtières, grande plaine du nord, montagnes) a non seulement freiné l'exode rural, mais développé leur attractivité.

12 Jadis, l'Emsland était l'hospice de l'Allemagne (*Deutschlands Armenhaus*)... C'est aujourd'hui une région prospère. Terre d'émigration autrefois, elle attire désormais du monde : de 220000 habitants en 1939, elle passe à 300000 en 1961 et 450000 aujourd'hui. Le taux de chômage est de... 5 % ! Les activités sont très diversifiées. À Pappenburg, village de colonisation agraire du XVIIe siècle, petite ville aujourd'hui, furent fondés en 1795 les chantiers navals Meyer-Werft ; l'entreprise familiale a magnifiquement prospéré ; elle emploie 3300 personnes, et dispose de deux autres sites de production à Turku (Finlande) et Rostock. Elle possède deux immenses docks, et le plus grand dock couvert du monde ! Elle a fabriqué des sous-marins pendant la guerre, puis des bateaux de pêche, des bateaux-incendies, des méthaniers et depuis 1980 des navires de croisière (dont le Quantum of the Seas, 348 m de longueur, 4180 passagers). Quoi d'étonnant ? la géographie ! où se situe Pappenburg ? en pleine terre, à 5 km de l'Ems, fleuve paresseux, – rejoint par un canal, et à plus de 70 km de la mer ! D'autres entreprises industrielles se sont implantées dans les années 1960-1970 : UPM Nordland Papier (groupe finlandais) avec 1300 emplois à Dörpen, bourg de 5000 habitants ; WAVIN (groupe néerlandais) fabrique des tuyaux en plastique dans le bourg de Twist (500 emplois), une centrale thermique au gaz naturel à Lingen... Après l'agriculture et l'industrie : le tourisme ! il faut cette fois exploiter une autre ressource naturelle : la beauté des paysages, le calme. À nouveau tout est pensé et planifié : on a réglementé

l'exploitation de la tourbe et protégé les paysages (*Naturschutzgebiet* en 1981), construit 3000 km de pistes cyclables, 200 km de chemins de randonnée dans la lande et 1100 km de pistes cavalières : 2 millions de touristes visitent chaque année la région. Tous ces efforts s'inscrivent dans une logique globale : le programme « Emsland », qui se déploie sur 5300 km^2 (un département français) ; il existe d'autres plans de ce type en Allemagne, comme le programme Nord (1120 km^2) ou le plan côtier de la Basse-Saxe (6000 km^2).

13 Le « miracle de Pappenburg » est celui d'une région déshéritée devenue prospère et attractive au terme d'un processus séculaire et continu d'amélioration, d'aménagement, d'investissement en argent, en travail, en sueur, et d'un appui jamais démenti de la puissance publique. Un effort guidé par la volonté d'intégrer ces territoires perdus et leur population dans la société nationale.

14 Dans un article du *Point* (16 février 2017), Nicolas Baverez titrait « la mer, trésor national méconnu – la France doit renouer avec sa vocation maritime, il y a urgence », déplorant « l'ignorance et le mépris de la France pour son exceptionnel patrimoine maritime » ; il faudrait ajouter qu'en Allemagne, comme au Royaume-Uni, en Suisse ou aux Pays-Bas, les géographes occupent, depuis très longtemps, des postes à responsabilité dans l'administration...

Partis	Assemblée constituante (1.9.1948)			Premier Bundestag (14.8.1949)
	sièges	**oui**	**non**	**sièges**
CDU/CSU	27	21	6[1]	139
SPD	27	27	-	131
FDP	5	5	-	52
KPD	2	-	2	15
DP	2		2	17
Zentrum	2	-	2	10
WAV	-	-	-	12
BP	-	-	-	17
DRP	-	-	-	5
Divers	(5)[2]	-	-	4
Total	70			402

Länder	Évolution population 1939-1950		Nombre d'expulsés en 1950
	valeur absolue	%	% pop. totale
Schleswig-Holstein	+ 1 005 600	+ 63,8	33
Basse-Saxe	+ 2 257 000	+ 49,7	27
Sarre	+ 65 900	+ 38,5	-
Bavière	+ 2 100 000	+ 29,6	21
Hesse	+ 845 000	+ 24,3	16,5
Bade-Wurtemberg[1]	+ 954 000	+ 17,4	13,5
Rhénanie du Nord Westphalie	+ 1 263 000	+ 5,7	10
Rhénanie-Palatinat	+ 44 800	+ 1,5	5
Brême	- 4 300	- 1,0	8,6
Hambourg	- 106 200	- 6,2	7,2
Berlin-Ouest	- 603 000	- 28,0	6,9

Population 13.9.1950)	50 808 900 habitants	
Naissances	812 835	Taux natalité : 16,2 p. 1 000
Décès	528 747	Taux mortalité : 5,7 p. 1 000
Structure en âge (% population)	- 15 ans + 65 ans	9,4 23,3
Population active	primaire : 23,8 % secondaire : 42,7 % tertiaire : 33,5 %	
Nbre d'exploitations agricoles	978 000	
Industrie	Nbre d'établissements	47 135
	Emplois	5 058 000
Consommation énergie	Charbon 59,9 % Lignite 15,4 % Pétrole 20,7 %, Autres 4 %.	
Importations	11,374 Mrd	États-Unis, Pays-Bas, France

<table>
<tr><td>Exportations</td><td>8,362 Mrd DM</td><td>Pays-Bas,
Belgique-Luxembourg,
France</td></tr>
<tr><td rowspan="3">Dépenses budget fédéral
(1951-1952)
20,465 Mrd</td><td>Charges sociales</td><td>7,693 Mrd DM (37,6 %)</td></tr>
<tr><td>Autres (logement, subventions...)</td><td>5,927 Mrd DM (29,0 %)</td></tr>
<tr><td>Entretien des troupes d'occupation</td><td>6,845 Mrd DM (33,4 %)</td></tr>
</table>

Länder contributeurs	
Bade-Wurtemberg	62,321
Bavière	59,145
Hesse	54,626
Rhénanie-du-Nord-Westphalie	12,679
Hambourg	11,721
Länder bénéficiaires	
Berlin	62,951
Basse-Saxe	24,037
Saxe	22,365
Brême	13,502
Rhénanie-Palatinat	13,001
Saxe-Anhalt	12,977
Thuringe	12,501
Brandebourg	11,760
Schleswig-Holstein	10,191
Mecklembourg-Poméranie	9,923
Sarre	7,282

1re vague : expulsés (*Vertriebene*) d'Europe centrale et orientale, à partir de fin 1944	
9,872 millions	dont Silésie : 2,567 Sudètes : 2,261 Prusse orientale : 1,708
2e vague : réfugiés (*Flüchtlinge*) de RDA 1949-1990	
3,756 millions	dont 331 390 en 1953 et 279 189 en 1956
3e vague : *Aussiedler* d'Europe centrale et d'ex-URSS 1950-2004	
4,446 millions	dont Pologne : 1,440 million URSS/Russie : 2,299 millions Roumanie : 0,430 million
4e vague : demandes d'asile (guerres de Yougoslavie) et flux d'autres pays 1991-1999	
1,823 million	
5e vague : demandes d'asile (guerres du Moyen-Orient) 2013-juin 2017	
1,663 million	
Détail des flux 2015[2]	entrées : 2,137 millions sorties : 0,998 million solde : 1,139 million
Détail du solde[2]	**Asie : 577 481** (Syrie : 316 700, Afghanistan : 89 900 Irak : 67 345, Pakistan : 21 600) **Europe : 457 405** (Roumanie : 86 300, Pologne : 63 300 Albanie : 47 000 Bulgarie : 37 800 Croatie : 36 700 Italie : 35 900) **Afrique : 82 500** Nigeria : 9 000

35. 13-15 Novembre 1959. Bad Godesberg : l'adieu du SPD au marxisme

---

1 Entre le 13 et le 15 novembre 1959, le SPD prend congé du marxisme et du concept de lutte des classes, en adoptant, par 324 voix contre 16, à son congrès extraordinaire de Bad Godesberg (près de Bonn), un nouveau programme dont le réformisme doctrinal est enfin conforme à la pratique du parti.

2 Lors du congrès fondateur de Gotha (1875) les réformistes l'avaient déjà emporté, mais la ligne marxiste restait vivace et triomphait même aux congrès d'Erfurt (1891) et de Heidelberg (1925). Quoique pragmatique, le parti n'avait pas tranché sur le plan idéologique, entre marxisme et réformisme. En octobre 1945, les dirigeants socialistes survivants se réunissent au couvent de Wenningsen, pour préparer la reconstruction du parti.

3 Celui-ci, qui a perdu le contrôle des régions orientales où il était fortement implanté par suite de sa fusion forcée avec le parti communiste, en zone soviétique, se trouve réduit aux trois zones occidentales où il n'est pas majoritaire. Le parti est alors dominé par des émigrés et des résistants, d'où émerge la figure de son chef « tragique et incontesté », Karl Schumacher (1895-1952). S'appuyant de son seul bras sur l'épaule de sa secrétaire Anne-Marie Renger, avance sur sa seule jambe, d'autant plus énergique et inébranlable

qu'il est physiquement diminué, ce héros de 1914 décoré de la Croix de fer et rescapé de Dachau, est persuadé que l'avenir de l'Allemagne passe par le socialisme, le contrôle démocratique des grandes entreprises, la planification étatique, et que son parti, légitimé par sa résistance au nazisme, sera le vecteur privilégié de cette transformation. Il combat l'ancrage à l'Ouest prôné par K. Adenauer, ce qui réduit selon lui la perspective de réunification nationale.

4 Mais les temps ont changé. Avec la guerre froide l'Allemagne tourne le dos au communiste (le parti communiste allemand KPD est dissous en 1956 par le Tribunal constitutionnel fédéral) et les succès politiques et économiques de L. Erhard condamnent le SPD à l'opposition ; il s'enferme alors dans une sorte de sclérose doctrinale et une politique du refus, qui débouchent sur des échecs électoraux. Le SPD doit évoluer. Il ne peut plus apparaître comme le parti des *Nein-Sager* ; il lui faut aussi élargir sa base électorale, reconquérir l'électorat ouvrier catholique de la Ruhr, sans pour autant se couper de la bourgeoisie libérale anticléricale… Au congrès de Munich (1956) de substantielles avancées sont à noter ; des thèmes nouveaux, comme la formation professionnelle, l'organisation des loisirs, l'automation dans l'industrie, sont débattus, donnant un tour résolument moderne au congrès, d'autant que sont mises en sourdine les antiennes comme la nationalisation des secteurs-clés.

5 En septembre 1957, le SPD enregistre un nouvel échec électoral malgré un léger progrès en voix et en sièges au Bundestag (+ 18 sièges, soit 169 sièges contre 270 à la CDU/CSU). Le peuple allemand renouvelle massivement sa confiance à Adenauer, au pouvoir depuis huit ans. Toujours dans l'opposition, le SPD poursuit sa mue. Au congrès de Stuttgart il adopte le projet de renouvellement du programme fondamental (*Grundsatzprogramm*) préparé par Willi Eichel, dont la première ébauche sort en avril 1958.

On y lit des choses nouvelles sous la plume des socialistes : la libre concurrence est un des moteurs du progrès économique ; on prône la liberté de choix pour les consommateurs et la liberté économique pour les PME. Dans une interview au *Spiegel* (7 octobre 1959), aux questions directes, W. Eichel donne des réponses lapidaires :

- « Êtes-vous encore marxiste ? » *Nein*.
- « Voulez-vous vraiment abandonner l'économie planifiée ? » *Absolut*.
- « Voulez-vous non seulement maintenir l'économie concurrentielle, mais la promouvoir ? » *Richtig*.

6 Les choses sont claires.

7 La nouvelle direction du parti compte désormais, à côté de Erich Ollenhauer (1901-1962) président du SPD depuis 1952, des dirigeants pro-réformistes comme l'ancien communiste Herbert Wehner ou le libéral Waldemar von Knoeringen, ainsi que Willy Brandt ou Helmut Schmit. Ces réformistes pragmatiques résolus à donner à l'action du parti une base idéologique nouvelle, entament un énorme travail d'information auprès des militants ; au cours de centaines de réunions et de débats s'affrontent vieux militants nostalgiques de la lutte des classes et la « nouvelle gauche » plus libérale. Le SPD effectuant cette mue douloureuse alors qu'il est dans l'opposition, le choc des idées, l'affrontement entre « frondeurs » et majorité n'a aucune incidence sur le cours de la vie économique et sociale du pays... Quel contraste avec l'affligeant spectacle offert plus d'un demi-siècle plus tard par les déchirements et l'implosion du parti socialiste français pendant le quinquennat de François Hollande... De ces longs débats – qui ne sont pas des querelles d'Allemands –, se distinguent trois personnalités, Fritz Sänger (journaliste), Benedikt Kautsky (économiste, fils cadet du vieil idéologue) et Adolf Arndt (avoué), et sort une œuvre collective longuement mûrie, le fameux programme de Bad Godesberg.

8 En place du vieux socle idéologique, les rédacteurs préfèrent le terrain des valeurs : la liberté, la justice, la solidarité, autant d'obligations réciproques résultant du sens de la communauté, représentent les valeurs fondamentales de la volonté socialiste. Le programme se présente comme un ensemble de références à la morale chrétienne, à l'humanisme libéral, à la philosophie classique. En effet, le premier chapitre du nouveau programme fait explicitement référence à l'éthique chrétienne, au point que le jésuite Owald von Nell-Breuning qualifie la partie consacrée à la politique sociale de véritable « abrégé de la doctrine sociale de l'Église ». En 1958, l'académie catholique de Munich consacre ses travaux aux relations entre christianisme et socialisme ; Karl Forster, futur secrétaire général de la conférence épiscopale de l'Allemagne de l'Ouest négocie des ouvertures avec le parti socialiste, notamment pour équilibrer le penchant catholique vers la CDU. Le rapprochement a porté ses fruits.

9 **La révolution doctrinale.** D'un contenu très riche, retenons l'essentiel :

- La rupture avec l'idéologie marxiste, avec le communisme et la lutte des classes. Les valeurs fondamentales du socialisme sont la liberté, la justice et la solidarité ; le socialisme démocratique respecte les décisions de chacun en matière de foi, décision dont le contenu ne doit être déterminé ni par un parti politique ni par un État. Le SPD réaffirme ainsi son hostilité au marxisme : le député Heinrich Deist critique les « vieux » marxistes partisans des nationalisations en ces termes : « le SPD n'a pas vocation à se livrer au commerce d'antiquités » ; rejet plus violent encore du communisme : « les communistes répriment la liberté (...), violent les droits de l'homme et le droit à l'autodétermination de la personnalité et des peuples ». On est loin du « bilan globalement positif » proclamé par Georges Marchais (PCF) et de l'union de la gauche de 1981 en France ! Dans le même temps, le SPD accepte le réarmement de l'Allemagne, et sa présence dans l'OTAN.
- L'adhésion à l'économie de marché : il n'est plus question de socialisation des moyens de production, d'économie planifiée (sauf dans les charbonnages). L'initiative privée est reconnue comme le moteur principal du progrès économique, « tant qu'elle

n'empêche pas la mise en place d'un ordre social juste ». Pour limiter les inconvénients de la concentration capitaliste, il faut contrôler les grandes entreprises par la cogestion, et protéger les PME. Longtemps accusé d'être « le parti de l'inflation », le SPD veut une monnaie stable. Il accepte le capitalisme comme base de la vie économique et sociale, qu'il souhaite améliorer, et se rapproche ainsi de la philosophie des partis conservateurs, avec lesquels des alliances ou coalitions sont désormais possibles.

10 Pour longtemps, Bad Godesberg a frappé par l'audace de ses ruptures : le rejet définitif du dogme marxiste, l'ampleur des concessions faites au libéralisme économique, autant d'éléments qui élargissement la base électorale du parti, devenu parti de gouvernement. Comme aucun parti à lui seul ne peut former une majorité (à l'exception de la CSU en Bavière), des coalitions sont souvent nécessaires pour gouverner, tant à l'échelon fédéral, que régional (Land) ou communal, ce qui accentue finalement le caractère centriste de toute politique possible.

11 Le SPD ne recueille pas immédiatement les fruits de sa révolution interne, mais il progresse régulièrement en sièges au Bundestag, pour atteindre un maximum historique en 1972 avec 230 sièges contre 225 à la CDU/CSU ; il progresse également en voix et mord désormais au-delà de son électorat ouvrier traditionnel – sans pour autant l'abandonner – en touchant de nouvelles couches de la population : jeunes, femmes, catholiques, ruraux, cadres. Il s'enracine profondément dans la société. Il n'est plus perçu comme un parti de classe (*Klassenpartei*) mais comme un *Volkspartei*, un parti du peuple tout entier. Ce recentrage est providentiel, sans lui, les sociaux-démocrates n'auraient jamais gouverné l'Allemagne. Après les années Schröder, ils réalisent même un second Bad Godesberg, en rompant avec leur aile gauche radicale qui fonde en 2007 le parti Die Linke (59000 adhérents).

12 Comme la CDU/CSU forme une droite conservatrice, plus proche du centre que des extrêmes, l'Allemagne s'appuie désormais sur deux grands partis de gouvernement, solides et structurés. Leur alternance au pouvoir ou leur coalition garantissent la stabilité politique, leur large représentativité de la diversité sociale du peuple préserve l'homogénéité du pays, et créent finalement les conditions du développement économique et du progrès social.

13 Le SPD est aujourd'hui le plus puissant parti social-démocrate du monde. Il a toujours obtenu plus de 100 sièges à la diète fédérale depuis 1919, et recueilli régulièrement autour de 10 millions de suffrages. Il a mobilisé un million d'adhérents en 1977, avant de refluer sous le triple choc de la réunification, de la mondialisation et de l'afflux migratoire récent. Au 1er janvier 2016, il compte encore 459902 adhérents. Son budget et son patrimoine net autorisent un certain optimisme.

14 On est loin du désastre français…

Portrait statistique du SPD (Allemagne) et du PS (France)

	SPD	PS
Fondation	1863/ADAV 1869/SDAP 1875/SAP-SPD	1905/SFIO 1969/PS
Nombre adhérents 2016	459 902[1]	135 833[2]
Budget recettes 2014 (millions €)	161,82	58,26*
dont cotisations adhérents %	30,9	12
cotisations élus %	15,1	22
financement public %	30,1	44
Patrimoine brut (millions €)	264,68	52,12
Dette (millions €)	85,68	31,29
Situation nette (millions €)	+ 178,99	+ 8,99
Sociologie des adhérents (en %)		
Âge		
- 30	8	10
30-40	7	13
40-50	12	16
50-60	20	23
+ 60	53	38
Diplôme		
CEP/pas de diplôme	28	4
CAP/BEPC/diplôme technique	22	17
Enseignement secondaire		
bac/Abitur	13	15
Enseignement supérieur	37	64
CSP		
Ouvriers	16[4]	3[5]
Employés	30	14
Fonctionnaires, cadres et professions intermédiaires	42	74
Autres[3]	12	9
Poids politique		
Nombre de voix aux élections nationales (millions)	11,426/9,54[6]	2,29/7,62[7]
Nombre de députés (2017)	153 sur 709	31 sur 577
Nombre de présidences de région ou de Land (2017)	9 sur 16	5 sur 17

1. Au 1.1.2016.
2. Au 30.4.2016 mais 86 171 à jour de cotisations, selon Le Parisien.
3. En Allemagne : indépendants.
4. 2009.
5. 2011.
6. Élections fédérales du 24 septembre 2017.
7. Élections présidentielles de mai 2017 et législatives juin 2017 (273 députés dans la législature précédente).

* Les données financières sur les partis politiques en France manquent de transparence. Il est certain en revanche que la dotation publique du PS passera de 25 millions € en 2017 à 7 en 2018 suite au grave échec électoral de juin 2017. Le siège social du PS est estimé à 50 millions €.

Sources : bpd.de ; Spiegel.de ; C. Dargent, H Rey « Sociologie des adhérents socialistes », *Cahiers du Cevipof* n° 59 (2014) ; Deutsche Bundestag : Drucksache 18/7910 ; *Journal officiel* du 31.12.2015 (p. 516-519).

36. 19 décembre 1962. Le discours d'Alfons Goppel, « père de la Bavière »

---

1 Si le miracle allemand s'incarne en quelques figures emblématiques comme L. Erhard ou K. Adenauer, il est d'abord l'œuvre des travailleurs allemands eux-mêmes, et des élites régionales. L'une des forces du pays est d'avoir su mettre au pouvoir dans les Länder des hommes d'État éminents, comme Lothar Späth en Bade-Wurtemberg, ou les quatre ministres-présidents qui se sont succédé en Bavière entre 1962 et 2004.

2 Peu connu, Alfons Goppel (1905-1991) a mis sa région sur les rails de la modernité. Quand il est élu en 1962, la Bavière est encore un pays rural assez pauvre, et enclavé. Durant les 16 années de ses mandats, A. Goppel a hissé sa région au niveau national, sans pour autant creuser les inégalités sociales et territoriales ; son œuvre a été poursuivie par ses successeurs, et aujourd'hui la Bavière est la région la plus riche d'Allemagne. À elle seule, elle soutient les finances des nouveaux Länder de l'ex RDA, en leur versant, au titre de la péréquation financière interrégionale, plus de 5 milliards € par an, deux fois plus que le Bade-Wurtemberg pourtant prospère.

3 Au sortir de la Seconde guerre mondiale, la Bavière connaît aussi son année zéro. Anton Pfeiffer, alors secrétaire d'État à la chancellerie du Land, compare la situation de la Bavière à celle de la guerre de

Trente Ans : « *es ist eine Lage wie ungefähr nach dem 30jährigen Krieg* » : campagnes désertées, villes dévastées – Munich et Nuremberg détruites à 50 %, Würtzbourg à 75 % –, des villes en ruine où affluent pas moins de 700000 réfugiés et expulsés, sans oublier le retour des prisonniers de guerre. La population passe de 7 millions en 1939 à 9,2 en 1950, d'où une forte pression sur le marché immobilier, sans compter les problèmes d'intégration dans cette société catholique, conservatrice, et très patriote (on comptait encore 1424 communes exclusivement catholiques en 1939, et 27 seulement en 1950). L'économie locale n'est guère vaillante : la région compte encore un demi-million de petites exploitations agricoles familiales, de nombreuses zones sont déshéritées, le climat sévère, les sols ingrats (marais et tourbières, terrasses caillouteuses). Le PIB par habitant se situe 15 points sous la moyenne nationale en 1950, et 12 points encore en 1960. Il y a peu de routes asphaltées, peu de lycées. Un cinquième des actifs est encore dans l'agriculture. On pense aux remarques d'Élisée Reclus en 1878 sur la région : « mœurs, coutumes, traditions politiques et religieuses l'ont maintenue longtemps dans un certain isolement par rapport au reste de l'Allemagne ; et c'est toujours là que se trouve le principal foyer de résistance au nouvel ordre des choses ».

4 Sur le plan politique, la CSU (Christlich-Soziale Union – Union chrétienne sociale) conquiert la majorité des sièges à la diète régionale en novembre 1962 ; elle l'a conservée jusqu'à nos jours. C'est dans ce contexte que A. Goppel est élu, par 109 voix sur 188, contre le SPD de Hoegner. Il a 57 ans, mais déjà une carrière politique assez longue derrière lui. Né à Rheinhausen, un village près de Ratisbonne, il devient avocat. De 1930 à 1933 il est membre du parti populaire bavarois (Bayerische Volkspartei) avant d'adhérer en 1937 au NSDAP qu'il ne quitte qu'en 1945. Maire adjoint

d’Augsbourg en 1952, élu au Landtag en 1954, secrétaire d’État à la justice puis ministre de l’Intérieur du Land, il est le candidat du compromis, entre l’aile conservatrice de la CSU (*Petrakreis*) et l’aile évangélique libérale. Finalement, il doit compter moins sur son propre parti que sur l’administration et sur sa compétence.

5 Il prononce son discours-programme inaugural le 19 décembre 1962. La séance est ouverte à 10h03.

6 D’emblée, A. Goppel donne le ton : son discours de politique générale prend une dimension humaniste, car, ce sont ses premiers mots, « au cœur de toute activité de l’État se trouve l’homme » (*im Mittel aller staatlichen Tätigkeit steht der Mensch*). « Et il doit pouvoir s’épanouir complètement dans notre région ».

7 Plus qu’ailleurs, ces mots ont en Bavière une résonnance particulière et semblent faire écho au préambule de la constitution du Land adoptée le 2 décembre 1946 : « au vu du champ de ruines provoquées par un État et une société dépourvus de Dieu, de conscience morale et de respect de la dignité de l’homme, et dans lequel les survivants de la Seconde Guerre mondiale ont été plongés… ». La Bavière entend bien renouer avec ses traditions chrétiennes, populaire et sociale. L’État bavarois, riche d’une « histoire de plus de 1000 ans » a une structure institutionnelle originale en Allemagne : outre le parlement (Landtag), il a un Sénat, où siègent 60 membres, dont 5 représentants des communautés religieuses, 3 des universités de Munich, Würzburg et Erlangen, 11 représentants du monde rural, 10 de l’artisanat de l’induxtrie et du commerce, 11 des syndicats, 4 des professions libérales, 5 du mouvement coopératif, 5 des organisations caritatives, et 6 élus municipaux. L’existence d’un Sénat bavarois de 1946 à 2000, contrastant avec les chambres uniques des autres Länder, manifeste l’intention de mobiliser, autour du gouvernement, les figures les plus représentatives et les plus

actives de la société. Les inspirateurs du travail d'unité morale de la Bavière furent le Pr Navinsky, chassé en 1933 de sa chaire de l'université de Munich et le Dr Joseph Müller, rescapé des camps. On comprend que A. Goppel développe son action comme une mission à la fois politique et *morale*. La volonté de libérer la Bavière de l'emprise nazie en 1946, sans l'aide des communistes, tout autant rejetés, explique par exemple que la Loi fondamentale de Bonn ait été, dans un premier temps, repoussée par le Parlement régional (101 voix contre 64).

8 La Bavière choisit donc une voie originale de reconstruction, à la fois économique, sociale et *morale*, sans rompre avec sa tradition ni dénaturer son identité.

9 A. Goppel enracine donc le renouveau régional dans la tradition. Il convient d'abord de mobiliser ses propres forces, sa propre énergie, selon le vieil adage chrétien « aide-toi, le ciel t'aidera » (*Hilfe zur Selbsthilfe*), une règle qui vaut pour les individus comme pour les entreprises ou les communes. La mutation économique nécessaire de la Bavière, sa transition de l'état agraire à l'état industriel, doit s'opérer, demande A. Goppel, en préservant les grands équilibres territoriaux ; c'est un rappel de l'article 3 § 2 de la constitution régionale : « (le gouvernement) favorise et assure l'égalité des conditions de vie et de travail sur l'ensemble du territoire de la Bavière, aussi bien en milieu urbain qu'en zone rurale ». Il demande « une répartition harmonieuse de l'activité économique sur tout le territoire, et non sa concentration en quelques pôles privilégiés » (*die Regierung wird bestrebt sein, die Wirtschaft breit über das ganze Land hin, und nicht nur an ihnen bisherigen Schwerpunkten wachsen zu lassen*). La main-d'œuvre agricole libérée doit « autant que possible rester au pays et y gagner son pain » (*möglichst in der Heimat bleiben und hier Arbeit und Brot verdienen*). En somme, vivre et travailler au pays ! Un

slogan « alternatif » des années 1980, comme programme d'un gouvernement catholique conservateur en 1962.

Cette politique comporte de nombreux volets, les uns classiques (désenclavement par les routes et chemins de fer, barrages hydro-électriques pour l'électrification rurale) d'autres plus originaux comme la promotion du *Mittelstand*, ce qui répond à l'obligation constitutionnelle, l'article 153 stipulant : « le législateur et l'administration doivent promouvoir les petites et moyennes entreprises indépendantes dans les domaines de l'agriculture, de l'artisanat, du commerce et de l'industrie, et elles doivent les protéger de la surcharge (fiscale) et de l'absorption ». Ainsi le soutien apporté par l'État à cette catégorie économique, et donc à la classe moyenne, est un *devoir*. Ce soutien prend la forme de prêts bonifiés, garanties, aides diverses ; la petite industrie pourra ainsi profiter de l'appoint de la main-d'œuvre qualifiée de milliers de Sudètes réfugiés après-guerre. Une attention particulière est portée à l'agriculture : il faut moderniser ce secteur, et le préparer à la concurrence au sein du Marché commun ; il est du *devoir* de l'État que les paysans disposent d'un revenu correct. L'article 164 § 1 de la constitution régionale est clair : « la population agricole doit se voir garantir des revenus suffisants pour lui permettre de vivre dignement sur les terres héritées, au moyen d'une intégration du progrès technique dans l'agriculture, de l'amélioration de sa formation professionnelle, du mouvement coopératif et de la promotion de la production et du niveau des ventes ». Texte écrit en 1960, auquel nombre de paysans français de 2017 souscriraient volontiers. En 1960, le revenu agricole bavarois est inférieur de 28 % au niveau national. Il faut comprendre que les motivations de A. Goppel et de la CSU ne sont pas électoralistes ; l'idée est d'asseoir le développement régional sur tout le territoire et toute la société,

éviter l'exode rural qui vide les campagnes et gonfle les villes sortant à peine des ruines, et où s'entassent par dizaines de milliers les réfugiés d'Europe centrale et orientale. Le discours de A. Goppel peut sembler passéiste, voire archaïque : il est révolutionnaire. Il a compris que les PME dynamiques peuvent très bien se développer dans un environnement rural bien aménagé, et qu'encourager la double activité des agriculteurs leur permettrait de vivre dans leur ferme et leur village. Il affirme : celui qui veut rester paysan doit pouvoir le rester, même si son exploitation est modeste : « *die Regierung will es auch ermöglichen, dass Bauer bleiben kann, wer Bauer bleiben will, mag sein Betrieb auch weniger als 20 Tagewerk Fläche umfassen* ». Parmi les mesures de cette politique agricole : le désendettement des paysans, le remembrement des parcelles, la modernisation de l'outil de production, l'essor des coopératives, mais aussi, et en même temps, l'implantation de petites usines en milieu rural : une agriculture à temps partiel, un pied à la ferme, un autre à l'usine, mais vivre au pays, tel est l'idéal proposé aux Bavarois. C'est donc un projet social, humaniste et non technocratique que propose A. Goppel, et qui préserve « la précieuse identité du monde paysan » (*die wertvolle Eigenart der bäuerlichen Bevölkerung zu erhalten*). La politique scolaire fait partie de ce programme d'aménagement global : il convient de créer de nouvelles écoles, de développer la filière ancienne et performante du « *zweiter Bildungsweg* » (école de la deuxième chance avant la lettre), de revaloriser le métier d'enseignant, et créer à cette fin de nouvelles filières à l'université, de rendre les bourgs et villages plus attractifs grâce aux implantations d'établissements scolaires et la construction de logements sociaux.

11 À cette fin, A. Goppel appelle à une action collective et coordonnée de tous les acteurs, à une mobilisation de toutes les énergies :

ministère régional de l'agriculture, monde enseignant, élus locaux, chambres consulaires, industriels. Quel contraste avec la Lorraine, « le Texas français » des années 1960, où toutes les énergies se tendent vers un seul but, l'exploitation du minerai de fer et de la sidérurgie, sans considération pour les autres secteurs de l'économie ni aménagement global de la région ; une vision technocratique, dénoncée en son temps par le Pr F. Reitel (Université de Metz) et dont on voit aujourd'hui le résultat...

12 Le discours prend fin à 11h05. Il est applaudi par la CSU et par l'opposition SPD. Un discours clair, très concret, dénué de pathos, tourné vers l'action : à chaque thème abordé, A. Goppel a donné une « feuille de route » à ses ministres. Il sera reconduit comme ministre-président pendant 12 ans, jusqu'en 1978. Il a développé tout le programme annoncé dans le discours fondateur de 1962 en restant fidèle à quelques principes : pas de développement économique sans développement social, répartition équilibrée de toutes les activités sur tout le territoire.

13 Peu à peu, la Bavière se transforme. Outre son action propre, elle bénéficie des aides fédérales au développement régional (plus de 1 milliard DM de 1958 à 1962, et autant ensuite). Elle engage même une petite « révolution silencieuse », qui suscite l'opposition de Franz Josef Strauß (CSU) : la réforme territoriale, comme dans les Länder sociaux-démocrates ; en juillet 1972 et en mai 1978, deux vagues de fusion de communes et de concentration des équipements dans les bourgs et petites villes pour structurer le territoire, simplifient la carte administrative, tout en réduisant les coûts de fonctionnement de l'administration locale ; le nombre de communes tombe de 6962 à 2027, celui des mandats d'élus de 69100 à 36700 ; aujourd'hui, les 2/3 des communes ont plus de 5000 habitants. L'industrie se développe rapidement, portée par le mouvement

général du miracle allemand, les aides régionales, le reflux d'entreprises de la zone d'occupation soviétique après 1945. De 1962 à 1971, son chiffre d'affaires double ; on compte 885366 salariés en 1955. Le patronat industriel régional est regroupé dans un lobby actif, né en 1902, le LBI (*Landesverband der Bayerischen Industrie*) ; il est intéressant de souligner que 9 des 11 dirigeants du LBI sont protestants (originaires de Franconie) et les 2/3 diplômés d'une *Technische Hochschule*.

14 Les premiers succès font taire les opposants, notamment le SPD et le FDP, qui reprochaient à A. Goppel de maintenir les paysans dans les campagnes ou de promouvoir le *Mittelstand*, une structure économique jugée « non moderne ». A. Goppel, pragmatique, poursuit son œuvre, et fait du *Landesplanung* (planification territoriale) l'instrument de l'État pour développer les zones défavorisées ; c'est d'ailleurs une tradition bavaroise, puisque le premier plan date de 1951-1953, et le second de 1957 . En juillet 1963, il s'attache à développer les zones isolées de moyenne montagne : Haut-Palatinat, Basse Franconie, Basse Bavière) et les zones frontalières du rideau de fer. Là encore, un plan global est mis en œuvre, combinant aides à l'agriculture, à l'industrie, au tourisme, équipements scolaires et infrastructures. Il modernise l'enseignement, promeut l'école laïque, qui supplante l'école confessionnelle, procède au regroupement des écoles primaires qui accompagne la réforme territoriale : de 7000 en 1966 elles passent à 3000 en 1980, mais sont très bien équipées. Dans un discours d'octobre 1964, il réitère sa volonté d'un développement territorial harmonieux ; a-t-il lu Walter Christaller, qui prenait la Bavière comme modèle pour sa théorie des lieux centraux (*Zentralorte*) publiée avant-guerre, et qui a inspiré toute la politique d'aménagement du territoire en Allemagne ? Sans doute pas, mais le

bon sens vaut toutes les théories. Un des objectifs concrets de A. Goppel, par exemple, est de réduire les migrations hebdomadaires ou saisonnières de travail, qui vident ces régions montagneuses de leurs bras partis s'employer dans les villes ; ces Fernpendler sont au nombre de 80 000 environ : un phénomène socialement douloureux (qui « casse les familles ») et économiquement coûteux (fatigue, double logement donc double dépense). A. Goppel innove aussi en matière universitaire, imitant les sociaux-démocrates de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, qui fondent la Ruhr-Universität à Bochum en 1962 pour aider à la reconversion du bassin industriel. Pendant des siècles, la Bavière n'a connu que deux universités, Munich et Erlangen. Il en crée huit nouvelles à Ratisbonne (1967), Augsbourg (1970), Bamberg (1972), Eischstätt-Ingolstadt (1972), Bayreuth (1972) et Passau (1978) qui assurent un quadrillage complet du vaste territoire régional ; il créé aussi l'université de la Bundeswehr à Munich (1973). Un de ses succès les plus spectaculaires est l'obtention des Jeux olympiques de Munich en 1972, formidable promotion pour la région.

15 En 1974, il fait voter le 23 septembre une nouvelle loi sur le *Mittelstand* (petites et moyennes entreprises et professions indépendantes), pour soutenir le secteur par des prêts, garanties, prises de participation, conseils en technologie, aide à l'exportation, soutien à la participation aux foires et salons industriels. La Mittelstandsförderung Gesetz – MfG – sert de modèle pour toute l'Allemagne.

16 On a qualifié A. Goppel de « père de la région » (*Landesvater*), de « père de la Bavière moderne » (*Vater des modernen Bayern*) et de « père de toutes les réformes » (*Süddeutsche Zeitung*, 19.12.2016) ; il faut rappeler que son activité exceptionnelle (il a fait voter 507 lois) s'inscrit en continuité de ses prédécesseurs, comme Hans Seidel, qui

le premier, s'est battu pour développer le *Mittelstand* ou Hans Ehard pour l'industrie en milieu rural. D'autre part, l'industrialisation tardive de la Bavière lui a épargné la constitution d'un prolétariat nombreux et syndiqué et le déracinement politique et culturel de certaines couches sociales qui accompagnent l'industrie traditionnelle. Mais réélu pendant 16 années consécutives, A. Goppel a donné au pays un souffle sans pareil.

17 Franz Josef Strauß lui succède en 1978 et accélère la mutation de la région pendant les dix années de son mandat, E. Stoiber poursuit l'œuvre entre 1994 et 2004. Après l'agriculture et les infrastructures dans les années 1960, puis l'approvisionnement énergétique (oléoduc Gênes-Ingolstadt, centrales nucléaires), c'est la recherche et les hautes technologies, la microélectronique et les start-up qui font l'objet de tous les soins du dirigeant bavarois. Un homme symbolise, dans l'ombre des ministres-présidents, ce renouveau : le ministre de l'économie Anton Jaumann, resté en poste pendant 18 années consécutives, véritable chef d'orchestre du renouveau bavarois. Avec Strauss, la Bavière a désormais une politique technologique et d'innovation, appelée OZB (*Offensive Zukunft Bayern*) ; régulièrement mise à jour et réorientée, cette politique publique subit depuis 1990 un audit financier et technique annuel. Elle reçoit l'appui de toute la classe politique et des syndicats. Le financement de cette politique a reposé en partie sur des cessions de participation du Land dans diverses industries régionales, comme Bayernwerk, DASA ou RDM. En 1994, il a pu ainsi investir 3,6 milliards DM dans 8 universités, des centres de recherche ou de formation, et donné des aides aux start-up. En 1996, Munich débloque encore 2,6 milliards DM pour la recherche (aérospatiale, télécommunications, logistique) en privilégiant le pôle universitaire de Nuremberg-Erlangen-Fürth. En 1999, le Land vend à nouveau des

participations dans VIAG pour investir 2,5 Mrd DM dans des centres de recherche de haut niveau (sciences de la vie, nouveaux matériaux) et des programmes de qualification de la main-d’œuvre.

18 Aujourd’hui, la Bavière dispose d’un outil de recherche exceptionnel : 11 universités – dont la *Technische Universität* de Munich (TUM), l’une des meilleures du monde – 15 *Fachhochschulen*, 11 instituts Max Planck, 7 instituts Fraunhofer, le centre national de recherche aérospatiale (DLR), le centre national de recherche pour l’environnement et la santé (GSF). Le Land dépense chaque année 5 à 6 milliards € pour l’éducation, la recherche et la science. Sa banque publique régionale, la Lfa-Förderbank, octroie des crédits aux PME innovantes (2,35 milliards € par an), autant d’établissements publics travaillant en étroite collaboration avec les grands groupes industriels régionaux comme Siemens, BMW, Audi, EADS, MAN. Le succès de cette politique régionale tient en quelques chiffres : la Bavière est devenue le 2e pôle d’emploi d’Allemagne (7,37 millions) derrière la Rhénanie-du-Nord-Westphalie (9,27 millions) ; l’économie régionale est remarquablement équilibrée, associant agriculture, industries diversifiées (automobile, mécanique, électrotechnique, chimie, aérospatiale, électronique...), petites et grandes firmes, tourisme et services. L’agriculture demeure un secteur solide avec 90000 exploitations, dont 21,6 % ont plus de 100 ha, chiffre jamais atteint et 9,4 % offrent un gîte touristique. Près de la moitié des agriculteurs (40,8 %) sont producteurs d’énergie renouvelable et 11 % ont une double activité qui leur assure de précieuses ressources complémentaires. Avec 3967 établissements, l’industrie est aujourd’hui présente sur tout le territoire bavarois et occupe près de 1,3 million de salariés. Le salaire moyen dans l’industrie atteint 5194 € bruts en avril 2017... Les zones rurales réalisent 59 % du PIB régional – chiffre en

progression ! – les villes moyennes 19 % et la métropole munichoise 22 %. Le PIB régional *per capita*, inférieur de 18 points à la moyenne nationale en 1918, de 15 points en 1950, de 8 encore en 1970, égalise en 1982, et s'établit depuis 2008 de 16 à 17 points au-dessus de la moyenne nationale. Le taux de chômage est de 3 % en septembre 2017 et... moins encore en Haute-Bavière !

19 La Bavière, que l'on surnomme le « *Chancenland* », est un exemple de « mondialisation heureuse ». Comme le Japon, elle a su marier avec bonheur les bénéfices de la mondialisation à la préservation d'une forte identité culturelle, la tradition à la modernité, elle a préservé l'équilibre entre les activités et entre les territoires. Cette réussite exemplaire montre que le global peut s'articuler au local, avec fécondation réciproque ; elle montre aussi que le Land est un échelon pertinent pour mener une politique économique efficace, pour peu qu'elle le soit par de véritables hommes d'État, lucides, tenaces et pragmatiques, dépourvus d'idéologie et soucieux du bien commun.

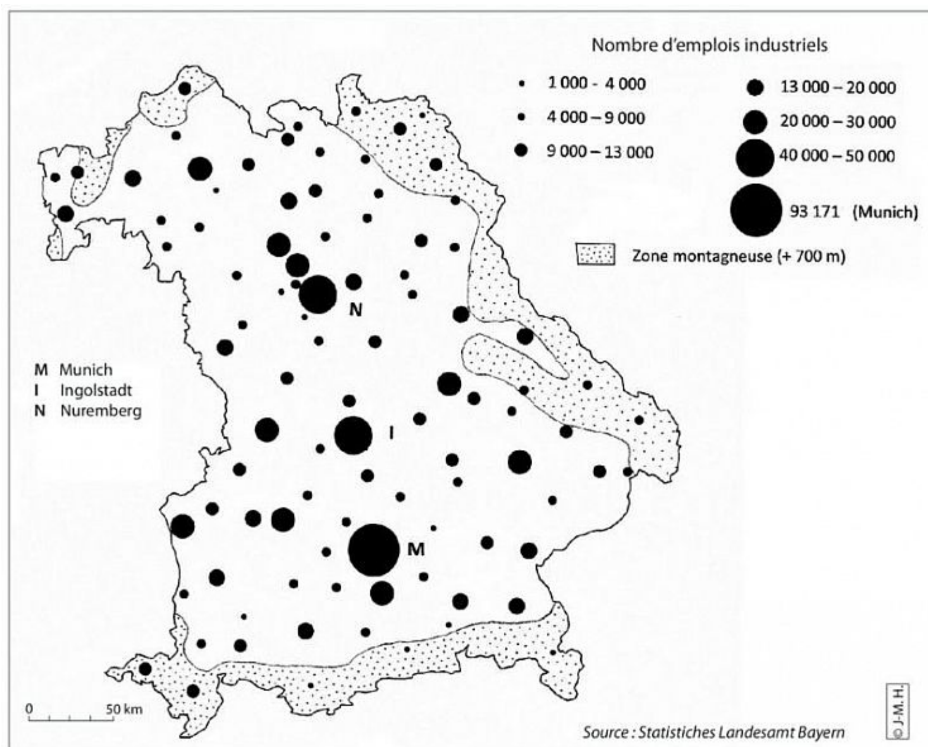
La mutation d'un Land depuis 1960 : la Bavière

	1960	2016
Population	9515479	12843514
Moins de 25 ans (%)	37,4	24,6
Plus de 65 ans (%)	11,0	20,0
Mortalité infantile (%)	3,6	0,28
Structure de la population active		
Primaire	21,6	1,0
Secondaire	44,5	31,2
Tertiaire	33,9	66,9
Taux de chômage	8,2 (1955)	3,0 (9.2017)
PIB (milliards €)	58,4 (1970)	567,97
PIB/hbt (Allemagne = 100)	88	116
Agriculture		
Nombre exploitations	455419	90162
- moins 10 ha	321867	19808
- plus de 100 ha	576	4960
Nombre d'emplois (million)	1,35	0,121
Industrie		
Nombre d'établissements	10561	3965
Nombre d'emplois (millions)	1,176	1,178[1]
dont machines/automobile	0,203	0,463
Électrotechnique	0,179	0,202
Agroalimentaire	0,072	0,107
Taux d'exportation (% du CA)	15,1	54,6
Nombre total d'emplois en Bavière (millions)	3,350	6,715
Nombre d'étudiants	50000	280000
Péréquation financière entre les Länder (milliards €)	+ 0,1	- 5,45

1. 2017 (Établissements de plus de 50 salariés).

Sources : Destatis, Bayerisches Landesamt für Statistik, Bayern in Zahlen.

Répartition géographique de l'industrie en Bavière (2016)


Nombre d'emplois industriels
1 000 - 4 000
4 000 – 9 000
9 000 – 13 000
13 000 – 20 000
20 000 – 30 000
40 000 – 50 000
93 171 (Munich)
Zone montagneuse (+ 700 m)
M Munich
I Ingolstadt
N Nuremberg
N
I
M
0
50 km
Source : Statistiches Landesamt Bayern
© J.-M. H.

37. 1er juillet 1990. Le traité union monétaire : « le roi mark annexe la RDA »

1 La réunification de l'Allemagne est, avec l'effondrement de l'Union soviétique, l'événement géopolitique majeur de la fin du XXe siècle. En moins d'un an, du 9 novembre 1989 au 3 octobre 1990, l'Allemagne retrouve son unité, au terme d'une « révolution tranquille » qui stupéfie le monde et donne à Helmut Kohl une stature de grand homme d'État. Cet événement majeur a suscité une littérature immense : nous limitons cette étude à la première étape du processus, le traité d'union monétaire, économique et sociale signé en mai 1990.

2 Le 7 octobre 1989, les dignitaires est-allemands assistent, mornes et raides, en présence de M. Gorbatchev, au défilé solennel de l'Armée populaire et des milices ouvrières sur la Karl-Marx-Allee pour le 40e anniversaire de la RDA. Qui pouvait alors imaginer que deux mois plus tard, tous seraient balayés par le grand souffle de l'histoire ? Personne. On connaît les causes de cette débâcle : d'abord la pression du peuple, par ses manifestations gigantesques à Leipzig puis dans tout le pays, une pression constante et puissante, jamais relâchée, portée par une aspiration à la liberté, et une volonté de vaincre un régime d'oppression, devenu insupportable, au point d'alimenter un courant grandissant d'émigration ; ensuite, la crise qui taraude les

économies est-allemande et soviétique, au bord du gouffre, et sans cesse à la recherche de crédits que seule la RFA leur accorde ; crise qui mine à son tour le parti-régime est-allemand dans l'incapacité d'imaginer une perestroïka germanique ; les changements qui s'opèrent en revanche en Hongrie et en Tchécoslovaquie, enfin la sagesse de M. Gorbatchev forment la toile de fond de ce drame extraordinaire. Le Mur de Berlin tombe le 9 novembre 1989. **La volonté de H. Kohl.** Le chancelier, dès le 28 novembre, annonce un plan en 10 points « pour le dépassement de la division de l'Allemagne et de l'Europe ». La réunification est sur les rails. Mais H. Kohl ne mentionne à aucun moment un quelconque projet d'union monétaire. C'est la dégradation de la situation économique et politique en RDA qui le pousse à accélérer un processus qu'il envisageait plus graduel. En RDA, sous la pression de l'opposition et l'égide de l'Église évangélique sont décidées des élections libres pour mai 1990. Le SED s'empresse d'abandonner sa doctrine marxiste-léniniste, de changer de nom (il devient le PDS – parti du socialisme démocratique –) et de reconnaître l'économie sociale de marché – un Bad-Godesberg de circonstance, en somme –, tandis que les grands partis ouest-allemands (SPD et CDU) chaperonnent leurs homologues de l'Est.

3 Le démantèlement de l'économie communiste commence dès le 25 janvier 1990 avec l'instauration de la liberté de commerce, d'artisanat et des services, tandis que la Chambre du peuple (Volkskammer) crée la Treuhandanstalt (THA) en mars, pour restructurer l'appareil productif. C'est alors que les élections sont avancées au 18 mars, poussant H. Kohl a accélérer le processus de réunification. Il veut profiter de la désagrégation du régime est-allemand, et craint que Gorbatchev ne soit remis en question par les conservateurs du PCUS opposés à la réunification : le 24 janvier en

effet, une personnalité proche du Kremlin a laissé entendre que l'URSS ne s'opposerait pas à l'unification. H. Kohl veut éviter aussi que la situation ne s'enlise dans d'interminables discussions sur la future union allemande, les Verts y étant opposés, le SPD étant hésitant, et la CDU pas toujours unie sur ce point. En RDA, les manifestations toujours plus nombreuses et fortes, les grèves, la chute de la production et l'exode des populations, poussent Berlin-Est, au bord du gouffre, à solliciter une aide immédiate de Bonn. H. Kohl en profite pour proposer un redressement de la RDA par une aide financière et une union monétaire, sur la base d'un projet élaboré par Wolfgang Schäuble. Mais les choses s'accélèrent encore : les sondages donnent en effet le SPD vainqueur des prochaines élections en RDA, ce qui risquerait de faire perdre la main à H. Kohl dans le processus de réunification ; ils montrent aussi que la relance économique et la réforme monétaire sont les préoccupations majeures du peuple : « le DM tout de suite », « si le DM ne vient pas à nous, c'est nous qui irons à lui » peut-on lire sur les banderoles des manifestants.

4 Alors, le 6 février 1990, H. Kohl se prononce publiquement pour une la suppression prochaine du mark-est et son remplacement par le DM. Calcul politique : il faut en effet inciter les Allemands de l'Est à voter pour l'Alliance pour l'Allemagne, coalition emmenée par la CDU orientale et soutenue par Bonn. Le jour même, son ministre des finances H. Hausmann présente un plan en trois étapes, pour une union monétaire et économique, avec introduction du DM le 1.1.1993. C'est un revirement complet et opportuniste de la part du chancelier, longtemps hostile à une union rapide. Il l'affirmait encore en janvier (« des décisions aussi graves qu'une union monétaire avec la RDA ne peuvent se prendre maintenant » *FAZ* 18.1.1990, cité par F. Vilmar, *La face cachée de l'unification*

allemande, p. 21). La Bundesbank et différents responsables politiques prônent également un rapprochement graduel des deux systèmes ; consulté le 5 février, son président Otto Pöhle avait même déclaré que l'union monétaire immédiate était « inopportune ». Pourtant, le 7 février, le gouvernement confirme les propos du chancelier, et l'expert s'incline devant le politique. Le 9, le conseil des sages dans une lettre à H. Kohl parle d'une « mesure inadéquate », sans plus de succès.

5 Il se pose alors la question de la parité entre le mark-est et le deutschemark, ce dernier valant 3 à 4 fois plus sur le marché. La Bundesbank souligne à nouveau le danger d'une conversion à parité égale 1/1, comme la plupart des économistes. Mais l'union monétaire se fera sans tenir compte de leur avis : le 13 mars, lors d'une réunion électorale à Cottbus, en RDA, cinq jours avant les élections, H. Kohl promet que les dépôts de faible montant placés sur un compte épargne seraient changés au taux de 1/1, de même que les salaires, les retraites et certaines prestations sociales, et le reste des avoirs à un taux entre 1 et 3 pour 1. Formidable cadeau ! En retour, les électeurs lui font un triomphe le 18 mars, le SPD est largement battu par l'Alliance pour l'Allemagne. Le nouveau chef du gouvernement, Lothar de Maizière, est le président de la CDU-est et l'allié de H. Kohl.

6 Pourquoi ce choix ? H. Kohl a très bien compris qu'il fallait s'adresser au cœur et non à la raison, en ces temps prérévolutionnaires. La création du DM fut un signe tangible de la division de l'Allemagne après 1945 ; son introduction à l'est devient alors le symbole de l'unité retrouvée de la nation ; c'est un premier pas vers la réunification, et la promesse d'une résurrection rapide, comparable au « miracle » des années 1950 à l'Ouest. Le mythe du DM est exploité à fond. D'autre part, on ne peut avoir deux monnaies de

valeur différentes pour un même pays, et de fait, considérer les « Ossies » comme des concitoyens de seconde zone : telle est l'autre charge symbolique de la parité 1/1. Le DM est enfin l'instrument d'une volonté politique au service d'un intérêt supérieur : créer les conditions d'une réunification. « *Ich wollte Deutschlands Einheit* » (Je voulais l'unité de l'Allemagne) est le titre de l'ouvrage publié plus tard par le chancelier.

7 Le 13 février, la RFA accorde un nouveau prêt de 15 milliards DM à la RDA, assorti de la proposition de créer une union monétaire et économique et de la garantie que Berlin-Est crée les conditions juridiques nécessaires à l'introduction de l'économie sociale de marché. Le 1er mars, la Chambre du peuple fonde la Treuhandanstalt (THA) pour restructurer l'industrie.

8 **Le traité d'union monétaire, économique et sociale** est signé à Bonn le 18 mai 1990 entre les deux États. C'est la première étape du processus d'unification, les deux autres traités majeurs sont le traité d'unification du 31 mai 1990 qui règle la question institutionnelle et le traité « 2 + 4 » signé le 12 septembre 1990 entre les deux États allemands et les 4 anciennes puissances occupantes, qui règle les questions internationales. Le traité d'union monétaire est ratifié par la Chambre du peuple (302 oui, 82 non, 1 abstention), le Bundestag (440 oui, 60 non, dont 35 Verts et 25 SPD, et 1 abstention), enfin par le Bundesrat (2 non : la Sarre, et la Basse-Saxe de G. Schröder). Il entre en vigueur le 1er juillet 1990 et prévoit finalement les parités suivantes : 1/1 pour les salaires, traitements, retraites, ainsi que pour l'épargne plafonnée à 2000 marks pour les enfants de moins de 14 ans, 4000 pour les adultes et 6000 pour les personnes de plus de 59 ans. Les avoirs, créances et dettes dépassant ces plafonds sont échangés à 1 pour 2. Finalement, le taux global moyen de conversion s'établit à 1 pour 1,8 environ, guère éloigné des préconisations de la

Buba. Selon Heinrich Winkler, « la concrétisation de l'union monétaire le 1er juillet 1990 fut pour les Allemands de l'Est un événement aussi déterminant que la réforme monétaire du 20 juin 1948 l'avait été pour les Allemands de l'Ouest « (*Histoire de l'Allemagne*, p. 935) Ainsi, « le DM, symbole ouest-allemand, s'est transformé en symbole panallemand ».

9 Le traité comporte aussi un volet économique et social. Le préambule prévoit l'introduction de l'économie sociale de marché, la liberté d'entreprendre, la propriété privée, la libre concurrence, la liberté des prix et de circulation des personnes, des biens et des capitaux. La Bundesbank devient la banque centrale pour l'ensemble de l'Allemagne. Par ailleurs, toutes les règles régissant les rapports entre salariés et employeurs applicables en RFA – la cogestion, le droit de grève, l'autonomie de négociation pour les partenaires sociaux, la protection contre les licenciements, le système d'assurances sociales, etc., sont étendues à la RDA, avec un financement similaire. La structure sociale de la RFA est ainsi intégralement transférée en RDA. Cette transformation complète de la société porte évidemment en germe la réunification politique.

10 En présentant le traité le 21 juin 1990, H. Kohl reste optimiste, comme de nombreux observateurs le seront après la réunification politique. Le passage d'un mode de société et d'économie à un autre, grâce au DM et à l'économie sociale de marché, paraît simple et automatique. La réalité sera tout autre.

11 **Les conséquences.** L'économie est-allemande n'a pas supporté le choc. Aux « paysages florissants » évoqués par H. Kohl se substituent rapidement les friches industrielles, le chômage, la baisse du niveau de vie, le maintien de l'exode vers l'Ouest. Le transfert brutal du modèle libéral concurrentiel avec monnaie forte, crée de violentes distorsions et creuse l'écart entre la demande intérieure et la

production intérieure est-allemandes. L’Est et l’Ouest appartiennent désormais à la même zone monétaire ; or deux structures salariales et productives si différentes, l’une intensive en travail, l’autre en capital, ne peuvent coexister sans ajustement brutal de l’une à l’autre ; celui-ci se fait au détriment du plus faible. N’a-t-on pas observé le même phénomène lors de l’unité italienne au XIXe siècle – qui a profité au Nord industriel et moderne, au détriment du Sud rural et archaïque ?

12 La demande intérieure est stimulée pour deux raisons : d’une part la parité 1/1 dote les consommateurs et épargnants d’un pouvoir d’achat nouveau et important ; d’autre part, les syndicats ont procédé à un rattrapage salarial brutal (+ 30 % dans la métallurgie, + 50 % dans le bâtiment) assorti d’une réduction du temps de travail ! Alors, les coûts salariaux unitaires explosent, la productivité n’ayant pas suivi, faute d’investissements notamment. Du côté de l’offre, la situation empire : les industries est-allemandes déjà confrontées à ces hausses de salaire ne peuvent satisfaire une demande qui se porte en priorité vers les produits occidentaux (les Allemands de l’Est abandonnent leurs vieilles Trabant et Renault écoule son stock de R 14 en quelques jours) ; d’autre part, leurs dettes, désormais libellées en DM, deviennent un fardeau insupportable ; enfin, les marchés traditionnels d’Europe centrale et orientale se ferment, leurs pays préférant acheter à l’Ouest des produits libellés dans la même monnaie (le DM) mais de qualité nettement supérieure. Les exportations plongent de 60 % entre 1990 et 1991, et encore de 26,4 % au premier trimestre 1992. La RDA exportait pour 29,8 Mrd DM vers l’Europe centrale en 1989 mais 3,9 Mrd seulement en 1993, contre 46,3 Mrd (douze fois plus) aux entreprises ouest-allemandes qui s’emparent de ces nouveaux marchés.

13 La production est-allemande s'effondre de 70 % dans les industries manufacturières au 1er trimestre 1991, les usines ferment, le chômage, alors inexistant (2,7 % en 1990) bondit à 14,8 % en 1998 et 19,5 % en 1998. La thérapie de choc provoque d'énormes dégâts sociaux, et des blessures encore sensibles aujourd'hui.

14 De nombreuses critiques ont été formulées sur ce processus de transformation : le chapitre 6 de l'ouvrage de F. Vilmar en présente une longue liste, ainsi que les alternatives possibles. Mais chacun s'accorde à critiquer le rythme trop rapide de la transition, la méthode, le financement par le crédit, et surtout le fait que personne n'ait vraiment compris la nature de la crise structurelle qui minait une économie communiste et qu'une simple stratégie de croissance, un simple transfert à l'Est du modèle occidental, étaient incapables de résoudre. Sans oublier la dimension psychologique, les blessures et l'amertume des populations.

15 Mais le défi était hors norme. Il a été relevé, au prix d'un effort financier et d'un coût social et humain colossal.

16 Près de 1000 ans après le sacre d'Otton le Grand, empereur d'Occident, l'Allemagne réunifiée retrouve une place centrale en Europe, symbolisée par le transfert de sa capitale des rives du Rhin à celles de la Spree, et devient un pilier de la construction européenne. Elle doit beaucoup à H. Kohl, pour qui l'unité de l'Allemagne et l'unité de l'Europe étaient « les deux faces d'une même médaille ».

Chronologie de l'union monétaire, économique et sociale entre RFA et RDA en 1990

7 février	H. Kohl propose à la RDA l'établissement d'une union économique et monétaire. Il suscite les critiques des experts et des institutions économiques officielles.
13 février	H. Kohl et H. Modrow décident d'engager l'union monétaire.

11 mars	À la foire de Leipzig, les industriels de RFA et RDA nouent des relations. Opel AG crée une joint venture avec Automobilwerk Eisenach.
13 mars	Dans un discours électoral à Cottbus, H. Kohl évoque un taux de conversion de 1/1. Les Allemands de l'Est y voient une promesse ferme.
27 avril	Les délégations de RFA et RDA entament à Berlin-Est les négociations officielles en vue de l'union monétaire et économique.
2 mai	Elles s'accordent sur les taux de conversion mark-est/DM.
16 mai	Bund et Länder créent le Fonds pour l'unité allemande, doté de 115 Mrd DM, pour financer l'union monétaire et économique.
18 mai	Signature à Bonn, par les ministres des Finances Théo Waigel et Walter Romberg, du traité d'union économique, monétaire et sociale. (Vertrag über die Schaffung einer Währungs-, Wirtschafts- und Sozialunion zwischen der BRD und der DDR [Staatvertrag] vom 18 Mai 1990).
21 juin	Ratification du traité par le Bundestag et la Volkskammer (Chambre du peuple).
22 juin	Ratification du traité par le Bundesrat. L'URSS reçoit un crédit de 5 Mrd DM.
1er juillet	Entrée en vigueur du traité. A 0 heure, le DM devient la monnaie de la RDA. Ruée sur les guichets bancaires en RDA.
6 juillet	Début des négociations avec la RDA pour l'unification politique de l'Allemagne.

38. 1990-1994. La Treuhandanstalt (THA) privatise l'ex-RDA

---

1 Sa femme avait demandé peu avant une protection policière renforcée, en vain : le lundi de Pâques 1er avril 1991, à 23h30, Detlev Rohwedder est assassiné par la Fraction Armée Rouge, d'un coup de fusil tiré à travers la fenêtre du premier étage de sa maison à Düsseldorf. Motif du crime : il est le président de la Treuhandanstalt (THA). C'est dire si cet organisme a focalisé les haines de certains dans les mois qui ont suivi la réunification de l'Allemagne.

2 L'Allemagne est alors confrontée à un défi hors norme : réunifier une nation divisée en deux États par près d'un demi-siècle de communisme, deux sociétés pour un même peuple et aussi deux économies diamétralement opposées, capitaliste libérale et compétitive d'un côté, socialiste collectiviste et délabrée de l'autre.

3 En 1990, la RDA est dans un état calamiteux : 40 ans de communisme ont ruiné les âmes et l'économie d'une région autrefois prospère. Il faut avoir visité l'ancienne démocratie populaire pour mesurer l'ampleur du désastre. Les infrastructures sont délabrées : les trains rapides de la RDA ne dépassent pas 80 km/h, les routes et autoroutes sont criblées de nids de poule, le téléphone ne fonctionne pas, les logements petits et en mauvais état, les équipements d'usine obsolètes, les produits fabriqués invendables ailleurs qu'en pays communiste. La productivité est faible, les initiatives rares. La nature est sinistrée (pollution atmosphérique intense, Elbe

asphyxiée, montagnes de déchets toxiques, contamination des sols, paysages dévastés par l'exploitation du lignite), les villes monotones, tristes et défigurées par de hideux grands ensembles : c'est le paradis communiste !

4 Quelle politique adopter pour reconstruire une économie en ruine ? L'histoire n'offre aucun précédent... il faut innover.

5 Mise en place le 1er mars 1990 par le conseil des ministres du gouvernement de Hans Modrow (RDA), sur une idée du mouvement des citoyens, la THA devait permettre une transition graduelle vers le capitalisme, en empêchant l'accaparement de la « propriété du peuple » par les apparatchiks du régime. Sa tâche initiale n'était pas de privatiser, mais de veiller au contraire à la sauvegarde de la propriété du peuple, au moment où les entreprises d'État (VEB [*Volkseigene Betriebe*]) étaient transformées en sociétés de capitaux.

6 La Treuhand (THA) est une holding d'État à laquelle se rattachent toutes les entreprises publiques destinées à être assainies, ainsi que les biens immobiliers de l'État et du parti communiste. Après l'assassinat de Rohwedder, c'est Birgit Breuel, surnommée « la dame de fer germanique » qui dirige l'entreprise. La THA a écrit une page tragique de l'histoire économique allemande. Son action, selon Serge Gouazé (*L'allemagne unifiée cinq ans après*, PUV, Valenciennes, 1995), s'est développée en 4 temps :

- La première phase, de mars à septembre 1990 : la THA est dirigée par des fonctionnaires du SED et de la Stasi ; noyautée, bloquée, elle n'accomplit pas sa mission ; fin septembre 1990, seule une centaine de sociétés sont privatisées ou assainies. Mais les premiers contacts avec les firmes occidentales sont noués. Une nouvelle loi votée par la Chambre du peuple prévoit cette fois la privatisation sur une grande échelle.
- La deuxième phase (septembre 1990-été 1991) coïncide avec l'arrivée de Detlev Rohwedder. Il engage cette privatisation massive, une fois levé l'obstacle juridique du droit à la restitution qui, jusque-là, avait dissuadé les investissements privés.

- De l'été 1991 au printemps 1992, sous la direction de B. Breuel, la 3e phase est marquée par l'assainissement des entreprises considérées comme viables à terme : on assainit le bilan, on dote l'entreprise en capital et en moyens de recherche, en attendant de futurs repreneurs. Mais on ferme des centaines d'autres firmes : c'est « l'ignoble braderie » dénoncée par certains.
- La 4e phase s'étire du printemps 1992 à l'hiver 1994. La désindustrialisation de l'Allemagne de l'Est est devenue une réalité. Sous la pression des nouveaux Länder, des syndicats et de l'opinion publique, la THA change à nouveau de cap et s'engage dans une politique d'assainissement actif des « noyaux industriels » ; elle devient une holding d'État en charge de gérer un portefeuille d'entreprises publiques.

7 Globalement, la THA a privilégié la privatisation de l'appareil de production à l'assainissement ; l'objectif initial a été en partie abandonné.

8 **Tabula rasa.** Fallait-il en effet subventionner ? On l'a fait. Nationaliser ? L'Allemagne de l'Ouest avait écarté cette solution en 1948, pourquoi l'imposer en 1990 à une économie moribonde ? Une décision s'est imposée : du passé faire table rase et tout reconstruire sur des bases saines. Jamais dans l'histoire, on a eu à vendre toute l'économie d'un pays ! À nouveau, l'Allemagne connaît sa « *Stunde Null* » (année zéro). Un choix socialement dur, politiquement courageux, économiquement efficace.

9 Une des forces de l'Allemagne est de savoir affronter la réalité, et agir en conséquence, sans délai, au prix du sang et des larmes : « on ne peut pas financer le statu quo uniquement parce qu'il y a des manifestations tous les lundis » disait Rohwedder. Les dirigeants allemands ont dû souvent faire de tels choix churchilliens : le plan H. Luther en 1923 pour juguler la grande inflation, la création du DM en 1948 pour tuer dans l'œuf le marché noir et le risque d'inflation, l'austérité de H. Kohl dans les années 1980 puis l'Agenda 2010 de G. Schröder pour restaurer la compétitivité du pays. La prospérité (relative) actuelle n'est pas un long fleuve tranquille...

10 Force est de constater la faible valeur réelle de dizaines de milliers d'entreprises endettées, polluées, aux équipements vétustes, à la productivité faible, sans oublier les propriétés du SED (Parti socialiste unifié d'Allemagne), des organisations de masse, du ministère de la Sécurité de l'État, et des dizaines de millions de parcelles de terres et d'immeubles ; cela a constitué un obstacle rédhibitoire aux privatisations et aux rachats par des firmes occidentales. Une fois évaluée, chacune de ces entités doit être soit privatisée directement, soit assainie en vue d'une reprise, soit liquidée. Il est certes moins coûteux de construire directement du neuf : ce que fait Mercedes-Benz par exemple à Ludwigfelde, mais le raisonnement ne pouvait être étendu à toute l'économie est-allemande.

11 Le sort des 16000 petits commerces, 390 hôtels, 481 cinémas, 4000 restaurants, 475 libraires, 400 entreprises de transport, 1734 pharmacies est assez rapidement réglé par la « petite privatisation ». Mais il reste 7894 entreprises publiques (dont 5200 industrielles et 850 dans le bâtiment), installées sur 40000 sites – et dont certaines sont des mastodontes industriels. On mesure la tâche quand on voit la médiatisation du sort d'une usine désuète de 200 salariés dans la Creuse, pendant l'été 2017...

12 La THA s'est aussi heurtée à l'immense problème de la restitution aux anciens propriétaires spoliés par les régimes nazi et communiste, conformément au Traité d'union. Elle a dû vérifier, cas par cas, des millions de demandes de restitution...

13 En quatre ans seulement, la THA a accompli une tâche surhumaine, gigantesque, sans équivalent au monde. Son œuvre est loin d'être exempte d'injustice, de précipitation, d'erreurs. Mais choisit-on la couleur de sa cravate quand sa maison est en feu ?

14 **Bilan.** Le 31 décembre 1994, le Conseil des sages rend hommage à l'œuvre accomplie par la THA dans son rapport annuel. Sur 12354 entreprises auditées, 6546 ont été privatisées soit 53 %, 1586 (12,8 %) reprivatisées, 310 entreprises agricoles municipalisées, et 3718 (30 %) liquidées. Les entreprises privatisées ont été reprises pour l'essentiel par des firmes ouest-allemandes (80 %) ou étrangères (14 %) : 6 % seulement par des entreprises ou des particuliers est-allemands, notamment dans le cadre de rachat par des salariés. Pour ce qui concerne la propriété foncière et immobilière, des dizaines de milliers de dossiers n'étaient pas encore bouclés au début du XXIe siècle.

15 L'emploi de millions de personnes a été suspendu aux décisions de la THA, créant une angoisse profonde dans la population : licenciement sec ? reprise ? congé de formation ? On mesure les tensions dans la société, l'amertume, le désespoir, la haine qui s'accumule. Où sont les jours heureux promis par H. Kohl ?

16 En 1996, Serge Gouazé dresse un premier bilan : sur 4 millions d'emplois dans 8500 entreprises et 45000 établissements, dépendant de la THA – soit 45 % de la population active du pays – seul 1,1 million aura en définitive été sauvé... soit 3 millions d'emplois rayés d'un trait de plume !

17 *Toute l'industrie est-allemande a disparu* ; au début de 1991 la production industrielle atteint à peine le tiers de son niveau de 1989 : c'est le plus violent collapsus économique de l'histoire. L'économiste de l'Institut Ifo de Munich, Hans-Wermer Sinn rappelle, dans le numéro spécial du *Spiegel* de 2005 : « *niemals zuvor in der Geschichte einer Industrienation hat es einen so starken Einbruch der Wirtschaftstätigkeit gegeben* » (jamais dans l'histoire d'un pays industriel n'a eu lieu une aussi forte rupture de l'activité économique). Sur 1,759 million d'emplois dans l'industrie et les

mines en 1991, il n'en reste que 562000 dans des établissements de plus de 20 salariés en 2005. Une bonne partie de ces emplois industriels « disparus » sont en fait passés dans le secteur tertiaire public ou privé ; en effet de nombreux services sociaux ou techniques intégrés dans les combinats ont été externalisés : crèches, maisons de repos, gardiennage, nettoyage, maintenance technique, conseil juridique, publicité... mais 70 % environ des emplois industriels ont réellement été supprimés. La RDA fleuron industriel du COMECON avec la Tchécoslovaquie n'est plus qu'une immense friche industrielle...

18 L'Allemagne se trouve alors confrontée à un problème gigantesque d'aménagement du territoire : un énorme Mezzogiorno vient d'être créé d'un bloc ! Mais à une différence près : en Italie, la mafia sévit toujours, l'émigration vers le nord se poursuit ; depuis un demi-siècle l'Italie du Nord prospère subventionne à fonds perdu une région qui part à la dérive, malgré quelques réussites locales. En Allemagne la reconstruction s'effectue sur des bases plus saines, mais le traumatisme est réel ; le chômage explose à plus de 20 %, l'émigration vers l'Ouest se poursuit. Les privatisations n'ont pas eu le succès escompté : pour 3 DM dépensés, la THA n'a récupéré qu'un seul DM de la revente des entreprises.

19 Mais l'essentiel est ailleurs : l'Allemagne est réunifiée, et ce, dans un cadre démocratique et libéral. La victoire est politique, l'économie suivra. C'est en effet ce qu'il advint.

20 **Renaissance.** Les nouveaux Länder ont été pris en charge, portés à bout de bras par l'Allemagne de l'Ouest, pendant deux décennies au moins. L'histoire de la reconstruction de l'ex-RDA reste à écrire, car les blessures psychologiques (humiliation) restent vives, mais le chemin déjà parcouru est exceptionnel. Peu à peu, la trajectoire économique de l'ex-RDA rejoint celle de l'Ouest. Le PIB des nouveaux

Länder a dépassé dès 1994 celui de 1989 : 354 Mrd DM contre 336 Mrd ; il s'établit à 15,2 % du total national en 2016 contre 11 % en 1991. L'Est a créé 17,5 % de la valeur ajoutée supplémentaire en 2016. On y compte aujourd'hui 7,6 millions d'emplois : ce sont des emplois sains et non artificiels comme jadis ; un noyau industriel s'est reconstitué, et les nouveaux Länder comptent 692000 emplois dans le secteur productif (industrie manufacturière, mines, énergie) qui a résisté à la crise de 2008-2009 ; depuis 2010, 74000 emplois nets dans l'industrie ont été créés, et le secteur injecte chaque année, depuis 2005, un milliard € supplémentaires en salaires et rémunérations dans l'économie régionale. Autre indicateur réconfortant : le nombre de travailleurs indépendants (professions libérales, petits patrons, commerçants, agriculteurs) a doublé depuis 1991, passant de 443000 à plus de 850000, un chiffre comparable, en proportion, aux Länder occidentaux. Le chômage existe toujours, mais il n'a jamais été aussi bas : 7,0 % en octobre 2017, moins qu'en France ! On travaille désormais dans l'ex-RDA, et même beaucoup : 4,5 millions de salariés font plus de 35h. par semaine et même 784000 d'entre eux plus de 48 heures hebdomadaires. Le travail est à nouveau la principale source de revenus, loin devant les transferts sociaux. Le salaire moyen atteint 82 % de celui de l'Ouest alors qu'en 1991, l'écart était du simple au double ; profils et volumes de consommations s'égalisent aussi ; 44,5 % des Allemands de l'est sont propriétaires de leur logement, contre 47,5 % à l'Ouest.

21 Ces simples constats ôtent toute crédibilité aux nombreuses publications qui, à l'Ouest, chez les économistes de la gauche radicale, ont critiqué la transformation radicale de l'ex-RDA. On a parlé de son « absorption », de son « annexion », de « second Anschluss », et même de « colonisation », en jouant sur les mots

« Kohlonisation ». On ne peut nier la brutalité du processus, les tâtonnements et les erreurs, l'aveuglement idéologique des libéraux, mais S. Gouazé a raison quand il s'interroge : « y avait-il seulement moyen pour la THA de faire autrement, de faire mieux ? ». Les faits donnent finalement raison à H. Kohl et à Birgit Breuel, qui affirmaient dans leur dernière conférence de presse : « les bases pour un bon développement économique des nouveaux Länder sont jetées ». Plusieurs thèses s'affrontaient en 1990 sur les modalités de la réunification. Certains experts comme Otto Pöhl, président de la Bundesbank, souhaitaient traiter l'ex-RDA comme un grand malade, qu'il fallait isoler dans un premier temps pour lui épargner le choc agressif de la loi du marché et la parité avec le DM ; ils préconisaient un traitement long et doux. C'était oublier que la question est d'abord politique : si réunification il y a, alors qu'elle soit totale et immédiate. Peut-on imaginer un État avec deux monnaies de valeur différentes ? La parité monétaire, intrinsèquement absurde, puisqu'un mark de l'est vaut un cinquième de DM à l'époque, était politiquement indispensable : un Allemand de l'est ne vaut pas un cinquième d'Allemand de l'Ouest. H. Kohl a tranché. Plutôt qu'une interminable transition vers le capitalisme, que le long et coûteux apprentissage d'un grand corps malade au vent glacé de la concurrence, l'Allemagne choisit le coma artificiel et la réanimation énergique. La THA fut l'instrument de cette thérapie de choc. H. Kohl a sans doute sous-estimé la capacité de régénération de l'économie est-allemande tout autant que son état de délabrement, et surestimé l'empressement des investisseurs à s'engager à l'Est pour y semer des « *blühende Landschaften* » (paysages florissants). Mais le choc infligé, d'une extrême violence, fut salutaire.

22 L'action de la THA n'est qu'un aspect de l'immense tâche sans équivalent au monde, de reconstruction intégrale d'un pays, sur les

plans économique, politique, social et psychologique ; elle est à la mesure de la réunification de l'Allemagne, qui, comme la disparition de l'URSS, est l'événement majeur de la fin du XXe siècle, qu'elle clôt.

23 Le 31 décembre 1994, la THA est dissoute, remplacée par l'Agence fédérale pour les tâches spéciales relatives à la réunification (Bundesanstalt für vereinigungsbedingte Sonderaufgaben BvS) : il reste encore des milliers de dossiers de contestations, de plaintes à instruire, et de procès en cours…

Structure de la population active

	Allemagne de l'Ouest	Allemagne de l'Est		Allemagne
	2015	1989	2015	2015
Agriculture, pêche, forêts	1,300	10,8	1,5	1,4
Industrie/BTP	28,300	47,5	24,8	27,6
Tertiaire	70,400	41,7	73,7	71,0
% Indépendants	10,000	-	11,1	10,3
Total des actifs (millions)	32,667	-	7,612	40,279

Évolution de la structure du PIB de l'Allemagne orientale

Secteurs	RDA 1989	Nouveaux Länder + Berlin 2016
Agriculture, pêche, forêts	11,0	0,8
Industrie, artisanat, mines	70,3[1]	18,75
Bâtiment	6,0	6,30
Tertiaire	12,7	74,15
Niveau du PIB	816,547 Mrd marks	478,07 Mrd €

1. De nombreux services sont comptabilisés dans le secteur secondaire, en raison de leur incorporation dans les combinats industriels.

Évolution de l'emploi dans l'industrie[1] depuis 1991 dans l'ex-RDA

Année	Nbre d'éts[2]	Nbre d'emplois	% Allemagne	Taux d'exportation (% CA)
1991	7 112	1 759 000	18,96	14,6
2000	7 849	612 000	21,62	9,6
2010	8 743	761 000	13,31	31,8
2016	3 957	686 670	12,63	37,8
7/2017	3 3932	691 800	12,50	37,4

1. Industrie manufacturière, mines.
2. 1991, 2000, 2010 : établissements de plus de 20 salariés ; 2016 et 2017 : établissements de plus de 50 salariés.

Source : Destatis (Statistisches Jahrbuch, Fachserie 4 Reihe 4.1.1, Juli 2017).

39. 26 avril 1997. L’étonnant discours de Roman Herzog

1 Il y a vingt ans, le 26 avril 1997, le président fédéral Roman Herzog (1934-2017) prononce à l’hôtel Adlon, à Berlin, un discours qui fait date. De retour d’Asie, où il a été frappé par le dynamisme des pays émergents « catapultés dans le cercle des nations industrielles », le président s’interroge : « *Was sehe ich dagegen in Deutschland ?* » (Que vois-je au contraire en Allemagne ?) ; ici règne le découragement, la « culture » des scénarios de crise, « un sentiment de paralysie plane sur notre société ». Nous sommes confrontés pourtant au défi économique, technique et politique de la globalisation, avertit Roman Herzog. Tout son discours s’emploie à alerter ses concitoyens sur les risques pesant sur le pays en l’absence de prise de conscience et de réaction…

2 « Celui qui croit encore que cela ne le concerne pas, parce que tout va bien pour lui, fait la politique de l’autruche » : le style est direct, franc ; il poursuit : « je ne veux pas prendre de gants, et appeler un chat un chat (…) que se passe-t-il avec notre pays ? Perte de dynamisme économique, engourdissement de la société, dépression mentale incroyable : voilà le triple accord des mots vedettes de la crise ».

3 Son long discours, émaillé de formules saillantes, part d’une analyse de la situation de « l’homme malade de l’Europe ». Il ne ménage pas ses critiques : journalistes, politiciens, chefs d’entreprise, syndicats,

jusqu'au citoyen ordinaire, tous sont convoqués au tribunal du redressement national.

4 En avance sur son temps, il évoque la révolution numérique qui s'ébauche aux États-Unis, fustige la bureaucratie et sa frénésie de normes et règlements, qu'il tourne en dérision : à propos du garage où le jeune Bill Gates a créé le géant Microsoft, il se dit qu'aujourd'hui en Allemagne, ce garage aurait fait faillite, persécuté par les contrôles administratifs et règlementaires du *Gewerbeaufsicht*.

5 Il est frappé par l'engourdissement du pays, le manque d'esprit d'initiative, l'absence de courage pour s'autonomiser (*Mut zur Selbständigkeit*) – c'est-à-dire devenir auto-entrepreneur –, le manque de prise de risque. Pour lui, le problème est avant tout « mental », et l'expression de « crise mentale » revient souvent dans son propos.

6 Il est étonnant pour un Français de voir un président de la République, dans un discours officiel, se livrer à une critique sévère de son pays. Mais en Allemagne, on est accoutumé aux propos directs et francs des dirigeants politiques. Et celui-ci fait mouche.

7 S'adressant aux partis politiques comme aux syndicats, il met en garde ceux qui veulent repousser ou même éviter les inévitables grandes réformes ; ils auront une grande responsabilité, car ceux qui paieront le prix de cette faute seront les chômeurs. Il ajoute : il est inutile de perdre son temps à parler du chômage, agissons ! Il y a urgence, ajoutant avec humour : « nous avons mis 20 ans à nous décider pour la fermeture des magasins le week-end... À ce rythme, on ne pourra relever les défis de demain » ; « ceux qui ont besoin de 100 mètres d'élan pour faire un bond de 2 m en longueur n'ont pas besoin de se présenter » ! En pédagogue obstiné, il revient à la charge, délivrant un certificat d'indignité à tous les acteurs, politiciens rivés sur les questions de détail et non sur l'essentiel, médias au niveau d'information affligeant, et experts de tout poil :

« *Ich mahne zu mehr Verantwortung* » (j'exhorte à plus de responsabilité) et ajoute : « je ne blâme pas le mineur de 35 ans qui manifeste pour un meilleur salaire ou l'amélioration de ses conditions de travail, mais je blâme ceux qui, il y a 20 ans, l'ont encouragé à embrasser cette carrière pourtant sans avenir ».

8 Depuis de longues minutes, Roman Herzog demande aussi à ses compatriotes plus de flexibilité : « nous avons besoin d'un nouveau contrat social » avant d'asséner une phrase dont l'auditoire, déjà médusé, ne mesure pas encore la portée : « *tous*, vraiment *tous* les acquis sociaux doivent être réexaminés ».

9 Des temps nouveaux arrivent. Il propose une nouvelle vision de la société du XXIe siècle ; rêvant de l'Allemagne de 2010, il y voit une société nouvelle, plus ouverte, dont « la liberté serait la valeur centrale ». Il faudrait interpréter cette « liberté » comme un retrait de l'État protecteur, comme une responsabilisation accrue de chacun, une prise en charge de soi-même ; « aide- toi, le ciel t'aidera » aurait pu dire ce protestant rigoureux, confiant dans l'action responsable de chacun, pour soi comme pour la collectivité : c'est l'éthique de la responsabilité convoquée dans un discours officiel.

10 Il insiste sur le nécessaire apprentissage d'une concurrence mondiale toujours plus vive, et pour cela appelle à un renouveau intérieur (*ich rufe auf zur inneren Erneuerung*). Il décline ensuite avec force détails et exemples concrets, les différents axes de la réforme à venir, comme s'il brossait le futur plan Hartz de la réforme de G. Schröder : baisse des coûts de production, flexibilisation du marché du travail, fin du gaspillage des deniers publics, réforme fiscale, déréglementation : « est-ce vraiment une loi naturelle que de devoir solliciter 19 administrations pour construire une usine, alors qu'elle crée de l'emploi ? ». Il aborde à nouveau le sujet brûlant des

indemnités de chômage et la question de l'écart trop faible entre les bas salaires et l'aide sociale, qui dissuade les chômeurs de reprendre du travail ; autre sujet sensible, les remboursements de la sécurité sociale : « pourquoi finance-t-elle des cures thermales alors que l'argent fait défaut pour des interventions vitales ? »

11 Le discours se poursuit, dosant habilement le politique, l'économique et le moral, la critique acerbe et les propositions pour l'avenir.

12 Conscient que « ce n'est pas un texte de loi qui va tout changer », il revient sur la responsabilité de sa génération à l'égard de la jeunesse, et rebondit sur une critique du système éducatif, trop laxiste, peu soucieux d'orienter les jeunes ; il ne mâche pas ses mots : « inutile d'avoir un titre de docteur pour se retrouver au chômage » ; il encourage la concurrence et l'autonomie et l'excellence des universités (en 2005, le gouvernement lancera l'initiative « Excellenz », sélection d'une dizaine d'universités de haut niveau, engagées dans la compétition mondiale) ; « nous avons besoin des élites et des talents » avait-il dit en 1996.

13 Toutes ces réformes ont déjà été menées à l'étranger, et il compare l'Allemagne aux pays en pointe dans ce grand changement : il faut prendre exemple, dit-il, sur les États-Unis, la Nouvelle-Zélande, la Suède ou les Pays-Bas. Le monde change, l'Allemagne doit changer aussi. Et il prononce alors une phrase qui passe à la postérité : « l'Allemagne doit se secouer ! » (*Durch Deutschland muss ein Ruck gehen*). Il faut une secousse (*Ruck*) pour rompre le cercle vicieux de la résignation, le blocage social, l'immobilisme économique. Il enchaîne, moins par provocation que par conviction : « tout le monde est concerné, *tous* doivent faire des sacrifices, *tous* doivent prendre part au changement » (*alle müssen Opfer bringen, mitmachen*). Pour être bien compris, il désigne les destinataires de cet

avertissement : employeurs, travailleurs, syndicats, députés et conseillers fédéraux, groupes d'intérêts divers, pour conclure, churchillien : « c'est certain, quelques années de difficultés nous attendent » (*Gewiss vor uns liegen einige schwere Jahre*).

14 Comme pour atténuer le choc de ses propos, il se dit persuadé que l'Allemagne a des atouts pour franchir cet écueil ; il réaffirme sa foi dans l'économie sociale de marché, et dans les qualités propres du peuple allemand : énergie, esprit collectif (*Gemeinschaftsgeist*), motivation, capacité à agir. Partout ailleurs dans le monde, dit-il, on est persuadé que les Allemands « le feront » (*wir schaffen das*). L'expression sera reprise par Angela Merkel, à propos de la gestion de la vague migratoire de 2015. J'ai confiance, dit-il, et de préciser aussitôt qu'il faut dès maintenant se mettre au travail (*wir müssen jetzt an die Arbeit gehen*), comme le disait il y a plus de deux siècles Frédéric le Grand ! Il en appelle, une dernière fois, à plus de responsabilités, à garder confiance en soi, et conclut : « *die besten Jahre liegen noch vor uns* » (les meilleures années sont encore à venir).

15 Ce discours a un eu grand retentissement dans le pays. Il est tiré à 10000 exemplaires et distribué dans les écoles, les universités et auprès de nombreux décideurs.

16 Il est vrai que les esprits étaient préparés : depuis plusieurs années, universitaires et instituts économiques analysent les problèmes structurels de l'économie allemande. Le *Standortdebatte* de 1993 a fait prendre conscience, dans les cercles avertis, des menaces pesant sur le pays en tant que « site de production » (*Standort Deutschland*) soumis au double choc de la réunification et de la mondialisation. L'existence même de l'industrie, base de la prospérité du pays, est en jeu. Dans le *Financial Times* du 25 octobre 1993, H. Kohl déplorait « nous nous payons le luxe d'être un pays avec des retraités de plus en plus jeunes et des étudiants de plus en plus âgés. Avec un nombre

d'heures de travail qui décline, des coûts salariaux qui augmentent, des vacances toujours plus longues, notre compétitivité est en danger ; c'est une évidence qu'un pays industriel performant ne peut se permettre d'être organisé comme un parc de loisirs collectif » : même propos franc, direct et rude ! En septembre 1993, le gouvernement a publié le rapport de Gunther Rexrodt, ministre de l'Économie, sur la sécurisation du site de production Allemagne (*Bericht der Bundesregierung zur Zukunftsicherung des Standortes Deutschland*). On y lit un appel à un changement de mentalité, à une prise de conscience du lien indissoluble entre liberté individuelle et responsabilité, comme aux premiers jours de la reconstruction de 1945 : « notre bien-être actuel est inconcevable sans le labeur, la vaillance et le sens collectif des générations précédentes. Il faut témoigner sa reconnaissance à cette génération qui n'a pas vu que ses « droits », mais aussi ses *devoirs* et sa responsabilité, autant de valeurs qui s'étiolent à mesure que chacun se replie sur soi, sur ses avantages acquis, tout en sollicitant l'aide de l'État ». Le rapport préconise une plus grande rigueur budgétaire, la réduction du déficit de 4,5 % en 1993 à 3 % dès 1996, et des dépenses publiques de 51 % du PIB à 45 % (il atteint 57 % en France en 2017), l'assouplissement des règles de l'apprentissage pour les artisans, la réforme des retraites. Un État élagué permet une économie plus dynamique. Comme Roman Herzog, le rapport conclut sur une note optimiste, voyant dans la mondialisation une chance à saisir, pour peu que les mentalités évoluent (*Wandel im Denken*) et qu'on agisse.

17 Le retentissement du discours de Roman Herzog dans l'opinion publique s'explique aussi par la personnalité du président. En Allemagne, le président fédéral, dont les pouvoirs sont très limités, est un personnage respecté, écouté et à ce titre, pouvant exercer une certaine influence sur le style politique du pays. La constitution lui

assigne la mission d'incarner la collectivité nationale. Personne d'une grande droiture morale, Roman Herzog fait penser à Theodor Heuss (1884-1963) simple, modeste, lui aussi ancien universitaire, cultivé et pénétré de la dignité de la fonction, mais tout à fait capable de bousculer le protocole.

18 Roman Herzog fut président du Tribunal constitutionnel fédéral, une institution allemande respectée et influente. lI fut professeur d'université pendant de longues années ; or dans « la république des professeurs », les universitaires sont influents, ils peuplent les institutions économiques, comme le Conseil des sages, les cinq instituts économiques ou le Tribunal constitutionnel, ainsi que les conseils de surveillance des grandes firmes – apportant leur compétence et leur liberté d'esprit.

19 L'économie ne se nourrit pas seulement de travail, de capital et de progrès technique, ne se matérialise pas seulement pas la production, l'épargne ou l'investissement. Elle est indissociable de l'action politique. Le discours de Roman Herzog en 1997 a valeur économique. Il porte, devant l'opinion publique, une vérité économique jusque-là circonscrite aux cercles avertis : qui lit le *Journal officiel* du Bundestag, ou même les pages du Handelsblatt ? Il fournit la matière première d'un élément décisif de la vie économique : la lucidité et la confiance. Analyse, injonction, avertissement, encouragement : ce discours prépare le pays à la mutation.

L'Allemagne dans la compétition mondiale à la fin des années 1990

Pays	Coût du travail	Coûts salariaux unitaires		Pression fiscale	Durée du travail	Compétitivité globale
	1998[1]	1989-1995 %[1]	1998	1998[2]	1997[3]	1998[4]
Allemagne (Ouest)	47,96	+17,8	100	56,2	1573	25
Suisse	43,96	-	-	39,9	1844	6
États-Unis	33,34	- 20	94	46,5	1904	2
France	33,04	+ 3,8	84	56,3	1771	23
Japon	31,16	+ 17,5	93	59,7	1840	14
Royaume-Uni	31,09	- 11,1	116	31	1774	8
Italie	30,69	- 24,9	88	58,3	1736	35

1. En DM. 2 .% du bénéfice pour les entreprises de capitaux.
3. Heures/an.
4. Rang mondial.

Sources : Institut der Wirtschaft (idw) Köln ; World Economie Forum (Global Competitiveness).

Recul des parts de marché allemandes 1980-1994 (en % des exportations mondiales)

Secteurs	**1980**	**1994**	**Évolution(%)**
Habillement	7,1	4,8	- 42,4
Matériel de bureau	9,9	5,3	- 46,5
Textile	11,4	9,7	- 15,0
Biens d'investissement	16,3	13,1	- 19,7
Produits chimiques	17,2	15,0	- 12,8
Automobile	21,0	17,9	- 14,8

Source : OMC, 1995.

Au sein de la majorité		
Pour	SPD	245
	Verts	49
Contre	SPD	6
	Verts	6
Dans l'opposition		
Pour	CDU/CSU	240
	FDP	47
Contre	CDU	2
	PDS[1]	2
Absents	CDU	6

	Commission Hartz		Commission Attali	
Nom	Commission pour de nouvelles prestations de service sur le marché du travail		Commission pour la libération de la croissance française	
Date	août 2002		janvier 2008	
Membres	nombre	%	nombre	%
Monde de l'entreprise	**10**	**66,6**	**18**	**42,8**
cadres dirigeants	5		13	
syndicalistes	3		1	
cabinet de conseil	2		4	
Monde de l'administration et de la politique	5	**33,3**	15	**35,7**
universitaires	2		6	
hauts fonctionnaires	1		5	
élus	2		4	
Société civile	**0**	-	**9**	**21,5**
associations			3	
journaliste, écrivains, médecin			6	
TOTAL	**15**	**100**	**42**	**100**

	années 2003-2005	**années 2015-2017**
Taux de chômage (%)	13 (2005)	5,4 (oct. 2017)
Nombre de chômeurs (millions)	4,86 (2005)	2,389 (oct. 2017)
Croissance PIB (%)	+0,5 (2005)	+1,9 (2016)
PIB/habitant (€)	28 300 (2005)	38 000 (2016)
Solde finances publiques (% PIB)	- 3,4 (2005)	+0,8 (2016)
Solde cumulé (milliards €)	- 264 (2001-2006)	+38,4 (2011-2016)
Population active ayant un emploi (millions)	39,2 (2004)	44,5 (2017)
Salariés à temps partiel (%)	15,3 (2004)	15,2 (2015)
Emplois « atypiques »[1] (Mio)	5,2 (2003)	3,6 (2016)
Taux de pauvreté[2]	18,4 (2005)	20 (2016)
Bénéficiaires de l'aide sociale (+ 18 ans)	438 000	1 025 000
Personnes en risque de pauvreté après transferts sociaux (%)	12,2 (2005)	16,7 (2015)
en millions	9,96	13,43
Taux de risque de pauvreté de personnes qui travaillent (%)	4,8 (2005)	9,7 (2015)
Répartition des revenus (coef. Gini)	0,261 (2005)	0,301 (2015)
Population avec assurance complémentaire privée (%)	11,4 (2005)	21,6 (2015)
revenu inférieur à 1 000 €	3,8	8,5
revenu supérieur à 3 000 €	19,8	33,3
Personnes en situation de privation matérielle sévère (%)	4,6 (2005)	3,9 (2016)
(en millions)	3,733	3,167
Dépenses de protection sociale par habitant €	8 609 (2004)	9 877 (2014)
Population en mobilité sociale ascendante (%)	37 (2000-2009)	38 (2010-2014)
Population en mobilité sociale descendante (%)	17 (2000-2009)	18 (2010-2014)

I. Structure de l'échantillon	
% salariés ayant fait l'apprentissage dual	68,7
% salariés avec diplôme études supérieures	23,8
% salariés travaillant à temps plein	94,0
% salariés appartenant à un syndicat	61,9
% salariés sans enfant	26,1
% salariés de 25 à 54 ans	79,6
% salariés travaillant dans la production	61,5
% salariés industrie automobile et machines	60,0
% salariés industrie électrotechnique	15,3
II. Durée du travail	
En situation de travail flexible	70 %
En situation de travail par équipe	32 %
Travaillent le week-end	17 %
Satisfaits et assez satisfaits de la durée effective de travail	71,1 %
Satisfaits de la durée effective par rapport à la durée souhaitée	68,8 %
Durée effective supérieure à 35 h/hebdo	70,4 %
Durée effective supérieure à 35 h/hebdo dans le secteur production	85,6 %
Souhaiteraient faire 35 h hebdomadaires	47,7 %
Font effectivement 35 h hebdomadaires	15,8 %
Font plus de 40 heures hebdomadaires	24,4 %
III. Conditions de travail	
Bénéficient d'un aménagement du temps de travail pour formation, s'occuper de sa famille, etc.	10 à 17 %
Peuvent prendre 1 ou 2 h de liberté pour un imprévu	85,6 %
Peuvent s'arranger avec la flexibilité	71,1 %
Trouvent le travail intéressant	84,3 %
Souffrent de la pression (flexibilité, heures complémentaires)	20,2 %
Bonne ambiance de travail	79,2 %
Bonnes relations avec les supérieurs	81,5 %
Salaire mensuel brut moyen (hommes + femmes) en 2017 dans l'industrie manufacturière (temps plein, primes incluses)	4245 €

41. 12 février 2004. L’accord de Pforzheim : la régulation flexible

1 De nombreux auteurs s’accordent à dire que les réformes Hartz du marché du travail n’ont pas joué le rôle essentiel dans le renforcement de la compétitivité allemande. Les leçons à tirer de la renaissance économique de l’Allemagne depuis une décennie tiennent davantage à la qualité du dialogue social propre au modèle allemand, depuis quelques générations. Car ce n’est pas le législateur ou le politique qui le définit, mais bien le contrat signé, à la base, entre syndicats, patronat et *Betriebsrat* (conseil d’établissement). Or depuis que les industries ont délocalisé à grande échelle leurs usines en Europe centrale, l’équilibre des forces entre syndicats et patronat a été modifié ; les syndicats se sont vus contraints d’accepter des concessions salariales et des exceptions aux accords de branche, sous peine d’être marginalisés. Cet assouplissement seul a permis de s’adapter au nouvel environnement géoéconomique. Par ailleurs, les mesures Hartz ont favorisé le développement d’un secteur à bas salaires, une flexibilisation du marché du travail et court-circuité d’une certaine manière les syndicats. L’échec de la grève d’IG Metall dans les Länder de l’Est sonnant le glas de la référence aux 35 heures, – emblème des années 1980 –, ces mesures ont fragilisé la clientèle syndicale de base, le *Stammbelegschaft* (salariat de base), au profit d’une main d’œuvre plus malléable et précaire :

intérimaires, sous-traitants. C'est un pouvoir syndical affaibli qui, dans l'industrie, affronte le patronat.

2 En France ou en Italie, les institutions du marché du travail sont plus centralisées, encadrées par moult lois et codes, et dépendantes du pouvoir politique ; en Allemagne la question salariale est davantage décentralisée au niveau de l'entreprise.

3 Avec Volkswagen s'amorce un processus de décentralisation du dialogue social à un niveau de plus en plus fin, de la branche vers l'entreprise, puis vers l'établissement et même le salarié. Une innovation sociale sans précédent.

4 En 1993, l'industrie allemande souffre du choc de la récession et des effets de la mondialisation concurrentielle, alors même que la sphère politique est absorbée par les conséquences de la réunification. De nombreux débats émergent autour de la question du *Standort Deutschland* (l'Allemagne comme site de production). Pragmatiques, les dirigeants de Volkswagen parviennent à résorber un sureffectif de 30000 salariés sans licenciement, en combinant de multiples mesures : semaine de 4 jours, réductions de salaires, flexibilité accrue, segmentation accrue des catégories de travailleurs (anciens et nouveaux, Länder orientaux et occidentaux...) – et surtout en réorganisant en profondeur la production (pression sur les fournisseurs, passage de 12 à 5 plateformes, etc.). La crise est profonde chez le constructeur de Wolfsburg, dont les coûts de fabrication sont trop élevés, les temps de fabrication trop longs (trois fois plus qu'en France), la productivité faible, sans compter l'inflation des options (12 modèles d'allume-cigare pour la Golf et 14 modèles de moyeux de roues !). Volkswagen a privilégié la paix sociale (le Land de Basse-Saxe détient 20 % du capital de la firme) au détriment de l'efficacité productive et l'ingénieur au détriment du commerçant.

5 L’accord Volkswagen de 1993 est imité par les autres industries, par exemple la chimie (janvier 1994) ou l’industrie des métaux (mars 1994). IG Metall signe avec Volkswagen d’autres accords en 1995 (diminution du temps de pause) et 1997 (retraite à temps partiel) en échange de la préservation de l’emploi en Allemagne et de l’absence de licenciements pendant deux ans. En 2001, un nouvel accord prévoit que le temps de travail sans majoration peut atteindre 48 heures par semaine, si la production l’exige…

6 On observe ainsi une reconfiguration du système de régulation contractuelle : la négociation est recentrée vers l’entreprise. Désormais coexistent deux niveaux de négociation : la branche où la convention collective instaure un cadre général de normes communes valables pour l’ensemble de la profession et l’entreprise, où des accords sont signés avec les *Betriebsräte* (*Betriebsvereinbarungen*).

7 Cette souplesse permet de passer le cap de la récession de 1993 et le fléchissement du début des années 2000. Mais IG Metall et Gesamtmetall poursuivent leurs négociations, et l’accord de Pforzheim du 12 février 2004 est un pas supplémentaire vers la régulation flexible. Il permet aux entreprises de la branche de déroger aux minima conventionnels non seulement en cas de difficulté passagère, mais plus généralement pour faire face aux impératifs de compétitivité. Il instaure en quelque sorte la flexibilité modulable à la hausse, sans compensation de salaire.

8 Avec le recul, le directeur d’IG Metall, Detlev Wetzel considère en 2015 cet accord comme un succès. Le *Betriebsrat* et la direction recherchent une solution, tout en informant les salariés des problèmes de l’entreprise ; la décision est prise en commun, par exemple la suppression d’une prime, ou l’augmentation de la durée du travail sans compensation de salaire ; l’accord est signé par le

représentant régional du patronat, et par la cellule locale du syndicat. Il détaille les obligations de chacun, et il est nécessairement limité dans le temps.

9 Chez Siemens, Daimler-Benz, la durée du travail passe de 35 à 40 heures sans revalorisation salariale, prix à payer pour pérenniser les sites de production sur le sol allemand. Entre 2004 et 2006, plus de 850 accords de ce type sont signés dans la métallurgie de transformation, l'électronique, l'industrie des métaux, etc.

10 Un dosage subtil, un compromis savant associant différentes mesures de modération salariale, flexibilité, heures supplémentaires, primes, garantie de l'emploi, est façonné, pratiquement sur mesure, pour et par chaque entreprise, chaque établissement, voire pour chaque salarié. Les accords de Pforzheim concilient les impératifs de la flexibilité au niveau de l'établissement et ceux de la régulation sociale au niveau de la branche.

11 Bien avant que le pouvoir politique ne s'engage dans la lutte pour la compétitivité nationale (Agenda 2010, assainissement budgétaire d'Angela Merkel) les partenaires sociaux étaient parvenus, au prix de patients efforts, à engager le redressement de l'économie productive. Cette anticipation par la société civile explique en partie le succès des mesures politiques, qui viennent, en quelque sorte parachever cette longue gestation.

12 En 2004, les salariés ont accepté de nouvelles concessions : gel des salaires jusqu'en 2007 ; réduction du niveau de rémunération des nouveaux embauchés ; flexibilisation annuelle des horaires, ceci en échange d'une garantie de l'emploi et de l'embauche d'apprentis jusqu'en 2011. En 2008, IG Metall obtient la réintégration progressive des salariés dans la convention classique de Volkswagen pour 2009-2010.

13 Dans ces négociations complexes, le rôle du *Betriebsrat* (institué par la loi de 1920) est capital. Le *Betriebsrat* est indépendant des syndicats ; il peut être mis en place à partir de 5 salariés, son accord est indispensable pour modifier les conditions de travail. Les *Betriebsräte* sont la cheville ouvrière des relations sociales. C'est grâce à eux que l'Allemagne a montré sa capacité à préserver l'emploi en période de crise.

14 Véritable laboratoire d'innovation sociale, l'Allemagne a inventé un nouveau modèle de négociation sociale, impulsé par les entreprises, les syndicats et les salariés (par les *Betriebsräte*), avec l'appui du gouvernement. La société allemande a bien compris l'impérieuse nécessité d'une réforme passant par une certaine remise en cause des « acquis sociaux » afin de préserver l'essentiel, c'est-à-dire l'emploi, et *in fine*, la cohésion sociale. Dans la mise en œuvre de cette politique de longue haleine de modération salariale et de modernisation de la régulation conventionnelle, on est frappé par le pragmatisme des acteurs : négociations tendues, choix douloureux, accords millimétrés. L'idée d'un pacte social vital habite les esprits. La culture de la négociation permet des accords au plus fin ; dans un monde en évolution rapide générant de fortes disparités de situation entre secteurs, entreprises, établissements ou territoires, des accords globaux nationaux intangibles sont voués à l'échec : le fiasco des 35 h à la française en est l'exemple révélateur. Seul le local peut finement s'adapter au global mouvant.

15 Le syndicat allemand est coresponsable de cette adaptation de l'économie nationale à la modernité ; il accepte non seulement de porter le poids de décisions impopulaires, mais d'en expliquer la nécessité au travailleur. On est loin des surenchères politiciennes des centrales syndicales françaises. Or le bilan est cruel : l'ouvrier allemand aujourd'hui est bien mieux payé voire respecté que le

français, ses conditions de travail sont meilleures, son intégration dans la société également…

16 Après une dizaine d'années difficiles, Volkswagen a retrouvé une bonne santé, écornée par le Dieselgate. Le syndicat IG Metall a exigé et obtenu de substantielles hausses de salaires, parfaitement justifiées par les sacrifices consentis jusque-là (+ 4,8 % de hausse sur 2016-2017). En 2017, le premier niveau de la grille salariale de VW est à 2037 € nets, le 22e niveau à 7069 € par mois. Un ouvrier gagne 2500 € nets mensuels, un électricien 3800 €, un chef de projet 5500 €, un manager 7000 €, auxquels peuvent s'ajouter, pour tous, des primes s'élevant jusqu'à 7000 €, et même 9000 € chez Porsche. Faut-il rappeler que le titre de l'affiche de l'association *Die Waage* (l'Équilibre) créée par Ludwig Erhard pour promouvoir l'économie sociale de marché proclamait en 1957 : « *Alle haben was davon* » (nous en profiterons tous)…

17 Il reste la question des bas salaires. Nombre de petites entreprises ne sont pas concernées par les accords de branche ou d'établissement, par exemple celles de moins de 5 salariés sans *Betriebsrat* ; elles versent des salaires bas, l'ouvrier de Volkswagen apparaissant comme un privilégié, un « insider » protégé par les multiples accords signés par les puissantes structures que sont IG Metall et les *Betreibsräte*. Ainsi a émergé dans le pays une catégorie de travailleurs pauvres, situation sans précédent depuis 1945, qui présente le risque d'un délitement de la cohésion sociale. La question des bas salaires s'est posée dès les années 1990 dans le bâtiment confronté à l'arrivée des travailleurs détachés d'Europe centrale, mais les lois Hartz ont généralisé le problème. La grande coalition de 2005-2009 a dû trouver une parade à ce risque social. Le SPD a réussi alors à imposer à la CDU réticente une nouvelle avancée sociale, comme contrepartie aux règles Hartz. Dans le contrat de coalition (*Koalitionsvertrag*), la

CDU accepte le principe d'un salaire minimum en échange d'une stabilité des impôts, et le 3 juillet 2014, la loi sur le salaire minimum est votée. Ce SMIC allemand est introduit le 1er janvier 2015 au niveau de 8,50 € par heure, et étendu progressivement à tous les secteurs.

18 Cette loi est un nouveau témoignage de l'adaptabilité du modèle allemand. En effet, dans l'économie sociale de marché mise en place après la guerre, la question salariale relève exclusivement de la négociation entre syndicats et patronat. Cette fois, l'État a jugé nécessaire d'intervenir, étant donné l'affaiblissement des syndicats, afin de garantir aux travailleurs leur droit à la dignité. En rupture avec des décennies d'autonomie tarifaire, l'État légitime son intervention au motif que la valeur du travail, au sein de l'État social allemand, ne peut dépendre du statut de celui qui l'exerce : « tout travail a sa valeur » dit Sigmar Gabriel. La CDU, réaliste, a passé outre l'opposition virulente des employeurs, qui fournissent pourtant sa clientèle électorale habituelle.

19 De nombreux économistes allemands ont alors prédit la perte de centaines de milliers d'emplois après l'introduction du salaire minium ; le très orthodoxe Ifo (Munich) évoque la destruction à terme de 900000 emplois, tandis que la Fédération des chambres de commerce estime que 200000 emplois au moins sont menacés : or jamais l'Allemagne n'a créé autant d'emplois ! Le SMIC allemand n'a entraîné aucun licenciement, au contraire ! En un an, pas moins de 400000 emplois nouveaux sont créés – une partie par transfert des mini-jobs vers des contrats de travail traditionnels, fut-ce à temps partiel.

20 Le SMIC n'est pas fixé sur une base mensuelle : chaque branche, chaque entreprise fixent librement la durée du travail en concertation avec le *Betriebsrat*, ce qui préserve une certaine

souplesse au dispositif. Le salaire minimum allemand, au niveau comparable au SMIC français, est régulièrement réévalué, dans le cadre habituel des négociations entre partenaires sociaux, l'État restant à nouveau en retrait. On mesure la différence avec l'État français, intervenant en permanence sur tous les fronts, rarement avec succès, focalisant ainsi sur lui toutes les critiques, d'où une politisation permanente et structurelle des questions économiques.

21 À l'aube des années 2000, l'Allemagne était « l'homme malade de l'Europe ». Aujourd'hui, la situation est bien meilleure, et la société bénéficie d'une relative prospérité. En 15 ans, les acteurs de la politique, de l'économie et du monde social ont su trouver les voies du redressement, par de longues et patientes négociations, un pragmatisme à toute épreuve, autant de recettes éprouvées depuis la fin du XIXe siècle.

42. 2007. L’Allemagne, grande puissance… agricole

1 En 2007 s’est produit un événement économique important, en tout cas significatif, mais passé inaperçu : l’agriculture allemande a supplanté celle de la France sur les marchés d’exportation, balayant du même coup le mythe du « pétrole vert » français, dernier îlot d’optimisme et fierté d’un monde paysan en pleine détresse. Depuis cette date, l’Allemagne s’est installée comme grande puissance agricole ; elle devient la 3e exportatrice mondiale derrière les États-Unis et les Pays-Bas, dépassant le Brésil en 2011, la Chine en 2015 et reléguant la France au 4e rang mondial en 2006 et au 5e depuis 2014.

2 Les modifications structurelles d’un secteur économique sont souvent peu visibles ; elles se déploient sur le long terme, portées par des forces aux ressorts profonds. Tout comme l’Allemagne a conquis la supériorité numérique sur la France au milieu du XIXe siècle, son l’agriculture a subi une profonde mutation et sa réussite surgit tout à coup en pleine lumière. C’est sans doute parce que la mémoire collective a oublié les performances passées de ce secteur outre-Rhin : en 1913, elle était déjà la 3e productrice mondiale de seigle et de blé derrière les États-Unis et la Russie, et la 1re pour les betteraves à sucre et les pommes de terre. En 1925, le géographe Emmanuel de Martonne faisait remarquer que l’agriculture allemande utilise énormément d’engrais chimiques, et « une variété extraordinaire de machines » (semeuses, épandeurs

d'engrais, centrifugeuses de lait, et arracheuses de pommes de terre).

3 Les raisons de ce succès sont multiples. En premier lieu, des charges sociales et fiscales moindres : la fiscalité alimentaire a diminué de 10 % en Allemagne entre 2006 et 2015 et augmenté de 38 % en France ; la TVA fonctionne outre-Rhin comme une subvention dans le cadre de l'imposition au forfait ; l'utilisation systématique des travailleurs détachés originaires d'Europe centrale toute proche, sans oublier diverses aides publiques. Mais d'autres facteurs de succès, plus significatifs, doivent être mentionnés.

4 Le premier, rarement mentionné, tient dans la plus grande « productivité territoriale » de la filière agroalimentaire allemande. L'exemple de l'Emsland a montré combien la ressource naturelle d'un territoire est méthodiquement mise en valeur en Allemagne, tout comme dans les pays à haute densité démographique (Pays-Bas, Japon, Italie du Nord). Tirer le maximum de la ressource naturelle – le sol, la forêt, la mer – sans pour autant détruire cette richesse renouvelable, est un art consommé. Un hectare de surface agricole et forestière génère davantage de richesse en France qu'en Allemagne (environ 15 %) en raison, notamment, de la meilleure qualité des sols : l'Allemagne n'a ni la Beauce, ni la Brie, ni de prestigieux terroirs viticoles ; mais si on rapporte toute la richesse créée cette fois par l'ensemble de la filière agroalimentaire (agriculture, sylviculture, pêche, industries alimentaires, industrie du tabac et des boissons), la proportion s'inverse : un hectare génère alors 16,1 % de richesse de plus qu'en France. L'explication est simple : la force de l'agriculture allemande tient dans son intégration étroite à l'industrie alimentaire. Ainsi l'économie laitière allemande est très compétitive, pour diverses raisons : grande taille des exploitations, encouragée par le droit d'aînesse dans le nord du pays, plus encore

par les aides fédérales aux grands projets d'investissement, système de TVA avantageux (le « *Pauschalierung* » permet de ne pas reverser au fisc la différence entre la TVA reçue sur les ventes et celle payée sur les intrants). Mais c'est en aval dans l'industrie de transformation que la filière laitière construit sa force. En France les entreprises laitières (Danone, Lactalis) obéissent à une logique de la demande, en multipliant les références, en segmentant le marché à l'infini – il suffit de voir le rayon yaourt d'un supermarché – et travaillent donc sur de petites séries ; en Allemagne on privilégie au contraire une logique d'offre : les plus gros acheteurs sont les coopératives, en contact avec le discount (Aldi, Lidl sont des firmes allemandes) ; soucieux de prix bas, il exige des produits standardisés, des gammes courtes, peu de références, peu de valeur ajoutée, mais en revanche de très gros volumes, qui compriment les prix de vente, facilitant ainsi l'écoulement de la matière première comme du produit fini sur le marché intérieur comme à l'exportation. En France, le consommateur est gâté, l'agriculteur souffre ; en Allemagne, c'est un peu l'inverse.

5 Il en est de même de la filière porcine : tout le nord de l'Allemagne fonctionne comme une gigantesque machine à élever, abattre, découper et vendre du porc. Les fermes allemandes fonctionnent en symbiose avec les industriels locaux, néerlandais et danois ; les ports sont des plaques tournantes où l'on importe les carcasses danoises, exporte les charcuteries et autres produits. Les exploitations de plus de 5000 têtes sont monnaie courante et les centres d'abattage et de découpe modernes et de grande taille : un abattoir allemand est en moyenne trois fois plus grand qu'en France, on compte un abattoir pour 600 éleveurs, en France un pour 120 éleveurs. Trois grands industriels concentrent 54 % de l'abattage des porcs. Entre 1994 et 2012, les exportations de viande porcine ont plus que

sextuplé (passant de 0,38 à 2,45 milliards €). La volaille ? même choix industriel ; on privilégie par exemple les souches de dindes lourdes (plus de 16 kg), permettant d'obtenir des filets plus lourds, mieux adaptés à l'industrie de transformation où ils sont manufacturés en « jambon de dinde » avant exportation. Dès 2008, la production allemande de dindes dépasse celle de la France. Associée aux filières animales, la production d'aliments pour le bétail se concentre également en grosses unités de production : 15 usines produisent plus de 300000 tonnes par an, et trois groupes seulement réalisent le tiers de la production nationale. L'intégration des nouveaux Länder a par ailleurs dopé l'agriculture allemande : les anciens kolkhozes, non démantelés, aux dimensions énormes ont donné à l'agriculture germanique une dimension « américaine ». Les fermes de plus de 1000 hectares ou de plus de 1000 vaches ne sont pas rares dans le nord-est du pays. Faut-il rappeler que l'Allemagne impériale était déjà un pays de grands domaines ? En 1895, on comptait 600 domaines de plus de 1000 ha et 13800 de plus de 800 ha dans le Reich. En France, le modeste projet de la ferme dite des « mille vaches » (qui ne sont que 500) a été saboté par des organisations radicales (Confédération paysanne, Front de gauche, Verts) et même les petits producteurs locaux, inquiets…

6 Comprimer les coûts de production, flexibiliser l'usage de la main d'œuvre (par un recours aux travailleurs détachés aux limites de la légalité), atteindre la taille critique pour générer des économies d'échelle (regroupement des laiteries, concentration des abattoirs), accroître la taille moyenne des exploitations : l'efficacité productive est de règle dans l'agriculture d'outre-Rhin. Pour produire 1 million de litres de lait, les Allemands investissent deux fois moins que les Français. On peut conclure en reprenant la formule de J.M. Vittori (*Les Échos*) : « si la filière laitière (ou porcine) allemande est plus

compétitive, c’est au fond parce que l’Allemagne en a fait une industrie ».

7 Pour autant, dans un pays où la conscience environnementale est précoce et aiguë, où le contrôle social en matière de protection de l’environnement est permanent, l’intensification de la production s’opère sous contrôle. L’Allemagne compte davantage de surfaces cultivées en agriculture biologique que la France (5 % contre 2 %). Autre signe de l’intégration du monde agricole à la société globale : il contribue à la stratégie fédérale de sortie du nucléaire et bénéficie largement du choix stratégique du gouvernement de privilégier les énergies renouvelables, en produisant de l’électricité verte, notamment du biogaz. Pas moins de 6 milliards € sont versés chaque année aux agriculteurs allemands, grâce au rachat à prix garanti pendant vingt ans de l’électricité produite dans les fermes ; cela représente une précieuse ressource d’appoint, qui atténue les chocs liés aux variations de prix des produits agricoles. Aujourd’hui, la biomasse végétale (maîs-seigle essentiellement) et forestière fournit 6,8 % de l’électricité allemande. Les surfaces agricoles consacrées au colza-diesel, aux betteraves-éthanol et au maïs-seigle-biogaz sont passées de 1,295 million hectares en 2006 à 2,114 en 2013. On compte dans le pays pas moins de 8000 unités de production de biogaz, contre quelques centaines en France ; il y a même 209 mini-usines de cogénération en biomasse, pratiquement aucune en France.

8 Ainsi l’intégration de l’agriculture à l’industrie tant à l’amont (par ex. avec l’agrochimie, dont l’Allemagne est le berceau) qu’à l’aval (par la transformation des produits et la vente), est très poussée et optimisée. Il en est de même de la filière bois. Pour fabriquer des escaliers, les industriels bretons importent du hêtre… d’Allemagne ; l’énergéticien E.ON doit importer d’Amérique du Nord près de 40 %

du bois nécessaire à sa centrale de biomasse en Provence. Alors que la France possède 16,5 millions d'hectares de forêts – le deuxième patrimoine européen –, la filière bois accuse un déficit commercial de 5,4 milliards € en 2016. Quand la France plante 105 millions d'arbres par an dans les années 1990, et 25 seulement de nos jours, l'Allemagne en plante 300 millions... La filière bois occupe 1,1 million de salariés, contre 0,4 seulement en France, et dégage 3,6 milliards € de valeur ajoutée (3 Mrd en France) ; un hectare de forêt allemande crée 327 € de valeur ajoutée, contre 227 en France, et l'écart tend à s'accroître depuis une décennie.

9 Mais il est une autre cause, plus profonde, au succès de l'agriculture allemande. Elle n'est pas seulement un maillon parfaitement intégré dans la chaîne productive : elle fait partie intégrante de la société globale. Elle n'est pas, comme en France, un secteur « sanctuarisé » dans l'esprit collectif, c'est une branche de l'économie au même titre que l'automobile ou la chimie. Le vocabulaire est d'ailleurs explicite : le mot pour désigner l'agriculture, en allemand, est « *Landwirtschaft* », dont la traduction littérale est « économie du sol, du territoire » ; le mot français d'agriculture a des racines différentes, proclamant son lien avec un monde champêtre, souvent idéalisé (*agros*, le champ – *agrestis*, champêtre, rustique) et avec la culture, qui signifie éducation, soin, voire civilisation, au sens allemand de « *Kultur* ». D'un côté un secteur économique, de l'autre un genre de vie...

10 En Allemagne les mondes industriel, urbain et agricole vivent en symbiose : il n'y a pas de désert rural, sous-équipé ou marginalisé, la ville et ses services sont toujours proches, le paysan a un mode de vie urbain ; en France parfois, l'agriculture n'est plus qu'un genre de vie désuet. En Allemagne, le tissu agricole (les hommes, les entreprises, les réseaux) ne se délite pas, et les campagnes ne votent

pas pour les partis populistes (AfD ou Die Linke). Bien des agriculteurs se sentent en fait des entrepreneurs. Leur niveau de formation est élevé : 20 % d'entre d'eux sont diplômés d'université ou d'école d'ingénieurs, et 37 % supplémentaires d'écoles techniques ou d'agriculture. Les campagnes allemandes sont en quelque sorte, « portées » par tout le système économique du pays associé à ses succès, grâce aux Chambres d'agriculture, aux coopératives, aux syndicats, aux ministères régionaux de l'agriculture, très soucieux de leurs électeurs et de la bonne santé du secteur, aux aides publiques à l'exportation, aux foires internationales : sait-on que le salon de l'agriculture de Berlin est le plus grand du monde ? Créées en 1926, bien avant le salon de l'agriculture de Paris (1964) très hexagonal, les *Internationale Grüne Wochen* rassemblent en 2017 pas moins de 1731 exposants venus de 68 pays ; elles accueillent moins de monde que le salon de Paris (415000 visiteurs contre 700000 environ), mais il s'agit surtout de professionnels ; on compte un tiers d'exportateurs parmi les exposants. Le récent salon du machinisme agricole de Paris ne rassemble encore que 150 exposants venus de 7 pays.

11 L'agriculteur allemand n'échappe pas aux difficultés du moment : crise laitière, recul global du secteur (en nombre d'exploitations et d'emplois), érosion des marges. Mais le monde agricole semble plus homogène, les disparités de revenus moindres qu'en France, les ressources complémentaires (vente d'électricité verte – 11 % de la production nationale –, gîtes touristiques, emploi dans l'industrie rurale) montrent une société bien intégrée à la société globale germanique. Nulle situation de détresse, de réelle pauvreté, voire de désespoir (600 suicides par an), comme dans de nombreuses fermes françaises.

12 Mais, en Allemagne, les dirigeants politiques ne se contentent pas de tapoter le cul de vaches au salon de l’agriculture, et d’y faire, chaque année, un tour, comme au zoo.

Structure des échanges agroalimentaires 2015 (milliards €)

	Exportations	**Importations**	**Solde**
Produits agricoles	10,010	29,696	- 19,686
Sylviculture	0,389	0,787	- 0,398
Pêche	0,277	0,668	- 0,391
Sous-total filière primaire	10,676	31,151	- 20,475
Industrie alimentaire	49,195	42,818	+ 6,377
Boissons	5,212	5,467	- 0,255
Tabac	3,853	0,906	+ 2,947
Sous-total filière industrielle	58,260	49,191	+ 9,069
Total général	68,936	80,342	- 11,406

Source : Bundesministerium für Ernährung und Landwirtschaft (BMEL), Statistisches Bundesamt.

Évolution de la structure géographique des exportations agroalimentaires (milliards €)

Zones	**2000**	**2006**	**2015**
Total général	28,026	40,614	65,380
UE-28	22,152	33,147	49,177
UE-13[1] (dont Pologne)	1,748 (0,584)	3,820 (1,211)	8,864 (3,821)
Russie	0,935	1,802	1,719
Asie	2,079	1,880	6,539
BRIC	0,765	1,382	2,140
Pays en développement	2,820	2,549	9,204

1. Pays intégrant l'UE après 2004, 2007 et 2013.
Source : BMEL, Deutscher Agrar-Aussenhandel, 2015.

Évolution des exportations agroalimentaires allemandes 1991-2015 (milliards €)

Année	Exportations	Indice (1991=100)	Solde commercial
1991	18,208	100	- 16,282
1995	19,454	106,8	- 15,358
2000	28,026	153,9	- 13,458
2005	37,063	203,5	- 10,102
2010	53,314	292,8	- 9,992
2015	65,379	359	- 9,133

Source : BMEL.

Les échanges agro-alimentaires mondiaux 2014 (milliards €)

Exportations		Importations		Échanges[1]	
1. États-Unis	112,2	1. États-Unis	85,1	1. États-Unis	197,3
2. Pays-Bas	69,9	2. Chine	79,2	2 Allemagne	139,8
3. Allemagne	65,4	3. Allemagne	74,5	3. Chine	127,0
4. Brésil	59,3	4. Japon	51,8	4. Pays-Bas	118,4
5. France	55,9	5. Royaume-Uni	50,1	5. France	102,8
6. Chine	47,8	6. Pays-Bas	48,5	6. Italie	71,5
7. Espagne	38,4	7. France	46,9	7. Belgique	63,8

1. Importations + exportations.
Source : BMEL.

Les principaux partenaires de l'Allemagne dans les échanges agroalimentaires 2015 (milliards €)

Pays	Exportations	Importations	Échanges[1]	Solde
1 Pays-Bas	8,577	13,558	22,135	- 4,981
2 France	5,726	5,878	11,604	- 0,152
3 Italie	5,193	5,646	10,839	- 0,453
4 Pologne	3,821	4,449	8,270	- 0,628
5 Autriche	4,162	2,828	6,990	+ 1,334
6 Espagne	2,356	4,557	6,913	- 2,201
7 Belgique	3,254	3,476	6,730	- 0,222
8 Royaume-Uni	4,538	1,294	5,832	+ 3,244
9 Danemark	2,516	2,734	5,250	- 0,218
10 États-Unis	1,730	2,705	4,435	- 0,975
11 Brésil	0,141	3,358	3,499	- 3,217
12 Suisse	1,839	1,433	3,272	+ 0,406

1. Importations + exportations.

Source : BMEL. NB : La France équilibre ses échanges agroalimentaires avec l'Allemagne, en dégageant un léger solde positif de 152 millions €.

43. 29 juillet 2009. Le frein à l'endettement public

1 Le 29 juillet 2009, le Bundestag adopte à l'unanimité des voix de la coalition CDU/CSU/SPD, malgré l'opposition des Verts (Bündnis 90/die Grüne), de la gauche radicale (Die Linke) et l'abstention du FDP, une loi très importante, instituant la fameuse « règle d'or » dans la Loi fondamentale, c'est-à-dire une règle du frein à l'endettement public. Il faut souligner la rapidité de décision des autorités, la loi étant votée peu après l'éclatement de la crise financière mondiale fin 2007.

2 Cette décision est l'aboutissement de discussions bien antérieures, des voix s'étant élevées depuis plus d'une décennie pour mettre à jour une disposition de même nature existant déjà dans la législation, mais restée inopérante : l'article 115 de la Loi fondamentale énonce en effet le principe de limitation et d'encadrement du recours à l'endettement, mais de nombreuses dérogations le rendent peu efficace. La Bundesbank et le Tribunal constitutionnel fédéral ont préconisé sa modification. De longs débats ont alors mobilisé tous les experts de la finance publique à cet effet : ceux du ministère fédéral des Finances, des spécialistes de droit constitutionnel, la Bundesbank, le Conseil de la conjoncture (Konjunkturrat), le Conseil de planification financière (Finanzplanungsrat), le Tribunal constitutionnel fédéral de Karlsruhe, et les tribunaux constitutionnels des Länder, la Cour des

comptes fédérale et celles des Länder, le Conseil des experts économiques (Comité des 5 sages), les cinq instituts de recherche économique, des parlementaires du Bundestag et du Bundesrat : bref, l'Allemagne a mobilisé toutes ses ressources intellectuelles et son expertise financière, a débattu, analysé, comparé (notamment le cas suisse), et décortiqué les textes et les concepts, dans les moindres détails.

3 **La culture de la stabilité.** Loin d'être une rupture, la loi de 2009 s'inscrit dans une histoire qui a fait naître une « culture de la stabilité ». Le concept a été formalisé par l'ancien président de la Bundesbank, Helmut Schlesinger, qui a déclaré dans le *Börsen-Zeitung* du 1er février 1992 : « une politique de stabilité de la part du gouvernement et de la banque centrale n'est pas suffisante pour assurer la stabilité de la monnaie. L'économie et les partenaires sociaux doivent également adopter un comportement adéquat. En fait il faut une culture de la stabilité dans les sphères publiques et politiques » (cité par P. Steinpass, in : IFRI, *Sortie de crise à l'allemande*, 2011, p. 119). Selon H. Schlesinger, il doit naître au sein de la société un consensus selon lequel la stabilité monétaire est la condition de base d'une économie durablement solide et donc aussi du maintien de la paix sociale. Mais elle n'est qu'un moyen non une fin : la culture de la stabilité signifie avant tout que les actions économiques soient menées dans une perspective de long terme.

4 L'histoire monétaire contemporaine du pays justifie ce bon sens : contenir la dette publique est une constante de la politique allemande ; ce fut déjà le cas avec la Prusse. Créé en 1871, l'Empire allemand est vierge de dettes, l'endettement public s'étant « réfugié » en quelque sorte, dans les États et les communes ; le mark, rattaché à l'or, a témoigné d'une belle stabilité. Puis insensiblement, l'endettement s'est accru et avec l'effort de guerre, a

connu une poussée ascensionnelle. De mai 1914 à mars 1918, le Reich a emprunté 98 Mrd auprès de la population et des entreprises, puis 86 milliards supplémentaires en bons du Trésor à court terme, déclenchant la grande inflation, laquelle a purgé la dette. Le processus se répète avec Weimar, qui démarre sans dettes, puis l'effort de guerre nazi s'ajoute à la crise bancaire de 1931 et à la charge des réparations pour augmenter le fardeau ; la peur de l'inflation dans la population pousse H. Schacht à rendre le nouvel endettement invisible ; on ne fait pas appel directement aux épargnants, mais on place des emprunts obligataires d'État auprès des caisses d'épargne, banques et assurances. Puis il invente les bons MEFO : système fondé sur des reconnaissances de dettes échangées par les entreprises, cette « monnaie » émise par la Metallurgische Forschung (d'où son nom) permet de relancer l'économie sans augmentation de la masse monétaire, car elle n'est pas comptabilisée dans celle-ci. En outre, on rationne la population pour contenir l'inflation. Pendant la guerre, le 3e Reich pille les pays occupés et sollicite ses alliés pour financer son effort de guerre. En mai 1945, la dette du Reich atteint 452 milliards de marks, détenue pour l'essentiel par les Allemands, un chiffre énorme, représentant plus du quadruple du PIB de 1950 ! La réforme monétaire de 1948 apure largement la dette intérieure, tandis que les accords de Londres (1953) diminuent de moitié la dette extérieure de la jeune RFA. Le pays repart sur des bases saines : en 1950, la dette s'élève à 9,6 milliards € seulement. Jusqu'en 1973, le niveau d'endettement reste voisin de 20 %, puis l'endettement reprend, et s'accélère avec les dépenses liées à la réunification. Le service de la dette, qui pèse sur le budget, accompagne comme son ombre le mouvement général, si bien que les dettes nouvellement contractées finissent par changer de nature : jusque dans les années 1980, on emprunte pour investir

(écoles, hôpitaux, infrastructures) ; depuis, on emprunte pour payer le service de la dette... Ainsi la nouvelle dette contractée en 1980 s'élève à 28 milliards DM, dont 13 pour le service ; en 2005, on emprunte 74 Mrd €, dont 64 pour le service de la dette. La politique de rigueur du premier gouvernement Kohl en 1982 a freiné le mouvement, mais la réunification a ruiné cet effort. Rappelons que, parallèlement, en une trentaine d'années, l'Allemagne a connu pas moins de 5 monnaies différentes : le mark-or (1873 jusqu'en 1914), le mark-papier (septembre 1914 jusqu'à la grande inflation de 1923), le Rentenmark transitoire (15 novembre 1923-30 août 1924), le Reichsmark 1924-1945), puis le deutschemark depuis 1948, sans oublier le passage à l'euro... Toutes ces tempêtes monétaires et financières ont débouché sur des corrections brutales et traumatisantes, notamment pour les retraités, les petits épargnants et les détenteurs d'obligation d'État.

5 On comprend l'attachement des Allemands au DM solide et stable et à son gardien farouche, la Bundesbank. Il reflète cette hantise du couple inflation-endettement. Le philosophe Peter Sloterdijk rappelle que les Allemands ont peur de la « peste monétaire » et « n'ont de passion plus forte que celle qu'ils nourrissent pour la stabilité de la valeur de l'argent ». La nouvelle loi est précisément votée dans un climat de crise financière mondiale et d'explosion des dettes publiques.

6 **La règle d'or.** En application du nouvel article 115 de la Loi fondamentale, les recettes et les dépenses doivent être équilibrées en période normale sans tenir compte des recettes d'emprunt. Comme le remarque Stéphanie Flizot (« Les règles constitutionnelles de limitation de l'endettement public : l'exemple allemand », *Jus Politicum*, n° 8), la loi pose donc « une exigence constitutionnelle d'équilibre structurel ». Pour la fédération, cette condition est

remplie lorsque le déficit structurel ne dépasse pas 0,35 % du PIB. Mais il est admis qu'une loi de finance rectificative puisse autoriser le franchissement de ce plafond dans divers cas (urgence exceptionnelle, catastrophe naturelle, récession massive) et sous conditions (ne pas créer de dépenses nouvelles, ne pas dépasser 3 % du montant des ressources fiscales). Ces règles ne jouent pas immédiatement pour les Länder (en vertu de l'article 109 de la constitution fédérale), mais le frein à l'endettement les concerne aussi. L'article 115 rénové est long, complexe, et susceptible d'interprétations diverses, mais il existe : l'Allemagne s'applique la règle d'or, et c'est l'un des rares pays européens à le faire. L'idée est d'endiguer progressivement la montée de la dette pour donner aux pouvoirs publics une marge de manœuvre suffisante pour investir. Il s'agit aussi de ne pas transférer sur les générations futures, moins nombreuses si le vieillissement se poursuit, la charge d'une dette trop lourde.

7 L'article 115 est applicable à partir de 2011 avec des dispositions transitoires puis dans sa plénitude à partir de 2016 pour le Bund et de 2020 pour les Länder. Tout nouvel emprunt net est alors interdit. L'article 109, § 3, alinéa 1 stipule que les budgets publics doivent être équilibrés sans recours au crédit ; cette disposition s'applique aussi aux communes. Un système d'alerte est créé pour surveiller les finances publiques comme le lait sur le feu (*Frühwarnsystem*, article 109a) ; il est supervisé par un Conseil de stabilité (Stabilitätsrat). Les Länder ont adapté leurs propres constitutions en conséquence, parfois par référendum (Hesse), les villes également : la Cour des comptes de Hambourg procède à une évaluation en continu, un suivi multicritères (emprunt net, déficit structurel, durabilité) de ses finances publiques. Si un budget public (fédération, Land, commune, Sécurité sociale) ne respecte pas la loi, le Tribunal

constitutionnel fédéral de Karlsruhe peut l'invalider. Cela s'est produit le 15 mars 2011.

8 Très encadrées, les finances publiques se redressent rapidement. Après une forte poussée consécutive aux deux plans de relance de l'économie en récession (32 milliards € en novembre 2008 et 50 milliards € en juin 2009), les courbes de l'endettement public et du déficit budgétaire marquent une inflexion : l'austérité s'installe.

9 En 2013, pour la première fois dans l'histoire de la RFA, le niveau global d'endettement public diminue. La célèbre « inflexion de la courbe » a bien eu lieu... mais en Allemagne !

10 L'austérité consentie peut étonner l'observateur étranger. Elle est même critiquée en Allemagne par la gauche radicale Die Linke, par l'aile gauche du SPD, le DGB et certains économistes. Mais la population l'accepte, malgré ses conséquences douloureuses (réduction des postes dans la fonction publique, coupes blanches dans les investissements). L'Allemagne connaît ainsi la 4e cure d'austérité de son histoire récente, après celle de 1923-1924 avec Hans Luther, celle du début des années 1980 avec H. Kohl, et celle de 2003-2004 avec G. Schröder. Mais elle y voit comme un remède cathartique, une sorte de purification qui libère d'une faute inconsciente, qui chasse un démon. Faut-il rappeler qu'en allemand, le mot « *Schuld* » signifie dette, donc obligation, mais aussi faute, culpabilité, et dans sa troisième acception, crime, offense...

11 Aujourd'hui, le rythme de croissance de la dette est brisé. La discipline budgétaire s'applique à tous les niveaux : fédéral, régional et communal, comme sous Frédéric-Guillaume Ier. Les dirigeants allemands ne se sont pas contentés de gesticuler ou discourir ; instruits par l'histoire, ils ont analysé, débattu, décidé : c'est un autre visage du « miracle ».

Dette de l'empire allemand et de la France 1878-1879 (milliards Francs)

Empire allemand[1]			France[2]		
Empire	0,452	9,6 %	État	23,5	88,7 %
Prusse	1,161	24,7 %	Paris	1,984	7,6 %
Bavière	1,370	29,1 %	Communes	0,711	3,7 %
Autres États[3]	1,417	30,1 %			
Villes libres[4]	0,299	6,5 %			
Total	4,699	100 %		26,195	100 %

1. Empire 1879, États : 1875 et 1876.
2. 1878.
3. Saxe, Wurtemberg, Bade, Hesse, Oldenbourg, Mecklembourg, Thuringe, Brunswick, Anstalt, Waldeck, Lippe.
4. Hambourg, Brême, Lübeck et le Lauenbourg.

Source : É. Reclus, *Nouvelle géographie universelle*, Livre 3, 1878.

Pression fiscale et niveau de la dette en 1879

Pays	Impôts (francs/hbt)	Dette (francs/hbt)
Allemagne	53	106
France	80	550
Royaume-Uni	61	564
États-Unis	31	202
Russie	37	206
Italie	49	200

Source : É. Reclus, *op. cit.*

L'évolution de la dette allemande 1990-2016 (milliards €)

	1990		2000		2010[1]		2016[2]	
Bund	306,315	56,9 %	774,834	64,0 %	1287,460	64 %	1258,910	62,7 %
Länder	168,002	31,2 %	338,073	27,9 %	600,110	29,8 %	605,163	30,1 %
Communes	64,017	11,9 %	98,011	8,1 %	123,569	6,1 %	141,914	7,0 %
Sécurité sociale	-	-	-	-	0,539	0,1 %	0,487	0,2 %
Total	538,334	100 %	1210,918	100 %	2011,677	100 %	2006,475	100 %

1. Le solde de la sécurité sociale est inclus dans la comptabilité de la dette publique depuis 2010.
2. Au 31 décembre 2016.

Source : Statistisches Bundesamt.

Niveaux comparés de la dette en Allemagne et en France (% PIB)

	Allemagne	France	Différence
2003	62,9	64,2	+ 1,3
2008	64,9	64,4	- 0,5
2009	72,4	79,0	+ 6,6
2010	81,0	81,7	+ 0,7
2011	78,3	85,2	+ 6,9
2012	79,6	89,6	+ 10,0
2013	77,2	92,4	+ 12,8
2014	74,7	95,4	+ 20,7
2015	71,2	95,8	+ 24,6
2016	68,3	98,4	+ 30,1
2017	66,2[1]	99,2[2]	+ 33,0

1. Avril 2017.
2. Septembre 2017.

Source : INSEE, Destatis.

44. 2015. Les excédents commerciaux : intolérables ? indispensables !

1 L’année 2015 est marquée par trois évènements représentatifs de la dynamique économique allemande : le 1er janvier est mis en place le salaire minimum, innovation qui rompt avec le principe de l’autonomie tarifaire en vigueur depuis 1949 ; en septembre, la chancelière Angela Merkel ouvre les portes du pays aux immigrés et réfugiés du Moyen-Orient et l’Allemagne accueille près d’un million de personnes, impose des quotas à ses partenaires européens, pratiquement sans concertation, avant de réviser sérieusement sa politique d’immigration ; enfin, les dernières statistiques de l’année montrent que la France n’est plus le principal partenaire commercial de l’Allemagne, détrônée d’une place qu’elle occupait depuis 40 ans, par les États-Unis, puis l’année suivante en 2016 par la Chine.

2 Quels enseignements tirer de ce dernier fait ? Comme souvent en économie, les évolutions structurelles se déploient dans le long terme, échappant à l’actualité, enfouies au cœur de la société, avant de se manifester brutalement en pleine lumière. D’un côté, l’inexorable progression des exportations allemandes, de l’autre le décrochage de la France. Dans un contexte d’économie ouverte et concurrentielle, les exportations sont un critère pertinent de la

compétitivité d’un pays, et partant, de sa dynamique économique générale.

3 L’année 1878 n’est plus qu’un lointain souvenir ! À l’époque, l’Allemagne enregistrait un déficit de 16,2 millions de francs-or avec la France pourtant vaincue en 1871 ; mieux, le Reich était importateur net de biens manufacturés, pour un montant de 42,2 millions de francs-or. Mais dès 1879, la balance commerciale allemande redevient excédentaire avec la France. Depuis la fin du XIXe siècle, la balance commerciale allemande a été souvent déficitaire, l’Allemagne important beaucoup de biens agricoles et alimentaires pour nourrir une population en expansion rapide, et aussi de matières premières pour son industrie de transformation. Mais depuis 1952, elle est constamment bénéficiaire, et les excédents ne font que croître. Ils ont quintuplé entre 1996 et 2016 (de 50,4 à 252 milliards €) ; leur total cumulé sur une décennie, entre 2006 et juillet 2017, atteint 2205,2 milliards €, alors que le déficit cumulé français pour la même période s’élève à 555,5 milliards : vertigineux écart !

4 L’ampleur des excédents commerciaux allemands suscite irritation et inquiétude chez ses partenaires. En février 2017, *The Economist* titrait « intolérables excédents allemands », avant de récidiver en juillet « Le problème allemand. Pourquoi ses surplus endommagent l’économie mondiale » ; le quotidien *Le Monde* surenchérit en dénonçant « l’inquiétant excédent commercial allemand » (9 août 2017). Seule une économie hautement compétitive est en mesure de dégager sans discontinuer des excédents pendant plus d’un demi-siècle. Cette performance sur les marchés extérieurs tient à une combinaison optimale des deux composantes de la compétitivité, celle tirée par les prix et celle qualifiée de structurelle. Nous rejoignons Éric Rugraff quand il constate que le

modèle allemand de croissance par les exportations n’est pas généralisable aux autres pays d’Europe, car « l’Allemagne est probablement le seul pays européen qui peut se permettre de jouer sur ces deux fronts » (*Bulletin de l’observatoire des politiques économiques en Europe*, n° 27, 2012, p. 30).

5 **La double compétitivité allemande.** La première composante, la compétitivité prix, est gouvernée par l’évolution comparée des prix dans un pays et à l’étranger. Les prix intérieurs dépendant de plusieurs facteurs : le coût du travail (coûts salariaux unitaires, charges sociales patronales), le coût du capital (taux d’intérêt), le coût des matières premières, enfin la marge des entreprises. L’Allemagne a pratiqué dès 1949 une politique de modération salariale négociée avec les syndicats. Au fil du temps, les salaires ont augmenté plus vite que la productivité, et la compétitivité s’est dégradée dans les années 1990. Mais la situation s’améliore avec l’Agenda 2010 ; la productivité repart, les salaires stagnent, et l’amélioration consécutive des coûts unitaires efface alors le désavantage de compétitivité-coût accumulé depuis la réunification. La capacité concurrentielle de l’industrie est restaurée, d’autant plus que l’indice des coûts de main-d’œuvre augmente plus vite à l’étranger (en France + 34 %, en zone euro + 27 %) qu’en Allemagne (+ 16 %) entre 2001 et 2011. La modération salariale et l’austérité budgétaire ont comprimé la demande intérieure, amplifiant l’importance de l’excédent commercial. Mais des voix s’élèvent dans le pays et à l’étranger pour relancer la consommation et l’investissement, tandis que les salaires repartent légèrement à la hausse après 2015. L’autre volet des termes de l’échange est la valeur relative de la monnaie. L’adoption en 1949 d’un taux de change sensiblement sous-évalué à contribuer à stimuler les exportations. L’Allemagne fait alors le choix d’une croissance fondée sur leur

expansion ; cette sous-évaluation a permis de reconquérir certains marchés extérieurs entre 1949 et 1962, et les positions acquises n'ont pas été entamées par la légère réévaluation (+ 4,75 %) de mars 1961. Les entreprises allemandes, à nouveau solidement implantées sur les marchés mondiaux, comme au début du siècle, ont réussi à vendre de plus en plus leurs produits, en exploitant l'image flatteuse du « made in Germany » autant que leur position de *pricemaker* sur certains marchés. Dans le même temps, en faisant jouer au maximum la concurrence entre leurs fournisseurs, elles ont minimisé le coût des importations, dégageant ainsi des excédents commerciaux réguliers. Il faut à nouveau rappeler que contrairement aux États-Unis, au Royaume-Uni, à la France ou à l'Italie, la monnaie n'a pas été utilisée par l'Allemagne comme une arme économique. Le pays n'a jamais mené de guerre monétaire (comme les USA ou la Grande-Bretagne), ni procédé à aucune dévaluation compétitive (comme la France ou l'Italie). De septembre 1949 à janvier 1969, le DM oscille entre 3,97 et 4,20 $. Si le DM a perdu de sa valeur intrinsèque après 1950, c'est aussi le cas des autres monnaies ; le DM de 1977 vaut 44 % du DM de 1950, mais le franc suisse 42 %, le dollar 40 %, le franc français 21 % et la livre 18 % ! La sous-évaluation initiale du DM a d'ailleurs été régulièrement atténuée par des réévaluations successives (1961, 1969, 1971, 1973), afin de protéger le pays contre « l'inflation importée » et les pressions spéculatives. Depuis 2000, l'Allemagne utilise la même monnaie que la France, mais réalise des performances sans comparaison. Aussi faut-il chercher davantage dans la compétitivité hors prix les raisons de ses succès.

6 La compétitivité hors prix (ou structurelle) est déterminée par la compétitivité technologique (spécialisation internationale relative sur certains secteurs de haute et moyenne technologie, mais en

sommet de gamme), les capacités d'innovation, la compétitivité commerciale (respect des délais de livraison, service après-vente, marketing). Cette compétitivité structurelle décisive sur le long terme a des racines historiques. Exporter est une nécessité vitale pour l'Allemagne. Le déséquilibre entre les ressources disponibles et les besoins d'une population en croissance rapide ont été régulés par l'émigration, soit vers l'Europe centrale dès le Moyen Âge, soit vers le Nouveau monde au XIXe siècle, puis par l'industrialisation, source de richesse majeure. L'Allemagne, pays densément peuplé, n'a pas une économie de rente. Elle est naturellement moins dotée que la France : au point que l'on puisse lire, dans un manuel scolaire de 1912 (Hans Bappert, *Erdkunde für höhere Schulen*, 4. Teil, 1912) destiné aux instituteurs : « la situation géographique favorable de la France sur deux mers est un atout naturel important, comme la qualité des sols, qui permettent une extraordinaire opulence de la production » (p. 97). Plus loin : « dans ce pays règne une certaine prospérité » et l'auteur de conclure : « c'est un des pays les plus riches du monde » (*es ist eines der reichsten Länder der Erde*), nourrissant ainsi le mythe du vivre comme Dieu en France (*wie Gott in Frankreich leben*). L'Allemagne n'a pas non plus les richesses naturelles illimitées des États-Unis, ni leur rente monétaire ou celle de la Grande-Bretagne avant 1914. Pour desserrer la contrainte extérieure, elle ne bénéficie d'aucun « grand espace » – pour reprendre l'expression de Jean-Marie Albertini – comme un empire colonial (l'empire français absorbe encore 37 % de nos exportations en 1958 !). Par nécessité, c'est le monde qui fut ce « grand espace » pour l'Allemagne. Les amputations territoriales consécutives aux deux guerres mondiales ont renforcé cette orientation structurelle. La perte des gisements de houille de Silésie et de Lorraine, après 1919, puis des riches terres à blé des provinces orientales

après 1945, au moment où affluent des millions de réfugiés, pousse le pays à choisir l'option de la croissance tirée par les exportations.

7 L'Allemagne a ainsi façonné un écosystème exportateur original, mettant les entreprises en concurrence, mais facilitant en même temps la coopération entre tous les acteurs : grandes firmes, *Mittelstand*, syndicats, universités, chambres de commerce... La compétitivité hors prix est un élément du patrimoine allemand, un système unique, façonné depuis des décennies, et difficilement reproductible ailleurs.

8 Une autre forme d'adaptation du commerce extérieur est le remodelage des horizons commerciaux du pays. Il est soumis à un double effet de structure.

9 - L'effet de globalisation d'une part. Les deux premières puissances mondiales s'imposent désormais comme les partenaires commerciaux privilégiés de l'Allemagne. Le pays s'adapte à la demande mondiale, accompagne les besoins des grandes puissances industrielles, et modifie en conséquence sa géographie commerciale. On voit ainsi les États-Unis progresser de la 6e place en 1991 à la seconde en 2000, puis la première en 2015, avant d'être dépassés par la Chine. Les Américains ont accru leurs achats de produits chimiques, machines et automobiles, trois points forts de l'offre germanique. La valeur des ventes allemandes aux États-Unis est 3,5 fois plus élevée que celle des ventes françaises, et pour certains postes, les écarts sont énormes : 24,2 milliards $ de machines allemandes exportées Outre-Atlantique, contre 7,84 pour la France ; 14,38 milliards de produits pharmaceutiques contre 2,78 milliards ; cinq fois plus de matériel électrotechnique, sept fois plus d'instruments de mesure ou d'optique... La France ne rivalise que pour le matériel aéronautique, les boissons et alcools, les huiles et parfums...

10 - L’effet de proximité géographique d’autre part. Il a structuré depuis toujours la géographie du commerce extérieur allemand, le pays ayant 9 nations limitrophes. Mais si 5 partenaires sur les 12 premiers étaient frontaliers en 1991, ils sont désormais 7 avec l’adjonction de la Pologne et de la République tchèque, où l’Allemagne a redéployé une partie de son appareil productif. À ce propos, il convient d’étudier les chaînes de valeur, et plus précisément les échanges en valeur ajoutée (EVA), plus précis et signifiants que les statistiques conventionnelles. Les EVA mesurant le contenu en valeur ajoutée des flux d’échanges internationaux et de la demande finale permettent de mieux identifier les chaînes d’approvisionnement et les réseaux internationaux de production. On voit que l’Allemagne devient de plus en plus une plateforme d’assemblage de pièces importées des pays voisins, pour réexpédition, accréditant la thèse de l’« économie de bazar » énoncée par l’Ifo (Munich) et popularisée par Hans Werner Sinn ; l’industrie allemande passerait du Made *in* Germany au Made *by* Germany. En effet, la part réalisée en Allemagne de la valeur ajoutée des biens destinés à être exportés passe de 72 % en 1991 à 56,4 % en 2006 et 49,4 % en 2011. Elle a chuté plus fortement qu’en France (52,6), Suisse (52 %), États-Unis (59 %) ou Chine (51,3 %). Le mouvement s’est amorcé après la chute du mur de Berlin, quand l’Allemagne redéploie son appareil productif en Europe centrale, comme le Japon l’a fait auparavant en Asie du Sud-est. Cependant, le taux d’intégration (valeur ajoutée/chiffre d’affaires) des industries suit la même trajectoire que dans l’Union européenne depuis des décennies ; l’Allemagne continue également de créer sur place des emplois industriels, et ce redéploiement concerne avant tout l’industrie automobile.

11 Quoi qu'il en soit, le commerce extérieur allemand témoigne d'une belle adaptabilité. Son essor ralentit dans les pays de la zone euro, pour s'accentuer sur les marchés prometteurs des pays émergents, où l'Allemagne exporte trois fois plus que la France. L'économie allemande est de moins en moins eurocentrée, et de plus en plus mondialisée : elle assure un gros volume d'échanges (plus de 10 milliards € par an) avec 24 pays du monde, contre 9 seulement pour la France. En 2016, la part de la zone euro dans les ventes allemandes est de 36,3 % contre 47 % pour la France, qui reste ainsi prisonnière d'une zone à faible croissance. Peu à peu, la France rentre dans le rang, et perd sa place de partenaire privilégié de l'Allemagne : en 1991 elle devance encore l'Italie (2e client de l'Allemagne) de 37,5 % ; en 2000, son avance sur les États-Unis passés seconds se réduit à 8,5 % ; en 2015, elle a disparu.

12 L'ampleur de l'excédent commercial allemand dérange. L'Allemagne est « accusée » de ne pas suffisamment importer ni investir, contribuant ainsi à accentuer les déséquilibres avec ses partenaires. Curieux raisonnement qui consiste à accuser les bons élèves de l'existence de cancres dans la classe ! Est-ce un mal d'être bon ? Il a été prouvé que la relance des importations allemandes ne profiterait guère à la France, qui ne pourrait satisfaire qu'imparfaitement le supplément de consommation intérieure du pays : fabrique-t-on des ordinateurs, des portables, des automobiles de luxe, des instruments de chirurgie ? Vend-on plus de tomates que les Néerlandais ? Selon le ministère allemand des Finances et l'institut Ifo de Munich, les excédents allemands ont aussi leur source dans les déficits de pays aux politiques keynésiennes excessives (relance par la demande) et dans leurs politiques budgétaires laxistes, qui dopent artificiellement une demande intérieure que l'industrie locale ne peut satisfaire !

13 Les excédents commerciaux allemands contribuent, depuis des décennies, à équilibrer la balance des paiements du pays : ils sont en moyenne dix fois supérieurs au déficit chronique de la balance des services et l'épongent aisément. Ils dopent également la croissance : le poids de l'excédent commercial dans le PIB est passé de 0,3 % en 2000 à 7,6 % en 2016. À cette date, il contribue à hauteur de 10 % environ de la croissance du PIB enregistrée depuis 2015, soit 9,2 milliards € d'excédents supplémentaires pour une augmentation de 101,25 Mrd € du PIB.

14 Cependant il faut convenir que la dépendance à l'égard des échanges extérieurs est un élément de fragilité de l'économie allemande. La propension à exporter (exportations/PIB) n'a cessé de croître depuis la réunification, passant de 22,2 % en 1991 à 30,4 % en 2001, 38,5 % en 2016 et 33,6 % au 1er semestre 2017, après un maximum historique de 41,3 % en 2011. Aujourd'hui 58,4 % des emplois industriels et 30 % des emplois tertiaires dépendant directement ou indirectement des ventes à l'étranger. L'économie allemande est très exposée aux variations de conjonctures et aux récessions : en 2009, le PIB a plongé de 5,6 % (en volume) contre 2,9 % seulement en France. Mais comme les exportations sont depuis 1952 un des moteurs indispensables de sa croissance, l'Allemagne est, d'une certaine manière, condamnée à réussir .

Parts de marché mondial à l'exportation des grands pays industriels (1948-2016) (en %)

Pays	1948	1953	1973	1980	1990	2000	2006	2016
France	3,4	4,8	6,3	5,7	6,3	5,1	4,1	3,1
Allemagne	1,4	5,3	11,7	9,5	12,2	8,6	9,2	8,4
Italie	-	2,0	4,3	3,8	4,9	3,7	3,4	2,9
Royaume-Uni	11,3	9,0	5,1	5,4	5,4	4,4	3,7	2,6
Japon	0,4	1,5	6,4	6,4	8,3	7,4	5,4	4,0
États-Unis	28,1	18,8	12,3	11,1	11,4	12,1	8,6	9,1
Chine	0,9	1,2	1,0	0,9	1,8	3,9	8,0	13,2

Source : OMC, OCDE (en prix constants).

Structure géographique des exportations allemandes (1890-2016) (en %)

Pays/continents	1890	1913	1938	1960	1980	1996	2016
États-Unis	12,2	7,1	2,8	7,8	6,1	7,6	8,9
France	6,8	7,8	4,1	8,8	13,3	11,0	8,4
Royaume-Uni	20,7	14,2	6,7	4,5	6,5	8,3	7,1
Pays-Bas	7,6	6,9	8,5	8,8	9,5	7,6	6,5
Chine	-	1,2	1,9	0,8	0,6	1,4	6,3
Italie	2,8	3,9	5,7	5,9	8,5	7,5	5,1
Autriche	-	10,9[1]	[2]	5,1	5,5	5,8	5,0
Pologne	-	-	2,2	0,6	0,8	2,0	4,5
Suisse	-	5,3	4,1	6,2	5,7	4,8	4,2
Belgique	4,4	5,5	4,3	6,0	7,8	6,3	3,5
Espagne	1,6	1,4	1,5	0,8	1,4	3,6	3,4
Japon	-	1,2	1,8	1,0	1,1	2,7	1,5
Europe	78,1	76,1	69,7	66,5	74,3	73,7	67,3
Asie	2,8	5,4	9,9	9,8	9,0	12,6	16,4
Amérique	17,8	15,3	15,4	15,9	10,0	10,6	13,1
Afrique	0,6	2,1	3,9	5,3	5,5	1,9	2,0
Reste du monde	0,7	1,1	1,1	2,5	1,2	1,2	1,2
Total monde	100	100	100	100	100	100	100

1. Empire austro-hongrois.
2. Autriche annexée en 1938.

Source : Statistisches Bundesamt.

À la conquête des marchés émergents[1] (2016)

Pays exportateurs	Volume d'exportation vers les émergents (milliards $)	% des exportations totales
Chine	406,58	19,4

États-Unis	351,23[2]	24,1
Allemagne	123,94	9,2
Japon	112,20	17,4
Corée du Sud	104,84	21,1
Italie	44,93	9,7
France	43,84	9,0
Royaume-Uni	34,83	8,3
Pays-Bas	29,70	5,2

1. Pays émergents retenus pour ce calcul : Brésil, Inde, Mexique, Turquie, Indonésie, Thaïlande, Viêt Nam, Arabie saoudite, Russie, Égypte, Philippines, Malaisie, Afrique du Sud.
2. Sans le Mexique : 120,27 milliards $.

Source : OMC/ONU/ITC.

Les principaux partenaires commerciaux de l'Allemagne (importations + exportations en Mrd €)

Rang	1991		%	2000		%	2016		%
1.	France	85,069	12,7	France	118,273	11,4	Chine	169,907	7,8
2.	Italie	61,865	9,2	États-Unis	108,885	10,5	France	167,064	7,7
3.	Pays-Bas	60,706	9,0	Roy.-Uni	86,299	8,3	États-Unis	164,794	7,6
4.	Belgique	48,378	7,2	Pays-Bas	83,731	8,1	Pays-Bas	162,492	7,5
5.	Roy.-Uni	47,748	7,1	Italie	80,786	7,8	Roy-Uni	121,771	5,6
6.	États-Unis	42,861	6,4	Belgique	54,715	5,3	Italie	113,256	5,2
7.	Autriche	33,981	5,0	Autriche	52,933	5,1	Pologne	101,280	4,7
8.	Suisse	32,196	4,8	Suisse	44,392	4,3	Autriche	8,430	4,5
9.	Japon	28,712	4,3	Espagne	42,818	4,1	Suisse	94,272	4,3
10.	Espagne	22,182	3,3	Japon	40,043	3,8	Rép. Tchèque	80,640	3,7
11.	Suède	15,077	2,2	Chine	28,011	2,7	Belgique	79,616	3,7
12.	Pologne	8,040	1,2	Pologne	26,451	2,5	Espagne	68,333	3,1
Total des échanges		669,653	100		1035,751	100		2161,682	100
Part des 3 premiers (%)			30,9			30,2			23,1

Source : Destatis.

Principaux produits exportés (en % du total des exportations)

Rang	1953	1962	1979	1996	2016
1.	machines 21,4	machines 22,2	machines 18,9	véhicules 19,8	véhicules 23,8
2.	véhicules 7,3	véhicules 13,4	véhicules 17,2	machines 17,8	chimie/pharm. 18,3
3.	pt. métall. 12,3	pt. métall. 12,2	chimie 12,5	chimie 13,1	électrotechn. 14,6
4.	pt chimiques 7,8	pt chimiques 9,6	électrotechn 10,5	électrotechn 13,1	machines 14,1
5.	electrotechn. 6,7	electrotechn 8,9	pt métall. 8,7	agro-aliment 5,5	pt métall. 6,7

Source : Statistisches Bundesamt. (pt. métall : produits métalliques ; électrotechn : matériel électrotechnique).

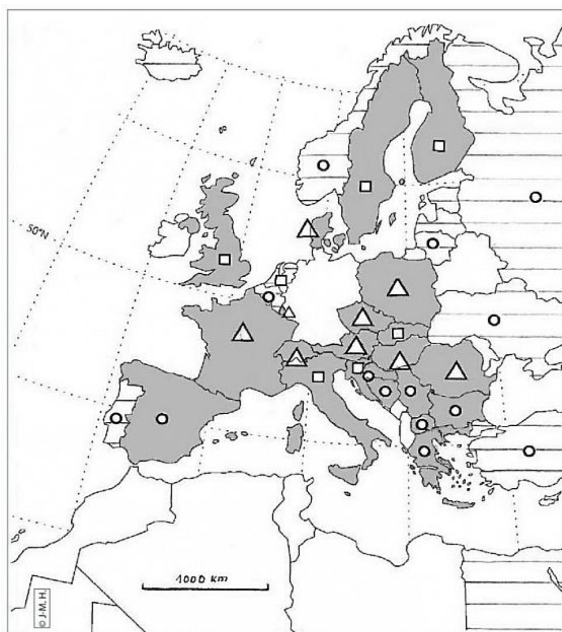
Les échanges commerciaux entre la France et l'Allemagne (2016) (milliards €)

Excédents allemands (+)		Déficits allemands (-)	
1. Machines	+4,412	1. Informatique, électronique, optique	-1,661
2. Véhicules	+4,291	2. Produits agricoles, pêche	- 1,124
3. Hydrocarbures, pts pétroliers	+1,908	3. Textile, habillement, cuir	- 1,073
4. Chimie, pharmacie, cosmétiques	+1,620	4. Électricité, gaz, déchets	- 0,359
5. Pts métallurgiques et métalliques	+1,447		
6. Caoutchouc, plastiques	+1,319		
7. Bois, papier, carton	+1,224		
8. Équipements électriques et ménagers	+0,776		

Solde global : excédent de 14,194 milliards € en 2016.

Source : ministère de l'Économie et des Finances (direction du Trésor) Ambassade de France en Allemagne, note du 31 mars 2017.

Les exportations allemandes en Europe (2016)



Source : Stat. Bundesamt

Conclusion

---

1 Il est difficile d'apporter à la question posée en introduction une réponse simple. La puissance économique d'un pays est une patiente construction, où un faisceau d'éléments de nature et d'importance diverses additionnent ou neutralisent leurs effets au fil du temps, dans « les va-et-vient parallèles de la cause et de l'effet » dont parlait Marc Bloch. Dépasser l'analyse des symptômes de la réussite économique (croissance du PIB, plein emploi, excédent commercial, déficit et dettes contenus) pour en chercher les ressorts profonds nous a conduit à rejoindre Manuel Gottlieb pour qui « le non économique est une condition indispensable au bon fonctionnement de l'économique » (« Theory of an Economic System », *American Economic Review*, May 1953, cité par André Piettre).

2 En feuilletant notre « herbier de faits » (diraient les détracteurs de l'histoire évènementielle), on voit l'économie se déployer dans le temps et certaines tendances et forces agissantes y exercer durablement leurs effets.

3 **Pauvreté et rente.** L'actualité nous présente l'Allemagne comme un pays riche, voire prospère ; il suffit de se promener dans le Mecklembourg pour prendre la mesure de cette fausse impression. Il ne faut jamais oublier que l'Allemagne fut, pendant des siècles, un pays pauvre aux sols et au climat ingrats. Les propos de François Garçon sur la Suisse (*Le modèle suisse*, Paris, Perrin, 2008) sont transposables sans peine au cas germanique : « en 1945, la Suisse

était un pays pauvre, une terre d'émigration tant ses campagnes et ses zones de montagnes étaient ingrates ». Les deux pays n'ont pas assis leur (relative) richesse sur la rente d'une nature généreuse, mais sur le commerce et l'industrie. Même la richesse minière de l'Allemagne exploitée dès le Moyen Âge, impose un rapport particulier au travail : dans le premier tome de son *De re metallica* (1556), Georg Bauer dit Agricola (1494-1555) insiste pour vaincre les réticences de ceux qui hésiteraient à sacrifier leur champ pour en faire une mine, au motif que le filon peut s'épuiser alors que la terre se renouvelle indéfiniment : le risque industriel contre la rente agricole ! Mais la frugalité n'a pas empêché la Prusse de s'enrichir, ni la richesse immense de l'Espagne, de déchoir observe A. Piettre. La France en revanche, « trop choyée par les grâces que la bonté divine a si libéralement versées sur sa terre » disait François Pyrard, simple marchand-explorateur du début du XVIIe siècle, a trop largement fondé son économie sur la rente agricole ou touristique (bonnes terres agricoles, paysages, patrimoine architectural). *La vraie richesse vient de l'industrie.* Tant que l'agriculture reste la première source de richesse, le PIB/ht de la France dépasse de 5 à 10 % celui de l'Allemagne ; les niveaux se rapprochent à la fin du XIXe siècle, l'Allemagne dépasse la France en 1884 puis creuse l'écart à mesure qu'elle développe son industrie (20 % en 1910) ; avec les deux guerres mondiales, les courbes se rejoignent, puis l'Allemagne dépasse à nouveau la France en 1955, et l'écart atteint 13,8 % en 2016. De la pauvreté passée, l'Allemand a conservé un goût prononcé de l'épargne (c'est la plus forte d'Europe) et une certaine simplicité de mœurs, incarnée par sa chancelière. En attendant, la pauvreté intrinsèque a été vaincue par un lourd investissement dans le travail qualifié et une exploitation méticuleuse et rationnelle des ressources. Il faut voir le soin apporté à l'entretien des forêts

allemandes, la qualité des paysages et le souci de tirer le meilleur parti de chaque km2 du territoire : un km^2 allemand crée près de 3 fois plus de richesses qu’en France (9,7 millions $ contre 3,65). Il n’est pas étonnant non plus qu’un des traits culturels permanent du capitalisme allemand soit d’être plus ouvert à l’esprit d’entreprise qu’à l’esprit de spéculation.

4 **Valeurs protestantes et prussiennes.** L’Allemagne préexiste à Luther et au Grand Électeur, mais les ruptures introduites par la Réforme et la Prusse dans son histoire ont façonné non seulement la personnalité politique du pays, mais les mentalités et attitudes dictant les comportements de chacun, pendant des décennies, à mesure que leur emprise s’affirmait dans la société. Il existe un inconscient des peuples, fait de souvenirs, de vieilles peurs, et de ces attitudes et représentations : le sens du devoir, l’éthique de responsabilité, la probité (« au XVIIIe siècle, les États allemands étaient moins frappés par la corruption et l’incompétence que la France », souligne Th. Nipperdey), la valeur du travail, l’esprit collectif, la rigueur, le goût de l’ordre ; autant de stéréotypes diront ceux qui n’ont pas vécu suffisamment longtemps dans le pays pour prendre conscience qu’il s’agit bien d’une réalité quotidienne. Ses effets sur l’économie sont évidents : volume et qualité de la production, respect des engagements, mobilisation des énergies, persévérance dans l’action. Comment, par exemple, expliquer autrement le façonnement depuis des siècles d’un formidable réseau de voies navigables, véritable défi à la géographie.

5 Thomas Mann (*Considérations d’un apolitique*, 1917) opposait aux valeurs occidentales (individualisme, démocratie, droits de l’homme) les valeurs « allemandes » de devoir, d’ordre de justice, garanties par un État fort. Il se convertit aux valeurs occidentales dans les années 1930. Mais est-ce étonnant que ces valeurs imprègnent les

consciences quand on sait que Luther hait l'Italie de la Renaissance, et que pour lui l'universalisme passe après la nation. Pierre Chaunu (*Le temps des réformes*, 1975) et Pierre Béhar ont montré l'antinomie entre Réforme et Renaissance, le choc de valeurs opposées, qu'illustre la querelle d'Érasme et de Luther. Pour ce dernier, le peuple élu (allemand) « possède les privilèges de l'âme, les vertus de loyauté, de fidélité, de frugalité, d'honnêteté, qui sont comme autant de signes que, de tous les peuples, il est le moins corrompu par le péché originel ». Ces valeurs ont longtemps prévalu dans l'Allemagne contemporaine. Celle-ci, disait Bismarck, n'est qu'« une annexe de la Prusse ». Mais le sceau prussien fut heureusement raboté par la précieuse diversité, héritée du Saint-Empire et portée les Rhénans, les Hanséates ou les Bavarois. Les historiens s'accordent à dire que la Réforme et la Prusse furent cependant des vecteurs de modernité : marche à l'individualisme, valeur attachée à l'éducation (l'obligation scolaire fut imposée en Prusse dès 1717, mais plus tôt encore en Saxe-Weimar – 1642), au livre et à l'université (Luther était un érudit), à l'activité productive, réceptivité au progrès technique ajoute Michel Hau ; on devrait aussi parler de l'innovation sociale ou de la modernisation de l'État. Ils rejoignent ainsi les conclusions d'Émile De Laveleye, qui dans la *Revue des deux Mondes*, s'interrogeait sur les raisons de la victoire prussienne de Sadowa (1866) : « parce qu'en Prusse, l'instruction était plus répandue, le génie d'invention plus éveillé, le goût du progrès plus actif, le travail mieux dirigé, les finances mieux administrées, en un mot toutes choses conduites avec plus d'ordre, d'économie et d'intelligence (...) c'est donc à des *causes morales* qu'il faut remonter dès qu'on veut expliquer les faits humains, et tout grand succès en ce monde est toujours le résultat d'une force de l'esprit ou d'une vertu de caractère ».

6 **L'État.** L'originalité de l'Allemagne est d'avoir su mettre l'État à sa juste place. On pourrait parler de l'État optimal, à mi-chemin entre l'État minimal anglo-saxon, et l'État omniprésent des régimes centralisés (France, ex-URSS). Cette étrange fusion opérée à la fin du XIXe siècle entre l'État frédéricien, centralisé et autoritaire, et l'héritage du Saint-Empire, fait de souplesse, de diversité et de partage des pouvoirs, de subsidiarité en somme (concept inventé en Allemagne) porte aujourd'hui tous ses fruits. D'abord l'État est proche : dès 1531, un édit de Charles Quint confie aux communes le devoir d'assistance aux pauvres, ajoutant une politique publique à l'œuvre de miséricorde de l'Église. Proximité incarnée aujourd'hui par le Land et sa constitution, voire par les grandes villes aux larges prérogatives ; d'où un devoir d'efficacité et de réactivité. Efficacité : un fonctionnaire français administre 13 personnes, son homologue allemand 20, à périmètres de compétence équivalents. Les problèmes locaux sont réglés localement. Les lois allemandes, adoptées au terme de longs débats, sont mises en œuvre dans les semaines qui suivent le vote ! Réactivité : le voyageur se déplaçant de ville en ville dans l'Allemagne de 1975 pouvait être surpris de voir tous les bâtiments publics (écoles, administrations, hôpitaux) bardés d'échafaudages et de grues : partout, l'État imposait d'installer des fenêtres à double ou triple vitrage suite au choc pétrolier de la fin 1973... L'État régule, stimule, règlemente, contrôle, sévit, parfois pesant, jamais étouffant. Hegel décrivait la Prusse comme l'État rationnel par excellence, celui dans lequel « l'individu acquiert sa liberté par un sacrifice total aux obligations collectives » ; la soumission des ego individualistes à la collectivité reste en effet un trait permanent de la société allemande : on est plus libres donc plus forts ensemble. Le philosophe Peter Sloterdijk rappelle non sans raison : « nous autres Allemands, nous avons appris la démocratie

tardivement. Ceux qui apprennent tard respectent le texte des lois ». Par ailleurs, l'activité de l'État se déploie depuis toujours dans un climat de relative concurrence entre les pouvoirs – centraux et régionaux, entre le Reich, les Länder et les villes bourgeoises, entre le Bund et les Länder aujourd'hui ; stimulant exceptionnel ! Concurrence également entre les entreprises ; d'une part, les plus petites ont toujours été protégées (le statut des artisans est protégé, celui les PME également par les constitutions fédérales de 1919 et de 1949, la loi de juillet 1957 et les constitutions régionales) d'autre part, un large secteur mixte, animé par les villes, les Länder, les coopératives, crée depuis des décennies près du tiers de la richesse nationale. *La culture économique allemande considère la concurrence comme un défi sain et constructif.*

7 **Révolution ou réforme ?** La paix sociale, la coexistence culturelle et religieuse en Allemagne ne datent pas de l'après-guerre, elles prennent source dans les Paix de religion de 1555 et 1648. Depuis trois siècles, le tissu social germanique n'est plus déchiré par des convulsions violentes comme en France. L'Allemagne a été épargnée par la Révolution et la Terreur, et même si Kant a salué l'événement, le modèle français fut vite rejeté. D'ailleurs, note A. de Tocqueville avec humour : « en Allemagne, il n'y a pas de révolutions possibles. La police les interdirait ». De fait, le pays est préservé de la guerre civile larvée, de la sourde hostilité permanente qui, depuis 200 ans en France, dresse gauche contre droite, jacobins contre girondins, patrons contre salariés, laïcs contre catholiques ; un clivage sans cesse réactivité par certains syndicats et intellectuels, qui structure la société française sur le paradigme de l'affrontement et crée un climat d'affaires parfois déplorable. François Crouzet (*L'Europe à la fin du XVIII*e *siècle*, 1985) date le déclassement de la France de la période

révolutionnaire et napoléonienne, en raison de la ponction mortelle sur l'intelligence et la capacité créatrice du pays.

8 De même, le discours marxiste et communiste n'a guère eu d'écho en Allemagne. Dans une lettre à Ferdinand Lassalle (2 octobre 1859), Marx se désolait du faible écho de son livre, *le Capital*, annonçait son intention d'écrire la suite en anglais, « et de ne plus s'occuper des bourgeois pantouflards allemands ». Les velléités politiques radicales ont été tuées dans l'œuf, tant au niveau des syndicats (congrès de Gotha) que de la vie politique (les spartakistes sont écrasés en 1919 à la demande des sociaux-démocrates, le KPD est interdit en 1956, le SPD rompt définitivement avec le marxisme en 1959). Ainsi le poison qui ronge le corps social, alimente les antagonistes et s'en nourrit, ce travail de sape qui ruine l'unité sociale et spirituelle de la France, fait place outre-Rhin à une culture de la stabilité (politique, monétaire) propice à l'activité économique. L'Allemagne (mais aussi la Suisse, l'Autriche, les Pays-Bas, les pays scandinaves) préfère le bon sens, le réalisme, le dialogue au lyrisme d'estrade : « voilà longtemps que les hommes politiques [suisses] ne promettent plus ni grand soir ni semaine des quatre jeudis » observe François Garçon dans *Le modèle suisse*, *op. cit*, p. 305. En France, tout part de la Révolution et tout y retourne : or la Révolution, c'est l'échec des modérés. L'Allemagne a fait l'économie de cette tragique période et c'est le triomphe d'Eduard Bernstein sur Karl Liebknecht, d'Eugen Dühring sur Karl Marx, de la social-démocratie sur le communisme, du compromis sur la culture du conflit, de l'action sur le verbe. On connaît la critique de Kant sur la pensée magique, cette conviction que les mots changent le monde ; dans la pensée magique, dire c'est faire. Kant invite au contraire à quitter la magie et découvrir l'endurance. Les Allemands savent l'obstination des faits, le principe de réalité, la résistance des choses ; d'où ce pragmatisme, cette action

persévérante, sous la conduite de la raison, « constructrice du monde ». Le résultat économique de cette grande divergence entre nos deux pays est clair : en France, une société bloquée depuis des décennies, des dizaines de millions d'heures de travail perdues dans les grèves et manifestations rituelles de République à Bastille, une tension permanente entre démocratie représentative et démocratie de la rue (plus violente), des corps intermédiaires (syndicats) inexistants sinon pour défendre les professions les moins vulnérables d'après leur statut, un État central intervenant dans le moindre conflit social aussitôt politisé mais qui faillit à ses missions premières (éduquer, protéger), un mécontentement général sur fond de lent appauvrissement d'un pays dont les capacités créatrices, pourtant exceptionnelles, sont brisées. Aujourd'hui, un ouvrier allemand travaille autant qu'un Français, mais dans un cadre plus agréable et avec une rémunération supérieure, un jeune trouve deux fois plus vite une place d'apprentissage ou un travail, un médecin ou un professeur a une rémunération supérieure de 50 à 60 %, une famille (deux enfants, un salaire) ou une entreprise sont moins imposées, le risque dépendance pris en charge par la Sécurité sociale…

9 **Mentalités ?** Celui qui souhaite remonter plus loin encore dans l'explication est parfois tenté de s'aventurer sur les terres mouvantes et incertaines des mentalités collectives, de fouiller « l'âme d'une nation ». Pour Fustel de Coulanges (*La cité antique*, Hachette 1864), « l'histoire n'étudie pas seulement les faits matériels et les institutions ; son véritable objet d'étude est l'âme humaine ». L'économiste lui emboîte le pas : selon Alain Peyrefitte (*Du miracle en économie*, Odile Jacob, 1995), « l'économie, loin de se réduire à des données brutes – matières premières, capitaux, main d'œuvre ne supposerait-elle pas, avant tout, une mentalité favorable à

l'économie » et d'ajouter « le jeu de forces mentales est essentiel ». Éternelle question. Si les études de psychologie collective restent frappées de suspicion, il est pourtant frappant de voir, depuis Tacite (*Germania*), nombre de philosophes, écrivains, historiens et essayistes céder à la tentation, parmi lesquels Montaigne, Montesquieu, Mme de Staël, Michelet, Tocqueville, Schopenhauer, Nietzsche, Renan, Hofmannstahl, Heine, Gide, et bien d'autres.

10 En pleine période d'antagonisme franco-allemand, à la fin du XIXe siècle, on peut lire dans un manuel de géographie de l'enseignement secondaire à propos de l'Allemand, grand, fort, blond aux yeux bleus : « au moral, il est caractérisé par la ténacité, l'ardeur au travail, le respect de la discipline et de l'autorité : ce sont ces qualités qui ont fait du peuple allemand ce peuple de soldats manœuvrant avec la précision de machines et ce peuple de savants, de chercheurs acharnés, méticuleux, jamais las, auxquels manquent trop souvent la proportion, la mesure et le goût mais qui ont en partage des qualités peu communes, la profondeur de l'esprit d'analyse et l'aptitude consciencieuse aux patientes investigations ». D'où, s'interrogent les auteurs, viennent alors cette « haine arrogante », cet « orgueil de la domination », cette « force brutale » s'imposant au droit et à la justice ? (Franz Schrader, Louis Gallouedec, *Géographie de l'Europe*, Paris, Hachette, 1896, 438 p., p. 334).

11 On peut comprendre le recours à ces interrogations, tant nous étonne le parcours si heurté de l'Allemagne, effondrements et périodes de léthargie alternant avec de brusques réveils et la destinée hors norme de ce peuple. Edgar Quinet disait que « chaque peuple a en lui un point par lequel il l'emporte sur tous les autres, et ce point unique domine et reparaît à chaque épreuve décisive de son histoire (...). L'Allemagne (...) a pour elle son bonheur domestique,

ses préoccupations de famille, un reste de vieilles mœurs qui, nulle part, ne sont plus reposés que là ; peu de soucis, moins de désirs, une vie religieuse qui lui a suffi longtemps ». Portrait vite démenti par les faits ! Plus lucide, il ajoutait cependant : « il faut dire cependant qu'elle a incontestablement plus de science et une science mieux répandue, plus vivante, plus libérale dans laquelle elle a consenti jusqu'à ce jour à enfermer son ambition et son génie novateur ». À la fin de son ouvrage, A. Drijard ne veut pas aborder le « genre décevant » des mentalités collectives, mais il ne peut s'empêcher de citer une pleine page du portrait que Veit Valentin (*Geschichte der Deutschen*, Berlin, 1947) dresse de son peuple, « toujours soumis au risque de démesure, et qui s'est plu à savourer ses malheurs avec une délectation morose ». Dans son livre, Willy Hellpach (*Der deutsche Charakter*, Bonn, 1954) se propose de dégager les constantes du caractère national allemand en retenant 6 critères inaltérables : l'énergie créatrice, la profondeur et la solidité (*Gründlichkeit*), l'amour de l'ordre, le mépris des formes, l'entêtement et un penchant à la sensiblerie... Plus près de nous, Thea Dorn remarque : « nous avons un grand amour de l'ordre, mais aussi une inclinaison vers l'abîme » (*Die deutsche Seele*, – l'âme allemande –, 2011). Alain Minc est persuadé que « les pays comme les individus ont un ADN » et que « leur nature profonde a largement conditionné leur comportement sur la scène internationale ». Il se défend évidemment de tout déterminisme génétique, mais pense que « rien n'est explicable dans leurs actions, leurs attitudes, sans la compréhension en profondeur des ressorts de leur identité » (Alain Minc, *L'âme des nations*, Paris, Grasset, 2012). Peut-être est-ce finalement le Général de Gaulle qui a exprimé le mieux ce que chacun ressent confusément ? En décembre 1944, en visite en URSS, alors que son train s'arrête en gare Mosdok, sur le trajet Bakou-

Stalingrad-Moscou, il descend sur le quai, allume une cigarette et déclare à son traducteur Jean Laloy, en présence de l'ambassadeur soviétique à Paris, Bogomolov : « N'oublions jamais que les Allemands sont venus jusqu'ici. Et voyez comme ils se battent maintenant. *C'est un grand peuple, un très grand peuple* » et il poursuit : « la guerre est loin d'être finie »...

12 Les rouages de la collectivité allemande fonctionnent sans doute mieux qu'ailleurs, la machine économique et sociale mieux huilée, l'énergie et la compétence du machiniste sans faille. Moins sujette que les Latins aux entraînements du verbe, moins individualiste, plus pragmatique et rigoureuse, l'Allemagne a construit patiemment, malgré une histoire tumultueuse, une société moderne, démocratique, inclusive, et une économie solide. Son modèle économique (économie sociale de marché, stabilité monétaire, rigueur budgétaire) et politique (fédéralisme, partage des compétences et des pouvoirs) a fait école, et inspiré largement les bases de la construction européenne. De toutes ses crises, l'Allemagne est sortie par le haut.

13 Gerhard Schröder fut l'architecte de la réforme économique, Angela Merkel, en bon notaire, en a simplement géré l'héritage.

14 Mais les nuages s'accumulent à l'horizon : vieillissement démographique, grande dépendance à l'égard des exportations, industrie automobile ébranlée (scandale du diesel), morcellement du secteur bancaire (nombreuses banques sous-capitalisées), déficit d'innovation, défis énergétique et climatique, sous-investissement public, inégalités sociales persistantes, (6,9 millions de mini-jobs à 450 € par mois) notamment à l'est, pauvreté menaçant les retraités et les familles monoparentales : il faut en somme refonder la *Sozialmarktwirtschaft*. Enfin, l'Allemagne ne peut plus se penser exclusivement comme simple puissance civile, mue par ses seuls

intérêts économiques ; la géopolitique frappe à sa porte : tensions politiques extérieures (Brexit, Turquie, Russie, Ukraine) et intérieures (montée du populismes, pression migratoire extra-européenne et majoritairement musulmane, défi de l'intégration de près d'un million et demi de demandeurs d'asiles depuis 2015)...

15 L'Allemagne doit se réinventer.

16 À nouveau.

Bibliographie

La bibliographie d'un tel sujet est pratiquement sans limites. Choix nécessairement arbitraire : nous privilégions quelques titres, sur l'économie et l'histoire allemandes.

Le maître ouvrage reste celui de M. HAU, irremplaçable, malheureusement non remis à jour : *Histoire économique de l'Allemagne (XIXe-XXe siècles)*, Paris, Economica, 1994, 364 p. Du même auteur : *Un siècle d'histoire industrielle en Allemagne. Industrialisation et sociétés 1880-1970*, Paris, SEDES, 1997, 192 p. Dans les deux cas, bibliographie abondante, française et allemande, comme dans les ouvrages plus récents : H. STARK, M. WEINACHTER (éds), *l'Allemagne unifiée 20 ans après la chute du Mur*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2009, 289 p. et H. STARK, N.K. WISSMANN (dir.), *L'Allemagne change ! Risques et défis d'une mutation*, même éditeur, 2015, 353 p. apportent de précieuses contributions sur tous les aspects de la vie économique récente de l'Allemagne. Dans le même esprit : le CIRAC (centre d'information et de recherches sur l'Allemagne contemporaine, Université de Cergy) fournit une contribution actualisée précieuse dans son bulletin économique trimestriel *Regards sur l'économie allemande*, et de nombreuses études de qualité, notamment de R. LASSERRE et I. BOURGEOIS ; citons aussi les revues *Allemagne d'aujourd'hui* et *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*.

Plusieurs ouvrages, viennent compléter ce tableau : J.P. GOUGEON, *L'économie allemande*, Paris, Le Monde éditions/Marabout, 1993, 186 p. ; et du même auteur : *Comprendre l'économie allemande*, Paris, Hachette, 1998, 160 p. et *Où va l'Allemagne* ? Paris, Flammarion, 1997, 353 p. (nombreuses références allemandes) ; J.P. DEPECKER et S. MILANO, *Économie et société allemande. L'après réunification*, Paris, Nathan, 1995, 192 p. ; N. PIÉTRI, *Évolution économique de l'Allemagne du milieu du XIXe siècle à 1914*, Paris, SEDES, 1982, 565 p. Également : M. ALBERT, *Capitalisme contre capitalisme*, Paris, Seuil, 1991, 315 p., (sur le « capitalisme rhénan ») ; A. LACROIX-RIZ, *Industrialisation et sociétés (1880-1970). L'Allemagne*, Paris, Ellipses, 1997, 128 p. ; M. BEAUD, *La croissance économique de l'Allemagne de l'Ouest*, Paris, Cujas 1966, 338 p. ; A. PIETTRE, *L'économie allemande*, Paris, librairie de Médicis, 1959 ; A. LOSSER, *L'économie de l'Allemagne*, Paris, PUF (Que sais-je ? n° 283), 1992, 128 p. ; B. KEIZER, *Le modèle économique allemand. Mythes et réalités*, Paris, La documentation française (NED n° 4549-4550), 1979, 236 p. ; G. RENAUD, *L'unification de l'Allemagne*, Paris, Ellipses, 2000, 160 p., R. LALLEMENT, *L'unification sans miracle. L'économie allemande en mutation, 1990-1995*, Levallois-Perret, CIRAC,

1995, 173 p., chez le même éditeur : I. BOURGEOIS (dir.), *Allemagne 2001. Regards sur une économie en mutation*, 2001, 414 p., F. PESIN, Ch. STRASSEL, *Le modèle allemand en question*, Paris, Economica, 2006, 180 p. (très intéressant) ; R. LASSERRE, H. STARK, J. WOLFF, *Sortie de crise à l'allemande, dynamique économique et fragilité structurelle*, IFRI, 2011, 169 p. ; C. AQUATIAS, C. DUBOIS, *Allemagne au début du XXI*^{e} *siècle : une identité économique en pleine transformation*, Bern 2010, 324 p. ; H. RABAULT, L*'ordolibéralisme aux origines de l'école de Fribourg*, L'Harmattan, 2016 ; P. COMMUN, *Les ordolibéraux. Histoire d'un libéralisme à l'allemande*, Paris, Les Belles Lettres, 418 p., 2016 ; F. VILMAR, G. GUITTARD, *La face cachée de l'unification allemande*, Paris, Les éditions de l'Atelier, 1999, 233 p. (nombres références allemandes) ; B. HINNERK (dir.), *Histoire et économie politique en Allemagne de Gustav Schmoller à Max Weber*, Paris, Éd. MSH, 2004, 306 p. Signalons les n^{os} spéciaux de la revue « *problèmes économiques* » (La documentation française) : n°s 2975 (2009), 3013 (2011), 3082 (2015) et 3117 (2015). On terminera avec un livre de F. REITEL, géographe fin connaisseur du pays et de sa culture : *L'Allemagne, espaces, économie et société*, Paris, Nathan, 1996, 384 p.

Pour les ouvrages d'économie en langue allemande : se reporter à la bibliographie de M. HAU, qu'on peut compléter par les titres suivants : W. ABELSHAUSER, *Deutsche Wirtschaftsgeschichte von 1945 bis zum Gegenwart*, Muenchen, C.H. Beck, 2011 et *Wirtschaftspolitik in Deutschland 1917-1990*, 4 Bände, Berlin/Boston, 2016 ; R. SPREE, *Geschichte der deutschen Wirtschaft im 20. Jahrhundert*, München, C.H. Beck, 2001 ; W. FELDENKIRCHEN, *Die deutsche Wirtschaft im 20. Jahrhundert*, (Enzyklopädie Deutscher Geschichte, Band 47), München, R. Oldenberg, 1998, 160 p. Sur des aspects particuliers : le « miracle » économique d'après-guerre : N. GRUNENBERG, *Die Wundertäter. Netzwerke der deutschen Wirtschaft 1942-1966*, München, Siedler, 2007, 320 p. Sur les PME : C-A. SIEBEL, H. KÜBLER, *Mittelstand ist eine Haltung. Die stillen Treiber der deutschen Wirtschaft*, Berlin, Econ, 2016, 280 p. Sur la crise migratoire : H. MÜNKER, *Die neuen Deutschen. Ein Land vor seiner Zukunft*, Rowohlt, 2016, 333 p. et A. ROBIN, *Die Getriebenen. Merkel und die Flüchtingspolitik. Report aus dem Innern der Macht*, München, Siedler, 2017, 286 p. Sur la digitalisation de l'économie : C. KEESE, F. ARNOLD, *Silicon Germany, Wie wir die digitale Transformation schaffen*, München, Knaus, 2016, 362 p. Parmi les sources documentaires, en allemand, signalons les 11 petits volumes de *Deutsche Geschichte in Quellen und Darstellung*, Hsg. RAINER, A. MÜLLER, Stuttgart, Reclam. Depuis 1964, le Conseil des Experts (5 professeurs d'université) – Sachverständigenrat zur Begutachtung der gesamtwirtschaftlichen Entwicklung – publie un bilan annuel (*Jahresgutachten*) de la situation économique du pays, fouillé, et très bien informé. Celui de 2016-2017 compte 509 pages et 142 fig., téléchargeable. Voir aussi les sites des 5 instituts économiques indépendants rwi-essen.de (Essen), diw.de (Berlin), iwh-halle. de (Halle), ifw-kiel.de (Kiel), cesifo-group.de (Munich). Ajoutons que la littérature allemande regorge de monographies de chefs d'entreprises, d'histoires de firmes ou d'analyses sectorielles. Deux sites pour les statistiques : www. destatis.de (statistiques officielles – notamment le

Statistisches Jahrbuch – annuaire statistique, depuis 1880) et www.gesis.org/histat/de pour les séries statistiques depuis le XIXe siècle, ainsi que rspree.wordpress.com.

Sur l'histoire de l'Allemagne, la liste est infinie, même en langue française ! Commençons par deux titres de Que-sais-je ? Le plus ancien, n° 186, J. DROZ, *Histoire de l'Allemagne*, Paris, PUF, 1970, 128 p., (lumineuse synthèse, courte mais solide bibliographie), et le plus récent, n° 4020 : J. CHAPOUTOT, *Histoire de l'Allemagne de 1806 à nos jours*, 2017. Signalons la réédition d'un classique, S. BERSTEIN, P. MILZA, *L'Allemagne de 1870 à nos jours*, Paris, Colin, 2014, 368 p. ; la traduction de Heinrich A. Winckler, *Histoire de l'Allemagne XIXe-XXe siècle. Le long chemin vers l'occident*, Paris, Fayard, 2005, 1153 p. (109 pages de notes, références allemandes principalement), E. WEIBL, *Mille ans d'Allemagne, histoire et géopolitique du monde germanique*, Paris, Ellipses, 2007, 668 p. (riche mais confus) ; F. STERN, *Rêves et illusions, le drame de l'histoire allemande*, Paris, Albin Michel, 1989, 378 p. (essentiel) ; A. WAHL, *L'Allemagne de 1945 à nos jours*, Paris, Colin, 2015, 192 p. ; R. FRITSCH-BOURNAZEL, *l'Allemagne de 1945 à nos jours*, Paris, Hachette, 1997, 249 p. ; A. HEGE, A. KIMMEL, S. MARTENS et H. UTERWEDDE, *Regards sur l'Allemagne unifiée*, Paris, La documentation française (Études) 2006, 167 p. ; C. GÉMEAUX, *Empires et colonies. L'Allemagne, du Saint-Empire au deuil colonial*, Clermont-Ferrand, Presses universitaires, 2011 ; F. SAUZY, *L'exception allemande XIX-XXe siècle*, Paris, Colin, 1998, 96 p. (pratique) ; J.C. CAPÈLE, *L'Allemagne, hier et aujourd'hui*, Paris, Hachette, 1996, 160 p. ; R. POIDEVIN, S. SCHIRMANN, *Histoire de l'Allemagne*, Paris, Hatier, 1992, 477 p. ; J. ROVAN, *Histoire de l'Allemagne des origines à nos jours*, Paris, Seuil, 1994, 959 p. ; H. BOGDAN, *Histoire de l'Allemagne de la Germanie à nos jours*, Paris, Perrin, 2016, 473 p. ; *L'Allemagne de Luther à Merkel*, *L'Histoire*, Les collections n° 65, 2014, 98 p., (excellent).

Si l'on souhaite mettre plus largement en perspective l'histoire et l'économie du pays : E. JOHANN et J. JUNKER, *Histoire de la civilisation allemande des cent dernières années*, Munich, Nymphenburger Verlagshandlung – Inter Nationes (Bad-Godesberg), 1970, 232 p. (utile) ; H. BURGELIN, *La société allemande 1871-1968*, Paris, Arthaud, 1969, 340 p. ; É. DÉCULTOT, M. ESPAGNE, J. LE RIDER, *Dictionnaire du monde germanique*, Bayard, 2007, 1310 p. ; P. BÉHAR, *Du Ier au IVe Reich, Permanence d'une nation, renaissances d'un État*, Paris, Desjonquères, 1990, 190 p. ; L. DUPEUX, *Histoire culturelle de l'Allemagne 1919-1960*, Paris, PUF, 1989, 365 p. (bibliographie utile) ; A. MINC, *L'âme des nations*, Paris, Grasset, 2012, 283 p. ; A. DRIJARD, *L'Allemagne, les grands traits de son évolution politique et culturelle des origines à nos jours*, Paris, SEDES, 1964, 317 p. ; J. LE RIDER, *La Mitteleuropa*, Paris, PUF, Que sais-je ? n° 2846, 1994, 128 p. ; S. KOTT, A. LATTARD, M.B. VINCENT, *Histoire de la société allemande au XXe siècle*, Paris, La Découverte, 3 tomes, 2011 ; A.M. LE GLOANNEC (dir.), *L'État de l'Allemagne*, Paris, La Découverte 1995, 439 p. et *Allemagne, Peuple et culture*, Paris, Poche, 2005, 224 p. ; T. NIPPERDEY, *Réflexions sur l'histoire allemande*, Paris, Gallimard/NRF, 1992, 353 p. (remarquable) ; P. BERTAUX, *La civilisation urbaine en Allemagne*, Paris, Colin, 1971, 222 p.

(avec documents en allemand) ; H. JOLY, *Patrons d'Allemagne, sociologie d'une élite industrielle 1933-1989*, Paris, Presses de la FNSP, 1996, 364 p. ; P. WALINE, *Cinquante ans de rapports entre patrons et ouvriers en Allemagne*, 2 tomes, Paris, Presses de la FNSP, 1968-1970 ; E. VERMEIL, *L'Allemagne. Essai d'explication*, Paris, Gallimard/NRF, 1945, 459 p. ; J. NURDIN, *Le rêve européen des penseurs allemands 1700-1950*, Presses universitaires du Septentrion, 2003, 290 p. ; J. NURDIN, *Le rêve européen des penseurs allemands 1700-1950*, Presses universitaires du Septentrion, 2003, 290 p. Chaque région d'Allemagne mériterait une abondante bibliographie ! Quelques titres en français : choix difficile, lacunaire, critiquable... Sur la Prusse : J.P. BLED, *Histoire de la Prusse*, Paris, Fayard, 2007, 480 p. ; Ch. CLARK, *Histoire de la Prusse 1600-1947*, Perrin, 2009, 955 p. (monumental : 116 pages de notes et bibliographie) ; S. HAFFNER et W. VENOHR, *Profils prussiens*, Paris, Gallimard, 1983, 301 p. (passionnant). Sur le monde rhénan : R. MINDER, *Allemagnes et Allemands*, Paris, Seuil, 1948, 485 p. (53 pages de notes et bibl.) ; A. DEMANGEON et L. FEBVRE, *Le Rhin, problèmes d'histoire et d'économie*, Paris, Colin, 1935, 304 p. (nouvelle édition chez Perrin 1997, établie et présentée par Peter Schöttler) ; J. DOLLFUS, *L'homme et le Rhin*, Gallimard/NRF, 1960, 398 p. ; P. AYÇOBERRY et M. FERRO (dir.), *Une histoire du Rhin*, Paris, Ramsay, 1981, 459 p. ; É. JUILLARD, *L'Europe rhénane. Géographie d'un grand espace*, Paris, Colin, 1968, 293 p. Sur la Bavière : J. ROVAN, *La Bavière*, Paris, Arthaud, 1992, 440 p. Sur la Saxe : M. ESPAGNE, *Le creuset allemand, histoire interculturelle de la Saxe XVIII-XIX*^{e} *siècle*, Paris, PUF, 2000, 328 p. Plus général : F. REITEL, *Mers et fleuves, variations sur le thème de l'eau*, Paris, Didier, 1973, 367 p. ; R. CHEVAL, *L'Allemagne*, Paris, PUF, 1972, 332 p. ; A. MINC, *Vive l'Allemagne !*, Paris, Grasset, 2013, 157 p. ; F. ROCHE, *Un voyage en Allemagne. Comment vit, pense et travaille l'Allemagne d'aujourd'hui*, Paris, Le Passeur Éditeur, 2016, 202 p. ; O. BENYAHIA-KOUIDER, *L'Allemagne paiera*, Paris, Fayard, 2013, 268 p. (prix du livre d'économie) ; M. MEYER, *Le Roman de l'Allemagne*, Paris, Éditions du Rocher, 2013, 348 p., et un ouvrage anglais récent, D.B. ANDRETSCH et E. LEHMANN, *The Seven Secrets of Germany*. *Economic Resilience in an Era of Global Turbulence*, Oxford University Press, 2016. De nombreuses revues ont publié des n^{os} spéciaux ; citons notamment : *Géopolitique* Paris, PUF, « l'Allemagne à un tournant », n° 91, 2005, *Questions internationales*, La documentation française, « Allemagne, les défis de la puissance », n° 54, 2012 ; *Conflits*, revue de géopolitique « La puissance allemande, aube ou crépuscule », n° 8, 2016. *Les Échos Week-end* (supplément au n° 22535 des *Échos*, 23 sept. 2017) spécial Allemagne, 40 p. ; *Courrier international* n° 1403 (27 sept. 2017), « Allemagne terre inconnue », 40 p. ; *Le Point*, n° 2350 (21 sept. 2017) 36 p. ; « Comment le protestantisme a influencé l'économie », *Les Échos* (1.11.2017, p. 12-13) etc.